Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth

Auckland, Nouvelle-Zélande
du 10 au 13 novembre 1995

et

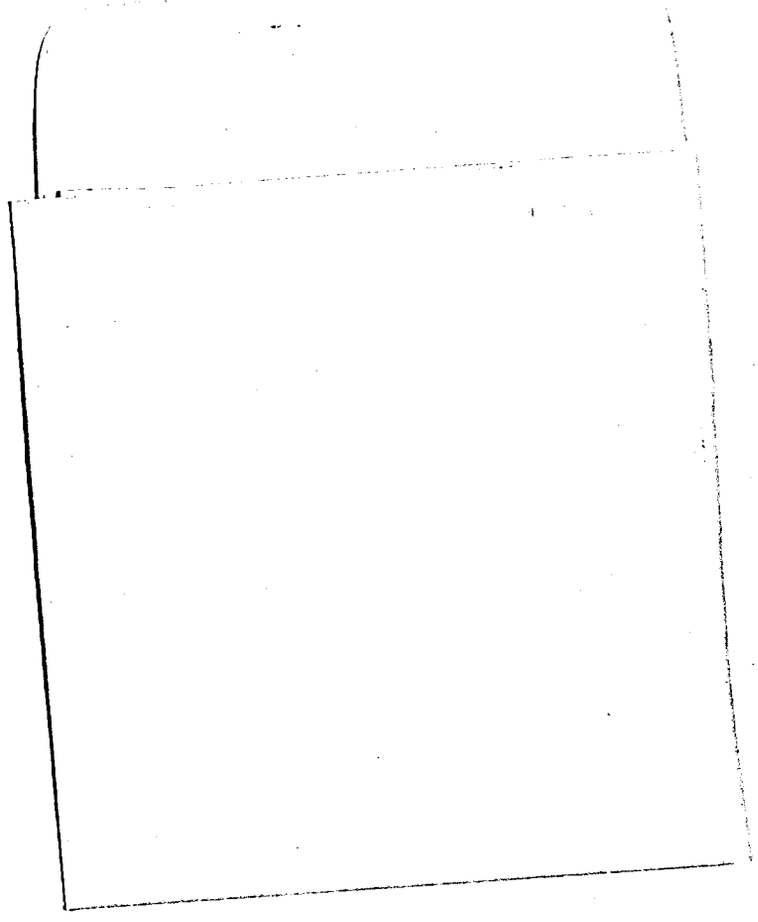
Réunion des chefs de gouvernement et de ministres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique

Osaka, Japon
du 16 au 19 novembre 1995

Cahier d'information

CANADA

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20004529 5



0164 7 104566 1201

Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth

Auckland, Nouvelle-Zélande
du 10 au 13 novembre 1995

et

Réunion des chefs de gouvernement et de ministres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique

Osaka, Japon
du 16 au 19 novembre 1995

Imprimé sur du papier recyclé

Printed on recycled paper

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada

Foreign Affairs and International Trade Canada

Imprimé au Canada
Printed in Canada

Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth

Auckland, Nouvelle-Zélande
du 10 au 13 novembre 1995

Table des matières

Pays membres du Commonwealth 3

Biographies

Le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 7

La Secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique, Mme Christine Stewart 8

Renseignements généraux

Vue d'ensemble sur le Commonwealth 11

Rôle du Canada au sein du Commonwealth 16

Objectifs du Commonwealth pour la réunion d'Auckland des chefs de gouvernement 18

Programme d'aide canadienne au développement destinée aux pays du Commonwealth 20

Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays du Commonwealth en 1993-1994 27

Plan d'action du Commonwealth sur l'égalité des sexes et le développement 30

Contrôle et non-prolifération des armements 32

Partenaires du Canada au sein du Commonwealth (fiches documentaires) 37

Communiqué : Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (Chypre 1993) 91

Pays membres du Commonwealth

	Pays	Capitale
1.	Afrique du Sud	Pretoria
2.	Antigua et Barbuda	Saint John's
3.	Australie	Canberra
4.	Bahamas	Nassau
5.	Bangladesh	Dhaka
6.	Barbade	Bridgetown
7.	Belize	Belmopan
8.	Botswana	Gaborone
9.	Brunei	Bandar Seri Begawan
10.	Cameroun +	Yaoundé
11.	Canada +	Ottawa
12.	Chypre	Nicosie
13.	Dominique +	Roseau
14.	Gambie	Banjul
15.	Ghana	Accra
16.	Grenade	Saint George's
17.	Guyana	Georgetown
18.	Inde	New Delhi
19.	Jamaïque	Kingston
20.	Kenya	Nairobi
21.	Kiribati	Bairiki
22.	Lesotho	Maseru
23.	Malawi	Lilongwe
24.	Malaysia	Kuala Lumpur
25.	Maldives (Îles)	Malé
26.	Malte (Île de)	La Valette
27.	Maurice (Île)+	Port-Louis
28.	Namibie	Windhoek
29.	Nauru	Yaren
30.	Nigéria	Lagos/Abuja
31.	Nouvelle-Zélande	Wellington
32.	Ouganda	Kampala
33.	Pakistan	Islamabad
34.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby
35.	Royaume-Uni	Londres
36.	Sainte-Lucie +	Castries
37.	Saint-Kitts-et-Nevis	Basseterre
38.	Saint-Vincent-et les Grenadines	Kingstown
39.	Salomon (Îles)	Honiara
40.	Samoa Occidental	Apia

41.	Seychelles +	Victoria
42.	Sierra Leone	Freetown
43.	Singapour	Singapour
44.	Sri Lanka	Colombo
45.	Swaziland	Mbabane
46.	Tanzanie	Dodoma
47.	Tonga (Îles)	Nuku'alofa
48.	Trinité-et-Tobago	Port of Spain
49.	Tuvalu	Funafuti
50.	Vanuatu +	Port-Vila
51.	Zambie	Lusaka
52.	Zimbabwe	Harare

+ Membre de la Francophonie

Biographies

Le Premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

La Secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique
Mme Christine Stewart

Mme Christine Stewart a été nommée au poste de Secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique par le Premier ministre Chrétien, en novembre 1993. Elle a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en 1988 pour représenter la circonscription de Northumberland, en Ontario.

Elle a été porte-parole du caucus libéral pour l'Agence canadienne de développement international et critique adjointe pour les Droits de la personne; vice-présidente du Comité du caucus libéral pour les Affaires extérieures et la Défense, membre du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des communes ainsi que membre du Sous-comité du développement et des droits de la personne et du Sous-comité de l'exportation des armes. De 1988 à 1990, elle a été membre des Comités permanents des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées.

Mme Stewart est une ancienne directrice générale du centre *Horizons of Friendship*, organisme caritatif non sectaire d'aide au développement en Amérique centrale. Elle a également travaillé en tant qu'infirmière au *Cobourg District General Hospital* et au sein de l'Ordre de Victoria. En 1971 et 1972, elle a vécu au Honduras, où elle a travaillé dans des organismes de développement.

De 1982 à 1987, Mme Stewart a été membre et présidente du Comité pour la reconstruction et le redressement du Conseil canadien de coopération internationale. Elle a siégé au Comité de sélection des projets d'aide d'urgence à l'Afrique. Elle a également été déléguée à la Session extraordinaire des Nations Unies pour la crise africaine et au Forum international de l'année des sans-abri. Elle est membre du Conseil d'administration du Programme des banques d'alimentation du comté de Northumberland et présidente de la *Northumberland Coalition Against Media Pornography*.

Mme Stewart a reçu un Baccalauréat en sciences infirmières de l'Université de Toronto en 1963. Mme Stewart et son mari ont trois enfants.

Renseignements généraux

Vue d'ensemble sur le Commonwealth

Nature du Commonwealth

Le Commonwealth est une libre association de 52 États indépendants et variés qui disposent, pour se consulter, d'un réseau plutôt informel de liens gouvernementaux ou autres.

Après avoir acquis son indépendance, l'Inde choisit en 1949 de devenir une république et de conserver ses liens avec le Commonwealth. C'est ce qui a marqué le début du Commonwealth moderne. Le nombre des États membres a augmenté rapidement entre la fin des années 40 et les années 60 en raison de l'accès à l'indépendance de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique. Depuis, bon nombre de petits pays des Antilles, de l'océan Indien et des îles du Pacifique sont venus s'y joindre.

En 1961, la question de l'apartheid a contraint l'Afrique du Sud à quitter le Commonwealth. Quelque trente ans plus tard, le 31 mai 1994, le Canada s'est réjoui du retour de ce pays au sein de l'organisme, ce qui allait permettre la participation de l'Afrique du Sud aux Jeux du Commonwealth tenus à Victoria, en Colombie-Britannique, en août 1994.

Aujourd'hui, la moitié des membres sont de petits États dont la population ne dépasse pas un million d'habitants. Les pays membres représentent ensemble environ le quart de la population mondiale et le tiers des membres de l'ONU. Le Canada est heureux de s'unir à ses partenaires du Commonwealth pour souhaiter la bienvenue au tout dernier adhérent, le Cameroun, qui est le septième pays à faire également partie de la Francophonie.

Parmi les valeurs communes que véhicule l'organisme figurent l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. À la suite de la Déclaration de Harare en 1991, le Commonwealth a accordé une attention particulière aux droits de la personne, à l'éthique démocratique, à l'égalité des femmes, au développement durable et à la protection de l'environnement.

Son esprit d'ouverture et l'attention qu'il porte aux besoins de ses membres donnent au Commonwealth un degré élevé de crédibilité. Au fil des ans, l'organisme a acquis des compétences lui permettant d'aider directement ses membres à faire face à des problèmes communs ou particuliers. En effet, ceux-ci bénéficient de l'appui d'un vaste réseau d'organismes privés, bénévoles et professionnels, incluant des universités, des associations de parlementaires, des associations juridiques, médicales ou autres, ainsi que des groupements du milieu des médias ou des sports.

Principes du Commonwealth

Le Commonwealth n'a pas de constitution, mais il a des principes bien établis. La Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée en 1971 par les chefs de gouvernement réunis à Singapour, stipule que les États membres doivent s'efforcer de faire régner la paix et l'ordre dans le monde en concourant aux efforts des Nations Unies, de promouvoir des institutions représentatives et des garanties juridiques des libertés individuelles, de reconnaître l'égalité des races et la nécessité de combattre la discrimination raciale et l'oppression raciale, et de mieux répartir les richesses dans la société.

En 1991, les chefs de gouvernement ont étoffé ces principes dans la Déclaration de Harare, afin que l'organisme dispose d'un énoncé précis de ses objectifs, de ses valeurs et de ses stratégies pour les années 90 et au-delà. Une attention particulière a été accordée dans la Déclaration au bon gouvernement et à la promotion de valeurs politiques fondamentales.

Consultations au sein du Commonwealth

La réunion des chefs de gouvernement a lieu tous les deux ans, le chef du gouvernement hôte y faisant office de président. Au début, elle se tenait à Londres, mais depuis 1971 elle se déroule dans différents pays membres. Les chefs de gouvernement discutent de questions politiques, économiques et sociales de l'actualité internationale, de leur incidence sur leurs pays et des mesures à adopter au sein du Commonwealth ou conjointement dans d'autres instances internationales.

Un communiqué est publié à l'issue de chaque réunion, mais le texte des délibérations reste confidentiel. On procède habituellement par consensus et en cherchant des terrains d'entente possibles. Il arrive qu'une déclaration soit faite pour énoncer une série d'objectifs et de principes généraux communs. Il est moins fréquent cependant qu'on s'entende sur une politique commune particulière, ce qui laisse à un gouvernement membre le choix de s'abstenir s'il le désire.

Les questions épineuses sont habituellement gardées pour la période d'une journée ou deux que les leaders passent ensemble, dans une ambiance détendue, à l'écart de la conférence. Les chefs de gouvernement s'entretiennent alors en toute simplicité sans leurs fonctionnaires. Un tel cadre permet de soulever les questions délicates et de voir les possibilités d'un terrain d'entente.

Entre les réunions des chefs de gouvernement, des hauts fonctionnaires du Commonwealth se réunissent pour faire le bilan du suivi donné à la réunion précédente et s'entendre sur l'ordre du jour de la suivante. Les ministres des Finances du Commonwealth se rencontrent tous les ans; ceux chargés de la

santé, de l'éducation, de l'emploi, du droit et de la condition féminine se rencontrent eux aussi régulièrement, tandis que les titulaires d'autres portefeuilles se réunissent à l'occasion.

Rôle du Secrétariat du Commonwealth

La création du Secrétariat, en 1965, a permis au Commonwealth de réunir en un seul organe les nombreux mécanismes de consultation et de coopération établis depuis longtemps dans les sphères de l'éducation, du droit, des sciences, de la statistique économique et dans d'autres domaines spécialisés. Son premier Secrétaire général, le diplomate canadien Arnold Smith (1965-1975), lui a donné une vocation pratique et un rôle de premier plan en matière de politiques, orientation suivie par son successeur, M. Shridath Ramphal, ancien ministre des Affaires étrangères du Guyana. L'actuel Secrétaire général est le chef Emeka Anyaoku, du Nigéria, qui a accédé à ce poste en 1990. À la réunion de 1993, à Chypre, le chef Anyaoku s'est vu proposer le renouvellement de son mandat pour cinq ans à compter du 1er juillet 1995. Le Secrétaire général rend compte à l'ensemble des chefs de gouvernement. Le Secrétariat est financé par les gouvernements selon un système de quote-parts.

Le siège du Secrétariat, situé à Londres, compte aujourd'hui 350 personnes venant de 30 pays. Elles s'occupent d'un certain nombre de programmes financés par le secteur bénévole, dont le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth, le Comité scientifique du Commonwealth et le *Commonwealth Consultative Group on Technology Management*.

Commonwealth of Learning

La toute dernière agence du Commonwealth a été proposée, à l'initiative du Canada, à la réunion des chefs de gouvernement de 1987 à Vancouver. Il s'agit du *Commonwealth of Learning*, qui vise à faciliter l'accès de tous les pays membres aux sources de connaissances, de formation et de données en recourant à la nouvelle technologie de l'information. Cet établissement d'enseignement à distance, situé à Vancouver, est le premier organe du Commonwealth à avoir son siège à l'extérieur de la Grande-Bretagne.

Bien épaulée par les membres de l'organisation, l'agence pourrait fort bien devenir un instrument majeur de développement social, technique et économique au cours des années à venir. Les techniques modernes de communication lui permettent de transférer de manière très efficace des connaissances et de la technologie.

Commonwealth des peuples

En marge de l'organisme officiel, il existe un Commonwealth officieux d'organisations non gouvernementales (ONG) très actives. En font partie des sociétés et des milliers de personnes, unies au sein d'un vaste réseau international d'organisations de services ou à vocation professionnelle, culturelle ou sportive. Elles sont l'âme du Commonwealth et constituent le fondement populaire nécessaire à sa vitalité.

Ces ONG associées au Commonwealth, au nombre de 200 environ, touchent presque toutes les disciplines de l'activité humaine; elles comprennent des associations d'architectes, de musées, de statisticiens, de journalistes, d'ingénieurs ou d'avocats du Commonwealth.

Citons, parmi les plus en vue, l'Association des universités du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth. La Fondation du Commonwealth, établie à la réunion des chefs de gouvernement de 1965, et soutenue financièrement par les gouvernements membres, met en valeur le rôle de partenaires à part entière joué par les ONG dans l'exécution des programmes du Commonwealth et dans la promotion des valeurs de l'organisme. La Fondation encourage aussi ces professionnels et autres associations par des bourses et des subventions.

Jeux du Commonwealth

En 1930, 400 athlètes représentant 11 pays se sont rendus à Hamilton en Ontario pour participer à ce que l'on appelait à l'époque les Jeux de l'Empire britannique. Les Jeux ont été repris depuis tous les quatre ans et se sont transformés en une spectaculaire rencontre internationale qui englobe, depuis les Jeux de 1978 tenus à Edmonton en Alberta, le Festival des arts du Commonwealth.

La ville de Victoria, en Colombie-Britannique, a accueilli les XVe Jeux du Commonwealth, du 18 au 28 août 1994. Pour la première fois, des athlètes handicapés participaient à une rencontre sportive de calibre international. C'était aussi la première fois depuis Cardiff en 1958 que l'Afrique du Sud participait aux Jeux du Commonwealth.

Rôle de la reine

Lorsque l'Inde a choisi de demeurer dans le Commonwealth en 1949, les membres ont décidé que le souverain britannique serait le symbole de la libre association des nations membres du Commonwealth et, par conséquent, le chef du Commonwealth, peu importe qu'un pays continue ou non de le reconnaître comme son chef d'État.

Élisabeth II est reine du Canada et souveraine de 16 autres « royaumes » parmi les 52 pays membres du Commonwealth, mais elle est pour tous, chef du Commonwealth. Elle est présente à tous les sommets, mais elle n'assiste pas aux réunions. Elle effectue généralement une visite officielle dans le pays hôte, avant l'ouverture de la réunion des chefs de gouvernement et, après l'arrivée des leaders, elle les invite à dîner et les reçoit en audience privée. La reine s'intéresse de près aux affaires du Commonwealth et a beaucoup voyagé dans les pays membres.

Rôle du Canada au sein du Commonwealth

Le Canada compte parmi les plus ardents défenseurs du Commonwealth. Il attache beaucoup d'importance au rôle que cet organisme, fort de la diversité des races, des religions et des cultures qu'il représente, joue sur la scène internationale. Transcendant les blocs régionaux et autres groupements, le Commonwealth est perçu comme un modèle du multilatéralisme, un instrument idéal pour accroître la compréhension et l'harmonie dans le monde. Par son intermédiaire, le Canada enrichit et approfondit ses relations bilatérales avec les 51 autres pays membres, et ce, dans presque toutes les régions du monde et au profit des objectifs de sa politique étrangère.

Le Commonwealth contribue en outre au rayonnement de la politique étrangère canadienne par ses nombreux programmes axés sur des valeurs et des principes communs. La promotion de valeurs politiques fondamentales et la notion de bon gouvernement, énoncées dans la Déclaration de Harare (1991), sont au coeur des activités de l'organisation. Le souci du Commonwealth de repérer les foyers de conflit, son expérience unique des mesures de prévention et sa capacité prouvée de trouver des solutions pacifiques aux différends en font une des organisations multilatérales privilégiées pour dissiper les multiples menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité mondiales.

Le Commonwealth complète ainsi les efforts de l'ONU. Aussi, le Canada est-il d'avis que cette organisation peut contribuer au renforcement des institutions multilatérales en mettant à profit leur aptitude à susciter la coopération et l'harmonie dans les débats sur les grands dossiers ainsi que dans la négociation et la mise en application des accords multilatéraux.

Le Canada est membre du Commonwealth depuis 1931. Son adhésion à cet organisme demeure un élément clé de ses relations extérieures; elle donne au Canada un accès privilégié à un vaste groupe de pays en développement, accès qui lui a permis d'intervenir d'une façon constructive dans les dossiers Nord-Sud et d'ajouter du poids et de la crédibilité aux efforts qu'il déploie dans le cadre général de sa politique étrangère.

Le Canada a accueilli très favorablement la montée et l'expansion du Commonwealth moderne après 1949. En 1961, il a condamné l'apartheid pratiqué par l'Afrique du Sud, ce qui a amené ce pays à quitter le Commonwealth et a encouragé d'autres pays africains à demeurer dans l'organisation ou à s'y joindre.

En 1985 et 1986, le Canada a fortement appuyé le rôle joué par le Commonwealth dans le mouvement international réclamant le démantèlement pacifique de l'apartheid en Afrique du Sud. De plus, il a présidé le Comité des ministres des Affaires étrangères sur l'Afrique australe, créé en 1987 à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver.

L'Afrique du Sud a réintégré les rangs de l'organisation à l'issue des élections libres tenues dans ce pays en 1994.

Le Canada est le deuxième bailleur de fonds des programmes du Secrétariat du Commonwealth après le Royaume-Uni. Les programmes sont variés et appuient de nombreuses causes dont, entre autres, le développement de la démocratie, le bon gouvernement, les droits de la personne, l'égalité des femmes, l'assistance technique. Au Secrétariat à Londres, des postes supérieurs ont été confiés à des Canadiens. En outre, des experts canadiens ont participé à la préparation de presque toutes les grandes études spéciales du Commonwealth qui ont ensuite servi de fondement à l'action politique et économique de l'organisation. Tout au long de l'année, des parlementaires, des organismes non gouvernementaux et des particuliers oeuvrent dans le cadre des conférences et programmes du Commonwealth. Plusieurs conférences importantes de l'organisation se sont d'ailleurs tenues au Canada.

Dans une grande mesure, les institutions et programmes du Commonwealth sont conçus pour aider les petits États et les pays en développement, qui constituent en fait la majorité des membres. La contribution annuelle du Canada, qui s'établira à presque 36 millions $ en 1995-1996, est utilisée surtout à cette fin puisqu'une bonne partie ira au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique.

Parmi les autres organes et programmes du Commonwealth auxquels le Canada contribue, citons le Secrétariat du Commonwealth, le *Commonwealth of Learning*, la Fondation du Commonwealth, le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Groupe consultatif du Commonwealth sur la gestion de la technologie, le *Small States Facility* et le *Commonwealth Institute*.

Parallèlement aux éléments gouvernementaux du Commonwealth existe un « Commonwealth officieux », florissant et bien en vue, au sein duquel le gouvernement du Canada et les Canadiens prennent une part active. Des bénévoles, des associations professionnelles, d'autres organismes non gouvernementaux ainsi que des groupes artistiques et culturels contribuent énormément au renforcement des liens tissés entre tous les membres du Commonwealth. Le sport constitue aussi pour l'organisation un moyen de véhiculer ses valeurs et un instrument de développement social.

Association moderne et multilatérale de 52 États, cimentée par des liens gouvernementaux et non gouvernementaux, le Commonwealth constitue un instrument crédible et rassurant de développement politique, économique et social, au sein duquel le Canada joue un rôle à la fois varié et influent.

Objectifs du Commonwealth pour la réunion d'Auckland des chefs de gouvernement

À Auckland, les chefs de gouvernement discuteront principalement des moyens d'intensifier les activités du Commonwealth visant les objectifs définis dans la Déclaration de Harare de 1991. Ces délibérations s'inscriront sous trois grands thèmes : promotion des valeurs fondamentales du Commonwealth, coopération pour le développement économique et social, et recherche de consensus internationaux. Le Commonwealth a déjà des activités dans tous ces domaines, mais, de l'avis général, l'adoption de nouvelles mesures concrètes sous la forme d'un plan d'action contribuerait à focaliser ses travaux.

Valeurs politiques fondamentales

La Déclaration de Harare a fait de la promotion de certaines valeurs fondamentales le but central du Commonwealth. Les membres y ont convenu que le Commonwealth se devait de défendre et de promouvoir la démocratie, la primauté du droit, l'indépendance de la magistrature, la gestion juste et honnête des affaires publiques et les droits fondamentaux de la personne. Cette Déclaration se voulait un instrument pour encourager le cheminement dans ces directions et non un constat de buts déjà atteints.

Depuis Harare, quatre pays du Commonwealth dotés de régimes politiques à parti unique (le Kenya, le Malawi, les Seychelles et la Zambie) et deux gouvernés par des régimes militaires (le Ghana et le Lesotho) sont passés à des systèmes électoraux pluripartites, avec l'encouragement et le concours du Commonwealth dans chaque cas.

La présence d'observateurs du Commonwealth est une garantie contre les irrégularités électorales; elle est souvent le facteur qui inspire confiance aux électeurs et empêche le processus électoral d'exacerber les conflits. Le Commonwealth a ainsi observé 15 élections dans 13 de ses pays membres, les cas les plus récents étant ceux de Saint-Kitts-et-Nevis (juillet) et de la Tanzanie (octobre).

Le Secrétaire général se prévaut de la Déclaration de Harare et il prend nettement position, publiquement et par la voie de la « diplomatie discrète », pour appuyer activement la démocratie et s'opposer aux poussées antidémocratiques dans les pays du Commonwealth. Il dispense ses « bons offices » afin de prévenir et résoudre les conflits éventuels.

Il est possible que les chefs de gouvernement envisagent de confier au Secrétaire général et au Commonwealth un mandat plus large et plus explicite pour ce travail extrêmement utile.

Développement économique durable

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des chefs de gouvernement qui avait lieu à Chypre en 1993 affirmait le caractère interdépendant et complémentaire de la démocratie, du développement et des droits de la personne. Le Secrétariat consacre le gros de ses ressources aux activités de développement économique, principalement par la voie du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique. La contribution du Canada à ce chapitre pour 1995-1996 s'élève à 11,6 millions $.

Les chefs de gouvernement profiteront de leur réunion d'Auckland pour étudier la question du renforcement de la capacité du Commonwealth à contribuer au développement durable de l'économie dans un contexte international d'appauvrissement des ressources.

Recherche de consensus

Le Commonwealth peut se prêter à la quête de consensus, lesquels peuvent alors être transposés dans d'autres organisations internationales. À part les Nations Unies, il est l'institution la plus vaste et la plus représentative de la diversité du monde actuel et il a fait la preuve de sa capacité à rallier des opinions et des convictions différentes.

Le Commonwealth contribue ainsi à élargir les discussions internationales touchant la protection de l'environnement, le trafic des stupéfiants, le blanchiment de l'argent et l'allégement des dettes publiques. Ses campagnes contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent — thèmes de conférences sous ses auspices à Colombo et à Vanuatu en 1995 — devraient soutenir les efforts déployés par d'autres instances internationales pour combattre ces problèmes.

Les chefs de gouvernement débattront en outre l'importance de réformer les Nations Unies et d'autres institutions internationales, ce qui a fait l'objet de vives discussions au sommet des sept pays les plus industrialisés (G-7) qui a eu lieu à Halifax en juin dernier. Le G-7 a convenu qu'il fallait en priorité procéder à un vaste examen des institutions qui régissent les relations monétaires et économiques et soutiennent le développement durable : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque des règlements internationaux, l'Organisation de coopération et de développement économiques et les institutions économiques des Nations Unies.

Au sommet de Halifax, on a réuni les premiers appuis nécessaires en faveur du renouvellement et du renforcement du système multilatéral. Les délibérations des chefs de gouvernement à Auckland donneront sans doute plus d'ampleur au mouvement.

Programme d'aide canadienne au développement destinée aux pays du Commonwealth

L'aide publique au développement (APD) du Canada dont bénéficient les pays en développement du Commonwealth prend diverses formes : aide bilatérale (gouvernement à gouvernement), aide multilatérale par l'intermédiaire du système onusien, des institutions financières internationales et des institutions du Commonwealth (principalement le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique), et appui à des initiatives d'organisations non gouvernementales ou d'entreprises canadiennes dans des pays du Commonwealth.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) voit dans les programmes de développement du Commonwealth des outils fort utiles pour répondre aux besoins des pays en développement du Commonwealth et pour donner priorité, dans les programmes canadiens d'APD, aux droits humains fondamentaux, au rôle des femmes dans le développement, aux droits de la personne, à la démocratie et au bon gouvernement, au développement du secteur privé, ainsi qu'à l'environnement.

Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT)

Au sein du Secrétariat du Commonwealth, le FCCT est le plus important mécanisme multilatéral destiné à assurer la coopération entre les pays du Commonwealth au chapitre du développement. Les pays développés et en développement du Commonwealth contribuent volontairement au budget annuel qui est d'environ 46 millions $.

Le Canada vient au deuxième rang des bailleurs de fonds du FCCT, après le Royaume-Uni; sa contribution en 1995-1996 s'établit à 11,6 millions $. C'est un Canadien qui occupe en ce moment le poste de Secrétaire général adjoint du Commonwealth pour la coopération au développement.

Pour son fonctionnement, le Fonds comporte trois grandes composantes : la formation, les services de spécialistes, les conseils techniques. Depuis l'énoncé des priorités des chefs de gouvernement à Harare en 1991, le Fonds est sollicité dans de nouveaux domaines : la transition à la démocratie, les droits de la personne, l'égalité des femmes, la gestion du changement économique et la réforme administrative.

Par exemple, le Fonds soutient des programmes spécialisés de formation sur la planification de l'équité entre les hommes et les femmes dans les politiques macroéconomiques, la participation des femmes aux décisions et aux politiques, les droits des femmes en tant que droits de la personne, la lutte contre le SIDA chez les femmes, ainsi que les femmes et la gestion de l'environnement.

Le Fonds assure des services d'experts pour la rédaction de textes législatifs et pour la réforme du droit électoral, constitutionnel et de la propriété intellectuelle.

Par le Programme général d'assistance technique du FCCT, les pays en développement du Commonwealth peuvent profiter des compétences de professionnels pendant une période allant de 4 à 24 mois. Pour faciliter ce service, le FCCT s'assure d'avoir à son service un petit groupe de spécialistes dans les secteurs très en demande, comme l'économie du développement, les finances, la fiscalité, le droit et la statistique.

Grâce à son Programme de services de formation en gestion, le FCCT aide des étudiants choisis par leur gouvernement à faire des études ou des stages de travail dans d'autres pays du Commonwealth.

En outre, le Programme d'expansion des marchés extérieurs du FCCT touche les domaines suivants : promotion, commercialisation, assurance-crédit, organisation de foires et de missions commerciales, études de marché, préparation à la conduite de négociations commerciales, connaissance des règlements d'exportation et traitement des marchandises en vue de l'exportation. Le FCCT encourage ainsi les pays en développement du Commonwealth à accroître leurs volumes d'exportation et leurs rentrées de devises étrangères.

Commonwealth of Learning

Le *Commonwealth of Learning* (l'Agence du Commonwealth pour l'enseignement) est une initiative parrainée par le Canada qui a été annoncée à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987. Établi à Vancouver, cet organisme est le premier à avoir son siège à l'extérieur de la Grande-Bretagne; il a été créé pour promouvoir la coopération en formation à distance.

Son but est de rendre les États membres plus aptes à perfectionner leurs ressources humaines de développement économique et social par un plus grand accès à l'éducation, une meilleure qualité de l'enseignement et un partage amélioré des ressources à ce chapitre, ainsi que par une plus grande diffusion des idées et de la recherche et une mobilité accrue des personnes. L'introduction de méthodes et de techniques modernes par le *Commonwealth of Learning* a permis aux gouvernements et aux institutions d'élargir l'accès à l'éducation, particulièrement dans les secteurs postsecondaire et technique/professionnel.

Depuis la création de cette agence, le gouvernement canadien y a consacré 9,65 millions $ et celui de la Colombie-Britannique, 7 millions $.

Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth

Le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth donne l'occasion aux étudiants talentueux de poursuivre leurs études et de faire de la recherche dans un autre pays du Commonwealth. Bon an mal an, 1 500 boursiers du Commonwealth se prévalent du programme pour étudier à l'étranger. En 1995-1996, la contribution du gouvernement du Canada à ce programme sera de 7,9 millions $.

Mécanisme pour les petits États

Une proposition approuvée à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1985, a conduit à la création du Mécanisme pour les petits États, grâce auquel neuf pays du Commonwealth, pour la plupart des États insulaires du Pacifique Sud, de l'océan Indien et des Antilles, jouissent d'une représentation permanente conjointe aux Nations Unies. Le Canada estime que les petits États doivent avoir la possibilité d'être représentés. Aussi, a-t-il versé 1,5 million $ à ce mécanisme depuis 1987.

Aide bilatérale à l'Afrique

Le mandat du programme canadien d'Aide publique au développement — appuyer le développement durable afin de réduire la pauvreté et de contribuer à rendre le monde plus sûr, plus équitable et plus prospère — s'applique particulièrement au contexte africain.

Comme la population des 63 pays d'Afrique et du Moyen-Orient s'élève à plus de 950 millions, les conditions qui règnent dans cette région sont très diverses. La promotion des réformes économiques et sociales donne des résultats positifs dans un certain nombre de pays. En dépit des progrès réalisés, 24 des 35 pays les plus pauvres du monde se trouvent en Afrique subsaharienne, où la moitié de la population vit dans l'indigence. La croissance rapide de la population, les taux élevés d'urbanisation, l'ampleur de l'endettement public ainsi que l'inégalité entre les hommes et les femmes freinent le développement.

Une baisse progressive de la pauvreté nécessite une stabilité sociale et politique. Souvent, la violence, les conflits et l'anarchie prennent racine et se développent dans les foyers de pauvreté. C'est pourquoi la réduction de la pauvreté et la promotion de la paix et de la sécurité occupent une place centrale dans les programmes de l'ACDI en Afrique, lesquels représentent 45 % de tous les programmes bilatéraux de l'Agence.

En Afrique occidentale, où les pays membres du Commonwealth sont la Gambie, le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone, les programmes de l'ACDI servent à promouvoir le développement social (soit les besoins humains fondamentaux comme l'éducation, l'accès à l'eau potable et la santé), la pleine participation des femmes à tous les aspects du développement, la gestion des richesses naturelles et particulièrement la lutte contre la désertification, le bon

gouvernement, la coopération régionale, la croissance économique (y compris la réforme de l'économie, le développement du secteur privé et l'infrastructure régionale).

Au Ghana, par exemple, l'ACDI appuie un programme de réforme économique qui améliorera l'efficacité du gouvernement. Ce projet aura un impact direct sur la réduction de la pauvreté en ce sens que le gouvernement du Ghana investira davantage dans les besoins humains fondamentaux. L'ACDI a également d'autres projets en cours au Ghana : donner à 1 500 communautés l'accès à l'eau potable ainsi que rénover et étendre le système d'adduction d'eau.

En Afrique australe, où les pays du Commonwealth sont le Botswana, le Lesotho, le Malawi, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe, les priorités de l'ACDI sont les besoins humains fondamentaux, la participation des femmes au développement, les services d'infrastructure, les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement, le développement du secteur privé, l'environnement. L'aide alimentaire et humanitaire au moment d'une sécheresse ou d'une guerre représente aussi une partie importante des fonds de l'ACDI consacrés à l'Afrique australe. Dans le domaine des besoins humains fondamentaux, l'accent est mis sur les aspects sociaux de la réforme économique, l'éducation de base et la lutte contre le SIDA. L'appui au secteur privé a été pendant longtemps une caractéristique du programme mené en Afrique australe et il prendra encore de l'ampleur à la faveur des projets d'envergure prévus au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. Dans le secteur de l'environnement, un grand projet est prévu pour le bassin du fleuve Zambèze. En Afrique du Sud, le programme de l'ACDI porte sur le bon gouvernement, le perfectionnement des ressources humaines, la société civile et le développement économique.

En Afrique orientale et centrale, où les pays du Commonwealth sont le Kenya, l'Île Maurice, les Seychelles, la Tanzanie et l'Ouganda, le principal objectif de l'ACDI est de satisfaire les besoins humains fondamentaux et d'aplanir certaines contraintes liées à l'infrastructure. Depuis les compressions budgétaires de 1992, l'ACDI a commencé à rétablir des programmes modestes dans la région et poursuit certains projets existants, comme solidifier la *Tanzania Railway Corporation* afin d'améliorer le transport des produits agricoles et autres. En Ouganda et au Kenya, l'ACDI appuie des initiatives ayant trait aux soins de santé primaires, au SIDA et à la pauvreté.

L'ACDI appuie également des projets destinés à l'Afrique dans son ensemble grâce à son programme panafricain. Ce programme vient en aide à certaines organisations et institutions africaines, dont font partie des pays du Commonwealth, notamment le Consortium international pour la recherche économique en Afrique et la Fondation africaine de médecine et de recherche.

Aide bilatérale à l'Asie et au Pacifique Sud

Même si l'économie de l'Asie est relativement bonne comparativement à celle d'autres régions du monde, les progrès ne sont pas uniformes. La pauvreté demeure un problème majeur à bien des endroits, particulièrement dans le Sud.

Les programmes de l'ACDI ont évolué en fonction des besoins changeants de la région. Ils visent à promouvoir une croissance économique soutenue et équitable, à améliorer le bien-être des groupes défavorisés et à raffermir leur participation au développement durable de leurs pays, à promouvoir l'équité entre les hommes et les femmes, à étendre la participation aux décisions et le respect des droits de la personne, à élargir la base de développement du secteur privé, et à contribuer à la prévention et à la résolution des problèmes environnementaux par des politiques et des programmes respectueux de l'environnement.

Le programme de l'ACDI en Asie continue de favoriser les relations à long terme entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des pays d'Asie, les entreprises commerciales, les organismes privés (à but lucratif ou non) et les établissements d'enseignement. Ces relations sont fondées sur les intérêts mutuels des gouvernements et des causes humanitaires. Dans bien des pays, on tente surtout d'encourager le secteur privé canadien à explorer de nouveaux débouchés commerciaux et à envisager des transferts de technologie et des coentreprises ayant une valeur de développement à long terme.

En Asie du Sud, où les pays du Commonwealth sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et Sri Lanka, l'ACDI appuie les réformes économiques et sociales, le développement du secteur social, une meilleure gestion de l'environnement et le développement démocratique. L'accent est mis avant tout sur la participation des organisations communautaires au développement durable.

Par exemple, l'ACDI versera 10 millions $ (1995-2000) au Centre de politique sociale et de développement du Pakistan pour l'aider à accroître ses compétences afin de pouvoir encourager les gouvernements provinciaux de ce pays à générer plus de revenus et à accroître les investissements dans les secteurs sociaux importants.

Une contribution de 7 millions $ de l'ACDI (1995-2001) aidera la Confédération de l'industrie indienne à raffermir sa Division de la gestion environnementale. L'ACDI verse aussi 28 millions $ au Quatrième projet relatif à la population et à la santé mis sur pied par le gouvernement du Bangladesh et conçu pour faire fléchir le taux de fertilité et le taux de mortalité maternelle et juvénile, améliorer l'alimentation des femmes et des enfants, et rendre la planification familiale plus efficace. L'ACDI verse aussi 5 millions $ à un projet de réhabilitation par l'éducation et la formation à Sri Lanka (1993-1997) afin de venir en aide aux familles durement touchées par les troubles civils.

En Asie du Sud-Est, la Malaysia reçoit des fonds de l'ACDI pour faciliter son passage d'une économie agricole tributaire des denrées de base à une économie industrielle et ce, par le renforcement de sa politique de développement et de sa base technologique. À cette fin, une contribution de 15 millions $ (1991-1997) de l'ACDI permet de promouvoir le partenariat économique entre le Canada et la Malaysia par le transfert de technologies et de compétences canadiennes à ce pays.

Dans le Pacifique Sud, l'ACDI appuie un projet de 14 millions $ (1986-1996) pour améliorer l'efficacité des institutions régionales du Pacifique Sud en matière de gestion et de mise en valeur des ressources marines. Une seconde phase est envisagée à ce Projet de développement des océans entre le Canada et le Pacifique Sud.

L'ACDI appuie également l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et les programmes des institutions régionales. Le programme de l'Agence a été conçu pour tenir compte de l'influence grandissante de l'ANASE dans le monde et pour l'aider à veiller encore mieux aux grands intérêts de la région, grâce à un appui technologique et au renforcement des institutions. Les programmes des institutions régionales de l'ACDI en Asie appuient des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et surtout les activités et les organisations ayant trait au développement et à l'adaptation de la technologie, au perfectionnement des ressources humaines, au rôle des femmes dans le développement ainsi qu'à la gestion des ressources naturelles.

Aide bilatérale aux pays des Antilles et des Amériques membres du Commonwealth

L'ACDI appuie une combinaison de programmes régionaux et nationaux dans les Antilles du Commonwealth surtout au Guyana, en Jamaïque et dans des pays des Antilles orientales, soit Antigua et Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et les Grenadines. L'ACDI aide aussi la région par l'intermédiaire de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM) et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS). Sa présence est toutefois moindre à la Barbade et au Belize.

Le but du grand programme de l'ACDI dans les Antilles du Commonwealth est d'aider la région à atteindre un degré plus élevé d'autonomie socio-économique et par le fait même d'alléger la pauvreté. À cette fin, l'ACDI s'est fixée deux objectifs : 1) aider les Antilles du Commonwealth à être compétitives à l'échelle mondiale, et ce, dans une optique d'équité sociale et de respect de l'environnement; 2) aider ces pays à mieux gérer leurs ressources environnementales et naturelles. Les programmes de l'ACDI appuient l'équité entre les hommes et les femmes et l'intégration régionale, deux conditions essentielles à la réalisation des deux principaux objectifs.

L'approche adoptée par l'ACDI à l'égard des Antilles du Commonwealth consiste surtout à aider ces pays à consolider leurs compétences par le perfectionnement de leurs ressources humaines, le développement de leurs institutions et la promotion des réformes économiques.

Le projet entrepris avec JAMPRO (Jamaica Promotions Corp.) sur l'aide à la promotion des exportations a pour objectif d'accroître les exportations au Canada sur une base compétitive de produits agricoles jamaïcains choisis. Il consiste notamment à offrir des cours de commercialisation des exportations, à développer les systèmes d'information sur les marchés et à fournir une aide financière et technique à des petites et moyennes entreprises de la Jamaïque.

Le *Canada Training Awards Project*, lancé dans la région des Antilles orientales en 1987 favorise une croissance économique durable par le perfectionnement des compétences gestionnelles et techniques dans les secteurs de l'agriculture, de la petite industrie, du tourisme et de l'éducation.

Au Guyana, le Programme de gestion de l'économie est axé sur l'ajustement structurel et le développement durable. Il s'agit plus précisément de mettre sur pied des programmes et des politiques qui soient valables sur les plans social et environnemental.

Enfin, au niveau régional, le programme relatif aux pêches et à l'océan dans la région des Antilles est un exemple de l'aide dispensée par l'ACDI en faveur de la gestion durable des ressources environnementales et naturelles. Le projet vise à développer des compétences en gestion et en conservation dans une optique de durabilité des ressources de la mer dans les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). À cette fin, on appuie la mise sur pied de systèmes d'information sur les ressources, de systèmes d'information sur la gestion des pêches, d'un système régional de gestion des pêches, ainsi que le renforcement des institutions de gestion des pêches.

Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays du Commonwealth en 1993-1994

Afrique	(En millions $)
Afrique du Sud	18,30
Botswana	10,05
Gambie	3,03
Ghana	52,76
Kenya	44,25
Lesotho	7,15
Malawi	18,45
Maurice (Île)	0,82
Namibie	1,63
Nigéria	10,28
Ouganda	24,11
SADCC	32,48
Seychelles	0,60
Sierra Leone	8,10
Swaziland	1,56
Tanzanie	31,82
Zambie	20,11
Zimbabwe	30,03
*Région de l'Afrique anglophone	27,17
Total	342,70

* Ce chiffre ne peut pas être réparti par pays mais peut inclure des contributions à des pays du Commonwealth.

Antilles et Amériques

Antigua et Barbuda	1,24
Bahamas	0,06
Barbade	4,09
Belize	1,92
Dominique	3,08
Grenade	1,10
Guyana	19,81
Jamaïque	21,43
Saint-Kitts-et-Nevis	1,38
Sainte-Lucie	9,82
Saint-Vincent-et les Grenadines	2,58
Trinité-et-Tobago	1,80
Région	17,31
Total	85,62

Asie

Bangladesh	122,30
Brunei	0,02
Inde	106,41
Malaysia	7,71
Maldives (Îles)	0,12
Pakistan	39,55
Singapour	0,76
Sri Lanka	43,84
Total	320,71

Pacifique Sud et autres pays	
(Kiribati, Tuvalu, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Îles Tonga, Vanuatu, Nauru, Samoa Occidental, Chypre, Île de Malte)	
Total	11,06
Autres contributions au Commonwealth (non dirigées vers des pays particuliers)	
Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	10,07
Total de l'APD du Canada au Commonwealth	770,16

Représente environ 25 % du total de l'APD canadienne versée en 1993-1994, soit 3 078,10 $

Les chiffres ci-dessus comprennent l'aide bilatérale et multilatérale estimative versée par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales. Il a été tenu compte des remboursements.

Plan d'action du Commonwealth sur l'égalité des sexes et le développement

Le plan d'action du Commonwealth sur l'égalité des sexes et le développement publié en 1995 a été élaboré suite à la demande faite par les ministres responsables des affaires féminines à la rencontre de Chypre, en juillet 1993.

Cette demande avait reçu l'appui des pays du Commonwealth à l'occasion de la réunion des chefs de gouvernement d'octobre 1993 tenue également à Chypre. Le plan d'action est conforme aux engagements pris dans la Déclaration de Harare de 1991 de défendre les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth : la démocratie, la primauté du droit, un gouvernement juste et honnête et les droits de la personne. Les ministres se sont engagés à promouvoir l'égalité des femmes avec plus d'ardeur afin qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits à l'égalité. Dans leur communiqué de 1993, les chefs de gouvernement ont réaffirmé que les droits des femmes constituent un élément intégral et indivisible des droits de la personne.

Les ministres estimaient en outre que le Commonwealth pouvait sûrement constituer un modèle de collaboration internationale en ce qui concerne l'égalité des sexes, étant donné son expérience de la coopération et de l'entraide fondée sur la participation égale de tous ses membres, des structures juridiques et administratives de même nature et une langue commune.

Le plan d'action a été présenté le 3 septembre 1995, à Beijing, par les ministres responsables des affaires féminines à titre de contribution spéciale du Commonwealth à la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Une approbation en principe du plan d'action avait été demandée auparavant à la réunion des responsables des affaires féminines du Commonwealth à Malte, en juin 1995.

À Auckland, les dirigeants se verront demander d'approuver le plan d'action du Commonwealth sur l'égalité des sexes et le développement de 1995, qui renferme un certain nombre de stratégies clés visant à permettre aux femmes d'atteindre l'égalité.

Le plan d'action préconise :

- la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes dans toutes les politiques et dans tous les programmes des pays du Commonwealth;
- la mise en place de mécanismes gouvernementaux nationaux de promotion des questions féminines ou leur renforcement;

- une collaboration au sein du Commonwealth pour la mise sur pied de « systèmes de gestion de l'égalité des sexes » (stratégies de formation, bases de données, législation nationale, etc.);
- la création de programmes particulièrement destinés aux femmes dans des domaines importants comme les droits de la personne, l'élimination de la violence, la participation aux décisions, la gestion de la technologie et l'élimination de la misère;
- un développement orienté vers l'obtention de « résultats égaux et équitables ».

Le Canada appuie le plan d'action sans réserve. Il participe aux travaux du groupe d'experts chargé de son élaboration. Celui-ci était composé de douze membres provenant des pays du Commonwealth, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales.

Contrôle et non-prolifération des armements

Le 11 mai 1995, 175 pays, dont le Canada, ont convenu de reconduire indéfiniment et inconditionnellement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et de terminer les négociations sur un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) d'ici 1996. Le TNP constitue la pierre angulaire des efforts déployés par la communauté internationale pour empêcher la prolifération des armes nucléaires. Sa reconduction pour une période indéfinie était un objectif primordial du Canada et figurait dans l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement.

Tous les participants à la Conférence d'examen du TNP, y compris les États possédant des armes nucléaires, ont pris un engagement à l'égard des principes et objectifs de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement ainsi qu'à l'égard d'examens plus approfondis du fonctionnement du Traité.

Depuis mai, trois des cinq pays possédant l'arme nucléaire (la France, les États-Unis et le Royaume-Uni) ont souscrit à l'option zéro pour le CTBT, ce qui signifie qu'aucun test ne serait jamais permis. Cet engagement a donné un élan aux négociations en cours à la Conférence du désarmement à Genève. La Russie et la Chine sont exhortées à donner les mêmes assurances.

Dans les principes et objectifs, arrêtés pendant les discussions sur la reconduction du TNP, tous les États ont accepté de commencer immédiatement les négociations en vue de la convention sur l'arrêt de la production de matières fissiles destinées à des armes nucléaires. Ces négociations n'ont pas encore commencé. Le principal obstacle semble être la question d'inclure ou non les stocks existants de matières fissibles dans le champ d'application du nouveau traité. La volonté du Canada est de faire entreprendre ces négociations le plus tôt possible, à tout le moins au niveau des experts techniques.

Au début, la situation semblait prometteuse, mais depuis, la France et la Chine ont procédé, à des fins d'essai, à des explosions nucléaires. La continuation des tests par ces deux pays a soulevé des réactions et des critiques très vives dans le monde. Cette question sera probablement soulevée à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth étant donné que les réactions les plus vives sont venues de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres pays du Pacifique Sud. Presque tous les pays du Commonwealth ont adhéré au TNP ou l'ont ratifié.

Pour ce qui est de la Convention sur les armes chimiques, plus de 150 pays ont signé le traité depuis qu'il a été ouvert à la signature en 1993. Soixante-cinq ratifications sont nécessaires à son entrée en vigueur. Le 26 septembre dernier, le Canada est devenu le 40e pays à ratifier ce traité.

Des travaux ont également été entrepris afin de mettre au point un mécanisme efficace de vérification et de conformité à la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles (RCMT) est entré en vigueur en 1987, et a permis de réduire la prolifération des missiles balistiques par un contrôle des exportations de matériel et de technologie dans ce domaine.

Même si l'adhésion de la Russie et de l'Afrique du Sud au RCMT a permis au Régime de gagner en efficacité, il reste beaucoup à faire pour contrer la menace réelle et continue de prolifération des missiles, particulièrement dans certaines régions comme l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et la péninsule coréenne.

Après la guerre du Golfe de 1991, le Canada a réclamé que les transferts d'armes classiques fassent l'objet de plus de transparence, de consultation et de modération. Les événements survenus au Rwanda, en Bosnie et ailleurs dans le monde au cours des deux dernières années ont de nouveau illustré la nécessité de prendre des mesures efficaces à l'égard de cette question.

Le secrétaire général de l'ONU a parlé de la nécessité de procéder à un « microdésarmement » visant les petites armes et l'artillerie légère (mitrailleuses, pistolets, mines) qui causent tant de morts.

Le Registre des armes classiques de l'ONU demeure un outil privilégié pour accroître la transparence dans les transferts d'armements et peut contribuer à faire régner la confiance voulue pour entreprendre un désarmement sérieux à l'égard de ce type d'armes. Un plus grand nombre d'États devraient avoir recours au Registre; il faudra vraiment s'efforcer au cours de la prochaine année de l'améliorer et d'en faire un instrument important de lutte contre la prolifération des armes classiques.

Partenaires du Canada au sein du Commonwealth

AFRIQUE DU SUD (RÉPUBLIQUE DE L')

Capitale : Pretoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

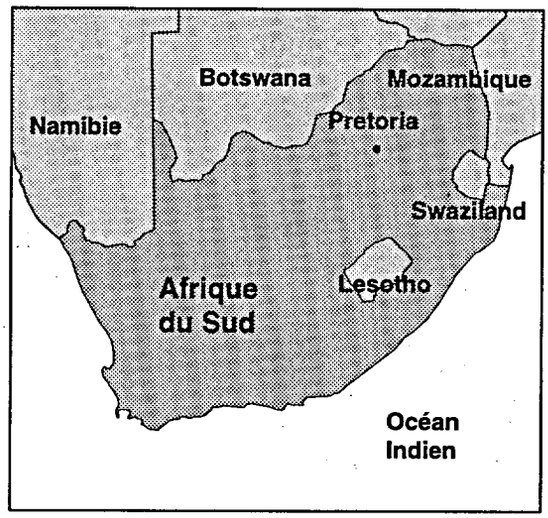
Superficie
1 140 519 km²

Population
41,89 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,62 % (1994)

Principales langues
Onze langues officielles, parmi lesquelles l'anglais et l'afrikaaner

Principaux groupes religieux
Chrétiens (68 %), musulmans, hindous, juifs



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République fédérale

Dirigeants
Le Président Nelson Mandela

Les vice-présidents Thabo Mbeki et Frederick De Klerk

Ministre des Affaires étrangères
M. Alfred Nzo

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
L'Afrique du Sud se classe 95e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
1103 Arcadia
Hatfield 0083, Pretoria
Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
115,27 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
2,3 % (1994)

PIB par habitant
2 750 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Or, diamants, métaux communs et produits métalliques, charbon

Principales importations
Machinerie, produits chimiques, véhicules automobiles, métaux et produits métalliques

Principales exportations au Canada
305,6 millions $ (1994), en métaux et minéraux, agroalimentaire, textiles, produits chimiques et dérivés

Principales importations du Canada
238,3 millions $ (1994), en matériel de transport, machinerie, équipement électrique, agroalimentaire, produits forestiers, métaux, minéraux, produits chimiques

Aide bilatérale du Canada
18,3 millions $ (1993-1994)

ANTIGUA ET BARBUDA

Capitale : Saint John's

Données géographiques

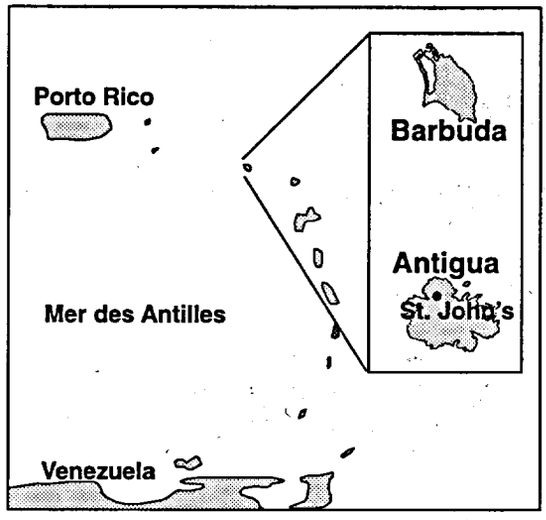
Superficie
440 km²

Population
64 500 (1993)

Taux de croissance de la population
0,4 % (1993)

Principales langues
Anglais (officielle), dialecte local

Principaux groupes religieux
Anglicans (majorité), autres protestants, catholiques romains



Données politiques

Système politique
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Lester Bryant Bird

Ministre des Affaires extérieures
M. Lester Bryant Bird

Indice du développement humain de l'ONU
Antigua et Barbuda se classe 55e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de Antigua et Barbuda
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

Données économiques

PIB
440 millions $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
3 % (1994)

PIB par habitant
7 083 $ US (1993)

Principales exportations
Produits pétroliers, biens manufacturés

Principales importations
Produits pétroliers, machinerie, denrées alimentaires et animaux

Principales exportations au Canada
370 000 $ (1994), en poisson, fruits de mer et vêtements

Principales importations du Canada
6,69 millions $ (1994), en moteurs refaits, matériel téléphonique, pièces d'aéronef, matériaux et pièces de construction

Aide bilatérale du Canada
1,24 million $ (1993-1994)

AUSTRALIE (COMMONWEALTH D')

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

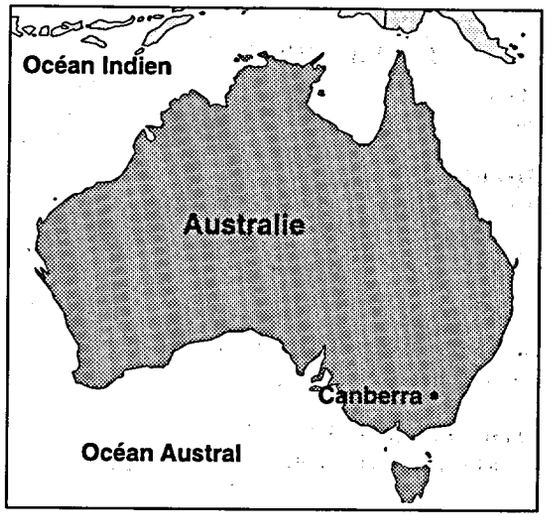
Superficie
7 682 300 km²

Population
17,92 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1994)

Principale langue
Anglais

Principaux groupes religieux
Anglicans (26 %), catholiques romains (25 %), protestants (25 %), autres (24 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie parlementaire fédérale (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Paul Keating

Ministre des Affaires étrangères
M. Gareth Evans

Institutions démocratiques
Législature bicamérale : chambre des représentants, sénat (élu)

Indice du développement humain de l'ONU
L'Australie se classe 11e parmi 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. William Brian Schumacher, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Avenue Commonwealth
Canberra ACT 2600
Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
339,7 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
6 % (est. 1994)

PIB par habitant
18 400 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Blé, orge, boeuf, agneau, produits laitiers, laine, charbon, minerai de fer, machinerie et matériel de transport

Principales importations
Demi-produits, machinerie et matériel de transport, ordinateurs et matériel de bureau, biens de consommation et produits pétroliers

Principales exportations au Canada
1,12 milliard $ (1994), en sucre brut, alumine, minerais et concentrés de métaux, boeuf congelé et désossé, médicaments, vin et acier semi-ouvré

Principales importations du Canada
951,82 millions $ (1994), en bois d'oeuvre, locomotives, pièces pour les machines de traitement de données, engrais potassiques et d'urée, pâte de bois et moteurs d'aéronefs

BAHAMAS (COMMONWEALTH DES)

Capitale : Nassau

Données géographiques

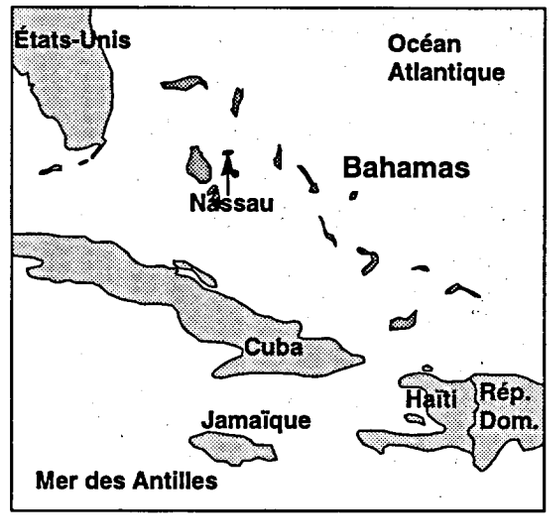
Superficie
13 939 km²

Population
270 000 (1994)

Taux de croissance de la population
1,9 % (1994)

Principales langues
Anglais, un peu de créole chez les Haïtiens d'origine

Principaux groupes religieux
Baptistes (32 %), anglicans (20 %), catholiques romains (19 %)



Données politiques

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Hubert J. Ingraham

Ministre des Affaires étrangères
Mme Janet G. Bostwick

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Les Bahamas se classent 26e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Kathryn Hewlett-Jobes
Haut-commissaire du Canada auprès des Bahamas
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1500, Kingston 10
Jamaïque

Téléphone (809) 926-1500
Télécopieur (809) 926-1702

Données économiques

PIB
2,71 milliards $ US (est. 1993)

Taux de croissance du PIB
2 % (1991)

PIB par habitant
10 570 $ US (est. 1993)

Principales exportations
Produits pharmaceutiques, ciment, rhum, langoustes

Principales importations
Produits pétroliers et dérivés, biens manufacturés

Principales exportations au Canada
44,89 millions $ (1994), en acide carboxylique, produits du pétrole, langouste et autres crustacés, dérivés de la glande surrénale

Principales importations du Canada
17,19 millions $ (1994), en matériel téléphonique, produits pharmaceutiques, moteurs refaits, farine, sucre raffiné

Aide bilatérale du Canada
60 000 $ (1993-1994)

BANGLADESH (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU)

Capitale : Dhaka

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

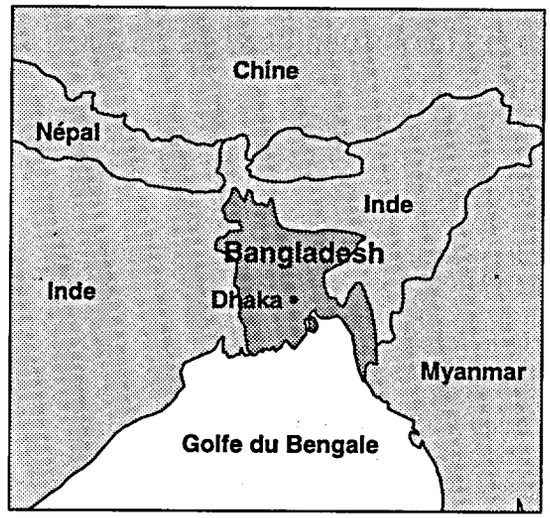
Superficie
143 998 km^2

Population
125,15 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3 % (1994)

Principales langues
Bengali (officielle), anglais très répandu

Principaux groupes religieux
Musulmans (85 %), hindous (14 %), autres (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Abdur Rahman Biswas

Le Premier ministre Mme Khaleda Zia

Ministre des Affaires étrangères
Lt. Col. A.S.M. Mustafizur Rahman

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Bangladesh se classe 146e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John J. Scott, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
House CWN 16/A, Road 48
Gulshan
Bangladesh

Téléphone : (011-880-2) 88 36 39
Télécopieur : (011-880-2) 88 30 43

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
25,89 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
4,6 % (1994)

PIB par habitant
179 $ US (1992)

Principales exportations
Vêtements de confection et accessoires, jute et articles de jute, cuir et articles de cuir, textiles, poisson

Principales importations
Denrées alimentaires, machinerie et matériel de transport, combustibles et produits chimiques

Principales exportations au Canada
74,2 millions $ (1994), en accessoires (vêtements), textiles, fibres, jouets, jeux et articles de sport, chaussures, poisson et fruits de mer, légumes

Principales importations du Canada
77,2 millions $ (1994), en céréales, tabac, machinerie, papier, pâte à papier, fer et acier

Aide bilatérale du Canada
122,30 millions $ (1993-1994)

BARBADE

Capitale : Bridgetown

Données géographiques

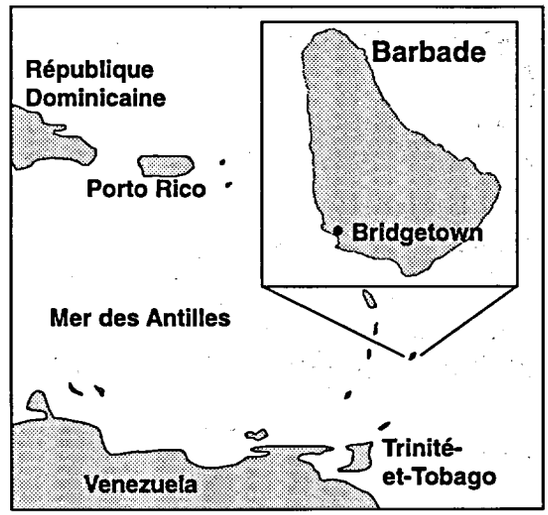
Superficie
431 km²

Population
260 000 (1994)

Taux de croissance de la population
0,3 % (1994)

Principale langue
Anglais

Principaux groupes religieux
Anglicans (40%), autres protestants (27%), catholiques romains (4%)



Données politiques

Système politique
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Owen Seymour Arthur

Ministre des Affaires étrangères
Mlle Billie Miller

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Barbade se classe 25e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Colleen Swords, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

Données économiques

PIB
1,7 milliard $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
4 % (1994)

PIB par habitant
6 538 $ US (1994)

Principales exportations
Produits chimiques, composantes électriques, vêtements, sucre et mélasse, rhum

Principales importations
Denrées alimentaires et machinerie

Principales exportations au Canada
14,41 millions $ (1994), en appareils électriques, bandes magnétiques, rhum et tafia, mélasse de canne

Principales importations du Canada
35,81 millions $ (1994), en pommes de terre, appareils électriques, papier journal, équipement de filtrage et médicaments

Aide bilatérale du Canada
4,09 millions $ (1993-1994)

BELIZE

Capitale : Belmopan

Données géographiques

Superficie
22 963 km²

Population
206 000 (1994)

Taux de croissance de la population
2,4 % (1992)

Principales langues
Anglais (officielle), espagnol, créole anglais, mayamopan, garifuna

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (60 %), anglicans (12 %), autres protestants (28 %)

Données politiques

Système politique
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Manuel Esquivel

Ministre des Affaires étrangères
M. Dean Barrow

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Belize se classe 29e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Kathryn Hewlett-Jobes
Haut-commissaire du Canada auprès du Belize
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1500, Kingston 10
Jamaïque

Téléphone : (809) 926-1500
Télécopieur : (809) 926-1702

Données économiques

PIB
524 millions $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
0,5 % (1994)

PIB par habitant
2 613 $ US (1993)

Principales exportations
Sucre, agrumes, bananes

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, produits manufacturés, combustibles, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales exportations au Canada
17,6 millions $ (1994), en sucre de canne brut, mélasse de canne, homard et crustacés, jus d'orange

Principales importations du Canada
4,8 millions $ (1994), en produits du pétrole et du bitume, malt, matériel téléphonique, saindoux

Aide bilatérale du Canada
1,92 million $ (1993-1994)

BOTSWANA (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Gaborone

Données géographiques

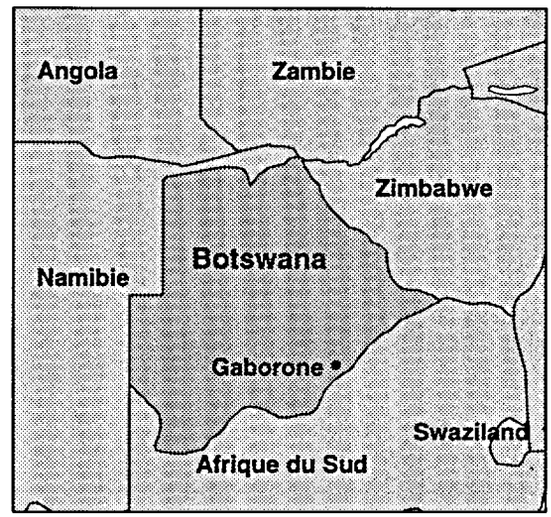
Superficie
600 370 km²

Population
1,47 million (1994)

Taux de croissance de la population
3,3 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), setswana

Principaux groupes religieux
Animistes (50 %), chrétiens (50 %)



Données politiques

Système politique
République parlementaire

Dirigeant
Le Président, sir Ketumile Masire

Ministre des Affaires étrangères
M. Monpati Merafhe

Institutions démocratiques
Assemblée nationale, Chambre des chefs; multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Botswana se classe 74e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Art Wright
Haut-commissaire du Canada auprès du Botswana
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1430, Harare
Zimbabwe

Téléphone : (011-263-4) 25 08 33
Télécopieur : (011-263-4) 25 41 76

Données économiques

PIB
3,85 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
6 % (est. 1994)

PIB par habitant
2 620 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Diamants, minerai de nickel-cuivre, viande, bétail et produits d'origine animale

Principales importations
Denrées alimentaires, véhicules et matériel de transport, textiles, produits pétroliers

Principales exportations au Canada
108 000 $ (1994), en vêtements

Principales importations du Canada
2,53 millions $ (1994), en blé et verrerie

Aide bilatérale du Canada
10,05 millions $ (1993-1994)

BRUNEI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

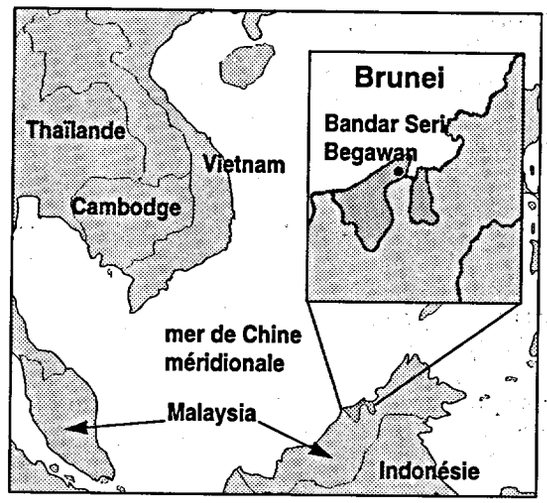
Superficie
5 765 km²

Population
300 000 (1993)

Taux de croissance de la population
2,9 % (1992)

Principales langues
Malais, anglais, chinois

Principaux groupes religieux
Musulmans (63 %), chrétiens (8 %), bouddhistes (14 %), autres (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Sultanat (monarchie)

Dirigeant
Le sultan Bolkiah Mu'Izzadin Waddaulah, Premier ministre

Ministre des Affaires étrangères
Le prince Mohammed Bolkiah

Institutions démocratiques
Ni parti, ni élections (autocratie)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Brunei se classe 41e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gavin Stewart
Haut-commissaire du Canada auprès du Brunei
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 845, Singapour 9016
Singapour

Téléphone : (011-65) 225-6363
Télécopieur : (011-64) 225-2450

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,3 milliards $ (1993)

Taux de croissance du PIB
3 % (1993)

PIB par habitant
24,586 $ (1993)

Principales exportations
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, produits manufacturés, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
182 000 $ (1994), en vêtements et produits pétroliers

Principales importations du Canada
2,6 millions $ (1994), en acier, fer, aluminium

CAMEROUN (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Yaoundé

Données géographiques

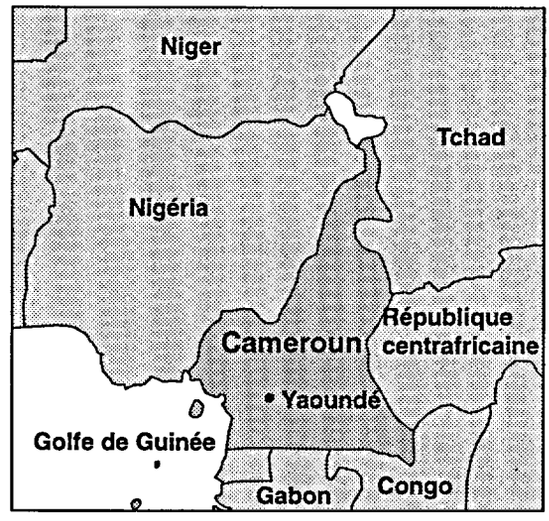
Superficie
475 440 km²

Population
14,3 millions

Taux de croissance de la population
3,1 %

Principales langues
Français, anglais, 24 langues locales

Principaux groupes religieux
Animistes (45 %), chrétiens (35 %), musulmans (20 %)



Données politiques

Système politique
République unitaire

Dirigeants
Le Président Paul Biya

Le Premier ministre Simon Achidi-Achu

Ministre des Affaires étrangères
M. F. Leopold Oyona

Institutions démocratiques
Assemblée monocamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Cameroun se classe 127e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Pierre Giguère, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Immeuble Stamatiades
Place de l'Hôtel de Ville, Yaoundé
Cameroun

Téléphone : (011-237) 23 02 03
Télécopieur : (011-237) 22 10 90

Données économiques

PIB
11,9 milliards $ US

Taux de croissance du PIB
2,1 %

PIB par habitant
830 $ US

Principales exportations
Bois, huile, café, cacao

Principales importations
Biens de consommation, machinerie, matériel de transport

Principales exportations au Canada
9,9 millions $ (1994), en articles en bois, charbon de bois, jouets, jeux, articles de sport, machinerie électrique, pièces d'équipement

Principales importations du Canada
17,2 millions $ (1994), en caoutchouc, papier et carton, équipement de machinerie électrique, produits laitiers

Aide bilatérale du Canada
17,5 millions $ (1993-1994)

CHYPRE (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Nicosie

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

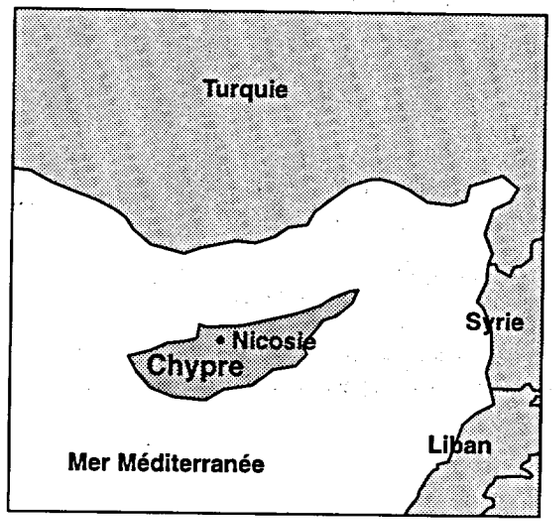
Superficie
9 250 km²

Population
740 000 (1994)

Taux de croissance de la population
1 % (1994)

Principales langues
Grec, turc, anglais

Principaux groupes religieux
Grecs orthodoxes (78 %), musulmans (18 %), autres (4 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Glafcos Clerides

Ministre des Affaires étrangères
M. Alecos Michaelides

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Chypre se classe 23e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. David Berger
Haut-commissaire du Canada auprès de Chypre
a/s Ambassade du Canada
C.P. 6410, Tel Aviv 610063
Israël

Téléphone : (011-972-3) 527-2929
Télécopieur : (011-972-3)527-2333

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,2 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
5 %

PIB par habitant
12 500 $ US (1994)

Principales exportations
Agrumes, pommes de terre, raisin, vin, ciment, vêtements

Principales importations
Biens de consommation, produits pétroliers, denrées alimentaires, machinerie

Principales exportations au Canada
1,6 million $ (1994), en filaments synthétiques, chaussures, boissons, eaux-de-vie, vinaigre

Principales importations du Canada
8,5 millions $ (1994), en tabac et succédanés de tabac, produits pharmaceutiques, légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires, produits laitiers

DOMINIQUE (COMMONWEALTH DE LA)

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

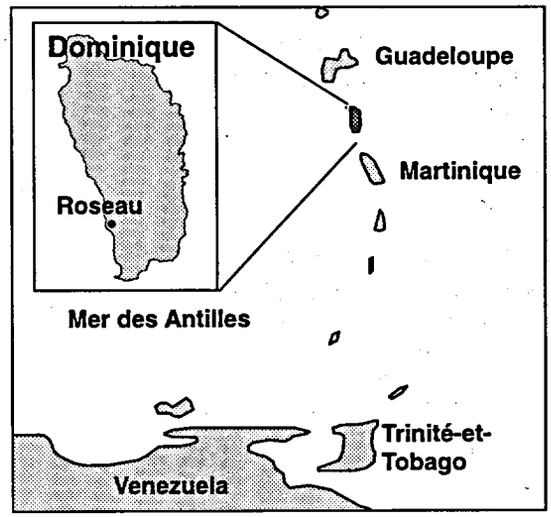
Superficie
750 km²

Population
73 000 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
1,6 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principal groupe religieux
Catholiques romains



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République parlementaire

Dirigeants
Le Président Crispin Sorhaindo

Le Premier ministre Edison C. James

Ministre des Affaires extérieures
M. Edison C. James

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Dominique se classe 69e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de la Dominique
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
196 millions $ US (est. 1993)

Taux de croissance du PIB
1 % (est. 1994)

PIB par habitant
2 722 $ US (est. 1993)

Principales exportations
Bananes, noix de coco, agrumes

Principales importations
Machinerie, produits manufacturés de base, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
400 000 $ (1994), en fournitures de bureau et d'école en plastique, outils d'emboutissage, pièces d'ascenseur, sauce tomate et ketchup

Principales importations du Canada
1,7 million $ (1994), en appareils électriques, contenants en carton, téléphones et matériel téléphonique, pneus d'automobile

Aide bilatérale du Canada
3,08 millions $ (1993-1994)

GAMBIE (RÉPUBLIQUE DE LA)

Capitale : Banjul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

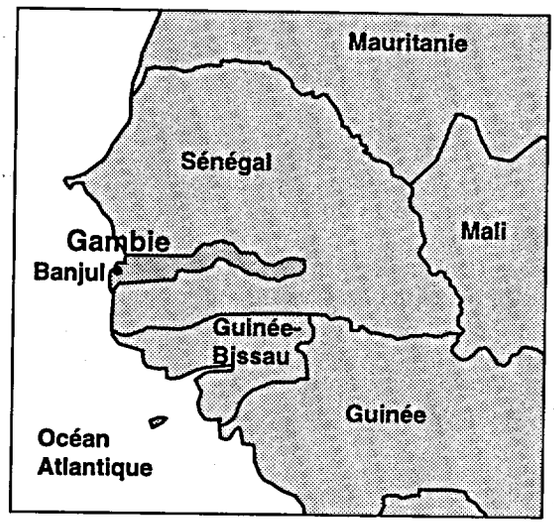
Superficie
11 300 km²

Population
959 000 (1994)

Taux de croissance de la population
3,1 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), mandingue, ouolof, peul et autres langues indigènes

Principaux groupes religieux
Musulmans (90 %), chrétiens (9 %), indigènes (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République faisant suite à un régime militaire

Dirigeant
Le capitaine Yahya Jammeh

Ministre des Affaires extérieures
M. Alhaji Baboucarr I. Jague

Institutions démocratiques
Élections prévues en juin

Indice du développement humain de l'ONU
La Gambie se classe 161e parmi 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Wilfrid-Guy Licari
Haut-commissaire du Canada auprès de la Gambie
a/s Ambassade du Canada
C.P. 3373, Dakar
Sénégal

Téléphone : (011-221) 23 92 90
Télécopieur : (011-221) 23 87 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
268 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
4,6 % (1994)

PIB par habitant
280 $ US (1994)

Principales exportations
Arachides, coton, huile de palme, poisson

Principales importations
Denrées alimentaires, biens manufacturés, combustibles, machinerie

Principales exportations au Canada
190 000 $ (1994), en graines oléagineuses, fruits oléagineux, jeux, jouets, articles de sport, machinerie

Principales importations du Canada
90 000 $ (1994), en matières plastiques, articles manufacturés, machinerie

Aide bilatérale du Canada
3,03 millions $ (1993-1994)

GHANA (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Accra

Données géographiques

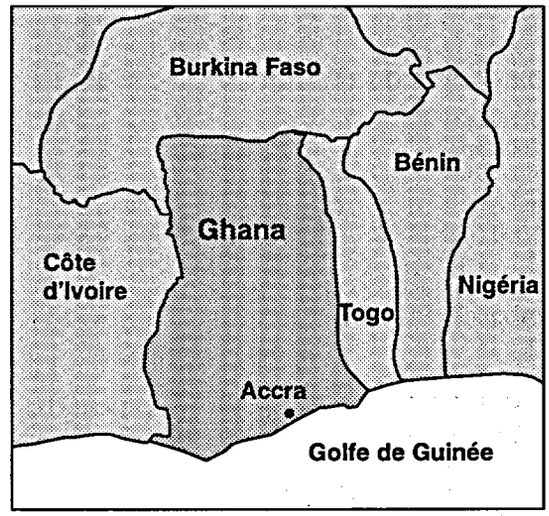
Superficie
238 540 km²

Population
17,1 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3,4 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), akan, mossi, ewe, gaadanghe

Principaux groupes religieux
Animistes (38 %), musulmans (30 %), chrétiens (24 %), autres (8 %)



Données politiques

Système politique
République, basée sur la Constitution de 1992

Dirigeant
Le Président Jerry Rawlings

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères
M. Obed Asamoah

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Ghana se classe 129e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. John R. Schram, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
42 Independence Avenue, Accra
Ghana

Téléphone : (011-233-21) 77 37 91
Télécopieur : (011-233-21) 77 37 92

Données économiques

PIB
8,3 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
3,8 % (est. 1994)

PIB par habitant
490 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Or, diamants, aluminium, textiles, bois d'oeuvre, cacao, café, thon

Principales importations
Pétrole brut, textiles, denrées alimentaires, matériel de transport, intrants industriels, produits agricoles, produits manufacturés, engrais.

Principales exportations au Canada
6,2 millions $ (1994), en aluminium et fèves de cacao

Principales importations du Canada
20,96 millions $ (1994), en blé et machinerie

Aide bilatérale du Canada
52,76 millions $ (1993-1994)

GRENADE

Capitale : Saint George's

Données géographiques

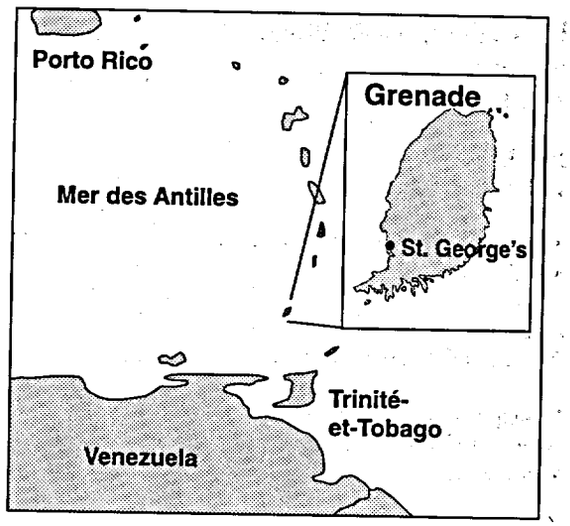
Superficie
340 km²

Population
1 million (est. 1994)

Taux de croissance de la population
-0,3 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principal groupe religieux
Catholiques romains



Données politiques

Système politique
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Keith Mitchell

Ministre des Affaires étrangères
M. Keith Mitchell

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Grenade se classe 67e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de la Grenade
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

Données économiques

PIB
171 millions $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2,3 % (1994)

PIB par habitant
1 909 $ US (1993)

Principales exportations
Textiles, muscade, fèves de cacao, bananes, macis

Principales importations
Machinerie, denrées alimentaires, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles

Principales exportations au Canada
400 000 $ (1994), en épices (macis, muscade, cannelle)

Principales importations du Canada
2 millions $ (1994), en matériel téléphonique, bois d'oeuvre résineux, échangeurs de température, polyéthylène, poisson salé

Aide bilatérale du Canada
1,1 million $ (1993-1994)

GUYANA (RÉPUBLIQUE COOPÉRATIVE DE)

Capitale : Georgetown

Données géographiques

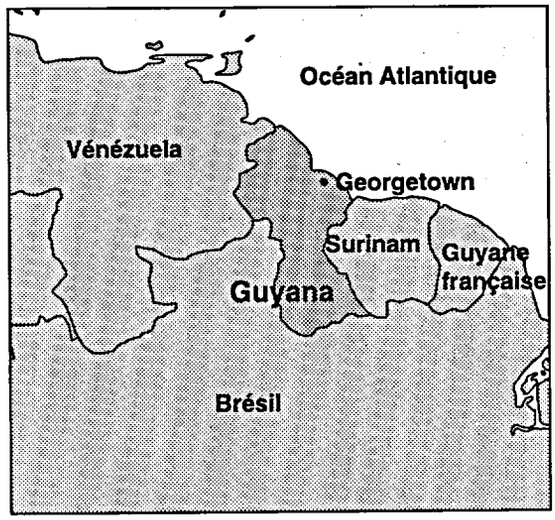
Superficie
214 970 km²

Population
820 000 (1994)

Taux de croissance de la population
-0,68 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle) et dialectes amérindiens

Principaux groupes religieux
Chrétiens (57 %), hindous (33 %), musulmans (9 %)



Données politiques

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Cheddi Jagan

Le Premier ministre Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères
M. Clement Rohee

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Guyana se classe 105e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Simon Wade, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
C.P. 10880, Georgetown
Guyana

Téléphone : (011-592-2) 72081
Télécopieur : (011-592-2) 58380

Données économiques

PIB
507 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
8,5 % (1994)

PIB par habitant
618 $ US (1994)

Principales exportations
Or, diamants, bauxite, bois d'oeuvre, vêtements, réfrigérateurs, sucre, poisson, fruits, mélasse

Principales importations
Machinerie et pièces de rechange, combustible, lubrifiants, automobiles, bicyclettes, biens de consommation, équipement médical

Principales exportations au Canada
206,4 millions $ (1994), en or, minerai d'aluminium, vêtements, rhum et tafia

Principales importations du Canada
5,7 millions $ (1994), en chlorure de potassium, structures préfabriquées, tiges métalliques et fils couverts, tôle d'aluminium, matériel et appareils téléphoniques

Aide bilatérale du Canada
19,81 millions $ (1993-1994)

INDE (RÉPUBLIQUE DE L')

Capitale : New Delhi

DONNEÉS GÉOGRAPHIQUES

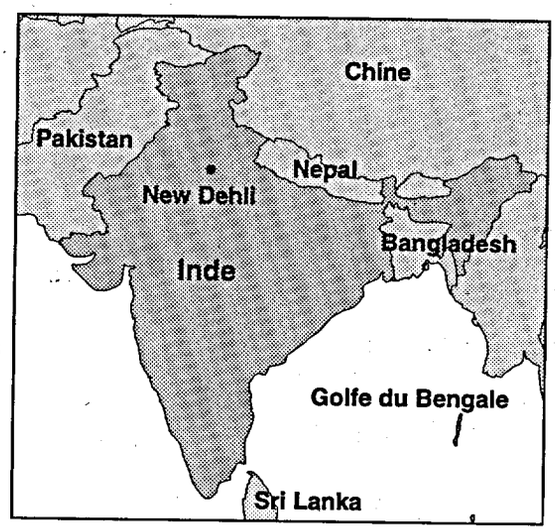
Superficie
3 287 263 km²

Population
923 millions (est. 1995)

Taux de croissance de la population
2,2 % (1994)

Principales langues
17 langues officielles, dont l'hindi et l'anglais sont les plus utilisées

Principaux groupes religieux
Hindous (83 %), musulmans (11 %), chrétiens (2,4 %), sikhs (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République fédérale

Dirigeants
Le Président Shanker Dayal Sharma

Le Premier ministre P. V. Narasimha Rao

Ministre des Affaires extérieures
M. Pranab Mukherjee

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
L'Inde se classe 134e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Stanley Gooch, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
7/8 Shantipath, Chankyapuri
New Delhi 110021
Inde

Téléphone : (011-91-11) 687-6500
Télécopieur : (011-91-11) 687-6579

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
242,4 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (1995)

PIB par habitant
292 $ US (1994)

Principales exportations
Pierres précieuses et bijoux, produits agricoles et de la pêche, équipement de construction, vêtements, produits chimiques, tissus, cuir, minerai de fer, artisanat

Principales importations
Pétrole, machinerie, pierres précieuses, biens d'équipement, produits chimiques organiques et inorganiques, engrais, fer et acier

Principales exportations au Canada
459,1 millions $ (1994), en vêtements et accessoires, articles de cuir, perles, tapis, coton, café et thé

Principales importations du Canada
259,4 millions $ (1994), en pâtes et papiers, engrais, soufre, réacteurs nucléaires, légumes et racines, graisses, huiles et sel

Aide bilatérale du Canada
$106,41 millions (1993-1994)

JAMAÏQUE

Capitale : Kingston

Données géographiques

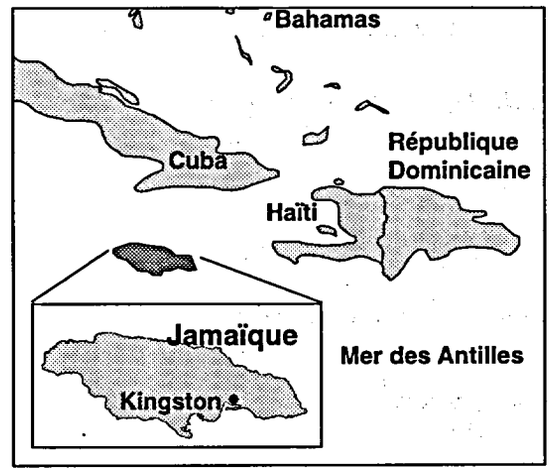
Superficie
10 991 km²

Population
2,53 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,9 % (1994)

Principales langues
Anglais, créole jamaïcain

Principaux groupes religieux
Protestants (70 %), catholiques romains (8 %)



Données politiques

Système politique
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Percival Patterson

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce
M. Seymour Mullings

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice de développement humain de l'ONU
La Jamaïque se classe 88e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Kathryn Hewlett-Jobes, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Mutual Security Bank Bldg
30-36 Knutsford Blvd, Kingston 5
Jamaïque

Téléphone : (809) 926-1500
Télécopieur : (809) 926-1702

Données économiques

PIB
3,9 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
1,2 % (1995)

PIB par habitant
1 575 $ US (1994)

Principales exportations
Alumine, bauxite, vêtements, rhum, bananes, sucre, café, cacao, agrumes et produits dérivés

Principales importations
Pétrole, machinerie, biens de consommation, matériel électrique et de transport, matériaux de construction, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
211,45 millions $ (1994), en bauxite et alumine, rhum, fruits et légumes (patate douce), vêtements

Principales importations du Canada
94,27 millions $ (1994), en engrais, papier fin et gaufré, matériel électrique, blé, poisson et produits alimentaires transformés

Aide bilatérale du Canada
21,43 millions $ (1993-1994)

KENYA (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Nairobi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

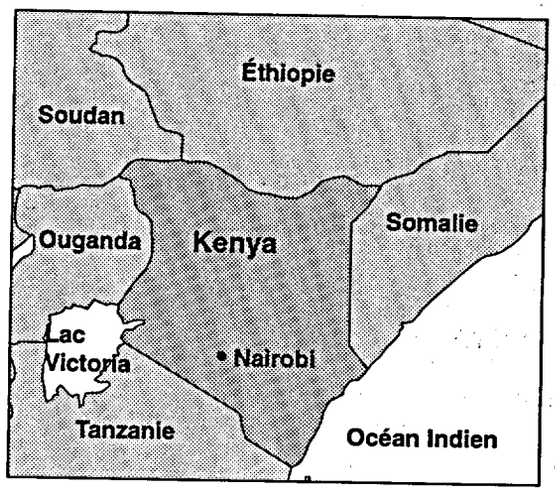
Superficie
582 650 km²

Population
28,24 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3,07 % (1994)

Principales langues
Swahili, anglais

Principaux groupes religieux
Protestants (26 %), catholiques romains (28 %), animistes (18 %), musulmans (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Daniel Arap Moi

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
M. Stephen Kalonzo Musyoka

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, en transition vers le multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Kenya se classe 130e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Lucie Edwards, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Comcraft House
Avenue Hailé Sélassié
Nairobi, Kenya

Téléphone : (011-254-2) 21 48 04
Télécopieur : (011-254-2) 22 69 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,97 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
3 % (est. 1994)

PIB par habitant
275 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Café, thé, sisal, produits d'élevage, peaux et produits pétroliers

Principales importations
Pétrole brut, machinerie, produits chimiques, véhicules, fer et acier, produits pharmaceutiques, aliments, engrais et coton brut

Principales exportations au Canada
19,07 millions $ (1994), en produits d'origine végétale, textiles

Principales importations du Canada
19,91 millions $ (1994), en matériel d'entreprise, légumes, machinerie

Aide bilatérale du Canada
44,25 millions $ (1993-1994)

KIRIBATI

Capitale : Bairiki

Données géographiques

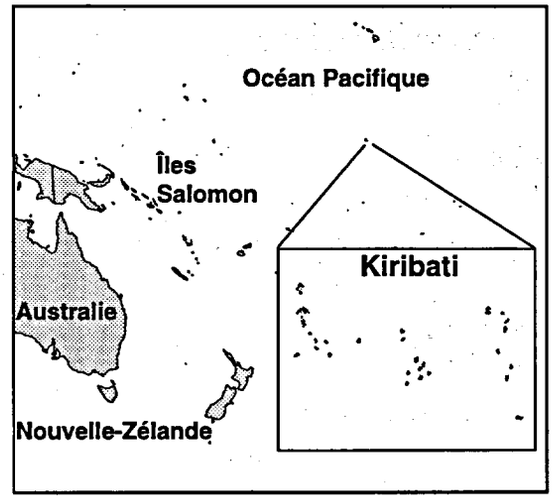
Superficie
810 km²

Population
78 300 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,3 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais, gilbertain

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (52 %), protestants (40 %), autres (6 %)



Données politiques

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Teatao Teannaki

Ministre des Affaires étrangères
M. Teatao Teannaki

Institutions démocratiques
Chambre unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

Représentant du Canada

M. Robert A. Wright
Haut-commissaire du Canada auprès de Kiribati
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 12-049, Thorndon
Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577
Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

Données économiques

PIB
43,4 millions $ (1990)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (1988)

PIB par habitant
600 $ (1990)

Principales exportations
Poisson et coprah

Principales importations
Denrées alimentaires, combustibles, matériel de transport

Exportations au Canada
7 000 $ (1994)

Importations du Canada
1 000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
250 000 $ (1993-1994)

LESOTHO (ROYAUME DU)

Capitale : Maseru

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
30 350 km^2

Population
1,9 million (1994)

Taux de croissance de la population
2,48 % (1994)

Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (80 %), animistes (20 %)

DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le roi Mshoeshoe II

Le Premier ministre Ntsu Mokhehle

Ministre des Affaires étrangères
M. K. O. Maope

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Lesotho se classe 131e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron
Haut-commissaire du Canada auprès du Lesotho
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 26006, Arcadia
Pretoria 0007, Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
722 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
6 % (1994)

PIB par habitant
372 $ US (1994)

Principales exportations
Laine, mohair, textiles, blé, bétail

Principales importations
Maïs, matériaux de construction, vêtements, véhicules, médicaments, pétrole

Principales exportations au Canada
3,81 millions $ (1994), en vêtements

Principales importations du Canada
95,000 $ (1994), en médicaments

Aide bilatérale du Canada
7,15 millions $ (1993-1994)

MALAWI (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Lilongwe

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

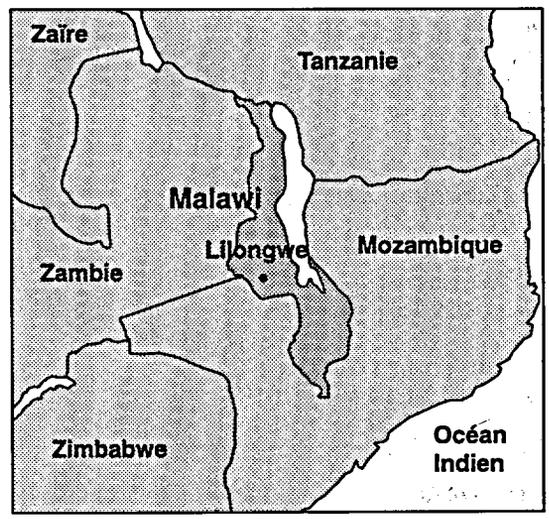
Superficie
118 480 km²

Population
9 73 millions (1994)

Taux de croissance de la population
-1,09 % (1994)

Principales langues
Anglais et chichewa (officielles)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (75 %), islamistes (20 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République unitaire démocratique

Dirigeant
Le Président Bakili Muluzi

Ministre des Affaires étrangères
M. Edward Bwanali

Indice du développement humain de l'ONU
Le Malawi se classe 157e parmi 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Mary Mosser
Haut-commissaire du Canada auprès de Malawi
a/s Haut-commissariat du Canada
5199, avenue United Nations
Lusaka
Zambie

Téléphone : (011-260-1) 25 08 33
Télécopieur : (011-260-1) 25 41 76

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,1 milliard $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-12,4 % (est., début 1995)

PIB par habitant
115 $ US (1994)

Principales exportations
Tabac, thé, sucre

Principales importations
Produits industriels, installations d'usine et matériel de transport

Principales exportations au Canada
2,4 millions $ (1994), en produits agroalimentaires et vêtements

Principales importations du Canada
351 000 $ (1994), en machinerie, vaccins et vêtements

Aide bilatérale du Canada
18,45 millions $ (1993-1994)

MALAYSIA

Capitale : Kuala Lumpur

Données géographiques

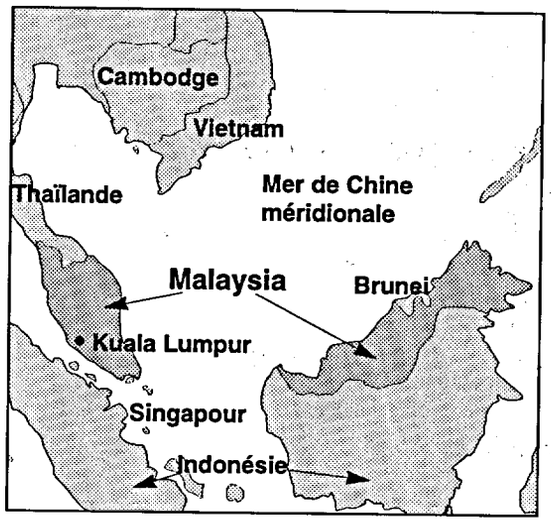
Superficie
329 744 km²

Population
19,5 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,6 % (1994)

Principales langues
Malais, dialectes chinois, anglais, tamoul

Principaux groupes religieux
Musulmans, hindous, bouddhistes, chrétiens



Données politiques

Système politique
Fédération, monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman

Le Premier ministre Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères
M. Abdullah Ahmad Badawi

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, élections multipartites

Indice du développement humain de l'ONU
La Malaysia se classe 59e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. John P. Bell, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
C.P. 10990
56732 Kuala Lumpur
Malaysia

Téléphone : (011-60-3) 261-2000
Télécopieur : (011-60-3) 261-3428

Données économiques

PIB
66,74 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
8,7 % (1994)

PIB par habitant
3 380 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Pétrole, caoutchouc naturel et produits en caoutchouc, étain, minerai de fer, bois d'oeuvre et rondins, produits électriques, climatiseurs, textiles, huile de palme, cacao, poivre

Principales importations
Pétrole brut, biens de consommation manufacturés, machinerie et matériel de transport, denrées alimentaires, boissons, tabac

Principales exportations au Canada
1,21 milliard $ (1994), en produits électroniques de consommation et machinerie électronique, articles en caoutchouc, chaudières, vêtements

Principales importations du Canada
288,8 millions $ (1994), en engrais, papier et carton, produits chimiques organiques, machinerie, céréales

Aide bilatérale du Canada
$7,71 millions (1993-1994)

MALDIVES (RÉPUBLIQUE DES)

Capitale : Malé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

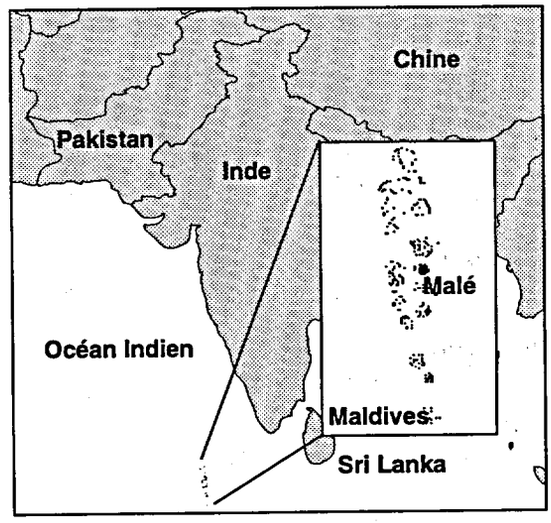
Superficie
300 km²

Population
234 000 (1992)

Taux de croissance de la population
3,7 % (1992)

Principales langues
Divehi (dialecte cingalais), anglais

Principal groupe religieux
Musulmans sunnites



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Abdul Gayoom

Ministre des Affaires étrangères
M. Fatgulla Jameel

Indice du développement humain de l'ONU
Les Maldives se classent 118e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Konrad Sigurdson
Haut-commissaire du Canada auprès des Maldives
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1006, Colombo 7
Sri Lanka

Téléphone : (011-94-1) 69 58 41
Télécopieur : (011-94-1) 68 70 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
129 millions $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
6 % (1993)

PIB par habitant
770 $ US (1990)

Principales exportations
Poissons, vêtements

Principales importations
Biens d'équipement, biens de consommation, produits pétroliers

Principales exportations au Canada
236 000 $ (1994), en vêtements et accessoires

Principales importations du Canada
4,4 millions $ (1994), en machines électriques, équipement et pièces d'aéronef

Aide bilatérale du Canada
120 000 $ (1993-1994)

MALTE (ÎLE DE)

Capitale : La Valette

Données géographiques

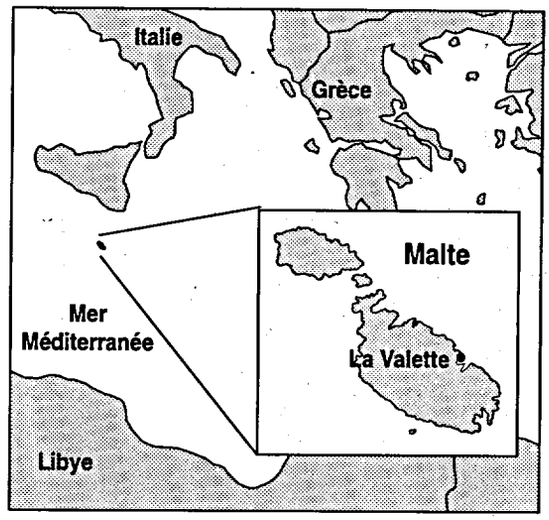
Superficie
316 km²

Population
360 00 (1994)

Taux de croissance de la population
0,8 % (1994)

Principales langues
Maltais et anglais (officielles)

Principal groupe religieux
Catholiques romains (98 %)



Données politiques

Système politique
Démocratie parlementaire

Dirigeants
Le Président Ugo Mifsud-Bonnici

Le Premier ministre Edward Fenech Adami

Ministre des Affaires étrangères
M. Guido De Marco

Institutions démocratiques
Chambre unicamérale, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Île de Malte se classe 34e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. J. C. de Montigny Marchand
Haut-commissaire du Canada auprès de Malte
a/s Ambassade du Canada
Via G.B. de Rossi 27
00161 Rome, Italie

Téléphone : (011-39-6) 44598.1
Télécopieur : (011-39-6) 44598.750

Données économiques

PIB
3,57 milliards $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
5 % (1993)

PIB par habitant
9 916 $ US (1993)

Principales exportations
Vêtements, textiles, chaussures, navires

Principales importations
Aliments, pétrole, matériaux bruts, machinerie

Principales exportations au Canada
29,4 millions $ (1994), en pièces d'équipement et matériel électrique, jouets, jeux et articles de sport

Principales importations du Canada
4,2 millions $ (1994), en produits chimiques organiques, produits pharmaceutiques, machinerie, chaudières, engins mécaniques

MAURICE (ÎLE)

Capitale : Port Louis

Données géographiques

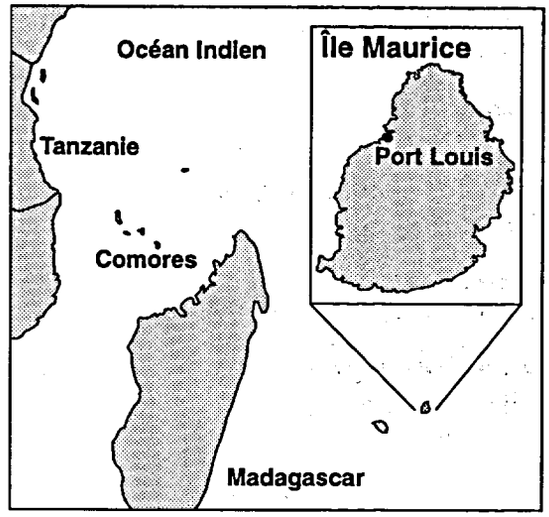
Superficie
1 860 km²

Population
1,12 million (1994)

Taux de croissance de la population
0,92 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole, français, hindi, ourdou

Principaux groupes religieux
Hindous (52 %), musulmans (16,6 %), chrétiens (28,3 %), autres (3,1 %)



Données politiques

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Cassam Uteem

Le Premier Ministre Sir Anerood Jugnauth

Ministre des Affaires étrangères
M. Ramduthsing Jadoo

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
L'Île Maurice se classe 60e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Arthur Perron
Haut-commissaire du Canada à l'Île Maurice
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 26006, Arcadia
Pretoria 0007, Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

Données économiques

PIB
8,6 millions $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
5 % (1994)

PIB par habitant
7 800 $ US (1991)

Principales exportations
Textiles, sucre, produits d'industrie légère

Principales importations
Biens manufacturés, biens d'équipement, produits pétroliers, produits chimiques, produits alimentaires

Principales exportations au Canada
11,39 millions $ (1994), en vêtements

Principales importations du Canada
2,33 millions $ (1994), en denrées alimentaires et livres

Aide bilatérale du Canada
820 000 $ (1993-1994)

NAMIBIE (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Windhoek

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

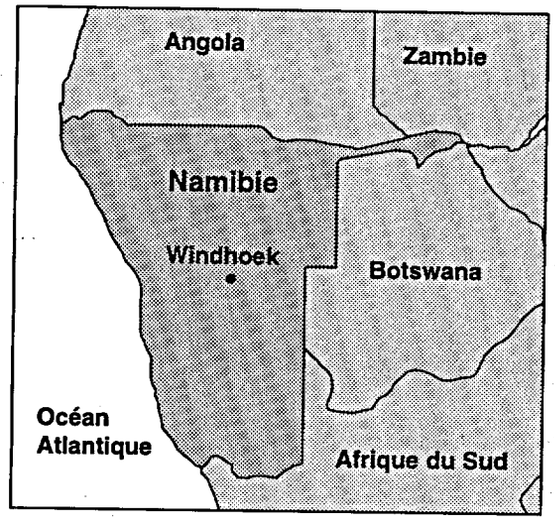
Superficie
825 418 km²

Population
1,6 million (1994)

Taux de croissance de la population
3,45 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), afrikaans, ovambo, allemand

Principal groupe religieux
Chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Sam Nujoma

Le Premier ministre Hage Geingob

Ministre des Affaires étrangères
M. Theo-Ben Gurirab

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Namibie se classe 108e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron
Haut-commissaire du Canada auprès de la Namibie
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 26006, Arcadia
Pretoria 0007
Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,81 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
5,4 % (1994)

PIB par habitant
1 838 $ US (1994)

Principales exportations
Diamants, uranium, or, cuivre, zinc, bétail, peaux de caracul, viande, poisson

Principales importations
Denrées alimentaires, biens de consommation, machinerie, produits pétroliers, combustibles

Principales exportations au Canada
38,02 millions $ (1994), en uranium et animaux

Principales importations du Canada
1,24 million $ (1994), en machinerie et équipement électrique

Aide bilatérale du Canada
1,63 million $ (1993-1994)

NAURU (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Yaren

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

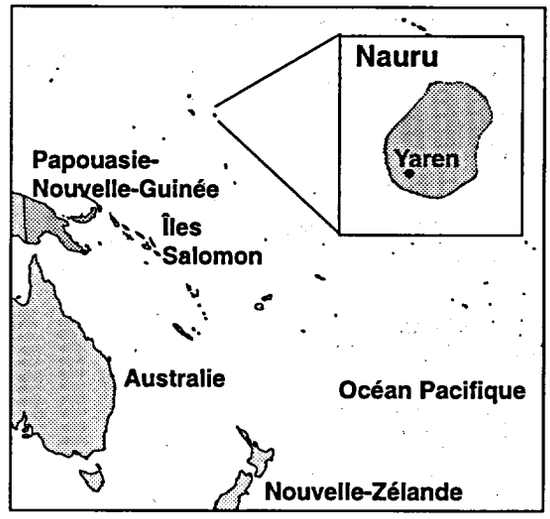
Superficie
21 km²

Population
10 600 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,9 % (est. 1994)

Principales langues
Nauruan (officielle), anglais

Principal groupe religieux
Chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République (membre spécial du Commonwealth)

Dirigeant
Le Président Bernard Dowiyogo

Ministre des Affaires extérieures
M. Bernard Dowiyogo

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher
Haut-commissaire du Canada auprès de Nauru
a/s Haut-commissariat du Canada
Avenue Commonwealth
Canberra ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
206,3 millions $ (1989)

Taux de croissance du PIB
Non disponible

PIB par habitant
22 418 $ (1989)

Principale exportation
Phosphate

Principales importations
Tous les biens essentiels (y compris l'eau potable), machinerie, combustibles, matériaux de construction

Exportations au Canada
5000 $ (1994)

Importations du Canada
Pas de données disponibles

NIGÉRIA (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU)

Capitale : Abuja

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

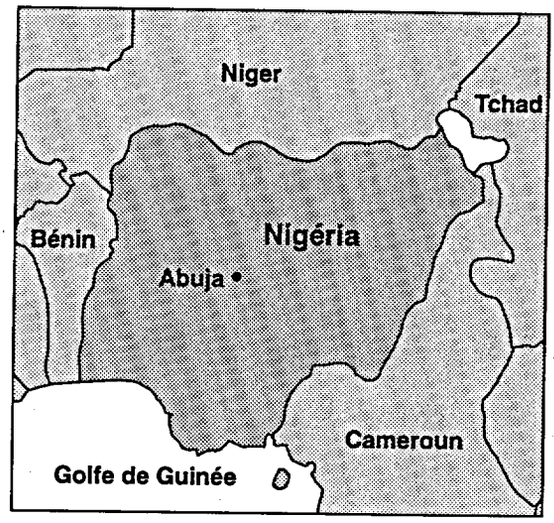
Superficie
923 768 km²

Population
97,27 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3,2 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), haoussa, yorouba, ibo, fulani

Principaux groupes religieux
Musulmans (50 %), chrétiens (40 %), indigènes (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République fédérale sous régime militaire

Dirigeant
Le général Sani Abacha

Ministre des Affaires étrangères
Le Chef Tom Ikimi

Institutions démocratiques
Le régime militaire a annulé l'élection présidentielle de juin 1993. Le nouveau régime militaire, après le coup d'État de novembre 1993, a dissous le Parlement et les gouvernements locaux.

Indice du développement humain de l'ONU
Le Nigéria se classe 141e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. G. L. Ohlsen, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
4, rue Idowu Taylor, Lagos
Nigéria

Téléphone : (011-234-1) 262-2512
Télécopieur : (011-234-1) 262-2517

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
36,88 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
1 % (est. 1994)

PIB par habitant
379 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Pétrole, étain, columbite, charbon, caoutchouc, coton, huile de palme, cacao

Principales importations
Biens de consommation, machinerie, produits chimiques, matériel de transport

Principales exportations au Canada
631,7 millions $ (1994), en combustibles minéraux, huiles et distillats, caoutchouc, cuir, bois et articles en bois, charbon de bois, cacao

Principales importations du Canada
17,4 millions $ (1994), en sel, soufre, engrais, matières plastiques, machinerie, chaudières

Aide bilatérale du Canada
10,28 millions $ (1993-1994)

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

Données géographiques

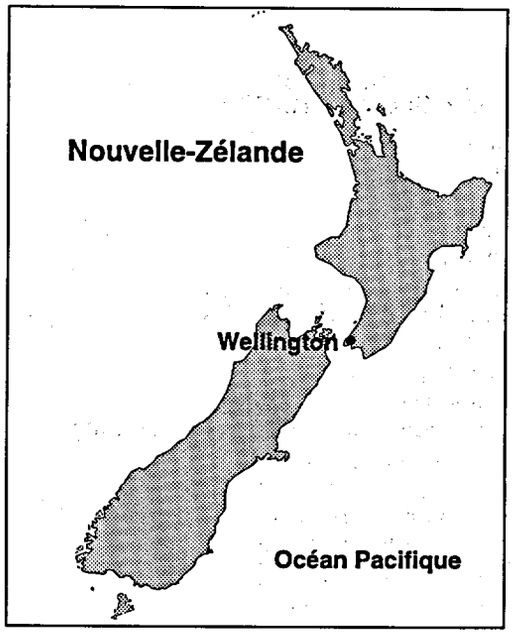
Superficie
268 700 km²

Population
3,5 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,9 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais (officielle), maori

Principaux groupes religieux
Anglicans (29 %), presbytériens (18 %), catholiques romains (15 %)



Données politiques

Système politique
Démocratie parlementaire (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Jim Bolger

Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
M. Don McKinnon

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Nouvelle-Zélande se classe 17e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Robert A. Wright, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
61 rue Molesworth, 3e étage, Thorndon
Wellington
Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577
Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

Données économiques

PIB
46 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
3,9 % (est. 1994)

PIB par habitant
13 230 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Produits chimiques, produits forestiers, produits manufacturés, laine, boeuf, fruits, poisson, bétail, produits laitiers

Principales importations
Pétrole, machinerie, véhicules automobiles, produits manufacturés, huiles animales et végétales

Principales exportations au Canada
320,81 millions $ (1994), en boeuf, agneau et viande de mouton, fruits, produits laitiers, poisson, animaux

Principales importations du Canada
140,94 millions $ (1994), en chlorure de potassium, polyéthylène, soufre non raffiné, machinerie, bois d'oeuvre de résineux, papier journal, conserves de saumon

OUGANDA (RÉPUBLIQUE D')

Capitale : Kampala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

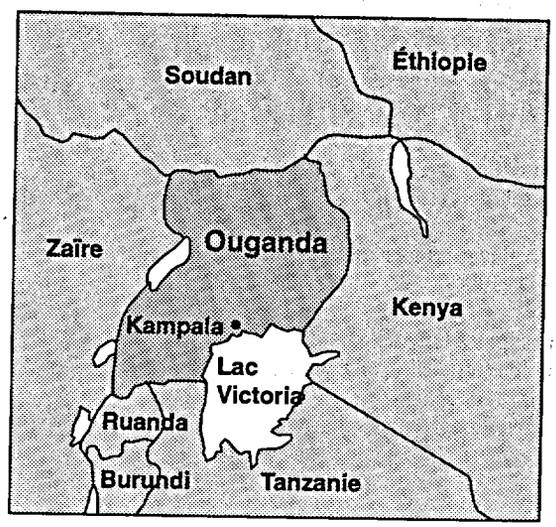
Superficie
236 040 km²

Population
19,12 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,42 % (1994)

Principales langues
Ougandais, swahili, anglais (officielles); autres langues bantoues et nilotiques

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (33 %), protestants (33 %), musulmans (16 %), animistes (18 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Yoweri Museveni

Le Premier ministre Specioza Kazibwe

Ministre des Affaires étrangères
M. Ruhakana Rugunda

Institutions démocratiques
Chambre unicamérale, parti unique

Indice du développement humain de l'ONU
L'Ouganda se classe 158e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Bernard Dussault
Haut-commissaire du Canada auprès de l'Ouganda
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 30481
Nairobi, Kenya

Téléphone : (011-254-2) 21 48 04
Télécopieur : (011-254-2) 22 69 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,056 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
10 % (1994)

PIB par habitant
1 200 $ US (1993)

Principales exportations
Café, maïs, fèves

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, biens manufacturés, métaux, minéraux, produits alimentaires

Principales exportations au Canada
4,98 millions $ (1994), en café et noix

Principales importations du Canada
9,89 millions $ (1994), en vêtements et matériel agricole

Aide bilatérale du Canada
24,11 millions $ (1993-1994)

PAKISTAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU)

Capitale : Islamabad

Données géographiques

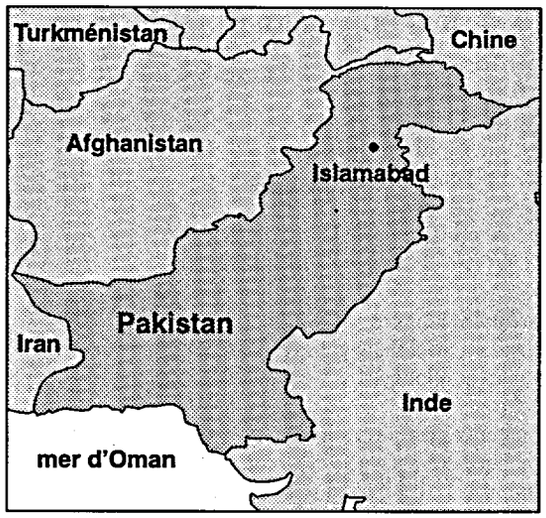
Superficie
803 944 km²

Population
124 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3,1 % (1994)

Principales langues
Ourdou (officielle), anglais

Principaux groupes religieux
Musulmans (97 %), chrétiens, hindous



Données politiques

Système politique
République parlementaire

Dirigeants
Le Président Farooq Leghari

Le Premier ministre Benazir Bhutto

Ministre des Affaires étrangères
M. Sardar Aseff Ahmad Ali

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, élections multipartites

Indice du développement humain de l'ONU
Le Pakistan se classe 128e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Marie-Andrée Beauchemin, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Enclave diplomatique, Secteur G-5
Islamabad
Pakistan

Téléphone : (011-92-51) 21 11 01
Télécopieur : (011-92-51) 21 15 40

Données économiques

PIB
44,5 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
5,3 % (1994)

PIB par habitant
420 $ US (1994)

Principales exportations
Coton et autres textiles, vêtements, riz

Principales importations
Pétrole et produits pétroliers, produits chimiques, machinerie, matériel de transport, véhicules, huiles végétales, graisses animales

Principales exportations au Canada
198, 6 millions $ (1994), en coton, vêtements et accessoires, cuir, tapis

Principales importations du Canada
61,4 millions $ (1994), en minéraux, carburant, pâtes et papier, céréales

Aide bilatérale du Canada
39,55 millions $ (1993-1994)

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

Données géographiques

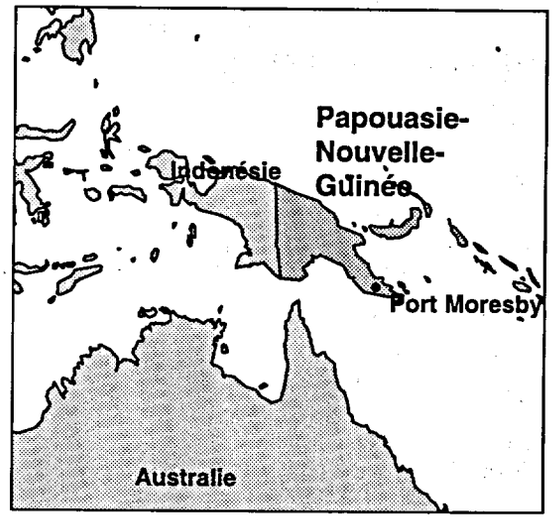
Superficie
462 840 km²

Population
4 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1994)

Principales langues
Anglais, motu, pidgin

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (22 %), luthériens (16 %), Église unie (8 %), anglicans (5 %)



Données politiques

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Julius Chan

Ministre des Affaires étrangères
M. Julius Chan

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 126e parmi 174 pays

Représentant du Canada

M. Brian Schumacher
Haut-commissaire du Canada auprès de la Papouasie Nouvelle-Guinée
a/s Haut-commissariat du Canada
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

Données économiques

PIB
4,6 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
0,3 % (est. 1994)

PIB par habitant
1 100 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Or, minerai de cuivre, bois d'oeuvre, poisson, café, cacao, coprah, huile de palme

Principales importations
Machinerie et équipement de transport, combustibles, denrées alimentaires, produits chimiques et produits de consommation

Principales exportations au Canada
1,91 million $ (1994), en cacao et produits du cacao, café, thé, maté et épices, matériel électrique et pièces d'équipement

Principales importations du Canada
2,06 millions $ (1994), en appareils et machinerie, chaudières, engins, articles textile et vêtements

Aide bilatérale du Canada
0,5 millions $ (1993-1994)

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

Données géographiques

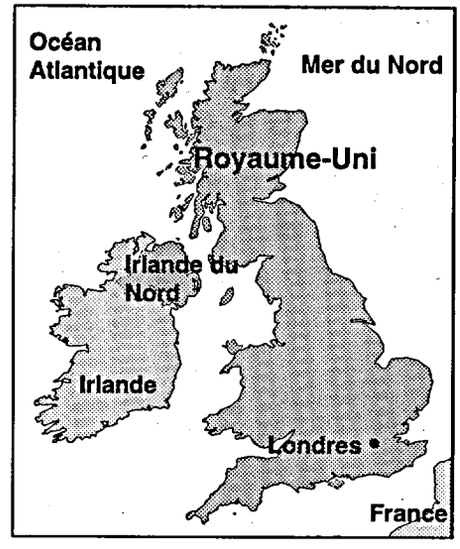
Superficie
244 755 km²

Population
58,19 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,3 % (1994)

Principales langues
Anglais, gallois, gaélique

Principaux groupes religieux
Anglicans (57 %), autres protestants (15 %), catholiques romains (13 %)



Données politiques

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre John Major

Ministre des Affaires étrangères et des Affaires du Commonwealth
M. Malcolm Rifkind

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Royaume-Uni se classe 18e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

M. Royce Frith, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
38 rue Grosvenor
Londres W1X 0AA
Royaume-Uni

Téléphone : (011-44-171) 258-6601
Télécopieur : (011-44-171) 258-6506

Données économiques

PIB
1 022,79 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
3,8 % (1994)

PIB par habitant
17 575 $ US (1994)

Principales exportations
Pétrole, machinerie, véhicules automobiles, produits chimiques, métaux, minéraux non métalliques, produits manufacturés, textiles, boissons

Principales importations
Produits manufacturés, produits pétroliers, produits chimiques, machinerie, métaux, matières premières, aliments et boissons

Principales exportations au Canada
5 milliards $ (1994), en pétrole et produits pétroliers, machinerie et équipement, fer et acier, denrée alimentaires et boissons

Principales importations du Canada
3,3 milliards $ (1994), en produits du bois et du papier, métaux et minéraux, machinerie et pièces, produits alimentaires

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

Données géographiques

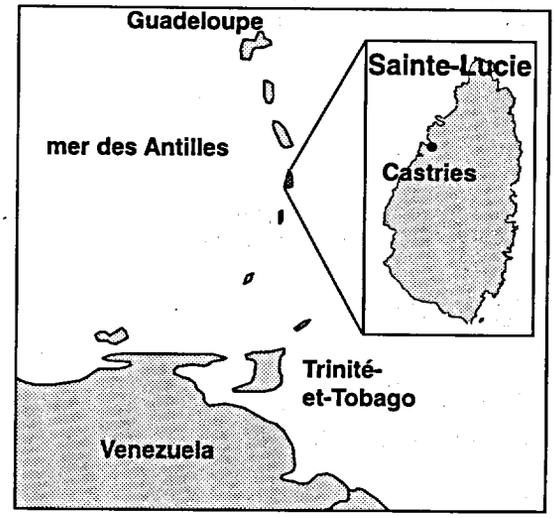
Superficie
616 km²

Population
142 900 (1994)

Taux de croissance de la population
1,7 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (90 %), protestants (7 %), anglicans (3 %)



Données politiques

Système politique
Démocratie parlementaire

Dirigeant
Le Premier ministre John G. M. Compton

Ministre des Affaires étrangères
M. George Mallet

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Sainte-Lucie se classe 84e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de Sainte-Lucie
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

Données économiques

PIB
413 millions $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2,8 % (1994)

PIB par habitant
3 582 $ US (1994)

Principales exportations
Vêtements, cacao, bananes et autres fruits, légumes

Principales importations
Biens manufacturés, machines et matériel de transport, denrées alimentaires, animaux

Principales exportations au Canada
40 000 $ (1994), en vêtements, fruits (goyaves, mangues et mangoustans)

Principales importations du Canada
10,1 millions $ (1994), en profilés en fonte, papier et produits de papier, gravier, supports métalliques (construction)

Aide bilatérale du Canada
9,82 millions $ (1993-1994)

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Capitale : Basseterre

Données géographiques

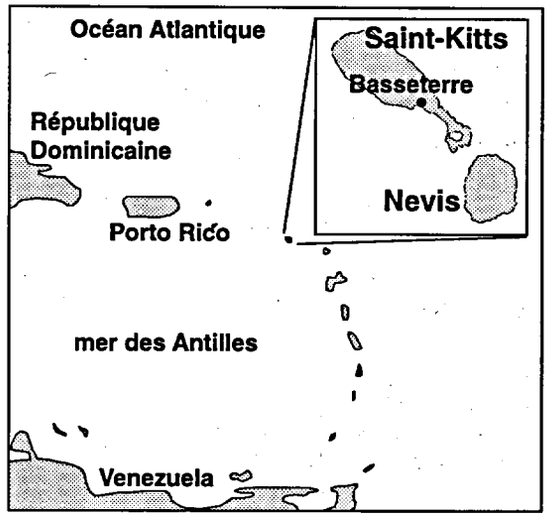
Superficie
269 km²

Population
50 000 (est. 1992)

Taux de croissance de la population
0,3 % (1992)

Principale langue
Anglais

Principaux groupes religieux
Anglicans, autres protestants, catholiques romains



Données politiques

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Denzil Douglas

Ministre des Affaires étrangères
M. Denzil Douglas

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Saint-Kitts-et-Nevis se classe 37e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de Saint-Kitts-et-Nevis
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

Données économiques

PIB
163 millions $ US (est. 1992)

Taux de croissance du PIB
4,1 % (1992)

PIB par habitant
4 616 $ US (1993)

Principales exportations
Sucre, électronique, vêtements, timbres-poste

Principales importations
Denrées alimentaires, machinerie, combustibles

Principales exportations au Canada
1,8 million $ (1994), (données pas disponibles)

Principales importations du Canada
4,2 millions $ (1994), en poisson salé, matériel téléphonique, équipement de radiodiffusion et télédiffusion, médicaments

Aide bilatérale du Canada
1,38 million $ (1993-1994)

SAINT-VINCENT-ET LES GRENADINES

Capitale : Kingstown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

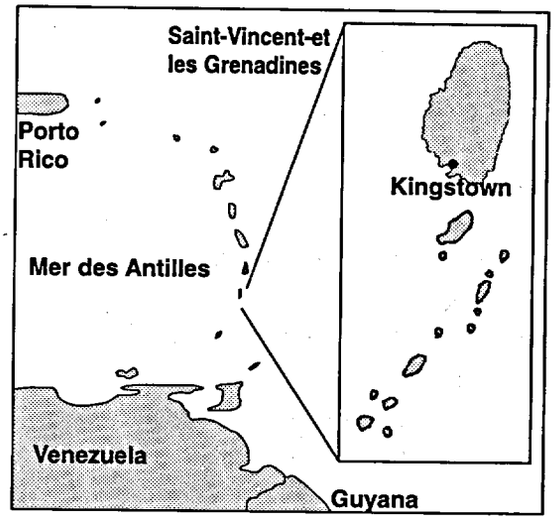
Superficie
340 km²

Population
130 000 (1994)

Taux de croissance de la population
1,1 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principaux groupes religieux
Anglicans, méthodistes, catholiques romains, adventistes du Septième jour



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre James Mitchell

Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme
M. Alpian Allen

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Saint-Vincent-et les Grenadines se classe 79e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada à Saint-Vincent-et les Grenadines
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
200 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
1,4 % (1994)

PIB par habitant
2 390 $ US (1994)

Principales exportations
Vêtements, fruits, légumes

Principales importations
Denrées alimentaires, machinerie et matériel, produits chimiques, combustibles, engrais

Principales exportations au Canada
200 000 $ (1994), en vêtements, fruits et légumes

Principales importations du Canada
3,1 millions $ (1994), en pierre concassée, sable, papier kraft, papier cannelé, machinerie agricole

Aide bilatérale du Canada
2,58 millions $ (1993-1994)

SALOMON (ÎLES)

Capitale : Honiara

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

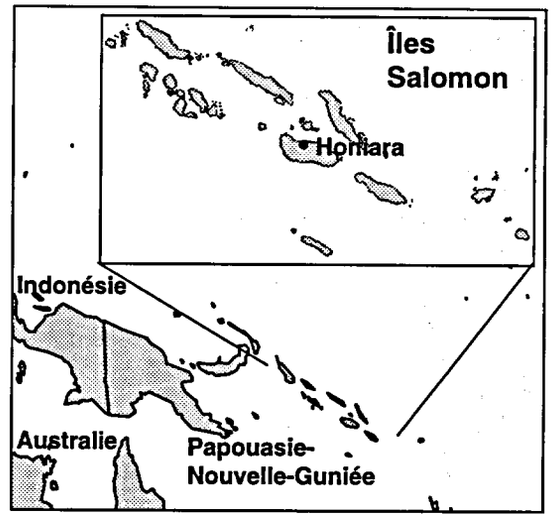
Superficie
27 556 km²

Population
367 400 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,4 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais, pidgin

Principaux groupes religieux
Anglicans (34 %), catholiques romains (19 %), protestants (47%)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Solomon Mamaloni

Ministre des Affaires étrangères
Danny Philip

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Les Îles Salomon se classent 125e parmi 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher
Haut-commissaire du Canada auprès des Îles Salomon
a/s Haut-commissariat du Canada
Avenue Commonwealth
Canberra ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
336,6 millions $ (1993)

Taux de croissance du PIB
6,7 % (1990)

PIB par habitant
947 $ (1993)

Principales exportations
Bois d'oeuvre, poisson, coprah, huile de palme

Principales importations
Denrées alimentaires et boissons, pétrole et machinerie

Exportations au Canada
24 000 $ (1994)

Importations du Canada
2 000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
30 000 $ (1993-1994)

SAMOA OCCIDENTAL

Capitale : Apia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

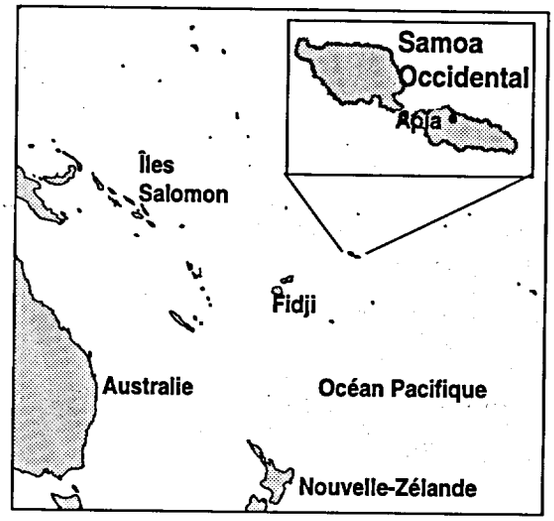
Superficie
2 900 km²

Population
163 500 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
0,5 % (est. 1994)

Principales langues
Samoan (polynésien), anglais

Principal groupe religieux
Chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le roi Malietoa Tanumafili II

Le Premier ministre Tofilau Eti Alesana

Ministre des Affaires étrangères
M. Tofilau Eti Alesana

Institutions démocratiques
Législature monocamérale nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Robert A. Wright
Haut-commissaire du Canada auprès du Samoa Occidental
a/s Haut-Commissariat du Canada
C.P. 12-049, Thorndon
Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577
Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
212,67 millions $

Taux de croissance du PIB
-1 % (1988-1990)

PIB par habitant
1 305 $

Principales exportations
Huile de coco, crème de coco, taro, cacao, coprah

Principales importations
Machinerie, produits alimentaires, biens d'équipement

Exportations au Canada
Pas de données disponibles

Importations du Canada
294 000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
270 000 $ (1993-1994)

SEYCHELLES (RÉPUBLIQUE DES)

Capitale : Victoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

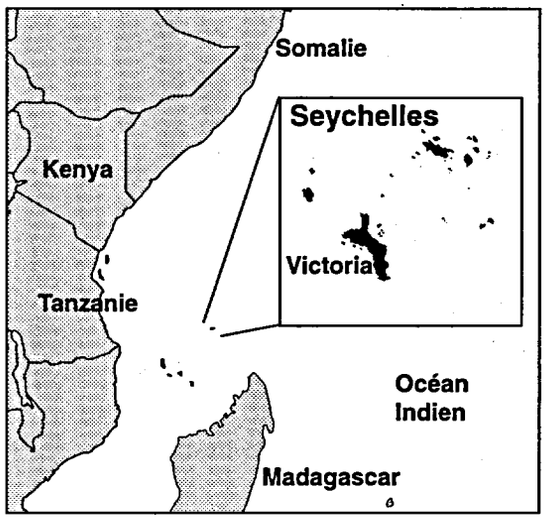
Superficie
455 km²

Population
72 000 (1994)

Taux de croissance de la population
0,84 % (1994)

Principales langues
Anglais et français (toutes deux officielles), créole

Principal groupe religieux
Catholiques romains



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président France-Albert René

Ministre des Affaires étrangères
Mme Danielle de St. Jorre

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Les Seychelles se classent 62e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Verona Edelstein
Haut-commissaire du Canada auprès des Seychelles
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1022, Dar es-Salaam
Tanzanie

Téléphone : (011-255-51) 46000
Télécopieur : (011-255-51) 46000

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
496 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-3 % (1994)

PIB par habitant
6 879 $ US (1994)

Principales exportations
Fruits de mer, cannelle, huile de noix de coco

Principales importations
Aliments, boissons, tabac

Principales exportations au Canada
74 000 $ (1994), en cannelle et chevaux

Principales importations du Canada
137 000 $ (1994), en instruments techniques et machinerie

Aide bilatérale du Canada
600 000 $ (1993-1994)

SIERRA LEONE (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Freetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

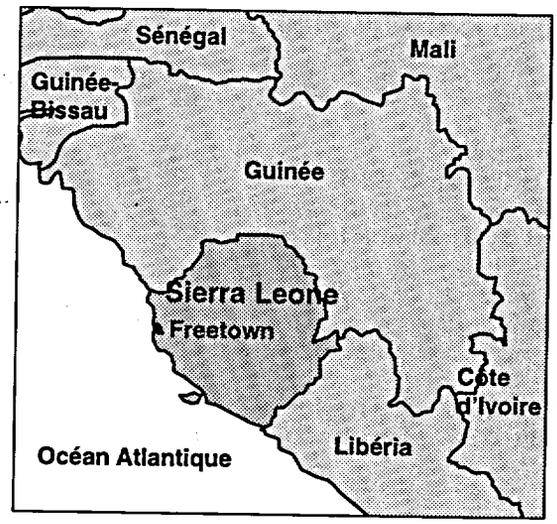
Superficie
71 740 km²

Population
4,46 millions (1994)

Taux de croissance de la population
1,4 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), krio

Principaux groupes religieux
Chrétiens (10 %), musulmans (30 %), animistes (30 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Après un régime militaire, la république est en train de s'établir.

Dirigeant
Le capitaine Valentine E. M. Strasser

Ministre des Affaires étrangères
M. Alusine Fofanah

Institutions démocratiques
Élections prévues en février 1996.

Indice du développement humain de l'ONU
La Sierra Leone se classe 173e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John Schram
Haut-commissaire du Canada auprès de la Sierra Leone
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1639, Accra
Ghana

Téléphone : (011-233-21) 77 37 91
Télécopieur : (011-233-21) 77 37 92

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,2 milliard $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
-2 % (1994)

PIB par habitant
270 $ US (1994)

Principales exportations
Rutile, bauxite, diamants, cacao, café

Principales importations
Pétrole, machinerie, biens de consommation, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
7,5 millions $ (1994), en bauxite et autres minerais

Importations du Canada
600 000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
8,1 millions $ (1993-1994)

SINGAPOUR (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

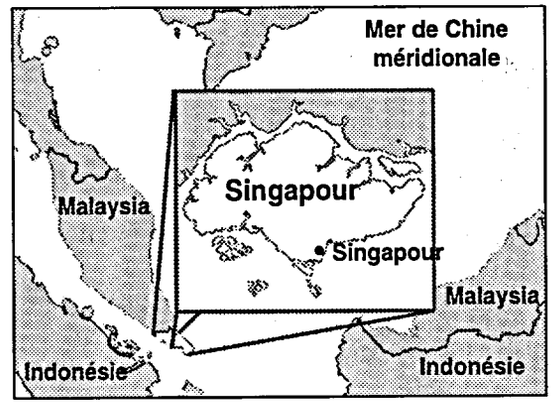
Superficie
641 km²

Population
2,93 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
1,3 % (1994)

Principales langues
Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux
Taoïstes (29 %), bouddhistes (27 %), musulmans (16 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République, démocratie parlementaire constitutionnelle

Dirigeants
Le Président Ong Teng Cheong

Le Premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères
M. Shanmugam Jayakumar

Institutions démocratiques
Démocratie parlementaire monocamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Singapour se classe 43e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gavin Stewart, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
C.P. 845, Singapour 9016
Singapour

Téléphone : (011-65) 225-6363
Télécopieur : (011-65) 225-2450

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
62,79 milliards $ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
10 % (1994)

PIB par habitant
22 580 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Machinerie et équipement, produits pétroliers, caoutchouc, produits manufacturés, aliments transformés, huile de coco, huile de palme, coprah

Principales importations
Machinerie et équipement, combustibles minéraux, produits chimiques, produits manufacturés et denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
1,15 milliard $ (1994), en biens d'équipements, produits chimiques organiques, caoutchouc et produits du caoutchouc, accessoires

Principales importations du Canada
380,7 millions $ (1994), en biens d'équipement, biens manufacturés, papier et carton, aéronefs et pièces d'aéronefs, produits chimiques organiques

SRI LANKA (RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE DE)

Capitale : Colombo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

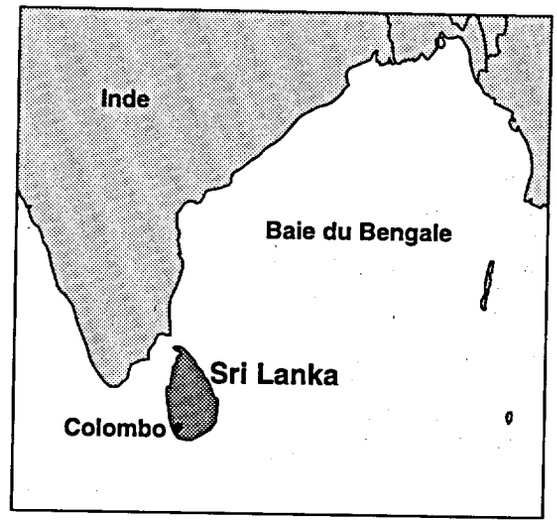
Superficie
65 610 km²

Population
17,85 millions (1994)

Taux de croissance de la population
1,3 % (1994)

Principales langues
Cingalais (officielle), tamoul, anglais

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (69 %), hindous (15 %), chrétiens (8 %), musulmans (8 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Démocratie présidentielle

Dirigeants
Le Président D. B. Wijetunge

Le Premier ministre Ranil Wickramasinghe

Ministre des Affaires étrangères
M. Lakshman Kadirgamar

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Sri Lanka se classe 97e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Konrad Sigurdson, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
6 Gregory's Road, Cinnamon Gardens
Colombo 7
Sri Lanka

Téléphone : (011-94-1) 69 58 41
Télécopieur : (011-94-1) 68 70 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
10,89 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (1994)

PIB par habitant
610 $ US (1994)

Principales exportations
Textiles, thé, noix de coco, caoutchouc, gemmes et bijoux, produits pétroliers, produits marins

Principales importations
Pétrole, machinerie, équipement, textiles, matériel de transport, machinerie électrique, blé, sucre, riz

Principales exportations au Canada
67,6 millions $ (1994), en vêtements et articles vestimentaires, caoutchouc, thé, produits de céramique

Principales importations du Canada
15,7 millions $ (1994), en machinerie électrique, équipement, livres, papier journal, sel, soufre, chaux

Aide bilatérale du Canada
43,84 millions $ (1993-1994)

SWAZILAND (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Mbabane

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

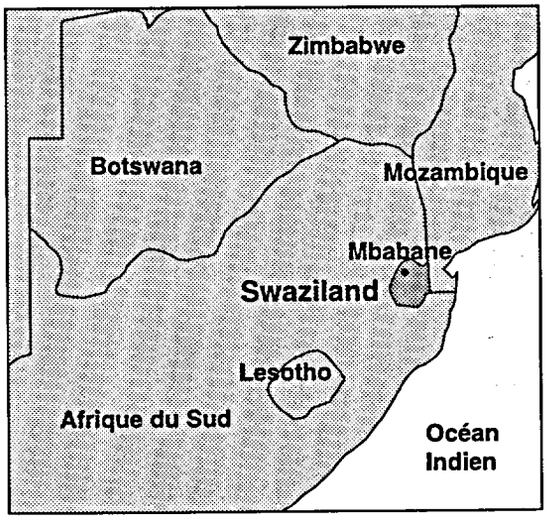
Superficie
17 360 km²

Population
936 400 (1994)

Taux de croissance de la population
3,2 % (1994)

Langues officielles
Swazi et anglais (toutes deux officielles)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (60 %), animistes (40 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le roi Mswati III

Le Premier ministre, le prince Jameson Mbilini Dlamini

Ministre des Affaires étrangères
M. Solomon Dlamini

Institutions démocratiques
Système bicaméral comprenant des membres élus et des nominations royales

Indice du développement humain de l'ONU
Le Swaziland se classe 124e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron
a/s Haut-commissaire du Canada auprès du Swaziland
Haut-commissariat du Canada
C.P. 26006, Arcadia
Pretoria 0007
Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
962,7 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
3 % (1994)

PIB par habitant
1 081 $ US (1994)

Principales exportations
Textiles, pâte de bois, sucre, fruits et légumes en conserve et frais, concentré de boissons gazeuses

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, produits manufacturés, denrées alimentaires, animaux, combustible, lubrifiants, produits chimiques

Principales exportations au Canada
5,8 millions $ (1994), en tissus

Principales importations du Canada
200 000 $ (1994), en matériel électrique et livres

Aide bilatérale du Canada
1,56 million $ (1993-1994)

TANZANIE (RÉPUBLIQUE-UNIE DE)

Capitale : Dodoma

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

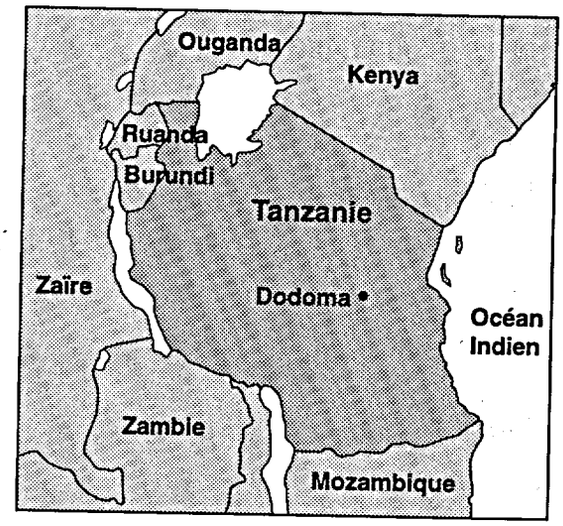
Superficie
945 090 km²

Population
27,99 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1994)

Principales langues
Swahili et anglais (toutes deux officielles)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (45 %), musulmans (35 %), animistes (20 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Ali Hassan Mwinyi

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
M. Joseph Rwegasira

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, en transition vers le multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Tanzanie se classe 147e parmi 174 pays

REPRÉSENTANT DU CANADA

Mme Verona Edelstein, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
38, rue Mirambo
Dar es-Salaam
Tanzanie

Téléphone : (011-255-51) 46011
Télécopieur : (011-255-51) 46005

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-3 % (1994)

PIB par habitant
75 $ US (1994)

Principales exportations
Café, noix de cajou, viande, produits de la noix de coco, tabac, diamants, or, coton, sisal

Principales importations
Biens manufacturés, machines et matériel de transport, pétrole brut, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
1,67 million $ (1994), en café et verrerie

Principales importations du Canada
6,12 millions $ (1994), en machinerie et vêtements

Aide bilatérale du Canada
31,82 millions $ (1993-1994)

TONGA (ROYAUME DES ÎLES)

Capitale : Nuku'alofa

Données géographiques

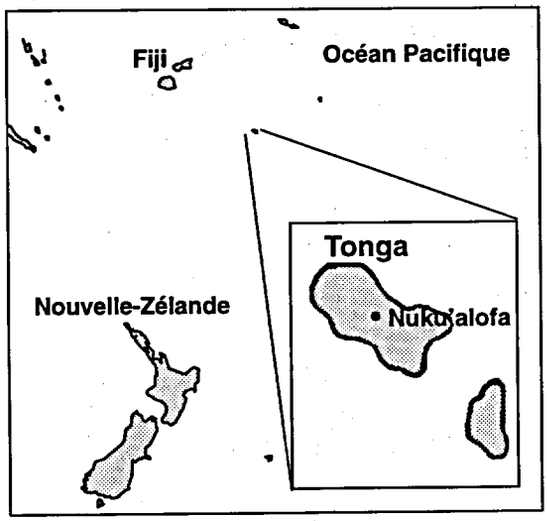
Superficie
747 km²

Population
98 300 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
0,5% (est. 1994)

Principales langues
Anglais et polynésien

Principal groupe religieux
Chrétiens



Données politiques

Système politique
Monarchie constitutionnelle héréditaire

Dirigeants
Le roi Taufa'ahau Tupou IV

Le Premier ministre Baron Vaea

Ministre des Affaires étrangères
Le Prince héritier Tupouto'a

Institutions démocratiques
Assemblée législative

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

Représentant du Canada

M. Robert A. Wright
Haut-commissaire du Canada auprès du Tonga
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 12-049, Thorndon
Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577
Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

Données économiques

PIB
177 millions $

Taux de croissance du PIB
2,2 % (1988-1992)

PIB par habitant
1 815 $

Principales exportations
Huile de noix de coco, noix de coco séchée, coprah, bananes, taro, gousses de vanille, fruits, légumes, poisson, courges

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, biens manufacturés, combustibles, produits chimiques, produits alimentaires

Exportations au Canada
61,000 $ (1994)

Importations du Canada
213,000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
250 000 $ (1993-1994)

TRINITÉ-ET-TOBAGO (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Port of Spain

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

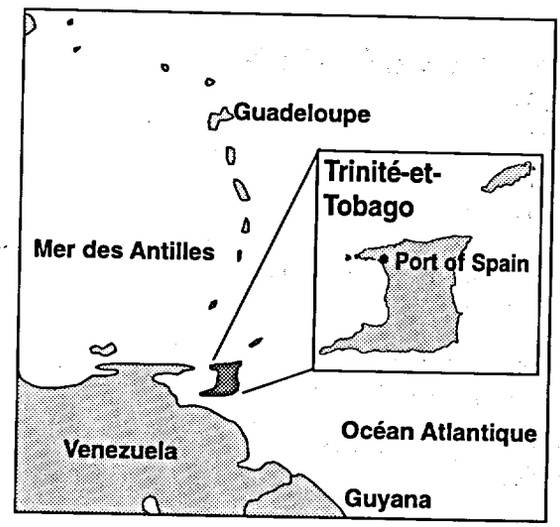
Superficie
5 130 km²

Population
1,3 million (1994)

Taux de croissance de la population
1,2 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais (officielle), hindi, français, espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (32 %), hindous (24 %), anglicans (14 %), protestants (14 %), musulmans (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Démocratie parlementaire

Dirigeants
Le Président Noor Mohammed Hassanali

Le Premier ministre Patrick Augustus Manning

Ministre des Affaires étrangères
M. Ralph Maraj

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Trinité-et-Tobago se classe 39e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Marc Lemieux, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Édifice Huggins, 72 South Quay
Port of Spain
Trinité-et-Tobago

Téléphone : (809) 623-7254
Télécopieur : (809) 624-4016

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,8 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
4,7% (1994)

PIB par habitant
3 744 $ US (1994)

Principales exportations
Pétrole et produits pétroliers, produits de l'acier, engrais, sucre, cacao, café, agrumes

Principales importations
Matières premières et biens intermédiaires, biens d'équipement, biens de consommation

Principales exportations au Canada
16,3 millions $ (1994), en urée, dérivés du pétrole, barres d'acier, boissons non alcoolisées, poisson, légumes, rhum

Principales importations du Canada
69,4 millions $ (1994), en farine, pois secs, lentilles sèches, pommes de terre, viande, hareng fumé, phosphates métalliques, résine plastique

Aide bilatérale du Canada
1,8 million $ (1993-1994)

TUVALU

Capitale : Funafuti

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

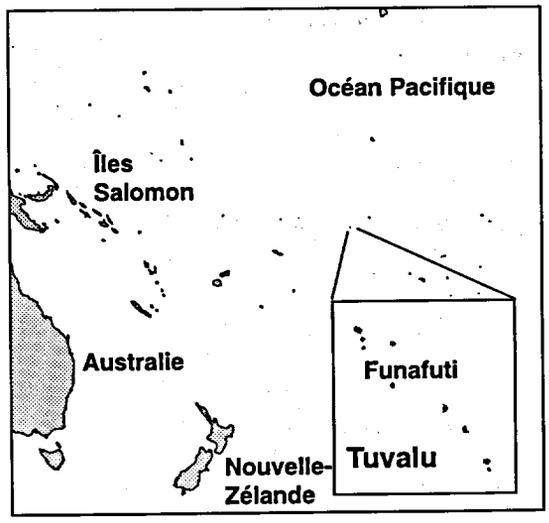
Superficie
26 km²

Population
9 500 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
1,7 % (est. 1994)

Principales langues
Tuvalien, anglais

Principaux groupes religieux
Protestants, bahai (1%)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeant
Le Premier ministre Kamuta Latasi

Ministre des Affaires étrangères
M. Kamuta Latasi

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Robert A. Wright
Haut-commissaire du Canada auprès de Tuvalu
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 12-049, Thorndon
Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577
Télécopieur : (011-64-4) 471-2082

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
12,26 millions $ (1990)

Taux de croissance du PIB
Non disponible

PIB par habitant
1 256 $ (1990)

Principale exportation
Coprah

Principales importations
Produits alimentaires, animaux, minéraux, combustibles, machinerie, biens manufacturés

Principales exportations au Canada
Pas de données disponibles

Principales importations du Canada
Pas de données disponibles

Aide bilatérale du Canada
150 000 $ (1993-1994)

VANUATU (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Port-Vila

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

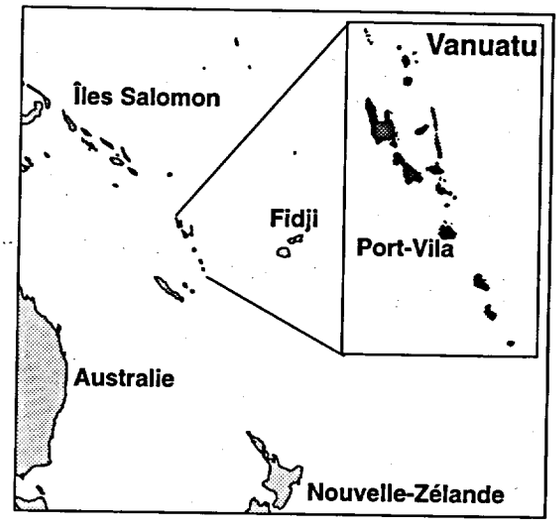
Superficie
12 190 km²

Population
164 000 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais et français (officielles), pidgin (bislama)

Principaux groupes religieux
Presbytériens (37 %), anglicans (15 %), autres protestants (10 %), catholiques romains (15 %), indigènes (7,6 %), autres (15,7 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jean-Marie Leye Lenelcau

Le Premier ministre Maxime Carlot Korman

Ministre des Affaires étrangères
M. Maxime Carlot Korman

Institutions démocratiques
Parlement monocameral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Vanuatu se classe 106e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher
Haut-commissaire du Canada auprès du Vanuatu
a/s Haut-Commissariat du Canada
Avenue Commonwealth
Canberra ACT 2600
Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
267,79 millions $ (1993)

Taux de croissance du PIB
9,3 % (1989-1990)

PIB par habitant
1 678 $ (1993)

Principales exportations
Coprah, cacao, viande, poisson, bois d'oeuvre

Principales importations
Machinerie, véhicules, produits alimentaires et boissons, produits manufacturés, matériaux bruts, combustibles, produits chimiques

Exportations au Canada
2 000 $ (1994)

Importations du Canada
97 000 $ (1994)

Aide bilatérale du Canada
350 000 $ (1993-1994)

ZAMBIE (RÉPUBLIQUE DE)

Capitale : Lusaka

Données géographiques

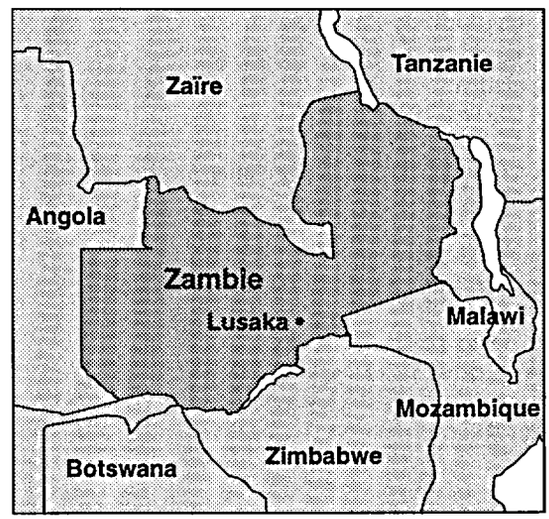
Superficie
752 610 km²

Population
9,19 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,83 %

Principales langues
Anglais (officielle), bemba, nyanja, tonga

Principaux groupes religieux
Chrétiens (75 %), musulmans et hindous (24 %), animistes (1 %)



Données politiques

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Frederick Chiluba

Ministre des Affaires étrangères
Le général Christion Tembo

Régime politique
Démocratie multipartite

Indice du développement humain de l'ONU
La Zambie se classe 136e parmi 174 pays.

Représentant du Canada

Mme Mary Mosser, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
5199, avenue United Nations
Lusaka
Zambie

Téléphone : (011-260-1) 25 08 33
Télécopieur : (011-260-1) 25 41 76

Données économiques

PIB
3,33 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-5,4 % (1994)

PIB par habitant
360 $ US (1994)

Principales exportations
Cuivre, cobalt, zinc

Principales importations
Pétrole brut, engrais, électricité

Principales exportations au Canada
2,9 millions $ (1994), en minéraux

Principales importations du Canada
6,5 millions $ (1994), en matériaux de construction et vêtements

Aide bilatérale du Canada
20,11 millions $ (1993-1994)

ZIMBABWE (RÉPUBLIQUE DU)

Capitale : Harare

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

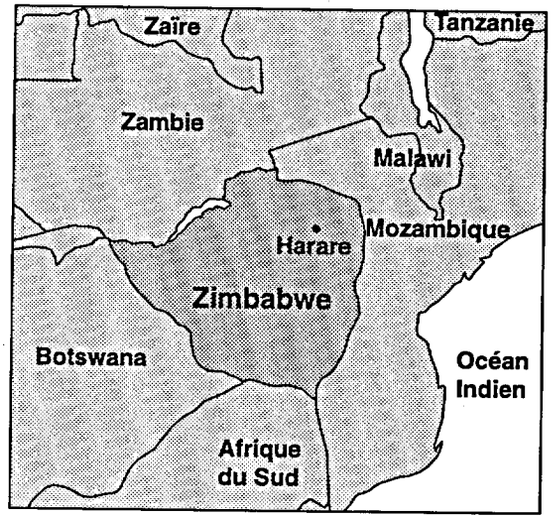
Superficie
390 580 km²

Population
10,98 millions (1994)

Taux de croissance de la population
1,2 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), shona, ndebele

Principaux groupes religieux
Syncrétistes (chrétiens-animistes) (50 %), chrétiens (25 %), animistes (24 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République, démocratie parlementaire

Dirigeant
Le Président exécutif Robert Mugabe

Ministre des Affaires étrangères
M. Stanley Mudenge

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Zimbabwe se classe 121e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Art Wright, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
45, avenue Baines
Harare
Zimbabwe

Téléphone : (011-263-4) 25 08 33
Télécopieur : (011-263-4) 25 41 76

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,01 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
3,5 % (1994)

PIB par habitant
366 $ US (1994)

Principales exportations
Produits agricoles, tabac, coton, biens manufacturés, or, ferrochrome

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles

Principales exportations au Canada
33,25 millions $ (1994), en sucre et tabac

Principales importations du Canada
9,34 millions $ (1994), en machinerie et produits chimiques

Aide bilatérale du Canada
30,03 millions $ (1993-1994)

Réunion

des chefs de gouvernement

des pays du Commonwealth

Chypre 1993

Communiqué

Introduction

1. Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth se sont réunis à Chypre, du 21 au 25 octobre 1993. Sur les 47 pays participants, 36 étaient représentés par leur chef d'État ou leur premier ministre. La réunion se tenait sous la présidence de M. Glafcos Clérides, président de Chypre.

2. Les chefs de gouvernement ont transmis un message de félicitations à Sa Majesté la reine Élisabeth II, chef du Commonwealth.

3. Ils se sont dits particulièrement heureux d'avoir l'occasion de se réunir à Chypre et ont tenu à exprimer leur vive reconnaissance pour l'excellence des dispositions prises en vue de la réunion ainsi que pour l'accueil chaleureux et la gracieuse hospitalité du gouvernement et de la population de Chypre.

Tendances et perspectives mondiales

4. Les chefs de gouvernement rappellent l'opinion exprimée dans leur communiqué d'Harare, à savoir que la fin de la guerre froide avait suscité des possibilités nouvelles et grandement amélioré les perspectives de paix, de sécurité et de développement économique à l'échelle internationale. Ils se réjouissent du fait que les grandes puissances coopèrent de plus en plus pour diminuer les tensions mondiales. Cela permet d'espérer en un accroissement de la sécurité et de la stabilité dans le monde et favorise le déploiement d'efforts plus significatifs pour remédier aux problèmes chroniques que constituent la pauvreté, la faim, l'ignorance, la maladie et la dégradation de l'environnement. Ils conviennent néanmoins que les grands espoirs liés à la fin de la guerre froide ont été assombris par la prolifération d'une nouvelle série de problèmes, et que de nombreuses régions du monde ne jouissent toujours pas d'une paix durable.

5. Les chefs de gouvernement réitèrent leur appui envers les Nations Unies et les autres organismes internationaux qui se consacrent à l'établissement de la paix et de la sécurité et au développement social et économique dans le monde. Ils se disent convaincus que le plein dévouement aux principes et aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies est essentiel à la promotion de la paix et de la sécurité. Ils reconnaissent que l'ONU est maintenant mieux placée que jamais pour remplir le rôle envisagé par ses fondateurs. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies dans son Agenda pour la paix, ils expriment l'avis que, compte tenu des dispositions pertinentes de la Charte de l'ONU, le Commonwealth et les organisations régionales pourraient appuyer de manière utile et pratique les efforts déployés par les Nations Unies pour assurer la paix et la prospérité à tous les peuples du monde.

Apparition d'un ordre humanitaire mondial

6. Après avoir discuté du thème particulier de la réunion, soit « l'apparition d'un ordre humanitaire mondial », et reconnu son importance, les chefs de gouvernement demandent au Secrétaire général du Commonwealth de constituer, de concert avec les gouvernements des pays du Commonwealth, un groupe intergouvernemental de haut niveau chargé d'examiner les moyens précis que le Commonwealth pourrait prendre pour contribuer au maximum aux travaux de la communauté internationale sur ce thème. Le rapport de ce groupe sera soumis aux gouvernements pour étude.

Démocratie et droits de la personne

7. Les chefs de gouvernement se disent particulièrement satisfaits de l'intérêt et de l'engagement croissants suscités par les idéaux démocratiques, tant au sein du Commonwealth qu'ailleurs dans le monde. Ils réitèrent, entre autres choses, leur attachement à la démocratie, aux droits fondamentaux de la personne, à la primauté de la loi, à l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi qu'au gouvernement juste et honnête en tant que composantes essentielles des valeurs politiques fondamentales du Commonwealth. Affirmant l'importance de la Déclaration de Vienne et du Plan d'action adopté par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue en juin 1993, ils répètent que tous les droits de la personne sont universels, indivisibles, interdépendants et interreliés. Ils soulignent que la démocratie, le développement et le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Ils se réjouissent du fait qu'on réaffirme, dans la Déclaration sur le droit au développement, que celui-ci constitue un droit universel et inaliénable en même temps qu'une partie intégrante des droits fondamentaux de la personne.

8. Les chefs de gouvernement réitèrent leur engagement à l'égard de la Charte internationale des droits de l'homme et invitent les gouvernements membres qui ne l'ont pas encore fait à s'efforcer par tous les moyens d'adhérer aux Pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civiques et politiques d'ici à 1995.

9. Les chefs de gouvernement réaffirment que les droits des femmes sont une composante indivisible des droits de la personne et appuient les principes contenus dans la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme et dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Ils exhortent tous les gouvernements du Commonwealth à ratifier, d'ici à 1995, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils considèrent la violence faite aux femmes comme une violation des droits de la femme et invitent tous les gouvernements à adopter le projet de Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence contre les femmes.

10. Les chefs de gouvernement se disent heureux du fait qu'on ait proclamé 1993 Année internationale des populations autochtones, réaffirmant par là l'engagement de la communauté internationale à protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales des populations autochtones et à faire en sorte que soit respectée la diversité de leurs cultures et de leurs identités propres.

11. Les chefs de gouvernement se déclarent sérieusement inquiets des courants persistants de chauvinisme ethnique, de xénophobie, de racisme et d'autres formes connexes d'intolérance, surtout dans leurs manifestations contemporaines, qui présentent des menaces de plus en plus graves à la paix et à l'harmonie. Ils expriment leur engagement collectif et individuel à combattre la discrimination sous toutes ses formes dans leurs pays respectifs, en mettant l'accent sur le maintien de la primauté de la loi et sur les mesures destinées à promouvoir le développement des institutions de défense des droits de la personne et les autres forces durables d'une société pluraliste.

Terrorisme

12. Les chefs de gouvernement condamnent de nouveau vivement le terrorisme sous toutes ses formes, y compris la prise d'otages, comme une des menaces les plus dangereuses et les plus pernicieuses planant sur la stabilité et les droits de la personne. Ils réitèrent leur détermination à combattre le terrorisme perpétré par des individus, des groupes ou des États, par tous les moyens possibles, en ayant recours à la coopération bilatérale et multilatérale.

Désarmement

13. Les chefs de gouvernement se réjouissent de la signature récente des traités START I et II; ils invitent l'Ukraine et le Kazakhstan à ratifier le START I et signalent les mesures qu'ils ont prises pour remplir les obligations contenues dans le Protocole de Lisbonne. Ils se réjouissent de la décision de la Conférence sur le désarmement de travailler en faveur d'un traité universel d'interdiction complète, et vérifiable, des essais nucléaires, et ils exhortent tous les États possédant des armes nucléaires à s'abstenir d'en faire l'essai en attendant sa conclusion. Ils expriment leur inquiétude au sujet de la menace de prolifération des armes nucléaires et autres engins de destruction massive. Les chefs de gouvernement des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) exhortent tous les signataires du traité à contribuer au succès de la conférence d'examen et de reconduction du TNP, qui sera convoquée en 1995. Ils disent se réjouir de la conclusion de la Convention sur les armes chimiques et invitent tous les États à la ratifier dans les plus brefs

délais possibles pour qu'elle puisse entrer en vigueur au plus tôt. Ils réclament en outre le renforcement des dispositions de la Convention sur les armes biologiques. Ils soulignent la nécessité de restreindre l'accumulation d'armes classiques aux besoins de légitime défense.

Petits États

14. Les chefs de gouvernement écoutent avec intérêt le rapport du président du Groupe ministériel du Commonwealth sur les petits États, qui a tenu sa première réunion à Limassol, le 24 octobre. Les ministres se disent convaincus de l'utilité de cette réunion, qui leur a permis d'examiner les conséquences possibles d'événements internationaux récents sur le développement et la sécurité des petits États. Ils appuient l'idée du Groupe de tenir d'autres réunions dans le cadre des rencontres des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth et d'autres conférences internationales, lorsque ce sera à propos. Ils se réjouissent de l'intention du Secrétaire général de mettre sur pied un groupe consultatif de hauts fonctionnaires qui se réuniront à Londres dans les intervalles entre les réunions ministérielles. Ils appuient en outre la recommandation des ministres à l'effet que le Secrétariat continue d'aider les petits États du Commonwealth, surtout en prévision de la prochaine Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires.

Afrique australe

15. Les chefs de gouvernement sont d'avis que la communauté internationale devrait continuer de donner tout le soutien et l'aide possibles aux pays de l'Afrique australe pour leur permettre de réparer les dégâts causés par les années de déstabilisation et de conflit. Ils expriment l'espoir que l'Afrique du Sud sera intégrée dans l'économie régionale d'une manière équilibrée et équitable.

Afrique du Sud

16. Les chefs de gouvernement passent en revue les événements survenus en Afrique du Sud depuis leur dernière réunion. Ils constatent que des progrès importants ont été accomplis lors des négociations multipartites. La conclusion d'un accord sur la tenue d'élections à l'assemblée constituante le 27 avril 1994 et l'adoption, en septembre 1993, du projet de loi sur le Conseil exécutif de transition (TEC) visant à faciliter et à promouvoir la transition à la démocratie ont eu une importance décisive. Les chefs de gouvernement conviennent que

ces faits nouveaux marquent une étape irréversible de la transition et laissent entrevoir la fin de l'apartheid. Ils les accueillent chaleureusement et louent les dirigeants sud-africains d'avoir placé l'intérêt de la nation au-dessus des considérations partisanes.

17. Les chefs de gouvernement appuient la décision du Comité des ministres des Affaires étrangères sur l'Afrique australe, annoncée par le Secrétaire général le 24 septembre 1993, à l'effet que les conditions posées à Harare pour la levée des sanctions visant le commerce, les investissements et les finances avaient été remplies. L'embargo sur les armes restera toutefois en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement sud-africain pleinement démocratique et responsable soit fermement établi, après la disparition de l'apartheid.

18. En levant toutes les sanctions économiques, les chefs de gouvernement appuient les demandes d'investissements étrangers et d'accroissement du commerce avec l'Afrique du Sud formulées par le président De Klerk et par M. Nelson Mandela pour aider à surmonter les conséquences sociales et économiques de l'apartheid.

19. Tout en se réjouissant des progrès accomplis lors des négociations, les chefs de gouvernement reconnaissent que le processus demeure fragile. Un certain nombre de parties se sont retirées des négociations, et l'opposition de l'extrême droite au processus de transition en général, et à l'établissement du TEC en particulier, s'est accentuée au cours des derniers mois. Étant donné tous ces faits, les chefs de gouvernement conviennent du besoin primordial de contribuer à préserver le processus pour assurer l'avènement d'une Afrique du Sud unie, démocratique et exempte de discrimination raciale. Ils invitent toutes les parties à s'assurer qu'on respecte les accords conclus lors des négociations multipartites, pour mettre fin à la violence et participer pleinement à la vie démocratique naissante dans leur pays.

20. Les chefs de gouvernement espèrent voir naître une nouvelle Afrique du Sud démocratique qui affirmera la répudiation complète de son passé ségrégationniste en respectant pleinement les droits de la personne et les libertés fondamentales de tous ses citoyens. Ils conviennent que, conformément à ses propres convictions et aux principes de sa Déclaration d'Harare, le Commonwealth apportera toute l'aide possible pour assurer la promotion de ces droits et favoriser la stabilité et le développement ordonné de la nouvelle Afrique du Sud.

21. Les chefs de gouvernement constatent que la Mission d'observation du Commonwealth en Afrique du Sud, à l'oeuvre dans ce pays depuis octobre 1992, a apporté une contribution importante et largement reconnue aux efforts déployés pour enrayer la violence, réconcilier les communautés, rapatrier les réfugiés et amorcer la reconstruction socioéconomique. Ils louent le travail qu'elle a accompli et conviennent qu'elle devrait rester en Afrique du Sud

jusqu'après les élections prévues pour avril 1994, date à laquelle on réexaminera la situation de concert avec le nouveau gouvernement démocratiquement élu.

22. Les chefs de gouvernement reconnaissent l'importance historique des élections d'avril 1994, mais aussi les obstacles posés à leur déroulement libre et juste par la situation qui règne au pays. Ils conviennent, par conséquent, que la présence d'un groupe assez important d'observateurs internationaux sera indispensable pour que ces élections inspirent confiance et que les citoyens d'Afrique du Sud puissent exprimer un suffrage valide. Une mission d'observateurs électoraux du Commonwealth constitue, à leurs yeux, un élément important de cette présence internationale accrue. Un certain nombre de gouvernements signalent qu'ils verseront des contributions à un fonds volontaire spécial constitué par le Commonwealth pour aider à rembourser les coûts de cette mission.

23. Les chefs de gouvernement constatent avec satisfaction que, grâce au financement assuré par le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), on a mis en train un programme de développement visant à renforcer les structures établies dans le cadre des accords de paix et à soutenir la transition à une démocratie exempte de discrimination raciale. Ils accordent une importance particulière à la prestation d'aide technique et de formation pour promouvoir l'amélioration des relations entre les forces de police et les communautés et appuyer la Commission électorale indépendante, la Commission indépendante des médias, le Service de radiodiffusion indépendant et les autres institutions destinées à faciliter la transition.

24. Les chefs de gouvernement soulignent que le Commonwealth et la communauté internationale en général continueront de faire tout en leur pouvoir pour aider à contenir la violence et faire progresser la transition, mais que seuls les dirigeants d'Afrique du Sud peuvent assurer une paix durable en travaillant de concert dans un esprit de réconciliation nationale. Ils invitent par conséquent toutes les parties à apporter une contribution constructive aux négociations et à l'avènement d'une Afrique du Sud démocratique et exempte de discrimination raciale. Dans ce contexte, ils réitèrent l'appui du Commonwealth à l'égard du processus de négociations multipartites et s'engagent à continuer de faire tout en leur pouvoir pour le faire progresser.

25. Les chefs de gouvernement rendent hommage au Comité des ministres des Affaires étrangères sur l'Afrique australe, que préside le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, pour sa contribution au travail accompli par le Commonwealth en vue de mettre fin à l'apartheid. Ils conviennent, par ailleurs, que le Comité devrait continuer de surveiller les événements en Afrique du Sud au nom du Commonwealth jusqu'après les élections d'avril 1994.

26. Bien qu'il appartienne au nouveau gouvernement démocratiquement élu d'Afrique du Sud de décider s'il cherchera à réintégrer le Commonwealth, les chefs de gouvernement espèrent pouvoir dès que possible accueillir de nouveau dans leurs rangs une Afrique du Sud démocratique et exempte de discrimination raciale.

27. Les chefs de gouvernement accueillent favorablement la décision prise conjointement par les Nations Unies et par le Commonwealth, de concert avec d'autres organismes donateurs, touchant la convocation d'une conférence internationale de donateurs devant porter sur le développement des ressources humaines dans l'Afrique du Sud postségrégationniste, après l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale. Ils voient dans cette conférence une importante tribune pour l'examen des besoins de l'Afrique du Sud postségrégationniste en matière de développement des ressources humaines à la lumière du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé « *Beyond Apartheid: Human Resources in the New South Africa* », ainsi qu'un moyen de faciliter une meilleure coordination entre les donateurs. Ils soulignent l'urgence de redresser les déséquilibres de compétences résultant de l'apartheid, dans le contexte d'une démocratie viable et exempte de discrimination raciale. Ils invitent, par conséquent, tous les gouvernements et organismes donateurs à appuyer cette initiative.

Mozambique

28. Les chefs de gouvernement se réjouissent de l'accord de paix général conclu le 4 octobre 1992 entre le gouvernement du Mozambique et le mouvement de Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), de même que du cessez-le-feu qui a suivi. Ils se disent toutefois préoccupés par les retards répétés qu'accuse la mise en oeuvre de l'accord et ils demandent au RENAMO d'en respecter tous les termes, y compris l'envoi de son personnel aux points de rassemblement administrés par l'Organisation des Nations Unies. Les chefs de gouvernement considèrent que la formation d'une Force de défense mozambicaine unifiée fait partie intégrante du processus de paix et demandent à toutes les parties en présence de faire en sorte que cette Force soit sur pied avant les élections prévues pour octobre 1994.

29. Les chefs de gouvernement accueillent favorablement la résolution 863 du Conseil de sécurité de l'ONU et demandent à tous les intéressés de collaborer à la tenue des élections multipartites prévues d'ici à octobre 1994. Ils demandent en particulier au RENAMO de collaborer avec le gouvernement pour que soit adoptée rapidement une loi électorale prévoyant la création d'une commission électorale nationale efficace et indépendante.

30. Les chefs de gouvernement notent que le Fonds spécial du Commonwealth pour le Mozambique, mis sur pied à Vancouver en 1987, a dépassé sa cinquième année de fonctionnement. Ils sont d'accord avec les arrangements pris pour le maintien de l'aide multilatérale du Commonwealth au Mozambique, et ils insistent sur le fait qu'il est important que le Commonwealth poursuive sa contribution à la reconstruction nationale et au développement de la démocratie au Mozambique.

Angola

31. Les chefs de gouvernement notent que, même si l'UNITA a accepté les accords de Bicesse et le protocole d'Abidjan, et même si elle a fait savoir qu'elle se plierait aux résultats des élections qui ont eu lieu en septembre 1992 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, la guerre se poursuit, avec son lot de souffrances humaines et de destruction. Ils déplorent la poursuite de la guerre civile et demandent à l'UNITA de mettre fin aux hostilités, d'adhérer au processus démocratique et de se plier à toutes les résolutions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'égard de l'Angola. Les chefs de gouvernement avertissent l'UNITA que le non-respect des résolutions justifierait que l'on envisage d'autres sanctions et d'autres mesures.

Chypre

32. Rappelant la position qu'ils ont adoptée à Harare, les chefs de gouvernement réitèrent leur appui à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'unité et au principe de non-alignement de la République de Chypre. Faisant remarquer que les résolutions prises par l'Organisation des Nations Unies à l'égard de Chypre n'ont pas été appliquées, ils insistent sur l'importance de toutes les faire observer, en particulier les résolutions 365 (1974) et 550 (1984) du Conseil de sécurité. Du même souffle, ils exigent le retrait rapide de toutes les troupes et de tous les colons turcs de la République de Chypre, le retour en toute sécurité des réfugiés dans leurs foyers, le rétablissement et le respect des droits de la personne pour tous les Chypriotes et enfin, le dénombrement et l'identification des personnes manquantes. Se disant profondément inquiets de l'afflux de colons turcs, ils demandent avec insistance que rien ne soit fait qui pourrait entraîner un changement démographique dans l'île.

33. Dans le contexte des résolutions des Nations Unies exigeant le retrait de toutes les forces étrangères du territoire de la République, les chefs de gouvernement accueillent favorablement l'offre du gouvernement de Chypre d'assumer les coûts supplémentaires d'une force des Nations Unis à Chypre dès que toutes les forces des pays étrangers seraient retirées, et ce, jusqu'à ce que le conflit soit réglé.

34. Les chefs de gouvernement partagent la déception exprimée par le Secrétaire général des Nations Unies, dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, quant à la tournure que prenait récemment sa mission de bons offices à Chypre; il déplore notamment l'absence, en raison de l'attitude négative des Chypriotes turcs, d'un accord prévoyant les mesures à prendre pour établir la confiance. Par contre, ils sont entièrement d'accord avec l'intention qu'a exprimée le Secrétaire général dans son rapport et avec la réponse positive du Conseil de sécurité, à savoir que, si aucun progrès ne se réalise à l'égard de la question de Chypre, le Secrétaire général demandera au Conseil de sécurité d'examiner d'autres moyens de promouvoir la mise en oeuvre efficace des nombreuses résolutions prises par l'ONU.

35. Les chefs de gouvernement conviennent que le groupe d'action du Commonwealth sur Chypre continue de suivre l'évolution de la situation, dans les limites de son mandat qui consiste, notamment, à soutenir sur demande les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies.

Belize

36. Les chefs de gouvernement réitèrent leur appui à la sécurité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Belize. Ils encouragent, par conséquent, la solidarité individuelle et collective envers ce pays. Ils pressent le Guatemala et le Belize de reprendre le dialogue et, dans ce contexte, reconnaissent la valeur que peuvent avoir les consultations entre le Commonwealth et d'autres organismes compétents. Ils demandent aussi au Secrétaire général de réunir, au besoin, le groupe de ministres du Commonwealth sur le Belize.

Méditerranée

37. Les chefs de gouvernement réitèrent leur appui aux efforts déployés dans le but d'établir des consultations entre les États de la Méditerranée, en vue de renforcer la coopération et de résoudre les problèmes propres à la région.

38. Ils notent que les derniers événements survenus dans la région illustrent les liens qui existent entre la sécurité dans la Méditerranée et la sécurité en Europe, de même qu'entre la paix et la sécurité internationales. À cet égard, ils notent avec intérêt les propositions concernant la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, et la mise sur pied d'un Conseil de la Méditerranée qui servirait de tribune pour le dialogue politique et socioéconomique dans la région.

Moyen-Orient

39. Dans leur revue des événements internationaux survenus au Moyen-Orient, les chefs de gouvernement font bon accueil à la Déclaration de principes signée par le gouvernement d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre 1993, et la considèrent comme un pas historique vers la réconciliation, la paix et la sécurité dans la région. Ils disent espérer que ce mouvement en faveur de la paix se maintiendra et que les négociations auxquelles participent toutes les parties au Moyen-Orient mèneront à un règlement global équitable dans l'intérêt de toute la population de la région.

Bosnie-Herzégovine

40. Les chefs de gouvernement se disent très préoccupés par la poursuite des hostilités et de la violence en Bosnie-Herzégovine. Ils condamnent vivement les violations flagrantes des droits de la personne, notamment la « purification ethnique », qu'ils considèrent comme un affront à la civilisation, et réclament qu'on y mette fin. Affirmant de nouveau la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, ils demandent à la communauté internationale de tout mettre en oeuvre pour arriver à une solution politique juste, équitable et globale fondée sur l'application stricte de la Charte de l'ONU, des décisions du Conseil de sécurité, du droit international et des principes adoptés à la Conférence internationale de Londres sur l'ex-Yougoslavie, pour que soient protégés les droits légitimes et la dignité de toutes les collectivités bosniaques. Ils demandent aussi à toutes les parties en cause dans le conflit de collaborer à la réalisation d'une telle solution politique.

Burundi

41. Les chefs de gouvernement se disent profondément choqués par la nouvelle du renversement du gouvernement élu démocratiquement au Burundi, et condamnent vivement les militaires qui se sont emparés du pouvoir. S'appuyant sur les principes et les valeurs du Commonwealth énoncés dans la Déclaration d'Harare, les chefs de gouvernement demandent à ceux qui ont pris le pouvoir au Burundi de respecter le voeu démocratique de la population et de rétablir le gouvernement constitutionnel et démocratiquement élu du président Melchior Ndadaye. Ils demandent également à la communauté internationale d'isoler la junte militaire jusqu'à ce que la démocratie soit rétablie au pays.

Haïti

42. Les chefs de gouvernement se disent extrêmement préoccupés par la poursuite de la crise politique à Haïti et par la violation des droits de la personne qui en résulte. Ils donnent leur appui à des mesures conjointes de l'ONU et de l'OEA visant à rétablir et à institutionnaliser la démocratie constitutionnelle à Haïti. Ils demandent également aux forces militaires du pays de respecter le voeu exprimé par la population lors des élections qui ont eu lieu sous supervision internationale.

Cameroun

43. Les chefs de gouvernement ont étudié la demande d'adhésion du Cameroun au Commonwealth. Ils ont décidé par résolution d'accepter la candidature du Cameroun à la prochaine rencontre des chefs de gouvernement qui aura lieu en 1995, à la condition que soit complété le travail d'établissement d'un régime démocratique conforme à la Déclaration du Commonwealth.

Économie mondiale

44. Les chefs de gouvernement remarquent que l'économie mondiale fait face à de graves problèmes et incertitudes. Ils estiment néanmoins que le climat actuel de faible inflation et de taux d'intérêt à la baisse offrent des possibilités de relance et de croissance économiques, et ils soulignent l'importance de tirer profit de ces éléments favorables en combattant le protectionnisme et en poursuivant la réforme structurelle dans tous les coins du monde. Ils signalent à ce propos l'apport favorable des pays en développement à la croissance économique mondiale par la libéralisation de leur commerce et de leurs marchés et une forte performance économique de certains pays.

45. Les chefs de gouvernement remarquent que, malgré la performance économique impressionnante enregistrée dans certaines régions en voie de développement, la pauvreté et la privation perdurent. Ils se réjouissent de l'élargissement du consensus politique sur les stratégies d'ajustement fondées sur des mesures favorables au libre jeu du marché, conjuguées au perfectionnement des ressources humaines et à la réduction de la pauvreté, et tenant compte des besoins et des possibilités des femmes. Ils constatent que des obstacles extérieurs, en particulier le fardeau de la dette, les faibles prix des produits de base et la détérioration des termes de l'échange, nuisent aux performances de nombreux pays. À ce propos, ils attirent l'attention sur les difficultés particulières de l'Afrique subsaharienne. Ils soulignent qu'il est toujours nécessaire de déployer des efforts considérables partout dans le monde en développement pour venir à bout des éléments institutionnels, économiques

et financiers faisant obstacle à une plus forte croissance; ils reconnaissent cependant que ces réformes doivent s'appuyer sur un judicieux dosage des mesures d'ajustement et du financement extérieur.

46. Les chefs de gouvernement abordent différents dossiers liés aux négociations d'Uruguay sur le commerce multilatéral. Reconnaissant l'importance de la libéralisation des échanges pour la croissance et le développement économiques, les chefs de gouvernement publient la Déclaration de Limassol sur les négociations d'Uruguay, où ils réitèrent leur volonté d'en arriver à une conclusion globale, équitable et équilibrée de ces négociations avant le 15 décembre 1993. Ils décident de mettre sur pied une mission ministérielle, formée de ministres de la Barbade, du Canada, du Ghana, du Malaysia et de l'île Maurice, qui inviterait le directeur général du GATT à Genève, la Commission européenne à Bruxelles et certaines capitales à promouvoir les objectifs définis dans la Déclaration de Limassol.

Dette et flux financiers

47. Malgré les progrès accomplis dans le cadre des accords internationaux depuis 1991, les chefs de gouvernement se disent préoccupés par les problèmes persistants auxquels de nombreux pays font face sur le plan de la dette. Ils demandent que d'autres mesures du même genre soient prises au besoin, en vue de ramener le fardeau de la dette de ces pays à des niveaux soutenables et, en particulier, que les conditions dites de Trinité-et-Tobago et de Houston soient mises en oeuvre intégralement. Ils se réjouissent à ce propos de l'appel que le G-7 a lancé au Club de Paris lors du Sommet de Tokyo en vue de réexaminer les conditions de l'assistance offerte. Ils soulignent que les pays les plus dans le besoin, qui ont amorcé des réformes économiques, devraient se voir offrir sans tarder une réduction suffisante de leur dette officielle totale.

48. Les chefs de gouvernement remarquent avec inquiétude que l'aide publique au développement a subi une diminution en chiffres absolus et qu'elle est demeurée bien au-dessous de l'objectif convenu internationalement, qui était de 0,7 % du PNB du pays donateur. Ils préconisent de faire tout ce qui est possible pour accroître les ressources publiques destinées aux pays en développement. Tout en reconnaissant l'importance de la transformation historique des économies de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, ils font valoir que l'aide apportée à ces pays ne devrait pas être aux dépens des pays peu développés d'hier, dont bon nombre font face à des problèmes encore plus énormes. Ils soulignent également qu'on doit donner la priorité absolue aux besoins des pays les plus pauvres et à la réduction de la pauvreté.

49. Soulignant le rôle positif que les ressources privées peuvent jouer en vue de favoriser le développement, les chefs de gouvernement se réjouissent de l'augmentation considérable qu'elles ont connue récemment et exhortent les pays qui ne l'ont pas encore fait à adopter des politiques qui leur permettront d'attirer de telles ressources sur une plus vaste échelle. Ils invitent le Secrétariat à miser davantage sur son rôle catalyseur dans le but d'encourager l'afflux de ressources privées dans les pays membres. À ce propos, ils se réjouissent de la récente décision des ministres des Finances du Commonwealth d'appuyer la proposition visant à créer un fonds de privatisation du Commonwealth et comptent qu'elle sera bientôt mise en oeuvre.

Blanchiment d'argent

50. Les chefs de gouvernement estiment que le blanchiment d'argent constitue une sérieuse menace pour les systèmes financiers de par le monde et que le Commonwealth devrait encourager une coopération internationale accrue en vue de combattre ce type de délit financier. Ils approuvent les 40 recommandations du Groupe d'action financière international (organisme international établi à cette fin en 1989), recommandent qu'elles soient appliquées sans tarder et demandent aux ministres de la Justice, aux ministres des Finances et au Secrétaire général du Commonwealth de voir quelle serait la meilleure façon de procéder. Ils se réjouissent de la formation du *Caribean Financial Action Task Force*. Ils conviennent également d'inviter les ministres de la Justice et les ministres des Finances à examiner la meilleure façon dont les pays du Commonwealth peuvent collaborer pour combattre le recyclage des produits des crimes graves de tous genres, par les lois nécessaires et des normes réglementaires.

Sécurité alimentaire

51. Les chefs de gouvernement sont d'avis que la résolution des problèmes liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire doit demeurer une priorité stratégique du Commonwealth si l'on veut en arriver à un développement durable dans les pays membres. Reconnaissant que la majorité des pauvres et des affamés vivent dans les régions rurales, ils jugent important que le Commonwealth continue à apporter son soutien aux pays membres qui souhaitent mettre en oeuvre des politiques et des programmes ruraux améliorés, des mesures particulières visant à diminuer la pauvreté, eu égard à la vulnérabilité particulière des femmes et des enfants, et des stratégies pour accroître la sécurité alimentaire.

Environnement

52. Les chefs de gouvernement proclament de nouveau la haute priorité qu'ils accordent aux questions environnementales et à la poursuite du développement durable ainsi qu'à la diminution de la pauvreté grâce à un suivi efficace des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992. Ils se réjouissent des progrès accomplis en vue d'une application rapide de la Convention cadre sur le changement climatique et de la Convention sur la biodiversité, et espèrent un dénouement heureux des négociations sur une convention visant à combattre la désertification et la sécheresse, et sur la restructuration et la reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial. Ils soulignent la nécessité de concrétiser sans délai les divers engagements pris à Rio. Ils se réjouissent des résultats positifs de la première séance consacrée aux travaux de fond de la Commission du développement durable des Nations Unies et manifestent leur plein appui aux travaux de la Commission en vue d'assurer une mise en oeuvre effective du plan Action 21.

53. Les chefs de gouvernement expriment leur appui à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, qui doit avoir lieu à la Barbade en avril 1994, et appellent une participation de tous les pays du Commonwealth au plus haut niveau. Ils signalent que cette conférence est très importante non seulement pour les petits États, mais aussi pour toute la communauté internationale, étant donné qu'elle offre une première occasion de remplir des engagements pris à la CNUED et de conclure une alliance visant la mise en oeuvre du plan Action 21. Ils se disent aussi d'avis que la Conférence va beaucoup aider les petits États insulaires en développement dans leur quête de modèles de développement durable et encouragent le soutien de plusieurs initiatives qui doivent voir le jour à la suite de la Conférence, notamment les centres régionaux de développement durable, le programme d'assistance technique aux petits États insulaires en développement, un réseau d'information restreint sur les petits États insulaires en développement, et la création d'un fonds d'urgence en cas de sinistres régionaux.

Rôle du Commonwealth

54. Les chefs de gouvernement se félicitent des progrès accomplis depuis leur dernière réunion pour ce qui est des priorités inscrites dans leur Déclaration d'Harare. Ils soulignent l'importance de maintenir l'équilibre qui se retrouve dans la Déclaration d'Harare entre les activités sociales et les activités de développement et la promotion des valeurs politiques. À ce propos, ils se réjouissent de l'élaboration par le Secrétariat d'un plan stratégique révisable d'une durée de trois ans, et de la mise sur pied du comité directeur de hauts fonctionnaires; ces deux outils serviront à formuler des

conseils généraux sur la politique opérationnelle et l'affectation des ressources, et à donner une orientation stratégique aux travaux du Secrétariat. Ils se disent particulièrement satisfaits des mesures visant à faire en sorte que les travaux du Secrétariat soient motivés par les programmes et que ses activités s'appuient sur un examen critique de facteurs comme les avantages comparés du Commonwealth. Ils se réjouissent également de la vaste restructuration et réorganisation du Secrétariat visant à lui permettre de poursuivre ses objectifs de manière plus efficace et rentable. Ils félicitent le Secrétaire général de ce qu'il a fait pour provoquer ces importants changements.

55. Les chefs de gouvernement notent avec satisfaction les nombreuses mesures d'ordre pratique prises par le Secrétariat dans le but de promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth, notamment des mesures pour promouvoir les processus et les institutions démocratiques, comme le détachement d'experts constitutionnels, juridiques et électoraux et l'organisation d'ateliers et de séminaires en vue de partager les connaissances. La supervision fructueuse de neuf scrutins dans sept États membres depuis la réunion d'Harare a fait honneur au rôle du Commonwealth dans les élections. Les chefs de gouvernement signalent à ce sujet qu'il pourrait être utile de tenir des réunions périodiques d'experts pour mesurer l'expérience du Commonwealth dans ce domaine et capitaliser sur les réussites, à condition que des fonds soient disponibles.

56. Les chefs de gouvernement notent aussi avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétariat pour promouvoir les droits de la personne sous tous leurs aspects par la diffusion d'information, la multiplication des possibilités de consultation et de partage des connaissances et des compétences, l'enseignement et la formation dans le domaine des droits de la personne, et l'aide visant l'établissement ou le renforcement des institutions et des mécanismes nationaux en matière de droits de la personne. Ils demandent au Secrétariat d'affecter plus de fonds dans ce domaine, sous réserve des ressources disponibles.

57. Réitérant le rôle important que les organismes non gouvernementaux (ONG) jouent dans la promotion des droits de la personne, les chefs de gouvernement encouragent une plus grande collaboration d'ordre pratique entre le Secrétariat et les ONG.

58. Les chefs de gouvernement proclament de nouveau le soutien donné à Harare au rapport du groupe d'experts gouvernementaux du Commonwealth sur les droits de la personne et aux recommandations qu'il contient.

59. Les chefs de gouvernement accueillent chaleureusement le message ci-joint des ministres délégués à la condition féminine, en particulier l'engagement pris par le Commonwealth de contribuer à l'édification d'un monde où les femmes jouissent de leurs pleins droits et sont des partenaires

égales dans le développement économique, politique, social et culturel de leur pays. Ils manifestent leur appui aux mesures proposées par les ministres.

60. Les chefs de gouvernement réaffirment le rôle dévolu au Commonwealth dans la promotion du développement socioéconomique durable, qui constitue une priorité pour la grande majorité de ses États membres. Ils sont fermement d'avis que les questions de développement doivent rester au premier plan des préoccupations du Commonwealth et que celui-ci devrait continuer à mettre l'accent sur la prestation de programmes d'aide technique dans le domaine du développement social et économique. Il devrait en outre travailler à l'établissement d'un cadre économique international stable propice à la croissance, à une gestion prudente de l'économie qui reconnaisse le rôle capital de l'économie de marché, à des échanges multilatéraux aussi libres que possible et à des conditions équitables, à un apport suffisant de ressources aux pays en développement, au développement des ressources humaines, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des jeunes et des enfants, et à la protection de l'environnement par le respect des principes du développement durable.

61. Les chefs de gouvernement soulignent l'importance du développement des ressources humaines pour le progrès socioéconomique et politique de leurs pays respectifs. Ils font l'éloge du Groupe de travail du Commonwealth sur les stratégies de développement des ressources humaines pour son rapport intitulé « *Foundation for the Future* ». Le premier ministre de la Jamaïque propose d'inclure dans la réponse aux recommandations du Groupe de travail une initiative spéciale qui englobera les domaines interreliés de l'éducation et de la formation des ressources humaines ainsi que de la recherche et des professions, et qui accordera une attention particulière aux potentialités des jeunes. Cette initiative viserait à mieux mobiliser les moyens de développement des ressources humaines des institutions actuelles du Commonwealth. Les chefs de gouvernement invitent le Secrétaire général à entreprendre au plus tôt des consultations pour élaborer des propositions devant être étudiées d'abord au palier des fonctionnaires, puis à celui des ministres, en 1994.

62. Les chefs de gouvernement réitèrent leur conviction que le Commonwealth a un rôle caractéristique à jouer dans les affaires mondiales et qu'il exerce une influence bénéfique croissante. À leur avis, le Commonwealth est bien placé, du fait de valeurs comme le respect du pluralisme, l'absence de formalité et la conviction qu'il est possible d'arriver à un consensus réel, pour continuer à servir ses membres et pour aider la communauté internationale en général à trouver rapidement des solutions à des situations de tension potentielle ou réelle. Ils estiment que le recours aux bons offices du Commonwealth pour aider des États membres concernés, à leur demande, continuera d'avoir sa place au sein de l'organisme.

63. À la lumière de ce qui précède, les chefs de gouvernement expriment leur volonté collective d'appuyer et de renforcer le Commonwealth en tant qu'association. Compte tenu du grand travail d'examen et de restructuration du Secrétariat du Commonwealth, qui a pour but d'accroître son efficacité et d'optimiser ses coûts de fonctionnement, ils conviennent d'envisager de faire des contributions appropriées si l'on conclut que des ressources supplémentaires sont encore nécessaires après que celles déjà disponibles auront été appliquées aux besoins.

Coopération fonctionnelle du Commonwealth

64. Les chefs de gouvernement approuvent le rapport ci-joint du Comité plénier sur les programmes de coopération fonctionnelle du Commonwealth, dont le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), le Groupe consultatif du Commonwealth sur la gestion de la technologie (GCCGT) et le sport au sein du Commonwealth. Ils se disent convaincus que tous ces programmes profitent de façon concrète aux pays membres et constituent un fondement capital de leur association. Ils constatent avec inquiétude les compressions financières qui ont frappé ces programmes au cours des deux dernières années, et exhortent tous les intéressés à faire tout en leur pouvoir pour maintenir et, si possible, augmenter les contributions qu'ils y versent.

Fonds du Commonwealth pour la coopération technique

65. Les chefs de gouvernement constatent avec approbation l'étendue de l'aide technique offerte aux pays membres en développement dans le cadre du FCCT. Ils expriment également leur satisfaction à l'égard des efforts renouvelés que déploient les pays membres afin d'alimenter le Fonds suffisamment pour que l'aide technique nécessaire soit effectivement fournie dans les domaines prioritaires liés au développement social et économique qui sont définis dans la Déclaration d'Harare. Dans ce contexte, ils se réjouissent du projet d'examen des programmes du poste C du Secrétariat (aide au développement durable) financés en tout ou en partie par le FCCT.

Groupe consultatif du Commonwealth sur la gestion de la technologie

66. Les chefs de gouvernement se réjouissent des réalisations du GCCGT et de l'importance de l'application de la technologie au développement. Ils louent l'initiative d'établissement d'un partenariat entre le GCCGT et le secteur privé, mise en train par le premier ministre de la Malaysia en février 1993 dans le but de promouvoir la coopération mondiale pour mettre la technologie au

service du développement par la formation de partenariats entre les secteurs public et privé. Prenant acte des services précieux que le GCCGT a cherché à fournir aux gouvernements membres, les chefs de gouvernement se réjouissent des nouvelles promesses d'appui de certains membres et exhortent les autres à les imiter afin d'atténuer les pressions actuellement exercées sur les resources de base du GCCGT. Ils demandent au Secrétaire général d'examiner, par l'entremise d'un groupe de travail, la structure financière et organique la plus appropriée pour le GCCGT en vue de lui permettre de gérer son partenariat avec le secteur privé conformément à des principes de responsabilité acceptables, et de leur faire rapport dans un délai de six mois.

67. Les chefs de gouvernement louent le succès du Programme du Commonwealth pour la jeunesse. Ils accueillent favorablement la proposition du premier ministre du Sri Lanka de tenir un sommet mondial sur la jeunesse à une date arrêtée d'un commun accord et invitent le Secrétariat à consulter les pays membres sur la poursuite de ce projet.

Le sport au sein du Commonwealth

68. Encouragés par les progrès qu'a réalisés leur Comité pour la coopération par le sport, les chefs de gouvernement louent le travail que celui-ci a accompli depuis leur réunion d'Harare et expriment leur appui pour ses initiatives, notamment en ce qui touche les jeunes du Commonwealth et le développement social.

69. Les chefs de gouvernement formulent leurs meilleurs voeux de succès en prévision des XVes Jeux du Commonwealth, qui doivent se tenir à Victoria (Colombie-Britannique, Canada), du 18 au 28 août 1994. Ils acceptent avec plaisir l'invitation à participer à ces jeux lancée par le Canada à tous les gouvernements.

Commonwealth of Learning

70. Les chefs de gouvernement reçoivent avec satisfaction le rapport du *Commonwealth of Learning* ainsi qu'un examen d'étape indépendant où on loue les réalisations accumulées par l'organisme depuis sa création. Ils constatent, toutefois, la grave situation financière dans laquelle cet organisme se trouve actuellement. Ils pressent un plus grand nombre de pays membres de verser des contributions accrues dans le but de maintenir les services précieux qu'il rend et d'assurer qu'il est vraiment un organisme de tout le Commonwealth.

Fondation du Commonwealth

71. Reconnaissant l'importance de la coopération directe entre les peuples au sein du Commonwealth, les chefs de gouvernement louent la Fondation du Commonwealth pour les efforts constants qu'elle met à promouvoir le réseau d'organisations non gouvernementales du Commonwealth et à mettre sur pied des activités de développement social faisant appel, notamment, à la participation des jeunes. Ils appuient la nouvelle procédure budgétaire adoptée par le conseil d'administration de la Fondation et accueillent favorablement son rapport spécial sur ses réalisations des 27 dernières années. Ils réaffirment, par ailleurs, son autonomie et renouvellent son mandat.

Comité plénier

72. Les chefs de gouvernement conviennent qu'à l'avenir, le Comité plénier devrait s'occuper de la question de la coopération fonctionnelle et être autorisé à commencer ses travaux avant la séance préparatoire de leur réunion suivante, afin de pouvoir présenter un rapport au début de celle-ci.

Mandat du Secrétaire général

73. Les chefs de gouvernement décident d'offrir au chef Emeka Anyaoku un nouveau mandat de cinq ans qui débutera le 1er juillet 1995. Ils décident par ailleurs qu'à compter du 1er janvier 2000, le mandat des prochains secrétaires généraux sera de quatre ans et ne pourra être renouvelé qu'une fois.

Prochaine réunion

74. Les chefs de gouvernement acceptent avec plaisir l'offre faite par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accueillir leur prochaine réunion, en 1995.

Secrétariat du Commonwealth
Hôtel Le Méridien
Limassol

Le 25 octobre 1993

Réunion des chefs de gouvernement et de ministres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique

Osaka, Japon

---

du 16 au 19 novembre 1995

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 5

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet 6

Le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren 7

Le Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan 8

Renseignements généraux

L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 11

Le Canada, la région Asie-Pacifique et l'APEC 14

L'APEC et la libéralisation du commerce et de l'investissement 17

Relations bilatérales

Australie 21

Brunei 24

Chili 26

Chine 30

République de Corée 34

États-Unis 37

Hong Kong 39

Indonésie 41

Japon 44

Malaysia 47

Mexique 50

Nouvelle-Zélande 53

Papouasie–Nouvelle-Guinée 55

Philippines 57

Singapour 60

Taïwan 63

Thaïlande 65

Biographies

Le Premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères
M. André Ouellet

M. Ouellet est né le 6 avril 1939 à Saint-Pascal, au Québec. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke.

Député à la Chambre des communes depuis 1967, où il représente le comté de Papineau-Saint-Michel, il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les transports en 1985, pour les affaires extérieures en 1988 et pour les relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet a épousé Édith Pagé en 1965 et ils ont quatre enfants.

Le ministre du Commerce international
M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver (Colombie-Britannique) en 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993. Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

Le Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique
M. Raymond Chan

Né en 1951 à Hong Kong, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un Baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

Ingénieur professionnel, M. Chan a travaillé au centre de recherche TRIUMF de l'Université de la Colombie-Britannique de 1977 à 1993. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la *Vancouver Society in Support of Democracy Movement* et en a été le premier président. Il est aussi membre du *Mandarin Lions Club* et du *Dragon Masters Toastmasters Club* de Richmond.

M. Chan a été élu en 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique.

M. Chan a épousé Maureen Marnlien en 1975; ils ont deux enfants.

Renseignements généraux

L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)

Renseignements généraux

- L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondée en 1989 par suite de la croissante interdépendance des économies de la région. Conçue au départ pour favoriser un dialogue non officiel, elle ne regroupait à ses débuts que peu de membres, mais elle est avec le temps devenue le principal mécanisme régional pour la promotion de la libéralisation du commerce et de la coopération économique. Aussi, les pays qui en font partie se sont-ils engagés à œuvrer en faveur de la libéralisation du commerce, à l'échelle aussi bien mondiale que régionale.

- L'APEC compte aujourd'hui dans ses rangs toutes les principales puissances économiques de la région, dont certaines figurent parmi les plus dynamiques du monde. Ses membres, au nombre de dix-huit, sont l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Corée, les États-Unis, Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Malaysia, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, Singapour, Taïwan et la Thaïlande. Le Vietnam se joindra à l'APEC lors des réunions ministérielles de novembre 1995. L'APEC est le seul organisme où se rencontrent des ministres des « trois Chines » (Chine, Taïwan et Hong Kong).

- Les réunions annuelles des ministres des affaires étrangères et du commerce extérieur ont jeté les fondements d'un dialogue économique pratique et concret sur des objectifs communs de prospérité, de transparence et de réglementation du commerce. L'APEC est en voie de devenir le grand mécanisme intergouvernemental pour l'établissement du programme de travail régional et pour la concrétisation des priorités des États membres.

- En novembre 1993, à leur première réunion tenue à Blake Island (Seattle), les chefs de gouvernement membres de l'APEC ont adopté un énoncé de prospective économique visant à accroître la transparence et à resserrer l'intégration économique régionale en facilitant et en libéralisant le commerce et l'investissement.

- À l'issue de leur réunion tenue à Bogor (à proximité de Djakarta) en Indonésie en novembre 1994, les chefs de gouvernement membres de l'APEC ont signé la Déclaration de Bogor, dans laquelle ils réclamaient le libre-échange des biens et des capitaux dans la région Asie-Pacifique d'ici l'an 2010 (2020 pour les économies en développement). Dans l'application de la Déclaration, l'insistance a été mise sur la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, ainsi

que sur la coopération économique et technique. Cela a supposé la prise de mesures collectives par tous les membres de l'APEC ainsi que l'adoption de plans d'action nationaux par chacun des membres.

- Cette année, la Réunion des chefs de gouvernement de l'APEC sera présidée par le premier ministre du Japon, M. Tomiichi Murayama. Elle se tiendra le 19 novembre, à l'*Osaka Castle* d'Osaka. Les ministres des affaires étrangères et du commerce se réuniront à Osaka les 16 et 17 novembre pour examiner les recommandations des hauts fonctionnaires de l'APEC sur la mise en œuvre de la Déclaration de Bogor, dans ce que l'on appelle désormais le Programme d'action. L'an prochain, les réunions de l'APEC se tiendront aux Philippines. Le Canada accueillera le sommet et les réunions ministérielles de l'APEC en 1997.

Structure

- Le fonctionnement de l'APEC repose sur le consensus. L'organisme est en fait un forum dont la présidence est assurée tour à tour par chacun des pays membres; celui qui accomplit cette fonction est également l'hôte de la rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères et du commerce et, depuis 1993, de la réunion des dirigeants. Cette réunion se tient une année sur deux dans un pays membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Entre les réunions de l'APEC, les hauts fonctionnaires se rencontrent régulièrement pour donner suite aux décisions et faire des recommandations.

- L'APEC a formé trois comités — le Comité du commerce et de l'investissement, le Comité économique et le Comité du budget et de l'administration. L'Organisation comprend aussi 10 groupes de travail sectoriels et plusieurs groupes spéciaux travaillant sur des questions comme l'environnement et les petites et moyennes entreprises. Les groupes de travail favorisent une coopération pratique dans de grands domaines comme les transports, les télécommunications et le développement des ressources humaines.

- En 1992, l'APEC a également formé le Groupe non gouvernemental de personnalités éminentes (GPE), qu'elle a chargé de cerner les perspectives du commerce dans la région d'ici l'an 2000. Ce groupe a présenté, en août 1995, son troisième rapport intitulé « *Implementing the APEC Vision* ». Le rapport est actuellement examiné par les 18 leaders de l'APEC et sera discuté à leur réunion du 19 novembre à Osaka. Le représentant du Canada au sein du GPE est M. John S. MacDonald, président de MacDonald Dettwiler.

- Les milieux d'affaires participent directement au processus de l'APEC par le biais du Forum des gens d'affaires du Pacifique, dont les 35 membres sont des représentants du monde des affaires nommés par les dirigeants de l'APEC. Leur rôle est de cerner les questions que l'APEC devrait examiner en vue de faciliter le commerce et l'investissement et de développer des réseaux d'entreprises dans la région. Le représentant du Canada au sein du Forum est M. Tim Reid, président de la Chambre de commerce du Canada.

- Pour faciliter ses activités, l'APEC s'est dotée d'un secrétariat permanent, qui a été établi à Singapour en 1993. Son petit cadre de professionnels fournis par les pays membres est chargé d'administrer le fonds central de l'APEC, qui appuie les projets engagés par les groupes de travail de l'Organisation. Le directeur général du secrétariat, venant du pays membre qui occupe la présidence de l'Organisation, dispose d'un mandat d'un an. Son adjoint est nommé par le pays qui doit succéder à la présidence. Le diplomate canadien de carrière, Jack Whittleton, deviendra l'adjoint du directeur général en janvier 1996, et directeur général du Secrétariat de l'APEC lorsque le Canada assumera la présidence de l'Organisation en janvier 1997.

Historique

- Le dynamisme des courants commerciaux et des investissements en Asie de l'Est dans les années 80 a renforcé le consensus sur la nécessité de combler le vide institutionnel que connaissait la région du Pacifique depuis la Seconde Guerre mondiale, en dotant la région de meilleurs mécanismes de consultation régionale.

- En 1989, l'ex-Premier ministre de l'Australie, M. Hawke, a engagé des discussions sur la coopération économique entre les 12 principales puissances économiques de la région Asie-Pacifique en s'appuyant sur le Conseil économique du bassin du Pacifique et la Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique, laquelle est un mécanisme tripartite regroupant des représentants des milieux de la recherche, des affaires et du secteur public.

- Huit réunions ministérielles annuelles des ministres des affaires étrangères et du commerce de l'APEC, une réunion spéciale sur l'Uruguay Round tenue au Canada en 1990, deux sommets des dirigeants des pays membres et plusieurs rencontres de leurs ministres des finances, de l'environnement, des télécommunications, des transports et des petites et moyennes entreprises ainsi que l'élargissement du nombre de ses membres ont aidé l'APEC à se transformer en organisme dynamique et sensible à la conjoncture.

Le Canada, la région Asie-Pacifique et l'APEC

La région Asie-Pacifique est d'une grande importance pour le Canada et pour l'économie mondiale. Avec une population de près de deux milliards d'habitants et un revenu national brut total qui équivaut au double de celui de la Communauté européenne et s'accroît rapidement, la région qu'occupent les pays membres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) est devenue une grande puissance économique. Elle prend une part de près de 30 % du commerce mondial.

Des estimations prudentes fixent à au moins la moitié la part de la croissance économique mondiale qui se produira dans les marchés de l'APEC d'ici dix ans — l'équivalent de l'arrivée de cinq nouvelles puissances économiques de la taille de celle du Canada sur le marché de la consommation internationale. L'Asie est le deuxième partenaire commercial du Canada après les États-Unis — en 1994, les économies de l'APEC regroupaient 4 de nos 10 meilleurs marchés d'exportation. À l'échelle des 25 plus importants marchés du Canada, ils en représentaient 11. Les échanges bilatéraux entre le Canada et ces économies (abstraction faite des États-Unis) ont augmenté de 16 % pour atteindre 52 milliards $ en 1994.

La région Asie-Pacifique s'affirme aussi parmi les importantes sources d'investissements étrangers directs (IED) et de nouvelles technologies pour le Canada. Au cours des dix dernières années, le Japon est passé du huitième au troisième rang pour les investissements étrangers au Canada, se classant maintenant après les États-Unis et le Royaume-Uni. Les investissements japonais directs au Canada ont en effet doublé depuis 1985 pour passer à 11 milliards $ en 1994, alors que la même année, les investissements de portefeuille — surtout dans les obligations des gouvernements fédéral et provinciaux — atteignaient 45 milliards $. D'autres pays, comme Hong Kong, l'Australie, Singapour et la République de Corée, sont aussi devenus d'importants investisseurs étrangers au Canada.

Les pays faisant partie de l'APEC sont de plus en plus intéressants pour le Canada sur le plan économique. Sous l'impulsion de taux de croissance avoisinant ou dépassant les deux chiffres enregistrés dans ce que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) appelle les économies asiatiques dynamiques (EAD) — la République de Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour, la Thaïlande et la Malaysia —, le taux d'expansion économique y dépasse largement la moyenne mondiale. Et il semble que cette tendance à la croissance va se maintenir : d'ici la fin du siècle on prévoit, même chez le plus faible de ces pays, un rythme de croissance deux fois supérieur à celui que connaîtra le Canada. De plus, les apports massifs de capitaux, aussi bien dans la région qu'entre ses divers partenaires, sont de nature à soutenir cette activité économique; ils jettent les fondements d'une expansion rapide et continue.

Dans les pays asiatiques membres de l'APEC, les apports directs de fonds étrangers sont passés de 5 milliards $ US entre 1981 et 1985 à 21 milliards en 1992. Les effets de ce dynamisme se font sentir, au Canada, par un accroissement des exportations et de l'investissement étranger et par un afflux de touristes et d'étudiants.

L'APEC est le principal mécanisme intergouvernemental de coopération économique dans la région Asie-Pacifique. Sa fondation en 1989 — fruit des consciencieux efforts de sensibilisation collective déployés depuis vingt ans par les gouvernements, les milieux d'affaires et ceux de la recherche — représente une évolution considérable, la région ayant été auparavant marquée par de profondes différences entre ses composantes. L'Association est en voie de devenir un important organisme d'orientation pour la région; ses États membres la mettent de plus en plus à contribution pour l'établissement de leurs priorités. Elle donne également au Canada la possibilité de faire valoir ses intérêts dans cette région.

Jusqu'en 1993, le travail de l'APEC s'est essentiellement accompli au niveau ministériel; des réunions annuelles des ministres des affaires étrangères et du commerce et d'autres, réunissant de hauts fonctionnaires au rythme de trois à cinq par année. La toute première réunion des chefs de gouvernement de l'APEC s'est tenue à Seattle, aux États-Unis, en 1993; la deuxième réunion, à Bogor, en Indonésie en 1994. Il est prévu que le Canada accueillera la neuvième réunion des ministres, et le quatrième sommet des chefs de gouvernement, en 1997.

Son appartenance à l'APEC permet au Canada de participer à l'évolution de la région Asie-Pacifique et de tirer avantage de ses extraordinaires possibilités économiques. Le Canada se donne aussi pour grand objectif de mieux renseigner les Canadiens sur les possibilités qu'offre cette région et d'inciter les citoyens des autres pays à songer au Canada lorsqu'ils prennent leurs décisions, tant dans le domaine du commerce que dans le domaine du tourisme.

L'APEC permet au Canada de poursuivre une gamme d'objectifs plus précis, comme l'élargissement des débouchés commerciaux, la promotion de l'investissement, la libéralisation du commerce ainsi que la protection de l'environnement. En outre, elle ouvre au Canada la possibilité de faire appel aux compétences canadiennes pour répondre aux besoins de la région Asie-Pacifique et améliorer la coopération dans des secteurs cruciaux pour le Canada, dont l'énergie, les pêches, les télécommunications, les transports et le tourisme.

La participation à l'APEC complète le travail réalisé dans d'autres organismes régionaux et internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) et le Forum régional de l'ANASE.

L'APEC et la libéralisation du commerce et de l'investissement

- Au terme du sommet des dirigeants de l'APEC qui s'est tenu l'an dernier à Bogor, en Indonésie, ces derniers ont signé la Déclaration de Bogor — déclaration préconisant la libéralisation et la facilitation des échanges et de l'investissement parmi les économies de l'APEC, d'ici l'an 2010 pour les pays industrialisés et d'ici l'an 2020 pour les pays en développement.

- Le Canada est favorable à la volonté d'instaurer un système de libre-échange des biens et des capitaux au sein de l'APEC. Le Canada est un fervent partisan des initiatives régionales et multilatérales visant à accroître la concurrence. Cette approche ne fait que confirmer la conviction qu'il nous faut aller au-delà des engagements existants pour accélérer le rythme de la libéralisation du commerce mondial.

- La libéralisation du commerce et de l'investissement parmi les membres de l'APEC est fondamentale pour les intérêts du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique. Cette région offre des débouchés importants dans des domaines où le Canada possède compétences et expertise, notamment les télécommunications, la production d'énergie, les transports, le pétrole et le gaz ainsi que les produits environnementaux.

- Quatre des 10 grands marchés d'exportation du Canada et 11 de nos 25 principaux marchés sont des membres de l'APEC. Les systèmes économiques des pays membres de l'APEC absorbent maintenant la moitié des exportations totales du Canada n'allant pas aux États-Unis. Depuis la création de l'APEC en 1989, les échanges bilatéraux (à l'exception de ceux avec les États-Unis) ont augmenté de 38%, soit de 14 milliards $ et les exportations (sauf celles à destination des États-Unis) de 21%.

- Le Canada a joué un rôle constructif dans la création du plan de travail détaillé conçu pour mettre en oeuvre la Déclaration de Bogor. Le plan de travail, connu sous le nom de Programme d'action, sera approuvé par les ministres et les dirigeants à Osaka. Le Programme d'action établira un calendrier d'activités que devront suivre les membres de l'APEC, collectivement et individuellement.

- Le Canada a insisté pour que le Programme d'action soit global, c'est-à-dire qu'il couvre tous les secteurs et tous les champs d'action, et pour qu'il énonce des mesures claires et concrètes pour l'année à venir. Nous avons en outre veillé à ce que le Programme d'action soit lié aux travaux en cours à l'Organisation mondiale du commerce.

- Le Canada souhaite qu'il y ait consensus sur la question du libre-échange au sein de l'APEC, de même que sur celles de la levée des obstacles à l'investissement et de l'accroissement de la coopération technique dans des domaines aussi divers que les formalités douanières et les pratiques forestières.

- Le Canada accueille favorablement les rapports du Groupe de personnalités éminentes et du Forum des gens d'affaires du Pacifique — groupes consultatifs sur la libéralisation des échanges et des capitaux. Le secteur privé n'a cessé d'exhorter les gouvernements à élargir la portée et à accroître le rythme de la libéralisation du commerce et de l'investissement dans la région. Nous avons fait passer ce message lors des réunions et des discussions de l'APEC. Le Canada a aussi activement exploré la proposition de créer un service de médiation pour résoudre les différends dans le cadre de l'APEC, cette proposition étant l'une des recommandations clés des deux groupes consultatifs.

- Le Canada estime important l'apport du secteur privé canadien à l'APEC. Les Canadiens ont fait des contributions non négligeables par l'entremise de groupes consultatifs de haut niveau tels le Groupe de personnalités éminentes et le Forum des gens d'affaires du Pacifique, ainsi que par leur participation régulière à divers séminaires, groupes de travail et aux réunions ministérielles.

Relations bilatérales

Australie

Produit intérieur brut (PIB) :	284 milliards $ US (1993); 339,7 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	4,1 % (1993); 6 % (est. 1994)
PIB par habitant :	16 100 $ US (1993); 18 400 $ US (est. 1994)
Population :	17,92 millions (1994)
Chef de l'État :	La reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur général William Hayden
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Paul Keating
Ministre des Affaires étrangères :	M. Gareth Evans
Ministre du Commerce international :	M. Robert McMullan

Les relations entre le Canada et l'Australie

- Le premier bureau commercial du Canada outre-mer a été ouvert à Sydney, en 1895. Les deux pays célèbrent actuellement le centenaire de leurs relations bilatérales par la tenue de conférences et d'activités culturelles importantes. Plusieurs visites de haut niveau ont aussi commémoré cet événement, y compris les visites en Australie de nos ministres des Affaires étrangères et du Commerce international, MM. Ouellet et MacLaren, et la visite au Canada du ministre du Commerce international de l'Australie, M. Robert McMullan. Pendant sa visite, le ministre MacLaren a annoncé la nomination d'un consul honoraire à Melbourne.

- À titre de démocraties parlementaires au sein du Commonwealth, le Canada et l'Australie possèdent de nombreuses valeurs et perspectives communes. Parmi leurs préoccupations actuelles, citons la réforme de la constitution, les revendications territoriales des autochtones, la réforme économique, l'immigration et le multiculturalisme, de même que l'environnement.

- Le Canada et l'Australie collaborent étroitement au sein des Nations Unies, du Commonwealth, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

- Depuis longtemps, le Canada et l'Australie ont l'habitude de comparer leurs points de vue, d'échanger de hauts fonctionnaires et de s'accorder une aide mutuelle en ce qui concerne les affaires consulaires et l'immigration. Les deux gouvernements ont logé dans les même locaux leurs missions diplomatiques à la Barbade et au Cambodge.

Commerce et investissement

- Pour marquer le centenaire de leurs relations bilatérales, le Canada et l'Australie ont annoncé en mars leur intention de commencer à négocier un accord bilatéral sur le commerce et l'investissement. L'accord permettra une coopération plus poussée pour le développement du commerce international. Il vise aussi à rechercher des moyens de libéraliser davantage le commerce et l'investissement bilatéraux et d'améliorer la consultation sur les questions de politique commerciale, sur les plans multilatéral et régional. Un autre objectif important est de valoriser la coopération dans les secteurs d'intérêt prioritaire, en mettant l'accent sur les efforts communs de marketing auprès des marchés tiers.

- L'Australie vient au quinzième rang de nos marchés d'exportation. En 1994, les exportations canadiennes ont atteint 951,82 millions $, comparativement à 815 millions en 1993. Quelque 75 % des exportations canadiennes concernent des articles manufacturés et des produits à valeur ajoutée, souvent fabriqués par des petites et moyennes entreprises.

- L'Australie est un marché particulièrement important pour les fabricants canadiens de produits de haute technologie, notamment dans les secteurs des télécommunications et de la défense, de l'équipement minier et de la machinerie industrielle.

- Les importations canadiennes en provenance d'Australie étaient évaluées à 1,12 milliard $ en 1994, comparativement à 1 milliard en 1993. Les principales importations sont le sucre, l'aluminium, les minerais et concentrés métalliques, le boeuf, les médicaments et les vins.

- Plus de deux cents entreprises canadiennes font affaire sur place, soit par des investissements, des coentreprises, des bureaux de vente ou des contrats de licence. La compatibilité de l'économie des deux pays sur les plans de la taille et du niveau technologique a facilité les transferts de technologie et la formation de coentreprises. Parmi les entreprises canadiennes qui ont des activités en Australie, citons Alcan, *Northern Telecom*, *Moore Corporation*, *Placer Dome Development*, *Norcen* et *McCain Foods*.

- L'investissement canadien direct en Australie totalise quelque 5 milliards $ ou 2 % de l'ensemble des investissements étrangers dans ce pays. L'investissement australien au Canada se situe autour de 2 milliards $.

Brunei

Produit intérieur brut (PIB) :	7,3 milliards $ (1993)
Taux de croissance du PIB :	3 % (1993)
PIB par habitant :	24 586 $ (1993)
Population :	300 000 (1993)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzadin Waddaulah (Premier ministre)
Ministre des Affaires étrangères :	Le prince Mohammed Bolkiah
Ministre des Finances (aussi responsable du commerce) :	Le prince Jefri Bolkiah

Les relations entre le Canada et le Brunei

- Situé sur la côte nord de Bornéo, le Brunei est un petit sultanat islamique riche en pétrole; son produit intérieur brut par habitant est élevé pour un pays de cette taille.

- Le sultanat du Brunei a assumé, de 1989 à 1991, la coordination du dialogue entre le Canada et les autres pays membres de l'ANASE. En 1995, il a accueilli le Forum régional de l'ANASE et la conférence post ministérielle.

- Membre du Commonwealth, le Brunei est l'un des principaux bailleurs de fonds du *Commonwealth of Learning*, organisme établi à Vancouver.

Commerce et investissement

- Le commerce bilatéral entre le Canada et le Brunei a totalisé 2,78 millions $ en 1994. Les exportations canadiennes au Brunei étaient évaluées à 2,6 millions, comparativement à 1,5 million en 1993.

- Les principales exportations canadiennes sont le tabac, divers articles manufacturés comme les chaudières, la machinerie ainsi que les machines et le matériel électriques, l'aluminium, le matériel optique et photographique ainsi que d'autres instruments de précision.

- En 1994, le Canada a importé pour 182 000 $ de marchandises, surtout des vêtements et des accessoires. En 1993, les importations avaient culminé à 8,5 millions, grâce à des achats forfaitaires d'huiles, de combustibles minéraux et de produits connexes.

- La production d'énergie ainsi que les produits des secteurs de la défense et de l'aérospatiale sont les domaines les plus prometteurs pour les entreprises canadiennes à Brunei.

Coopération pour l'aide au développement

- Le sultanat du Brunei n'obtient aucune aide canadienne au développement, mais il participe à plusieurs initiatives menées dans le cadre du programme régional de l'ACDI pour l'Asie du Sud-Est. Ces projets régionaux portent notamment sur les pêches, la gestion de l'environnement marin, la gestion et la conservation des forêts, la formation et le développement des ressources humaines, et la bonne gestion des affaires publiques.

Chili

Produit intérieur brut (PIB) :	52,5 milliards $ (1994)
Taux de croissance du PIB :	4,2 % (1994); 4,7 % (est. 1994)
PIB par habitant :	4 500 $ US (1994)
Population :	13,2 millions (1994)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le Président Eduardo Frei
Ministre des Relations extérieures :	M. Jose Miguel Insulza
Ministre des Finances (aussi responsable du commerce) :	M. Eduardo Aninat

Les relations entre le Canada et le Chili

- Le Canada entretient avec le Chili d'excellentes relations qui se sont intensifiées de façon constante depuis 1990. Ce pays a joué un rôle actif dans nombre de domaines intéressant aussi le Canada, par exemple la pêche hauturière, la réforme de la charte de l'Organisation des États américains, le désarmement et les droits de la personne.

- Le Canada appuie solidement l'accession du Chili à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Les négociations ont été officiellement lancées à Toronto le 7 juin 1995. Le Canada est d'avis que l'accession du Chili à l'ALENA est un moyen important de renforcer ses relations commerciales et financières avec ce pays.

- Les visites officielles effectuées depuis un an témoignent de l'importance croissante des relations Canada-Chili. En janvier 1995, le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, a dirigé la toute première délégation commerciale à visiter le Chili. Cette délégation comprenait les représentants de plus de 185 sociétés canadiennes. En mars 1995, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, M. Ralph Goodale, a dirigé une mission de 30 sociétés et associations au Chili; et en avril 1995, le secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), M. Jon Gerrard, accompagné des représentants de 43 sociétés, a mené au Chili une mission sur l'environnement.

- Plusieurs nouveaux accords et protocoles d'entente ont été signés pendant la visite du Premier ministre. Ces accords visaient notamment l'établissement d'une Commission binationale permanente Canada-Chili semblable à celle que le Canada partage avec le Mexique. Cette commission sera un mécanisme important pour la discussion et la coopération sur des questions d'intérêt commun dans les domaines politique, commercial et économique.

Commerce et investissement

- Le commerce bilatéral avec le Chili a plus que doublé depuis dix ans, passant de 202,4 millions $ en 1983 à un sommet de 552,5 millions en 1994. Pendant la même période, les exportations canadiennes de blé, de machines pour la production de pâtes et papiers, de matériel d'extraction minière et de télécommunications, de pièces d'automobile ainsi que de produits en fer et en acier ont également plus que doublé.

- En 1994, les exportations canadiennes vers le Chili atteignaient 314,4 millions $, soit un accroissement de près de 50 % par rapport à 1993. Les principales exportations du Canada au Chili sont notamment la machinerie et les pièces, le blé, le matériel d'exploitation minière, le charbon bitumineux, la potasse, le molybdène et le matériel de télécommunications.

- Nos importations de produits chiliens étaient évaluées à 238,1 millions $ en 1994, soit 14 % de plus qu'en 1993. Ces importations comprennent notamment le raisin et d'autres fruits, le vin, le concentré de cuivre, la farine de poisson, la moulée, les aliments granulés, ainsi que le poisson et les fruits de mer.

- Les gens d'affaires canadiens qui ont accompagné le Premier ministre pendant sa visite ont signé des ententes totalisant plus de 1,7 milliard $, ce qui comprend 918 millions en contrats et 846 millions en ententes de principe avec des partenaires chiliens.

- Les investissements canadiens au Chili se sont nettement accrus dans les quatre dernières années, faisant du Canada l'un des plus importants investisseurs étrangers au Chili. Les investissements canadiens cumulés au Chili totalisent 2,4 milliards $; le total cumulé des investissements réalisés et projetés dépasse les 4 milliards. Ces investissements sont surtout réalisés dans le secteur minier, et plus particulièrement dans la mise en valeur des mines, mais d'autres secteurs comme l'énergie, les banques et les communications commencent à susciter plus d'intérêt.

- Les objectifs commerciaux canadiens au Chili sont centrés sur les secteurs des mines, de la foresterie, de l'énergie en général et de l'énergie électrique, des communications, de l'informatique, de l'agriculture et de l'environnement. Les deux pays ont une économie basée sur les ressources naturelles et possèdent donc bien des éléments communs. De plus, le Canada jouit d'une excellente réputation de fournisseur avisé, ce qui améliore ses possibilités en matière de vente de produits et de services et de transfert de technologie. Les plus de 50 coentreprises établies entre des sociétés des deux pays mènent au Chili des opérations fort diverses englobant aussi bien la lutte contre les feux de forêt que la production de machinerie industrielle.

Coopération pour l'aide au développement

- L'aide au développement du Chili s'est concentrée sur le transfert de technologie et sur la mise en place d'institutions. Pendant la visite du Premier ministre au Chili, l'ACDI a signé une lettre d'appui dans laquelle elle s'engage à verser une aide financière de 4,35 millions $ au *Centro de Investigaciones Economicos para Latinoamérica* (CIEPLAN) pour l'organisation d'une série de séminaires sur le développement économique des pays latino-américains.

- Entre 1967 et 1994, l'aide canadienne au développement du Chili (à l'exclusion des contributions multilatérales) n'atteignait pas tout à fait 75 millions $. L'aide accordée en 1993-1994 s'élevait au total à environ 5 millions. Environ le tiers (1,8 million) de l'aide canadienne au développement est offert par l'entremise du Centre de recherches pour le développement international. L'Agence canadienne de développement international finance des projets au moyen de ses programmes bilatéraux, de son programme de coopération industrielle et de sa direction de la coopération institutionnelle et des services au développement, ainsi que par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et d'institutions ou organisations multilatérales.

- L'aide bilatérale accordée en 1993-1994 (environ 350 000 $) a été acheminée par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales, qu'administre l'ambassade du Canada. Ce fonds a pour but d'appuyer les projets communautaires d'auto-assistance destinés aux groupes les plus démunis du pays. Le Chili a aussi bénéficié de programmes mis en œuvre dans le cadre de projets régionaux.

- Le programme de coopération industrielle est actuellement le meilleur mécanisme d'aide de l'ACDI au Chili. Le programme concentre son appui sur le transfert de technologie et les coentreprises. Les projets englobent aussi bien les services de génie et de géologie de haute technicité offerts dans le cadre de projets mis en œuvre par le secteur privé, par exemple dans les domaines de l'hydroculture et de la lutte contre les feux de forêt, que la mise au point de technologies très spécialisées — par exemple en rapport avec la construction automatisée et les logiciels financiers. En 1994-1995, 43 projets d'une valeur totale de 1,9 million $ étaient en voie de réalisation.

- Le programme de Coopération institutionnelle et de services au développement (CISD) favorise la création de liens entre des institutions chiliennes et canadiennes comme les universités, les collèges, les coopératives, les syndicats et les associations professionnelles. En 1993-1994, le programme CISD a consacré environ 290 000 $ à l'appui de trois projets institutionnels au Chili.

- L'ACDI a apporté une aide financière à des organisations non gouvernementales canadiennes au Chili, avec des décaissements d'environ 45 000 $ en 1993-1994.

- En 1993-1994, un appui financier canadien d'environ 840 000 $ a été acheminé vers le Chili par l'entremise de mécanismes multilatéraux comme les institutions financières internationales, les agences de coopération technique et les organismes d'aide alimentaire.

Chine

Produit intérieur brut (PIB) :	544 milliards $ US (1993); 495 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	13,8% (1993); 11,8% (1994)
PIB par habitant :	455 $ US (1993); 410 $ US (est. 1994)
Population :	1,2 milliard (1994)
Chef de l'État :	Le Président Jiang Zemin
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Li Peng
Ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre :	M. Qian Qichen
Ministre des Relations économiques extérieures et du Commerce :	Mme Wu Yi

Les relations entre le Canada et la Chine

- Les relations entre le Canada et la Chine ont pris beaucoup plus de relief depuis un an. En novembre dernier, le Premier ministre Jean Chrétien a dirigé la délégation canadienne la plus importante de tous les temps à visiter la Chine; le groupe comprenait neuf premiers ministres provinciaux, deux dirigeants territoriaux et près de 400 représentants du monde des affaires canadien. En octobre, le premier ministre Li Peng est venu au Canada pour commémorer le 25e anniversaire des relations bilatérales.

- La relation multiforme du Canada avec la Chine est fondée sur quatre piliers tout aussi importants les uns que les autres et de nature complémentaire : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.

- Compte tenu de la croissance et des possibilités économiques de la Chine, le Canada travaille à établir des ponts dès maintenant en vue de susciter un partenariat économique à la fois créateur d'emplois et de prospérité chez nous et profitable aussi pour la population chinoise.

- Le développement durable forme partie intégrante de la politique canadienne à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à aider la Chine, aujourd'hui le plus important consommateur de charbon du monde, à gérer son environnement dans une perspective mondiale.

- Au sein des forums multilatéraux, le Canada continue de veiller à ce que la Chine respecte ses obligations en vertu de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies. Le Canada continue aussi de

manifester son inquiétude concernant la détention de dissidents politiques et le manque général de libertés politiques en Chine.

- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue profond et soutenu sur les questions de non-prolifération et de sécurité régionale. Il vise à amener la Chine à adopter un comportement responsable en matière de ventes d'armes et à conclure, dans les meilleurs délais, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

- Le Canada a une ambassade à Beijing et un consulat à Shanghai. Il a aussi établi un bureau commercial à Guangzhou (autrefois Canton), dans la province de Guangdong, au centre de la Chine méridionale — une région à croissance rapide.

Commerce et investissement

- Les entreprises canadiennes ont connu des succès notables en Chine depuis un an. Pendant la très fructueuse mission Équipe Canada dirigée par le Premier ministre, les sociétés canadiennes participantes ont annoncé des arrangements commerciaux de l'ordre de 8,6 milliards $, y compris des contrats, des protocoles d'entente et des accords de coentreprise.

- La Chine est maintenant notre deuxième marché en importance en Asie-Pacifique et notre cinquième partenaire commercial dans le monde; les échanges bilatéraux ont dépassé les 6 milliards $ en 1994, soit un accroissement d'un peu plus de 25 % par rapport à l'année précédente.

- Les exportations canadiennes en Chine se sont élevées à près de 2,2 milliards $ en 1994 — le plus haut niveau jamais atteint. Dans les six premiers mois de 1995, nos exportations vers la Chine ont atteint 1,4 milliard — soit près de la valeur totale de celles de 1993.

- Depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture et de réforme économique, nos relations commerciales ont évolué rapidement. Par le passé, les exportations canadiennes comprenaient surtout des produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Toutefois, depuis quelques années, les articles manufacturés comme le matériel électrique, mécanique et de télécommunication occupent une place grandissante. Alors qu'ils ne représentaient que 4 % de nos exportations en 1988, les articles manufacturés à forte valeur ajoutée composaient respectivement 32 et 34,3 % (ou 728 millions $) de nos exportations totales en 1993 et 1994. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes d'articles manufacturés vers la Chine ont plus que doublé ces deux dernières années.

- Les importations canadiennes de la Chine étaient évaluées à 3,8 milliards $ en 1994, contre 3 milliards en 1993. Les principales importations canadiennes sont les vêtements d'extérieur, le coton, les jeux et les jouets, les articles de cuir, les chaussures, le matériel mécanique et les graines oléagineuses.

- Les importations de la Chine et ses besoins en matière d'infrastructure correspondent dans une large mesure aux points forts des exportateurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, du pétrole et du gaz, de la production d'électricité, des techniques et services environnementaux, des transports, de l'exploitation minière et de la pétrochimie, des produits agricoles et de la technologie.

- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés, en accordant à la Chine le traitement de la nation la plus favorisée (NPF). La Chine a ainsi accès au marché canadien au même titre que la plupart de nos autres partenaires commerciaux. De plus, le Canada appuie la demande d'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait davantage le marché chinois aux sociétés canadiennes.

- Les autorités chinoises cherchent activement à attirer l'investissement étranger. Plusieurs firmes canadiennes, surtout celles disposant de technologies mondialement reconnues, ont investi 1,8 milliard $ au total en Chine depuis l'ouverture du pays. Avec l'amélioration progressive du climat de l'investissement, les petites et moyennes entreprises canadiennes commencent à envisager la possibilité d'investissements en Chine.

- Plus de cent entreprises canadiennes ont des bureaux en Chine, et un nombre croissant d'entreprises souhaitent y élargir leurs opérations.

Coopération pour l'aide au développement

- En 1981, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait sur pied un programme d'aide publique au développement de la Chine. Depuis 1990, le financement bilatéral (de gouvernement à gouvernement) a été de l'ordre de 30 à 32 millions $. Il est prévu que ce financement sera de 36 millions en 1995-1996.

- En juillet 1994, les deux gouvernements ont lancé le nouveau cadre de politique pour le développement de la Chine. Tous les programmes de l'ACDI en Chine sont maintenant axés sur la coopération économique, la viabilité de l'environnement, les droits de la personne, le développement de la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques. La participation des femmes au développement et la réduction de la pauvreté ont aussi une place prééminente dans le

nouveau cadre de politique. Des lettres d'intention ont été signées en vue de 17 nouvelles initiatives touchant la viabilité de l'environnement, la coopération économique, la bonne gestion des affaires publiques et la participation des femmes au développement.

- Parmi les grands projets en cours, mentionnons le Centre Canada-Chine de formation en gestion d'entreprise, l'aide aux villes ouvertes, le Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement, la production de viande de porc maigre, des études sur la production d'électricité en Chine méridionale, le Programme de transfert de technologies pétrolières et gazières et un grand programme de formation en gestion des transports.

- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI accorde une aide financière aux firmes canadiennes qui veulent participer au développement durable au moyen d'une coopération à long terme avec des partenaires locaux de pays en développement. En 1994-1995, ce programme a décaissé 8,3 millions $ à l'appui de projets en Chine.

- En novembre 1994, le Premier ministre Chrétien et le Premier ministre Li Peng ont signé des lettres d'intention en rapport avec six projets de coopération pour le développement qui appuient les réformes administratives, juridiques et économiques en Chine. Ce sont le projet de gestion de l'information statistique, le projet de recherches sur les options de politique publique, le projet de participation des femmes au développement — Xinjiang, le programme concernant les droits fondamentaux des femmes, le programme spécial de renforcement des liens entre universités, et le projet du centre de formation des juges doyens.

République de Corée

Produit intérieur brut (PIB) :	331 milliards $ US (1993); 356 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	5,5 % (1993); 8,3 % (est. 1994)
PIB par habitant :	7 510 $ US (1993); 8 015 $ US (est. 1994)
Population :	44,5 millions (1994)
Chef de l'État :	Le Président Kim Young Sam (1993)
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Lee Hung Koo (1994)
Ministre des Affaires étrangères :	M. Gong Ro Myung
Ministre du Commerce international et de l'Industrie :	M. Park Jae Yoon

Les relations entre le Canada et la République de Corée

- La présence du Canada dans la péninsule coréenne remonte à la fin du XIXe siècle, époque où des missionnaires canadiens y ont joué un rôle important dans les domaines de l'éducation et de la santé.

- Sa présence officielle date de 1947, année où le Canada a fait partie de la commission des Nations Unies chargée de surveiller les élections libres. Le Canada a officiellement reconnu la République de Corée en 1949; il a ouvert une ambassade à Séoul en 1973.

- Le contingent canadien placé sous le commandement des Nations Unies au cours de la guerre de Corée (1950-1953) était le quatrième en importance. Des 26 791 militaires canadiens y ayant pris part, 516 ont péri au combat.

- Le Canada s'est réjoui, en 1992, de l'élection de M. Kim Young Sam, premier président civil de la Corée depuis plus de trente ans.

- Le développement rapide du pays, son évolution vers la démocratie, ses intérêts internationaux et régionaux croissants ainsi que son entrée aux Nations Unies en 1991 ont abouti à une plus grande coopération entre les deux pays dans certains domaines, notamment le contrôle des armements, le désarmement et le maintien de la paix.

- De plus, le Canada et la Corée sont tous deux membres de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et de l'Organisation mondiale du commerce. Le Canada appuie la demande

d'admission de la République de Corée à l'Organisation de coopération et de développement économiques, en raison de l'importance économique grandissante de ce pays et des nombreux intérêts que nous partageons.

- Le Canada appuie les efforts constants de la République de Corée pour améliorer ses relations avec la Corée du Nord (République démocratique populaire de Corée) et réduire les tensions dans la péninsule divisée.

- Le Canada s'est joint à la République de Corée, au Japon et aux États-Unis à la conférence préliminaire de la *Korean Peninsula Energy Development Organization* qui s'est tenue à New York, en mars 1995. L'Organisation a été créée pour contrôler la transformation du secteur énergétique de la Corée du Nord et s'assurer que le pays respecte ses obligations en matière de non-prolifération.

- Les relations bilatérales ont pris une plus grande importance encore grâce à la création du Groupe de travail de partenariat spécial, Canada-République de Corée issue de la rencontre du Premier ministre Jean Chrétien et du Président Kim Young Sam au Sommet de l'APEC, en 1993. Le Groupe de travail a pour mandat d'intensifier la coopération des deux pays dans le domaine du commerce, de l'investissement, de la technologie industrielle et de l'aide au développement dans d'autres pays asiatiques.

- Plusieurs visites bilatérales de haut niveau ont eu lieu l'an dernier afin de renforcer le partenariat spécial Canada-République de Corée. En septembre 1995, la Vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Mme Sheila Copps, a conduit une mission canadienne en matière d'environnement. Première de ce genre à se rendre en Corée, la mission avait pour but de promouvoir la technologie, les produits et les services canadiens liés à l'environnement. En janvier 1995, le Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, s'est rendu en Corée où il a officiellement inauguré le bureau du consul honoraire du Canada à Pusan, un des nouveaux noyaux de l'activité économique du pays.

Commerce

- Les relations commerciales entre les deux pays continuent de se développer et de s'intensifier. En 1994, les échanges bilatéraux se sont chiffrés à 4,7 milliards $, ce qui plaçait la Corée au troisième rang parmi les pays d'exportation du Canada en Asie-Pacifique et au sixième dans le monde. Les exportations canadiennes ont progressé de 28 % en

1994 pour atteindre le record de 2,2 milliards $. Les importations en provenance de la Corée, à 2,5 milliards $, se sont raffermies de 14 % par rapport à l'année précédente.

- Nos principales exportations en Corée sont le charbon et les combustibles minéraux, la pâte à papier, les produits chimiques organiques, les céréales, les produits de l'aluminium, le fer et l'acier, les engrais, le matériel énergétique, le matériel de télécommunications et les produits de l'aérospatiale.

- De Corée, nous importons principalement du matériel électronique (téléviseurs, magnétoscopes), des véhicules et des pièces, des vêtements, des chaussures et des produits textiles, du matériel mécanique.

- Les marchés coréens ouvrent des débouchés grandissants à des secteurs où le Canada possède une expertise, comme la production agricole, le pétrole et les produits pétrochimiques, le transport, la défense, l'aérospatiale, l'informatique, l'électronique, les télécommunications, les pièces et composants pour l'industrie automobile.

- À lui seul, le marché coréen des télécommunications est actuellement évalué à près de 4 milliards $ et il devrait dépasser les 16 milliards $ d'ici à la fin du siècle. Le marché des produits agricoles et alimentaires, principalement les céréales et les oléagineux, la viande et le poisson, de même que celui de plusieurs produits transformés, dont les boissons, est estimé à 10 milliards $.

- Presque dépourvue de matières premières, mais dotée d'une vaste infrastructure industrielle, la Corée constitue aussi un débouché d'importance pour le charbon, l'aluminium, l'acier inoxydable, la potasse et une grande variété de minerais ferreux et non ferreux, marchés que le Canada peut très bien pourvoir.

- Pour répondre à une économie en rapide expansion, la Corée accroît d'environ 20 % par année sa capacité de production d'électricité, qui est supérieure à celle d'Hydro Ontario. Le Canada a fourni quatre réacteurs nucléaires à la Corée par l'intermédiaire d'Énergie atomique du Canada limitée.

États-Unis

Produit intérieur brut (PIB) :	6,3 billions $ US (1993); 6,7 billions $ US (1994); 7 billions $ US (est. 1995)
Taux de croissance du PIB :	3,1 % (1993); 4,1 % (1994)
PIB par habitant :	24 625 $ US (1993); 25 900 $ US (1994)
Population :	260 millions (1994)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le Président William J. Clinton
Secrétaire d'État :	M. Warren Christopher
Représentant au Commerce :	M. Michael (Mickey) Kantor
Secrétaire au Commerce :	M. Ronald Brown

Les relations entre le Canada et les États-Unis

- Le Canada et les États-Unis entretiennent la relation bilatérale la plus englobante et la plus avantageuse au monde. Maintenant régi par l'Accord de libre-échange nord américain en vigueur depuis le 1er janvier 1994, le commerce entre le Canada et les États-Unis n'est surpassé par aucune autre relation commerciale bilatérale au monde.

- Le Canada et les États-Unis sont tous deux membres de groupements multilatéraux comme le G-7, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation des États américains.

- Le Canada et les États-Unis coopèrent depuis longtemps à l'examen des questions de paix et de sécurité en tant que membres fondateurs des Nations Unies et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. L'Accord du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui doit être renouvelé en 1996, est depuis 1957 la pierre angulaire de la défense aérienne du continent nord-américain.

- Depuis la signature du Traité des eaux limitrophes de 1909, le Canada et les États-Unis collaborent dans des dossiers transfrontaliers tels l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et la gestion de la faune.

Commerce et investissement

- Le Canada et les États-Unis sont chacun le principal partenaire commercial de l'autre. Ils s'échangent maintenant chaque jour pour environ 1 milliard $ de biens et de services. Ces échanges composent la plus importante relation commerciale bilatérale au monde. En 1994, les

échanges de marchandises entre les deux pays ont totalisé 321,8 milliards $, soit un accroissement de 22 % par rapport aux 264,3 milliards $ de 1993.

- En 1994, nos exportations de marchandises aux États-Unis se sont accrues de 23 % pour atteindre 185,2 milliards $, alors que nos importations depuis les États-Unis se sont accrues de 20 % pour atteindre 136,6 milliards $.

- Les secteurs de l'automobile, des produits forestiers et de l'énergie ont dominé les exportations canadiennes aux États-Unis en 1993. Pris ensemble, ces secteurs composent près de la moitié de toutes nos ventes aux États-Unis.

- Les principales importations canadiennes depuis les États-Unis comprennent la machinerie et le matériel de transport, d'autres articles manufacturés, les approvisionnements industriels et les denrées alimentaires.

- Le commerce des biens et des services entre les deux pays soutient maintenant plus de 1,5 million d'emplois au Canada et génère directement 25 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.

- À la fin de 1994, les investissements américains directs au Canada avaient atteint quelque 96 milliards $, ou presque 65 % de tous les investissements étrangers directs au pays. Les investissements canadiens directs aux États-Unis totalisent 67,7 millions $.

- Le commerce bilatéral, y compris les services et les revenus de placements, a atteint 403,2 milliards $ en 1994, soit un accroissement de 19,5 %. Le commerce bilatéral, y compris les services et les revenus de placements, s'est accru de plus de 62 % depuis la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1989.

Hong Kong

Produit intérieur brut (PIB) :	108 milliards $ US (1993); 114 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	5,5 % (1993); 5,7 % (est. 1994)
PIB par habitant :	18 335 $ US (1993); 19 380 $ US (est. 1994)
Population :	5,89 millions (1994)
Chef de l'État :	La reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur Chris Patten

Les relations entre le Canada et Hong Kong

- En juillet 1997, la Chine rétablira sa souveraineté sur Hong Kong, qui devrait conserver son rôle de centre d'affaires principal dans l'ensemble de la Chine méridionale. Le Canada s'est engagé à soutenir Hong Kong durant la période de transition qui se terminera en 1997 et à l'aider à assurer sa stabilité et sa prospérité à long terme.

- Un certain nombre de visites de haut niveau à Hong Kong ont eu lieu depuis un an, notamment celle du Premier ministre Jean Chrétien, en novembre 1994.

- Les relations entre le Canada et Hong Kong sont étroites. Des liens d'ordre historique, commercial et familial créent des ponts et contribuent à la prospérité du Canada et de Hong Kong.

- Hong Kong est une importante source d'immigration et d'investissement pour le Canada. Plus de 39 000 visas d'immigrant y ont été délivrés en 1994.

- Ce sont les étudiants de Hong Kong qui composent le plus gros contingent d'étudiants étrangers au Canada.

- Plus de 50 000 Canadiens vivent dans le territoire; la plupart sont originaires de Hong Kong.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales et financières entre le Canada et Hong Kong sont solides. Ainsi, on note la présence à Hong Kong de plus de 75 sociétés canadiennes, de toutes les grandes banques à charte canadiennes et de plusieurs compagnies d'assurance.

- Le commerce bilatéral a atteint un sommet de 2,35 milliards $ en 1994, à comparer à 1,9 milliard en 1993. Ce sont les exportations canadiennes qui ont le plus contribué à cet accroissement du commerce bilatéral, augmentant de 50 % pour passer à 1,16 milliard $, comparativement à 766 millions pour l'année précédente. Nos importations depuis Hong Kong ont légèrement baissé, passant de 1,2 milliard $ en 1993 à 1,19 milliard en 1994.

- Les principales exportations de marchandises canadiennes vers Hong Kong comprennent les métaux précieux, le matériel électrique, les plastiques et les articles en plastique, le papier et le carton.

- Les principales importations canadiennes en provenance de Hong Kong comprennent le matériel électrique, les vêtements et accessoires, le matériel mécanique, les jeux et les jouets et le matériel de sport.

- Plus de 100 sociétés canadiennes, y compris les banques et compagnies d'assurance, ont des filiales ou des succursales à Hong Kong.

- Les investissements canadiens directs cumulés à Hong Kong étaient évalués à 805 millions $ à la fin de 1992. Hong Kong se classe au deuxième rang (après le Japon) des investisseurs asiatiques au Canada avec des investissements totalisant 2,6 milliards $ en 1994. Les investisseurs de Hong Kong détiennent 20 milliards $ en obligations et en monnaie canadiennes.

- Des débouchés s'offrent aux sociétés canadiennes dans les secteurs de la construction (dans le cadre surtout du plan d'aménagement d'un nouveau port et d'un nouvel aéroport), des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des produits de sécurité et des aliments transformés.

- Parmi les entreprises canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment au chapitre des exportations à Hong Kong, citons 2000 + Connections, la compagnie Seagram Ltée, Canac Telecom, Northern Telecom Ltée, *SHL Systemhouse Inc.*, *KAO Infosystems Canada Inc.* et *Cari-All Inc.*

Indonésie

Produit intérieur brut (PIB) :	144 milliards $ US (1993); 154 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	6,5 % (1993); 6,7 % (est. 1994)
PIB par habitant :	765 $ (1993); 805 $ (est. 1994)
Population :	192 millions (1994)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le Président Haji Mohammed Suharto
Ministre des Affaires étrangères :	M. Ali Alatas
Ministre du Commerce :	M. Satrio Budiardjo Joedono

Les relations entre le Canada et l'Indonésie

- Le rôle de l'Indonésie au sein de l'ANASE, sa participation à l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique et son influence modératrice au sein de l'Organisation de la Conférence islamique, du Groupe des 77 et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en font un partenaire important pour le Canada dans la région.

- En 1993, le Canada a marqué le 40e anniversaire de l'établissement de son ambassade à Djakarta. D'abord axées sur une relation traditionnelle de coopération en matière de développement, les relations entre le Canada et l'Indonésie se sont ensuite orientées vers un partenariat ayant atteint sa maturité et offrant des avantages et un soutien mutuels à tous les niveaux.

- L'année 1995 marquait le 50e anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie.

- Plusieurs visites ministérielles ont relevé le profil du Canada en Indonésie. La visite du Premier ministre Chrétien en novembre dernier a témoigné du désir du Canada d'élargir ses relations bilatérales et commerciales avec l'Indonésie. En mai, le ministre indonésien de l'Investissement a dirigé une délégation de plus de 50 personnes, des gens d'affaires, venue au Canada pour promouvoir les possibilités de partenariats bilatéraux. Cette mission a été suivie en juillet de la visite en Indonésie du Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan.

Commerce et investissement

- L'Indonésie est le plus gros marché d'exportation du Canada dans la région de l'ANASE. Le commerce bilatéral est actuellement évalué à 1 milliard $. En 1994, les exportations canadiennes totalisaient 475 millions $, un accroissement de 14 millions par rapport à l'année précédente. Les importations étaient évaluées à 522 millions $, contre 444 millions en 1993.

- Les exportations canadiennes de marchandises se composent de produits de base comme les céréales, la pâte de bois, les plastiques, le soufre et les combustibles minéraux, et d'articles manufacturés comme les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques. Nos importations comprennent les chaussures, le bois et les produits en bois, le caoutchouc et les produits en caoutchouc, les vêtements et accessoires, ainsi que la machinerie et le matériel électriques.

- Les exportations de services, surtout les services d'ingénierie, composent une autre partie importante du commerce canadien avec l'Indonésie. Depuis le milieu des années 70, les firmes canadiennes se sont trouvé des créneaux pour les services de production de pâte et papier, de cartographie, de télécommunication et de protection de l'environnement. On estime que le secteur canadien des services ajoute chaque année 200 millions $ aux exportations.

- Les investissements canadiens directs réalisés et projetés en Indonésie sont actuellement évalués à 5 milliards $, plus que dans tout autre pays d'Asie du Sud-Est. La mine et la fonderie de l'International Nickel Company (INCO) à Sulawesi en sont un élément important. Les sociétés canadiennes d'exploration, de conseil et de génie du secteur pétrolier et gazier sont solidement représentées dans ce pays. Parmi les autres investisseurs canadiens, on retrouve *Bata Corporation*, *Babcock and Wilcox*, *Gulf Canada Resources*, la Financière Manuvie et Sun Life Assurance.

- Plusieurs facteurs font de l'Indonésie un marché attrayant pour les firmes canadiennes : sa croissance économique rapide, ses abondantes ressources naturelles, sa participation à l'Organisation mondiale du commerce et sa population croissante, la quatrième au monde.

- Le secteur privé canadien a commencé à renforcer sa présence sur le marché indonésien. Une soixantaine de sociétés et 23 coentreprises canadiennes mènent des opérations en Indonésie. Les nouvelles ententes commerciales et financières entre firmes des deux pays annoncées pendant la visite du Premier ministre en novembre totalisaient 1 milliard $. Ces ententes comprennent :

- de nouveaux investissements dans les installations existantes de *Bata Corporation* et d'*INCO*;
- l'ouverture de l'Office de développement du commerce Canada-Indonésie par l'Association des exportateurs canadiens;
- la fourniture de produits et de services par CAE Électronique, Hughes Canada et *Trenton Works Inc.*;
- le lancement d'un programme de formation en réglementation nucléaire exécuté par l'entremise de la Commission de contrôle de l'énergie atomique;
- la signature d'un protocole d'entente entre le Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie et le Conseil des gens d'affaires Indonésie-Canada en vue de favoriser de nouveaux liens au niveau du secteur privé.

Coopération pour l'aide au développement

- Le programme d'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Indonésie est l'un des plus importants de l'agence, s'élevant en moyenne à quelque 30 millions $ par an. Le programme met l'accent sur l'environnement, la coopération économique, le développement des ressources humaines et les droits de la personne.

- L'aide bilatérale au développement consentie par le Canada en 1994-1995 totalisait 31,5 millions $. Pendant sa visite en novembre dernier, le Premier ministre Chrétien a annoncé une contribution de 30 millions s'échelonnant sur les cinq prochaines années pour appuyer trois projets de coopération pour le développement. Ce financement permet de mieux favoriser les projets touchant la participation des femmes au développement et l'égalité des sexes, l'éducation et la recherche, ainsi que le développement communautaire et les soins de santé au Timor-Est par l'entremise de *CARE Canada*.

- L'ACDI est l'un des plus importants donateurs d'aide au Timor-Est. Les fonds sont acheminés par l'intermédiaire de l'Unicef, des Églises, des organisations communautaires locales, de *CARE Canada* et du Comité international de la Croix-Rouge.

Japon

Produit intérieur brut (PIB) :	4 215 milliards $ US (1993); 4 591 milliards $ US (1994)
Taux de croissance du PIB :	0,1 % (1993); 0,6 % (1994)
PIB par habitant :	33 850 $ US (1993); 34 150 $ US (1994)
Population :	125 millions (1994)
Chef de l'État :	L'empereur Akihito
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Tomiichi Murayama
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères :	M. Yohei Kono
Ministre du Commerce international et de l'Industrie :	M. Ryutaro Hashimoto

Les relations entre le Canada et le Japon

- Les relations entre le Canada et le Japon reposent sur leur partenariat au sein de la Quadrilatérale (Canada, Union européenne, Japon et États-Unis), du G-7, des Nations Unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques ainsi que sur leur participation commune à la communauté Asie-Pacifique (y compris l'APEC, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Conférence post-ministérielle et le Forum régional de l'ANASE.

- Au cours de la dernière année, plusieurs ministres canadiens se sont rendus au Japon, dont le ministre des Finances, M. Paul Martin, le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, le ministre de l'Industrie, M. John Manley, ainsi que la Vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Mme Sheila Copps.

- En 1991, les premiers ministres canadien et japonais ont chargé un groupe de personnalités éminentes du secteur non gouvernemental de recommander des façons d'améliorer les relations bilatérales. Plusieurs recommandations du rapport de 1992 du Forum 2000 Canada-Japon ont déjà été appliquées. En mai 1995, le Forum a présenté aux deux premiers ministres un rapport complémentaire basé sur les consultations approfondies menées en septembre 1994 (Vancouver) et en février 1995 (Tokyo). Le rapport de 1995 examinait les 18 recommandations du rapport de 1992; il reprenait quatre recommandations prioritaires et présentait deux nouvelles recommandations accompagnées d'une ébauche de programme d'action. Les priorités recommandées pour la valorisation de la coopération sont notamment la coopération politique aux sommets du G-7 et dans d'autres instances, la coopération économique, les questions environnementales, la culture, les échanges de personnes et l'établissement d'un mécanisme de dialogue permanent.

- Les États-Unis mis à part, le Japon est le pays du monde qui envoie le plus grand nombre de touristes au Canada. Ces visiteurs ont généré des recettes d'environ 532 millions $ en 1994, sans compter celles du transport aérien international.

- Le Japon est le pays qui dépense le plus en recherche et développement, et ces dépenses englobent de plus en plus souvent des investissements dans des installations à l'étranger. Un accord bilatéral a été signé en mai 1986 dans le but de renforcer les liens scientifiques et technologiques entre nos deux pays. En 1990, le Canada a établi un fonds de plusieurs millions de dollars, le Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon (FCSTJ). Le Canada a déjà parrainé plus de 200 projets par l'entremise du FCSTJ.

- Le Canada a des délégations à Tokyo, Osaka, Fukuoka et Nagoya, et des représentants commerciaux honoraires à Hiroshima, Sendai et Sapporo. Les délégués commerciaux coordonnent chaque année de 50 à 60 activités de promotion du commerce, dont certaines dans le cadre de visites ministérielles.

Commerce et investissement

- Le Japon reste le deuxième principal partenaire commercial du Canada, après les États-Unis, et son principal partenaire en Asie. En 1994, nos exportations au Japon ont totalisé 9,5 milliards $ (1 milliard de plus qu'en 1993) et les importations se sont élevées à 11,3 milliards. Le Canada exporte autant au Japon que dans tous les autres pays asiatiques réunis.

- Tout en maintenant ses exportations traditionnelles de produits provenant des ressources naturelles, le Canada exporte aussi au Japon des produits manufacturés ou des produits à valeur ajoutée qui forment désormais plus de 40 % de ses ventes à ce pays. L'industrie canadienne exporte de nombreux produits finis allant des produits de l'aérospatiale et de la technologie de l'information aux matériaux de construction et aux aliments transformés.

- Le Plan d'action canadien pour le Japon, lancé en 1993, est élaboré et appliqué en collaboration avec le secteur privé. Il a pour but de sensibiliser l'industrie canadienne à l'évolution des conditions du marché japonais et de favoriser l'adaptation et la promotion des produits. On a dressé des plans d'action dans sept secteurs prioritaires : aliments transformés, tourisme, technologie de l'information, pièces d'automobiles, produits forestiers et matériaux de construction, aérospatiale et produits de la pêche.

- Le Japon est la troisième source d'investissements étrangers directs au Canada (11 milliards $ en 1994). En mars 1995, les placements japonais de portefeuille au Canada totalisaient quelque 45 milliards $, soit à peu près le même montant qu'en 1994.

- Parmi les derniers investissements importants, on remarque l'agrandissement de l'usine de montage de Toyota, un projet de 600 millions $ à Cambridge, en Ontario; un investissement de 80 millions $ de la société Honda pour l'expansion de ses opérations à Alliston, également en Ontario; l'ouverture d'une usine de maisons préfabriquées par *Mitsui Homes* à Langley, en Colombie-Britannique; et une coentreprise de NEC et Mitsui en vue de la production de piles au lithium à Vancouver (Colombie-Britannique). La mondialisation des entreprises japonaises continuera de soutenir un flot important d'investissements directs à l'extérieur du pays, surtout dans le secteur de la fabrication.

Coopération pour l'aide au développement

- La coopération Canada-Japon sur l'Aide publique au développement (APD) a été annoncée en 1986. Des consultations officielles sur l'APD se tiennent régulièrement depuis lors.

- Les activités de coopération entreprises jusqu'ici comprennent :

  — des consultations annuelles sur la politique;
  — un échange d'information sur les questions d'APD;
  — un dialogue sur les grands dossiers de l'APD auxquels s'intéressent le Canada et le Japon;
  — une coopération fonctionnelle dans des domaines comme l'évaluation conjointe de projets et l'échange de personnel entre l'Agence canadienne de développement international et l'Agence japonaise de coopération internationale;
  — des activités menées de concert dans des pays d'intérêt commun;
  — la direction de projets conjoints.

Malaysia

Produit intérieur brut (PIB) :	64 milliards $ US (1993); 66,74 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	8,5 % (1993); 8,7 % (1994)
PIB par habitant :	3 345 $ US (1993); 3 380 $ US (est. 1994)
Population :	19,5 millions (1994)
Chef de l'État :	Le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Mahathir bin Mohamad
Ministre des Affaires étrangères :	M. Abdullah Ahmad Badawi
Ministre du Commerce et de l'Industrie :	M. Paduka Rafidah Abdul Aziz

Les relations entre le Canada et la Malaysia

- Les relations du Canada avec la Malaysia sont fondées sur les liens au sein du Commonwealth, l'appartenance au Forum de Coopération économique Asie-Pacifique, la coopération en matière de développement et le nombre important d'étudiants malaysiens inscrits dans des établissements d'enseignement canadiens.

- Le Canada et la Malaysia ont des intérêts communs envers un certain nombre de dossiers internationaux, dont le maintien de la paix et l'environnement. Les deux pays sont coprésidents du Groupe de travail intergouvernemental sur les forêts mondiales, qui s'est réuni pour la première fois en Malaysia en avril 1994, puis une autre fois, au Canada, en octobre 1994.

- La Vice-première ministre et ministre de l'Environnement du Canada, Mme Sheila Copps, a dirigé au mois de septembre une mission de 25 personnes en Malaysia sur l'environnement. Cette mission faisait suite à une visite du ministre des Ressources humaines, M. Lloyd Axworthy, en juillet.

Commerce et investissement

- Les échanges commerciaux entre le Canada et la Malaysia ont augmenté considérablement au cours de la dernière décennie, pour s'établir à presque 1,5 milliard $ en 1994. Entre 1991 et 1994, les exportations canadiennes se sont raffermies de près de 30 %, totalisant près de 289 millions $ en 1994. Les exportations de services, principalement de génie-conseil, se chiffrent aux alentours de 50 millions par an, alors que les importations en provenance de la

Malaysia, d'une valeur marchande de 1,2 milliard en 1994, sont en hausse par rapport aux 877 millions $ de 1993.

- Les exportations canadiennes sont principalement composées des produits suivants : engrais, papier et carton, produits chimiques organiques, céréales, et produits manufacturés comme les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques. Les principales marchandises importées de la Malaysia par le Canada sont la machinerie et le matériel électriques, les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques, les produits chimiques organiques, le caoutchouc et ses produits, et les vêtements.

- Une forte croissance économique et la diversification industrielle, entre autres facteurs, ont contribué à faire de la Malaysia une destination attrayante pour nos investissements à l'étranger ainsi qu'un partenaire économique et commercial précieux. S'étant fixé le but de devenir un pays industrialisé d'ici l'an 2020, objectif exprimé dans Vision 2020, la Malaysia accélère son développement dans certains secteurs comme les transports, la production d'électricité, les infrastructures, la mise en place d'institutions et les services.

- D'énormes débouchés s'ouvrent aux entreprises canadiennes dans l'exploration pétrolière et gazière; la distribution et la consultation en gestion de projets; les transports aériens, ferroviaires et urbains; la consultation et la gestion de projet en production hydro-électrique; les exportations agroalimentaires, la biotechnologie alimentaire, la transformation et l'emballage des aliments; l'aérospatiale; et les technologies de pointe comme la télédétection et autres secteurs des télécommunications, l'automatisation des usines et l'informatisation de la production.

- L'an dernier, le secteur privé canadien a connu passablement de succès sur le marché malaysien. Par exemple, en novembre 1994, un consortium canadien constitué de Bombardier et de SNC-Lavalin a passé un contrat de 939 millions $ avec le groupe malaysien Renong pour la construction d'un réseau de transport rapide à Kuala Lumpur. En avril 1995, *Bovar Inc.*, de Calgary, et son partenaire malaysien, *Progressive Impact Corp. Sdn Bhd*, ont signé un contrat de 20 ans pour la construction, l'acquisition et l'exploitation d'un système de surveillance permanente de la qualité de l'air et de l'eau ainsi que de gestion des données connexes.

- Des arrangements bilatéraux empêchant la double imposition et protégeant les investissements canadiens en Malaysia facilitent les relations entre les deux pays dans le domaine de l'investissement.

- Les principales coentreprises Canada – Malaysia sont exploitées par *Nova Gas International, Bata Corporation, Alcan Aluminium* et *Northern Telecom.*

- À la fin de 1994, les investissements canadiens directs cumulatifs en Malaysia se chiffraient à 354 millions $.

Coopération pour l'aide au développement

- Depuis 1953, le Canada a versé à la Malaysia plus de 100 millions $ en aide publique au développement. Le pays réalise des progrès économiques appréciables, quoique certaines contraintes l'empêchent encore de parvenir à une croissance durable.

- L'aide est canalisée vers le développement des ressources humaines et l'élargissement de l'accès de la Malaysia à la technologie et aux compétences spécialisées canadiennes, afin de contribuer au développement du secteur privé, à la mise en place de services d'infrastructure, à la gestion de l'environnement et à la participation des femmes au développement. En 1994-1995, l'aide publique au développement a atteint 8,4 millions $.

- L'un des projets clés de l'ACDI, l'Entreprise Malaysia-Canada, favorise la création de coentreprises et d'autres types de collaboration commerciale entre des sociétés canadiennes et malaysiennes en faisant concorder les besoins des Malaysiens aux capacités des Canadiens dans des secteurs comme l'industrie pétrolière et gazière, la technologie de l'information, les services environnementaux, l'adduction et l'assainissement de l'eau, et la fabrication.

- Depuis 1982, le Programme de coopération industrielle (PCI) de l'ACDI a versé plus de 16 millions $ en aide aux entreprises canadiennes participant au développement du secteur privé malaysien. Les fonds ont été consacrés surtout à des études sur la viabilité et à des études exploratoires et préliminaires sur l'industrie, l'énergie, les transports, l'agriculture, et l'adduction et l'assainissement de l'eau. Les capitaux de lancement accordés par le PCI ont permis de constituer de nombreuses coentreprises prospères au bénéfice des firmes canadiennes et malaysiennes.

Mexique

Produit intérieur brut (PIB) :	333 milliards $ US (1993); 385 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	0,4 % (1993); 3,1 % (est. 1994)
PIB par habitant :	3 650 $ US (1993); 4 145 $ US (est. 1994)
Population :	93,03 millions (1994)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le Président Ernesto Zedillo
Ministre des Affaires étrangères :	M. José Angel Gurría
Ministre du Commerce et du Développement industriel :	M. Herminio Blanco

Les relations entre le Canada et le Mexique

- Le Canada entretient avec le Mexique ses relations les plus étendues et les plus substantielles avec un pays d'Amérique latine. Bien que la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) soit actuellement une priorité, il ne s'agit nullement du seul dossier des relations dynamiques et grandissantes entre les deux pays. Le resserrement des rapports avec le Mexique est un élément important de la politique canadienne de rapprochement avec l'Amérique latine.

- Les réunions du Comité ministériel mixte (CMM), qui se tenaient tous les deux ans environ depuis 1968 et qui sont devenues annuelles en 1990, constituent une tribune clé de consultation et de coopération dans les domaines politique, commercial et économique d'intérêt commun aux deux pays.

- Depuis mars 1990, plus de 35 ententes bilatérales ont été conclues, dont la première convention sur la double imposition signée par le Mexique, ainsi que des ententes sur la coopération en matières d'environnement, de formation à distance, de mines, de culture et d'affaires juridiques.

- En novembre 1995, le Comité directeur Canada-Mexique est réuni pour la première fois. Ce groupe binational, composé de représentants non gouvernementaux des deux pays, a pour objet de concevoir un cadre directeur et de fixer des objectifs relatifs à l'évolution des rapports entre les deux pays à moyen et long terme.

- En octobre 1995, les Commissions des droits de la personne du Canada et du Mexique ont signé une entente de coopération. Grâce à un programme d'activités bilatérales, le Canada contribuera donc directement au respect des droits de la personne au Mexique.

Commerce et investissement

- Le Mexique est le principal partenaire commercial du Canada en Amérique latine. En 1994, le commerce bilatéral avec ce pays a augmenté de 21 % pour dépasser les 5,5 milliards $. Les exportations du Canada, en hausse de 28 %, ont franchi le cap du milliard $, alors que les importations de produits mexicains progressaient de 20 %, et atteignaient les 4,4 milliards. Cependant, les chiffres sur les exportations canadiennes ne tiennent pas compte des nombreux produits qui sont expédiés au Mexique via les États-Unis.

- Le Canada jouit d'un bien meilleur accès au marché mexicain depuis le 1e janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'ALENA. Les entreprises canadiennes peuvent désormais augmenter leurs ventes dans des secteurs auparavant réglementés de près, comme ceux de l'automobile, des services financiers, du camionnage, de l'énergie et de la pêche. L'élimination des licences d'importation et des droits de douane qu'exigeait le Mexique, certains de ces derniers à l'entrée en vigueur de l'ALENA et d'autres au cours des quatre à neuf prochaines années, contribue à libérer l'accès à un marché de plus de 85 millions de consommateurs.

- En 1994, les produits manufacturés constituaient 35 % des exportations du Canada vers le Mexique. Les sociétés canadiennes vouées aux télécommunications, aux plastiques, à l'automobile, à la machine-outil et au travail du métal ont réalisé d'importantes percées sur le marché mexicain. Le marché des produits agro-industriels, en particulier de la technologie et du matériel de transformation alimentaire, offre également des débouchés appréciables aux compagnies canadiennes.

- Les principales importations du Canada en provenance du Mexique sont les véhicules automobiles et leurs pièces, le matériel électrique, les appareils audiovisuels et leurs pièces, les produits pétroliers, les moteurs et leurs pièces, les machines de traitement des données et leurs pièces, les câbles de démarrage, les appareils de climatisation et leurs pièces, les systèmes de filtrage et de purification et leurs pièces, les fruits et les noix, les légumes, le verre et la verrerie et les instruments d'optique.

- En 1993, les investissements directs du Canada au Mexique se sont chiffrés à 529 millions $, en hausse par rapport aux 452 millions de 1992. L'investissement canadien direct cumulatif au Mexique a continué d'augmenter en 1994 et atteint actuellement près de 1,2 milliard $, les engagements additionnels totalisant plus de 1,5 milliard. Bien que la dévaluation du peso puisse modifier ou retarder certains de ces projets, l'annonce par les pouvoirs publics mexicains d'autres privatisations ouvrira des possibilités additionnelles

aux entreprises canadiennes dans les secteurs des ports, des aéroports, des centrales électriques, de la pétrochimie ainsi que du stockage et du transport du gaz naturel.

- Pour aider le nombre grandissant de Canadiens qui font des affaires dans le Nord industriel du Mexique, un consulat et un bureau commercial canadiens ont été ouverts à Monterrey, en janvier 1993. Un bureau commercial sera inauguré à Guadalajara en novembre 1995.

- Le gouvernement du Canada continue d'aider activement les entreprises canadiennes à saisir les nouvelles occasions d'affaires apportées par l'ALENA, au moyen du Programme d'accès au marché nord-américain. Celui-ci permet aux exportateurs de profiter, au prix coûtant, des services du nouveau Centre canadien des affaires, à Mexico, qui dispose de salles d'exposition, de bureaux et de salles de conférence ultra-modernes conçus pour des expositions en solo, des colloques et des réunions d'entreprises particulières.

Coopération pour l'aide au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'a aucun programme bilatéral engageant le Mexique. Il existe toutefois un Fonds canadien d'initiatives locales, de 375 000 $, administré par l'ambassade canadienne et destiné à aider les groupes les plus défavorisés de ce pays.

- De nombreuses organisations non gouvernementales canadiennes, financées par l'ACDI, sont à l'oeuvre au Mexique. Depuis 1993-1994, l'ACDI a versé près de 1 million $ en contributions à des ONG canadiennes pour des projets consacrés à la santé communautaire, à l'éducation et au développement du secteur privé.

- Le Programme de coopération industrielle (PCI) est le plus important que l'ACDI consacre au Mexique. Depuis 1992, les sociétés canadiennes ont déclaré des profits de l'ordre de 3,5 millions $.

- Actuellement, on réalise 31 études de viabilité sur des coentreprises et 18 projets de transfert technologique pour des coentreprises récentes ; 18 autres propositions de projets sont à l'étude.

- Les activités du PCI de l'ACDI portent principalement sur les technologies de l'environnement, les transports, l'industrie gazière et le secteur alimentaire.

Nouvelle-Zélande

Produit intérieur brut (PIB) :	43 milliards $ US (1993); 46 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	5,2 % (1993); 3,9 % (est. 1994)
PIB par habitant :	12 635 $ US (1993); 13 230 $ US (est. 1994)
Population :	3,5 millions (1994)
Chef de l'État :	La reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur général, Catherine Tizard
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Jim Bolger
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères :	M. Don McKinnon
Ministre du Commerce, de l'Industrie et des négociations commerciales :	M. Philip Burdon

Les relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande

- Les relations du Canada avec la Nouvelle-Zélande prennent racine dans la démocratie parlementaire britannique dont ils ont tous deux hérité, dans leur appartenance au Commonwealth, ainsi que dans leur expérience et leurs intérêts communs.

- Les hauts fonctionnaires des deux pays se consultent régulièrement en matières politique, économique et commerciale, et il y a des échanges constants de fonctionnaires. En outre, un programme limité de coopération en matière de défense existe entre les deux pays.

- Le Canada et la Nouvelle-Zélande s'accordent un soutien mutuel qui s'étend sur la scène internationale, notamment au sein des Nations Unies et dans les régions de l'Asie-Pacifique et du Pacifique Sud.

Commerce et investissement

- Le Canada et la Nouvelle-Zélande entretiennent d'excellentes relations commerciales reposant sur l'Accord de coopération commerciale et économique signé en août 1981. En vertu de celui-ci, les deux pays s'accordent des tarifs douaniers préférentiels et s'engagent à intensifier et à resserrer leurs relations commerciales.

- Dans la première moitié de 1995, le Canada a exporté des biens d'une valeur de 86,7 millions $ en Nouvelle-Zélande. En 1994, les exportations canadiennes se sont chiffrées à près de 141 millions $, par rapport à 121 millions en 1993. Les importations depuis la Nouvelle-Zélande ont totalisé près de 321 millions en 1994, comparativement à 254 millions en 1993.

- Les principales exportations canadiennes sont les engrais (potasse), le polyéthylène, le soufre, la machinerie, le bois d'oeuvre de résineux et le saumon en conserve. De plus, les exportateurs canadiens font des percées dans les secteurs à forte valeur ajoutée, comme le matériel informatique et les logiciels, l'équipement de télécommunications et les produits de consommation.

- La viande de boeuf et d'agneau, les fruits, les produits laitiers et le poisson constituent nos principales importations en provenance de Nouvelle-Zélande.

- Les Néo-zélandais investissent au Canada plus de 3 milliards $. Le principal investisseur est la société *Fletcher Challenge*, qui a des intérêts dans le secteur forestier en Colombie-Britannique et dans les secteurs pétrolier et gazier en Alberta et en Saskatchewan. Les Canadiens investissent plus de 1,5 milliard $ en Nouvelle-Zélande.

- Les coentreprises canadiennes en Nouvelle-Zélande comprennent celles de la *TransAlta Energy Resources* (centrales thermiques et services publics d'électricité), de la Methanex (production de méthanol), de la Bell Canada et de la *Canwest Global* (télévision).

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Produit intérieur brut (PIB) :	4,6 milliards $ US (est. 1993); 4,6 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	14,4 % (1993); 0,3 % (est. 1994)
PIB par habitant :	1 185 $ US (est. 1993); 1 100 $ US (est. 1994)
Population :	4 millions (1994)
Chef de l'État :	La reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur général Wiwa Korowi
Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce :	M. Julius Chan

Les relations entre le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée

- En termes de superficie et de population, la Papouasie-Nouvelle-Guinée vient au deuxième rang des pays du Pacifique Sud après l'Australie, dont elle s'est séparée en 1975.

- Il y a peu de relations bilatérales entre le Canada et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les deux pays n'ayant de contacts réguliers qu'aux réunions annuelles de dialogue de l'APEC et du Forum du Pacifique Sud.

- Le Haut-commissariat du Canada à Canberra administre en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans le cadre du Fonds Canada, un programme de 500 000 $ par année, qui vise principalement à appuyer les services et le développement communautaires.

Commerce et investissement

- En 1994, le Canada a exporté en Papouasie-Nouvelle-Guinée des biens d'une valeur d'environ 2,1 millions $, et en a importé pour 1,9 million $.

- Le Canada a plus de 500 millions $ en investissements directs dans l'industrie minière de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Coopération pour l'aide au développement

- En 1993-1994, le Canada a versé 3,8 millions $ à titre d'aide au développement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

- Un des principaux projets bilatéraux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est le Programme de développement canadien dans le Pacifique Sud, qui appuie les activités visant à raffermir les organisations régionales.

Philippines

Produit intérieur brut (PIB) :	54 milliards $ US (1993); 63,8 milliards $ US (1994)
Taux de croissance du PIB :	2,1 % (1993); 4,3 % (1994)
PIB par habitant :	830 $ US (1993); 950 $ US (1994)
Population :	67 millions (1994)
Chef de l'État et du gouvernement :	Le Président Fidel V. Ramos
Secrétaire aux Affaires étrangères :	M. Domingo Siazon fils
Ministre du Commerce et de l'Industrie :	M. Rizalino Navarro

Les relations entre le Canada et les Philippines

- Le Canada a été l'un des premiers pays à signifier son appui au gouvernement Aquino et le premier à lui consentir des crédits à l'exportation. Il appuie fermement les efforts du président Ramos en vue de stimuler la croissance économique et d'instaurer la stabilité politique.

- Le Canada et les Philippines collaborent étroitement au sein d'un certain nombre de forums multilatéraux, notamment l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC).

- L'immigration est un élément important de nos relations bilatérales. En 1993, les Philippins formaient le troisième groupe d'immigrants en importance au Canada. On estime à 200 000 le nombre de Philippins au Canada.

- Le Sommet des dirigeants de l'APEC se tiendra aux Philippines en 1996 et au Canada en 1997. Les deux pays collaborent donc étroitement sur les questions intéressant cet organisme.

- Le commerce bilatéral a plus que quadruplé depuis 1985, et a atteint 664 millions $ en 1994. Les exportations canadiennes vers les Philippines sont passées de 45 millions $ seulement en 1985 à 195 millions en 1994 (montant équivalent à celui de 1993). Pendant la même période, nos importations sont passées de 109 à 469 millions $ (par rapport à 387 millions en 1993).

- Les exportations canadiennes vers ce pays se sont jusqu'à maintenant composées surtout de produits agricoles et d'autres produits primaires, en particulier les minerais, les scories et les cendres, la pâte de bois, le zinc, ainsi que le papier et le carton. Cependant, les exportations de

produits manufacturés comme la machinerie et l'équipement électriques, les chaudières à vapeur, la machinerie et les engins mécaniques ont pris de l'importance. Nos importations en provenance des Philippines sont de la machinerie et de l'équipement électriques, des vêtements, des chaudières à vapeur, de la machinerie et des engins mécaniques, des pendules et des montres et des articles de cuir.

- Le développement des infrastructures, notamment la production d'énergie, le pétrole et le gaz, la gestion des eaux et l'élimination des déchets, offre d'importants débouchés aux gens d'affaires canadiens. D'autres occasions se dessinent dans les domaines de la construction, des technologies de pointe, de l'exploitation minière, de l'agroalimentaire, des services et biens de consommation, ainsi que dans le secteur industriel.

- Les exportateurs canadiens s'intéressent de plus en plus aux Philippines. Par exemple, la Northern Telecom vient de signer avec l'*International Communications Corporation of the Philippines* un contrat de 75 millions $ US pour l'installation de 300 000 lignes téléphoniques numériques. Récemment, la Monenco Agra a décroché un contrat de 250 millions $ pour la centrale hydro-électrique d'Agbulu, en association avec une société australienne.

- Avec des investissements directs aux Philippines se chiffrant à environ 90 millions $, le Canada vient au quinzième rang des investisseurs étrangers dans ce pays. Parmi les principaux investisseurs canadiens, citons la Sun Life, la Banque de Nouvelle-Écosse, la *Placer Dome Development* et la *B.C. Packers*. Un accord de double imposition lie les deux pays; des négociations en vue d'un accord de protection des investissements étrangers sont en cours.

- Pour attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement des Philippines a adopté des programmes, des politiques et des mesures d'encouragement, comme la création d'une zone franche « spéciale » à Subic Bay.

- De toute première importance pour ces activités, la *Loi de 1991 sur les investissements étrangers* permet à des étrangers d'être propriétaires à part entière d'entreprises dans la plupart des domaines, comme les télécommunications, l'informatique, les organisations de services et d'approvisionnements en matière d'environnement, les projets de développement d'infrastructure, certains groupes alimentaires et les entreprises axées sur l'exportation.

Coopération pour l'aide au développement

- Le Canada a désigné les Philippines comme pays prioritaire en matière d'aide au développement. Depuis 1986, le Canada a versé quelque 250 millions $ à ce titre. En 1994-1995 les décaissements bilatéraux se sont élevés à 27,4 millions $. Les principaux secteurs visés sont l'amélioration des administrations publiques nationale et locales, le développement du secteur privé, et le renforcement des institutions démocratiques et des organisations non gouvernementales.

Singapour

Produit intérieur brut (PIB) :	55 milliards $ US (1993); 62,79 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	9,9 % (1993); 10 % (1994)
PIB par habitant :	19 195 $ US (1993); 22 580 $ US (1994)
Population :	2,93 millions (est. 1994)
Chef de l'État :	Le Président Ong Teng Cheong
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Goh Chok Tong
Ministre des Affaires étrangères :	M. Shanmugam Jayakumar
Ministre du Commerce et de l'Industrie :	M. Yeo Cheow Tong

Les relations entre le Canada et Singapour

- Les relations entre le Canada et Singapour sont renforcées par l'appartenance des deux pays au Commonwealth, aux Nations Unies et à l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), ainsi que par une vision commune de bien des dossiers internationaux. De plus, le Canada est un «partenaire du dialogue» de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dont Singapour fait partie. Le Canada et Singapour échangent régulièrement leurs points de vue sur des questions internationales comme la libéralisation du commerce, le maintien de la paix, la sécurité et la conjoncture politique et économique.

- Le Centre Canada-ANASE, financé par l'Agence canadienne de développement international, est ouvert à Singapour depuis 1989. Le Centre a pour vocation d'aider, d'une part, les pays de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaysia, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) et, d'autre part, le secteur privé et des organisations de particuliers non gouvernementaux du Canada, à mieux se connaître et à intensifier leur coopération. Pour ce faire, le Centre facilite les relations universitaires et commerciales par l'entremise de petits projets de développement régionaux. Le réseau des femmes du Centre s'emploie activement à soutenir et à promouvoir le leadership de la femme dans l'entreprise et dans d'autres sphères d'activité comme la politique publique et les affaires juridiques, universitaires et non gouvernementales.

- Le Canada ouvrira bientôt un centre canadien d'éducation à Singapour, le troisième du genre en Asie. Le mandat de celui-ci sera de promouvoir les établissements d'enseignement et services de formation du Canada qui assurent une formation de qualité à prix raisonnable.

Commerce et investissement

- Le commerce bilatéral avec Singapour a plus que doublé depuis 1987, et a atteint 1,5 milliard $ en 1994. Les exportations du Canada vers Singapour ont totalisé 380,7 millions $ en 1994, en hausse par rapport aux 342 millions de 1993. De leur côté, les importations, à 1,15 milliard $ en 1994, affichaient une progression comparativement à 1993 où elles atteignaient 798 millions.

- Les exportations du Canada vers Singapour sont variées. Les principales marchandises exportées sont les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques, le papier et le carton, les aéronefs et leurs pièces, la machinerie et le matériel électriques, les produits chimiques organiques. Les principales marchandises importées de ce pays par le Canada sont les chaudières à vapeur, la machinerie mécanique, la machinerie et le matériel électriques, les produits chimiques organiques, le caoutchouc et ses produits et les textiles.

- Des réserves de devises considérables, un faible taux d'inflation et des taux d'intérêt compétitifs font de Singapour un centre d'affaires, de finances et de transit pour la majeure partie de l'ANASE. Considérant les entreprises étrangères comme facteur intrinsèque de sa propre croissance économique, Singapour n'impose en général aucune restriction à la propriété étrangère. La réglementation du taux de change est elle aussi libérale. La plupart des échanges sont exempts de contingentement, de droits ou de licences d'importation spéciales. Le pays offre de généreuses incitations au chapitre de l'investissement et de la fiscalité, en particulier pour le développement technologique et pour le perfectionnement des gestionnaires et des employés.

- Des débouchés particuliers s'ouvrent aux entreprises canadiennes dans plusieurs domaines : le développement de systèmes liés aux transports, le raffinage gazier et pétrolier, l'avionique et diverses technologies liées au domaine militaire et à la sécurité, la technologie de l'information et les produits électroniques, et les produits alimentaires de luxe.

- Quelque 60 sociétés canadiennes, dont six banques, sont représentées à Singapour. La plupart y ont des bureaux régionaux au lieu d'installations de fabrication. Les coentreprises et les transferts de technologie entre les deux pays touchent l'industrie aérospatiale, la défense, les services éducatifs, les services publics, les partenariats Canada-Singapour sur des marchés tiers et la recherche-développement.

- Récemment, des sociétés canadiennes ont connu passablement de succès à Singapour. Par exemple, la *Northern Telecom* a été choisie par la *Singapore Telecom MobileLink* comme fournisseur et constructeur du premier réseau national de communications personnelles de Singapour, dont le coût s'élève à 48 millions $ US. La Bombardier Inc. a vendu six de ses avions Learjet pour vols d'affaires à la *Singapore International Airlines*, pour la somme de 78,5 millions $. La CAE Electronique a vendu plusieurs simulateurs de vol d'une valeur de plus de 50 millions $, destinés au ministère de la Défense de Singapour et à la *Singapore National Airlines*.

- Avec le taux d'épargne national le plus élevé du monde (48,3 % du PIB en 1993), Singapour dispose d'une grosse réserve de capitaux à investir à l'étranger. Bien qu'au Canada ses investissements soient inférieurs à 150 millions $, le potentiel est élevé. Le montant des investissements en valeurs mobilières est appréciable, la société d'investissement du gouvernement de Singapour ayant acquis plus de 1 milliard $ d'obligations d'épargne du Canada et autres titres.

Coopération pour l'aide au développement

- Singapour ne reçoit pas d'aide au développement de la part du Canada. Cependant, il participe à plusieurs projet du programme de l'ACDI pour l'Asie du Sud-Est, gérés par le Haut-commissariat du Canada à Singapour. Les projets régionaux portent, entre autres, sur les pêches, la formation et l'éducation, la coopération en matière de sécurité, les relations universitaires et l'enseignement de l'anglais.

Taïwan

Produit intérieur brut (PIB) :	222 milliards $ US (1993); 241 milliards $ US (1994)
Taux de croissance du PIB :	6 % (1993); 6,3 % (1994)
PIB par habitant :	10 650 $ US (1993); 11 455 $ US (1994)
Population :	21 millions (1994)

Les relations entre le Canada et Taïwan

- Ne reconnaissant qu'une seule Chine depuis 1970, date à laquelle il a établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, le Canada n'a pas de relations diplomatiques avec Taïwan.

Commerce et investissement

- Malgré l'absence de relations diplomatiques, les échanges commerciaux entre le Canada et Taïwan n'ont cessé d'augmenter. En 1994, Taïwan venait au onzième rang parmi nos partenaires commerciaux dans le monde et au quatrième rang dans la région Asie-Pacifique.

- Les exportations canadiennes à Taïwan ont totalisé 1,2 milliard $ en 1994, soit un accroissement de 20 % par rapport à 1993. Les importations depuis Taïwan étaient évaluées à 2,7 milliards $ en 1994, contre 2,6 milliards $ en 1993.

- Nos principales exportations vers Taïwan sont les combustibles minéraux, la pâte de bois, le papier et le carton, le matériel électrique, les produits agricoles, les aliments transformés, les services de lutte contre la pollution et de génie de l'environnement, le matériel de transport, les télécommunications, l'avionique ainsi que les produits et services de haute technicité.

- Nos principales importations depuis Taïwan sont le matériel mécanique et électrique, les systèmes de roulement destiné au matériel ferroviaire et aux tramways, les meubles, les chaussures, les jouets, l'équipement de sport, les plastiques, les vêtements, les outils, les articles en métaux communs et le matériel optique de précision.

- Des débouchés s'offrent aux entreprises canadiennes dans les domaines suivants : construction (dans le cadre surtout du développement de l'infrastructure prévu dans le plan de six ans de Taïwan), matériaux de construction, protection de l'environnement, télécommunications, ingénierie, services de conseil en gestion, produits agricoles spéciaux, produits et services de sécurité et produits de consommation de toutes sortes.

- Pour développer nos relations avec Taïwan sur les plans du commerce, des investissements et du tourisme, le gouvernement canadien a appuyé en 1986 la décision de la Chambre de commerce du Canada d'ouvrir un bureau à Taipei. Les entreprises canadiennes en quête de débouchés commerciaux et de possibilités d'affaires à Taïwan peuvent profiter de tous les programmes d'expansion du commerce offerts par le gouvernement canadien.

- Les investissements canadiens à Taïwan sont évalués à 100 millions $.

- Parmi les entreprises canadiennes s'étant démarquées récemment au chapitre de leurs exportations, citons l'*Internav Limited* et la CAE Électronique.

Thaïlande

Produit intérieur brut (PIB) :	124 milliards $ US (1993); 141 milliards $ US (est. 1994)
Taux de croissance du PIB :	7,8 % (1993); 8,5 % (est. 1994)
PIB par habitant :	2 110 $ US (1993); 2 360 $ US (est. 1994)
Population :	59,5 millions (1994)
Chef de l'État :	Le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX)
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Banharn Silapa-archa
Ministre des Affaires étrangères :	M. Kasem S. Kasemri
Ministre du Commerce :	M. Chucheap Harnsawat

Les relations entre le Canada et la Thaïlande

- Remontant aux années 50, les relations entre le Canada et la Thaïlande ont pris de l'ampleur depuis que le Canada manifeste un intérêt accru pour la région Asie-Pacifique. La Vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Mme Sheila Copps, a dirigé en Thaïlande une mission sur l'environnement, en octobre 1995. Le fait que le Canada ait accepté plus de 37 000 réfugiés indochinois en provenance des camps situés en Thaïlande a aussi contribué à rapprocher les deux pays.

- En octobre 1994, le Canada et la Thaïlande ont signé un traité d'entraide juridique en matière pénale pour renforcer la coopération entre les corps policiers des deux pays en matière d'enquêtes criminelles, plus particulièrement au sujet du trafic de stupéfiants. De plus, l'Agence spatiale canadienne et le ministère thaïlandais des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement ont signé un protocole d'entente sur l'établissement d'un cadre devant favoriser la coopération en matière de recherches portant sur la technologie spatiale et ses applications.

- Les deux pays ont conclu en juillet 1988 un accord de coopération économique, pour favoriser une plus grande coopération bilatérale en matières économique et commerciale ainsi que dans les domaines de l'industrie et du développement. Des réunions sur les questions commerciales sont régulièrement tenues.

Commerce et investissement

- Le commerce bilatéral a atteint 1,3 milliard $ en 1994, contre 1,1 milliard $ en 1993. Les exportations canadiennes — dont près des deux tiers se composent d'articles entièrement manufacturés — étaient

évaluées à 408 millions $ en 1994, contre 375 millions $ en 1993. Le Canada a importé pour 895 millions $ de marchandises en 1994, comparativement à 768 millions $ en 1993.

- Les principales exportations canadiennes sont les suivantes : les produits chimiques organiques; le sel, le soufre, la terre et la pierre; la pâte de bois, le papier et le carton; les chaudières à vapeur et les machines; les engins et le matériel électrique. Nous importons de Thaïlande du matériel électrique, des produits du poisson, des chaudières à vapeur, des machines, des chaussures et des vêtements.

- L'expansion économique de la Thaïlande offre aux entreprises canadiennes, grandes et petites, la possibilité de former des partenariats avec des sociétés locales. À titre d'exemple, la Met-Chem Canada Inc. (Montréal) et la *Thai Special Steel Industry Company Ltd.* travaillent sur une technologie sidérurgique permettant d'alimenter la florissante industrie thaïlandaise de la construction. En Ontario, la *Country Style Donuts* (Richmond Hill) et la *Yogen Fruz* (Markham) ont signé des accords de franchisage pour desservir une classe moyenne toujours plus importante, affluente et avide de nouveaux produits. La SR Telecom (Saint-Laurent), l'*ATI Telecom International Inc.* (Edmonton) et l'*Ultimateast Data Communications Ltd.* (St. John's) sont au nombre des sociétés canadiennes qui comblent les besoins de la Thaïlande en techniques d'informatique et de télécommunication. Des sociétés de protection de l'environnement comme la Bovar Inc. (Calgary), l'*Hatfield Consultants* (West Vancouver), la *Philip* (Toronto), la *Target* (Burnaby) et la *Cougar Helicopters Inc.* (Halifax) se joignent à des entreprises thaïlandaises pour atténuer les problèmes environnementaux associés à la croissance économique rapide.

Coopération pour l'aide au développement

- Depuis 1981, le Canada a fourni à la Thaïlande plus de 350 millions $ en aide publique au développement. Le pays fait des progrès économiques remarquables, malgré certaines difficultés à réaliser une croissance durable.

- L'aide vise surtout à développer les ressources humaines et à améliorer l'accès de la Thaïlande aux techniques et aux compétences canadiennes permettant de mieux appuyer le développement du secteur privé, les services d'infrastructure, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que la participation des femmes au développement. Les crédits d'APD ont totalisé 19 millions $ en 1994-1995.

- Les deux projets clés de l'ACDI sont l'Entreprise Thaïlande-Canada, qui favorise les coentreprises et d'autres activités de collaboration commerciale entre firmes canadiennes et thaïlandaises, et un projet de

développement des ressources humaines qui prévoit une assistance technique, de la formation et un transfert de technologie par l'entremise d'un consortium d'établissements et d'entreprises canadiens et thaïlandais.

- Depuis 1982, le Programme de coopération industrielle (PCI) de l'ACDI a fourni plus de 25 millions $ pour appuyer des entreprises canadiennes qui participent au développement du secteur privé de la Thaïlande. Les fonds ont surtout été consacrés à la réalisation d'études de viabilité ainsi que d'études exploratoires et préliminaires en rapport avec l'industrie, l'énergie, le transport, l'agriculture et les communications. Les subventions de démarrage accordées par le PCI ont permis d'établir avec succès plusieurs coentreprises qui ont généré des avantages commerciaux pour les entreprises des deux pays.

NOTES

.b2710225(E)
.b2710237(F)

Commonwealth Heads of Government Meeting

Auckland, New Zealand
November 10-13, 1995

and

Asia–Pacific Economic Co-operation Heads of Government and Ministerial Meetings

Osaka, Japan
November 16-19, 1995

Background Information

CANADA

Commonwealth Heads of Government Meeting

Auckland, New Zealand
November 10-13, 1995

and

Asia–Pacific Economic Co-operation Heads of Government and Ministerial Meetings

Osaka, Japan
November 16-19, 1995

43-274-517
43-274-518 (A)
.6 2710237
CONSULTER SUR PLACE
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
NOV 20 1995
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

Foreign Affairs and International Trade Canada

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Commonwealth Heads of Government Meeting

Auckland, New Zealand
November 10-13, 1995

Contents

Member Countries of the Commonwealth 3

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 7

Christine Stewart, Secretary of State for Latin America and Africa 8

General Information

The Commonwealth: An Overview 11

Canada's Role in the Commonwealth 15

Objectives at the Auckland Meeting 17

Canada's Development Assistance Program in the Commonwealth 19

Canadian Official Development Assistance to Commonwealth Countries 1993-94 26

Commonwealth Plan of Action on Gender and Development 29

Arms Control and Non-Proliferation 31

Canada's Partners in the Commonwealth (fact sheets) 35

Commonwealth Heads of Government Meeting Cyprus 1993: Communique 89

Member Countries of the Commonwealth

	Country	Capital
1.	Antigua and Barbuda	St. John's
2.	Australia	Canberra
3.	Bahamas	Nassau
4.	Bangladesh	Dhaka
5.	Barbados	Bridgetown
6.	Belize	Belmopan
7.	Botswana	Gaborone
8.	Brunei	Bandar Seri Begawan
9.	Cameroon +	Yaoundé
10.	Canada +	Ottawa
11.	Cyprus	Nicosia
12.	Dominica +	Roseau
13.	Gambia	Banjul
14.	Ghana	Accra
15.	Grenada	Saint George's
16.	Guyana	Georgetown
17.	India	New Delhi
18.	Jamaica	Kingston
19.	Kenya	Nairobi
20.	Kiribati	Bairiki
21.	Lesotho	Maseru
22.	Malawi	Lilongwe
23.	Malaysia	Kuala Lumpur
24.	Maldives	Male
25.	Malta	Valletta
26.	Mauritius +	Port Louis
27.	Namibia	Windhoek
28.	Nauru	Yaren
29.	New Zealand	Wellington
30.	Nigeria	Lagos/Abuja
31.	Pakistan	Islamabad
32.	Papua New Guinea	Port Moresby
33.	St. Kitts and Nevis	Basseterre
34.	St. Lucia +	Castries
35.	St. Vincent and the Grenadines	Kingstown
36.	Seychelles +	Victoria
37.	Sierra Leone	Freetown
38.	Singapore	Singapore
39.	Solomon Islands	Honiara
40.	South Africa	Pretoria

41.	Sri Lanka	Colombo
42.	Swaziland	Mbabane
43.	Tanzania	Dodoma
44.	Tonga	Nuku'alofa
45.	Trinidad and Tobago	Port of Spain
46.	Tuvalu	Funafuti
47.	Uganda	Kampala
48.	United Kingdom	London
49.	Vanuatu +	Port-Vila
50.	Western Samoa	Apia
51.	Zambia	Lusaka
52.	Zimbabwe	Harare

+ Member country of the Francophonie

Biographies

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Christine Stewart
Secretary of State for Latin America and Africa

Christine Stewart was appointed Secretary of State for Latin America and Africa by Prime Minister Jean Chrétien in November 1993. She was first elected to the House of Commons in 1988, representing the Ontario riding of Northumberland.

Mrs. Stewart was the Liberal caucus Critic for the Canadian International Development Agency and Associate Critic for Human Rights. She was Vice-Chair of the Liberal Caucus Committee for External Affairs and Defence, as well as being a member of the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade.

Mrs. Stewart was a member of both the Sub-Committee on Development and Human Rights and the Sub-Committee on Arms Export. From 1988-90, Mrs. Stewart was a member of the Standing Committee on Human Rights and the Status of the Disabled.

Mrs. Stewart is a past executive director of the Horizons of Friendship Centre, a non-sectarian charity supporting development programs in Central America. A nurse, she has worked for the Cobourg District General Hospital and the Victorian Order of Nurses. During 1971 and 1972, Mrs. Stewart lived in Honduras doing development work.

Between 1982 and 1987, she served as a member and Chair of the Reconstruction and Rehabilitation Committee for the Canadian Council of International Co-operation. She was a member of the African Emergency Aid Project Selection Committee. She was also a delegate to the United Nations Special Session on the Crisis in Africa and to the International Forum on the Year of Shelter for the Homeless. Her community activities include serving as a member of the Board of Directors for the Northumberland County Food Banks Program and the Chair of the Northumberland Coalition Against Media Pornography.

Mrs. Stewart received a Bachelor of Science in Nursing from the University of Toronto in 1963. Mrs. Stewart and her husband have three children.

General Information

The Commonwealth: An Overview

The Nature of the Commonwealth

The Commonwealth is a voluntary association of 52 diverse, independent states, consulting through a largely informal network of governmental and non-governmental links.

After becoming independent, India chose in 1949 to become a republic and to retain its Commonwealth link. This marked the beginning of the modern Commonwealth. The number of member states grew quickly between the late 1940s and the 1960s as many Asian and African countries achieved independence. Since then, many small Caribbean, Indian Ocean and Pacific island countries have become members.

In 1961, South Africa left the Commonwealth over the issue of apartheid. Thirty-one years later, on May 31, 1994, Canada welcomed South Africa's readmittance. South Africa's return to the Commonwealth paved the way for that country's participation in the Commonwealth Games in Victoria, British Columbia, in August 1994.

Today, about half the members are small states with populations under one million people. Present membership represents about one quarter of the world's population and about one third of the membership of the United Nations. Canada is pleased to join its Commonwealth partners in welcoming Cameroon as its newest member. Cameroon is the seventh Commonwealth country that is also a member of the Francophonie.

The Commonwealth promotes a series of common values such as equality, non-discrimination, democracy and the rule of law. As a result of the 1991 Harare Declaration, the Commonwealth has put special emphasis on values such as human rights, the democratic ethic, women's equality, sustainable development and environmental protection.

The Commonwealth has been successful in attaining a high level of credibility because of its non-threatening and supportive attitude to members' needs. Over the years it has developed areas of expertise that contribute directly to the capabilities of member states to face specific or common challenges. Member countries benefit from the support of a large network of private, voluntary and professional organizations, including universities, parliamentarians, legal, medical and other professions and organizations in the media and sports.

Commonwealth Principles

The Commonwealth has no constitution, but it does have formal principles. The 1971 Declaration of Commonwealth Principles, adopted by Heads of Government in Singapore, states that member countries must strive for the

pursuit of international peace and order in support of the United Nations, the promotion of representative institutions and guarantees for personal freedom under the law, the recognition of racial equality and the need to combat racial discrimination and racial oppression, and dedication to lessening the disparities of wealth in societies.

In 1991, Heads of Government published the Harare Declaration — a strengthening of these principles — with a view to providing the organization with a clear set of objectives, values and strategies for the 1990s and beyond. Special emphasis was given in the Declaration to good governance and the promotion of fundamental political values.

Commonwealth Consultation

The Heads of Government meeting is held every two years, with the Head of Government of the host country presiding. The initial custom was to hold all such meetings in London, but since 1971 they have been held in various member countries. Heads of Government discuss world political, economic and social issues, how they affect their countries and what response can be made within the Commonwealth or by acting together in other international bodies.

Although a communiqué is issued after each meeting, the detailed proceedings are confidential. The tradition is to operate through consensus and to establish as much common ground as possible. From time to time, declarations have been issued expressing a common view of broad objectives and principles. Agreement on specific common policy measures is less frequent and has allowed for a member government to abstain when desired.

Difficult issues are usually left for the Retreat, when leaders spend one or two days together in a casual setting away from the conference location. Here, the Heads of Government confer without officials and with a maximum of informality. In this atmosphere, the more sensitive issues can be raised and common ground better explored.

Between the CHOGM meetings, Commonwealth senior officials meet to review the implementation of decisions of the previous CHOGM and to identify issues that may be raised at the next meeting. Commonwealth finance ministers meet every year. Ministers responsible for health, education, employment, law and women's affairs also meet regularly, and other ministers may meet on an occasional basis.

Role of the Commonwealth Secretariat

With the establishment of the Commonwealth Secretariat in 1965, the Commonwealth was able to consolidate the many strands of long-standing consultation and co-operation — in education, law, science, economic statistics

and other specialized fields. Its first Secretary-General, Canadian diplomat Arnold Smith (1965-75), oriented the Secretariat toward practical achievement and policy leadership, an approach followed by his successor Shridath Ramphal, a former foreign minister of Guyana. The current Secretary-General is Chief Emeka Anyaoku of Nigeria, who acceded to the post in 1990. At the 1993 meeting in Cyprus, Chief Anyaoku was offered a further five-year term of office, beginning July 1, 1995. The Secretary-General is responsible to Heads of Government collectively. The Secretariat is financed by governments under a system of assessed contributions.

Today, the Secretariat, located in London, is staffed by 350 people from 30 countries. They manage a number of voluntarily funded programs, including the Commonwealth Fund for Technical Co-operation, the Commonwealth Youth Program, the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, the Commonwealth Science Council and the Commonwealth Consultative Group on Technology Management.

Commonwealth of Learning

This most recent addition to the Commonwealth family of organizations was a Canadian initiative, proposed at the 1987 CHOGM in Vancouver. The Commonwealth of Learning aims to increase access by all member countries to knowledge, training and data through the use of new information technologies. The distance-learning organization is based in Vancouver and is the first Commonwealth organization based outside Britain.

With adequate support from Commonwealth countries, it is expected that the Commonwealth of Learning can become a major instrument of social, technical and economic development in future years. The use of modern communication technologies makes it a very efficient and effective instrument for transferring appropriate knowledge and technologies where needed.

The Commonwealth of Peoples

Beyond the official organization is the very active "unofficial" Commonwealth of non-governmental organizations. It links societies and thousands of individuals in a vast international network of professional, service, cultural and sports organizations. These form the real lifeblood of the Commonwealth and give it the grassroots base that helps to ensure its continuing vitality.

There are some 200 NGOs associated with the Commonwealth. These include the Commonwealth Association of Architects, of Museums, of Statisticians, of Journalists; the Commonwealth Engineers Council, the Commonwealth Legal Bureau, covering virtually every field of human endeavour.

Two of the most prominent groups are the Association of Commonwealth Universities and the Commonwealth Parliamentary Association. The Commonwealth Foundation, established at the 1965 CHOGM, and supported financially by Commonwealth governments, promotes the role of NGOs as full partners in the delivery of Commonwealth programs and in the promotion of Commonwealth values. The Foundation also encourages and supports these professional and other associations with bursaries and grants.

The Commonwealth Games

In 1930, representing 11 countries, 400 athletes travelled to Hamilton, Ontario, to compete in what were then called the British Empire Games. Since then, the Games have been held every four years, evolving into a spectacular international gathering which includes the Commonwealth Arts and Cultural Festival, first introduced at the 1978 Games in Edmonton, Alberta.

Victoria, British Columbia, was host of the XV Commonwealth Games, held August 18-28, 1994. The Victoria Games marked the participation of athletes with disabilities for the first time in a major international sporting event. It was also the first time since Cardiff in 1958 that South Africa had participated in the Commonwealth Games.

The Queen's Role

When India chose to remain in the Commonwealth in 1949, members agreed that the British monarch should be "the symbol of the free association of [Commonwealth] member nations and as such Head of the Commonwealth," regardless of whether a member country retained the British monarch as its head of state.

Queen Elizabeth II is the Queen of Canada, monarch of 16 other "realms" among the 52 Commonwealth member countries, and Head of the Commonwealth for all. She is present at all summits, but does not attend meetings. She customarily pays an official visit to the host country in advance of the opening of the CHOGM and, after government leaders arrive, she entertains them at dinner and receives them individually. The Queen takes a close interest in Commonwealth affairs and has travelled widely within the Commonwealth.

Canada's Role in the Commonwealth

Canada is one of the Commonwealth's strongest supporters and promoters, and values the role this organization — with its diversity of races, religions and cultures — plays on the world scene. Cutting across regional and interest blocs, the Commonwealth is seen as a model of multilateralism, an ideal instrument with which to broaden international understanding and consensus. The association also enriches and deepens Canada's bilateral relations with 51 other member countries in nearly all regions of the world and reinforces Canadian foreign policy goals.

The Commonwealth furthers Canada's foreign policy objectives through its numerous programs supporting common principles and values. Good governance and the promotion of fundamental political values, as articulated in the 1991 Harare Declaration, are at the heart of the Commonwealth's activities. In a world confronted with many challenges to peace and security, the Commonwealth's ongoing interest in conflict identification, its unique experience with preventative measures, and its success with peaceful resolutions, place the Commonwealth high among multilateral organizations capable of resolving such threats.

By these means, the Commonwealth complements the UN's efforts. Canada believes that the Commonwealth can help to strengthen the multilateral institutions, using their co-operative and consensus-building abilities to deal with major issues and to contribute to the negotiation and implementation of multilateral agreements.

Canada has been a Commonwealth country since 1931 and its membership remains a key element of its external relations. Commonwealth membership offers privileged access to a large group of developing countries. This has helped Canada play a constructive role in North-South issues and added weight and credibility to Canadian foreign policy efforts generally.

Canada strongly welcomed the emergence and development of the modern Commonwealth after 1949. Canada's condemnation of apartheid in South Africa in 1961 led to that country's departure from the Commonwealth and encouraged African members to remain and to join as new states.

In 1985 and 1986, Canada strongly supported the Commonwealth's lead in international efforts to peacefully dismantle apartheid in South Africa. Canada has chaired the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa, established at the 1987 Vancouver Commonwealth Heads of Government Meeting. South Africa rejoined the Commonwealth after free elections were held in 1994.

Canada is the second largest financial contributor to Commonwealth Secretariat programs, after the United Kingdom. These range from activities in support of democratic development, good governance and human rights to women's equality and technical assistance. Individual Canadians work in senior positions at the Secretariat in London, and Canadian experts have participated in the preparation of virtually all major Commonwealth special studies that have formed the basis of later political and economic action. Parliamentarians, non-governmental organizations and private citizens are active year-round in Commonwealth conferences and programs. Canada has often played host to the organization's major conferences.

To a large degree, Commonwealth institutions and programs are designed to assist small and developing countries of the Commonwealth. These countries comprise the bulk of its membership. Canada's annual contribution primarily serves that aim. In 1995-96, this contribution will total nearly $36 million, a large portion of which will go to the Commonwealth Fund for Technical Co-operation.

Other major Commonwealth bodies and programs to which Canada contributes include the Commonwealth Secretariat, Commonwealth of Learning, Commonwealth Foundation, Commonwealth Youth Program, Commonwealth Consultative Group on Technology Management, Small States Facility and the Commonwealth Institute.

Beyond the governmental elements of the Commonwealth, there exists a thriving and visible "unofficial Commonwealth" in which the government of Canada and Canadians play an active role. The voluntary sector, professional associations and other non-governmental organizations, as well as arts and cultural groups, play a key role in strengthening pan-Commonwealth links. Sport is also recognized for its ability to foster Commonwealth values and as an instrument of social development.

As a modern, multilateral association of 52 member states, the Commonwealth, supported by both governmental and non-governmental ties, is a credible, non-threatening instrument of political, economic and social development in which Canadian participation is both varied and influential.

Objectives at the Auckland Meeting

The discussions among heads of government in Auckland will concentrate in large part on ways to enhance the Commonwealth's work towards the objectives established in its 1991 Harare Declaration. Discussions will be organized under three broad themes: advancing Commonwealth fundamental values, co-operation for economic and social development, and facilitating international consensus-building. The Commonwealth already is active in all these areas, but there is general agreement that additional concrete measures, structured as an action plan, would give the Commonwealth's work a sharper focus.

Fundamental Political Values

The Harare Declaration established the promotion of fundamental values as a central purpose of the Commonwealth. Members agreed that the Commonwealth should work for the protection and promotion of democracy, the rule of law, the independence of the judiciary, just and honest government, and fundamental human rights.

The Harare Declaration was intended as an instrument to encourage developments in these directions, not as a statement of already achieved standards.

Since Harare, four Commonwealth countries that previously had one-party political systems (Kenya, Malawi, Seychelles and Zambia) and two that were under military regimes (Ghana and Lesotho) have made the transition to multiparty electoral systems, in each case with the encouragement and practical contributions from the Commonwealth.

The presence of Commonwealth observers at elections is a safeguard against irregularities. An election observer group can be all that stands between elections in which voters have confidence and a process which intensifies conflicts. The Commonwealth has observed 15 elections in 13 of its member countries, most recently in St. Kitts & Nevis in July and in Tanzania in October.

The Secretary-General has used the Harare Declaration as a basis for taking clear stands both publicly and through the exercise of "quiet diplomacy," to give positive support to democracy and to oppose anti-democratic developments in Commonwealth countries. He has actively employed discreet "good offices" to avoid and resolve conflicts in Commonwealth countries.

Heads of Government are expected to consider providing the Secretary-General and the Commonwealth with an expanded and more explicit mandate for this extremely valuable work.

Sustainable Economic Development

The communiqué at the Cyprus Heads of Government Meeting in 1993 stated that "democracy, development and respect for human rights and fundamental freedoms are interdependent and mutually reinforcing." The bulk of the resources available for Secretariat programs are directed to economic development activities, primarily through the Commonwealth Fund for Technical Co-operation. Canada's contribution for 1995-96 is $11.6 million.

Heads of Government will use their meeting in Auckland to consider increasing the Commonwealth's capacity to contribute to sustainable economic development in an international context of reduced resource availability.

Building International Consensus

The Commonwealth can be a forum in which member states work towards consensus, which can then be carried into other international organizations. Outside of the United Nations, the Commonwealth is the largest and most diverse globally representative organization. It has a proven track record of drawing together different opinions and beliefs.

The Commonwealth is contributing to wider international discussions on the protection of the environment, drug trafficking, money laundering and debt relief. Commonwealth efforts to combat drug trafficking and money laundering — the subject of Commonwealth meetings in Colombo and Vanuatu in 1995 — are expected to contribute to efforts by other international organizations to meet these challenges.

Heads of Government also will discuss the importance of reforming the United Nations and other international institutions — the subject of intense discussion at the G-7 Summit in Halifax in June this year. The group of seven most industrialized countries agreed that priority should be given to an extensive review of international institutions that govern monetary and economic relations and support sustainable development. These institutions include the International Monetary Fund, the World Bank and other multilateral development banks, the World Trade Organization, the Bank for International Settlements, the Organization for Economic Co-operation and Development and the United Nations economic agencies.

Halifax represented a first critical step in building support for serious renewal and strengthening of the multilateral system. The discussions at Auckland will help broaden support.

Canada's Development Assistance Program in the Commonwealth

Canadian official development assistance to developing Commonwealth countries is provided in many forms: bilateral assistance (government to government), multilateral assistance through the United Nations system, international financial institutions and Commonwealth institutions (principally the Commonwealth Fund for Technical Co-operation), and support for initiatives by Canadian non-governmental organizations and businesses working in Commonwealth countries.

The Canadian International Development Agency views the Commonwealth development programs as valuable tools in addressing the needs of developing Commonwealth countries and in pursuing Canada's ODA programming priorities in the areas of basic human needs; women in development; human rights, democracy and good governance; private sector development; and the environment.

Commonwealth Fund for Technical Co-Operation

Within the Commonwealth Secretariat, the CFTC is the most important multilateral channel for development co-operation among member countries. With an annual budget of some $46 million, contributions are provided by both developed and developing Commonwealth countries.

Canada is the Fund's largest donor after the United Kingdom, with a contribution of $11.6 million in 1995-96. A Canadian currently acts as Deputy Commonwealth Secretary-General for Development Co-operation.

There are three main components to the operation of the CFTC: training, the provision of specialists, and the provision of technical advice. Following the priorities established by Heads of Government at Harare in 1991, the Fund is now called upon to provide assistance in a number of new areas. These include assistance in the transition to democracy, the pursuit of human rights, the promotion of equality for women, the management of economic change, and administrative reform.

For example, the Fund supports specialized training programs on gender planning in macro-economic policies, women's participation in policy and decision making, women's rights as human rights, women and AIDS control, and women and environmental management.

The Fund also provides experts in drafting legislation as well as assistance in the review and reform of electoral and constitutional law, and intellectual property law.

Through the Fund's General Technical Assistance Program, developing Commonwealth countries may benefit from the expertise of professionals for a period of four to 24 months. To facilitate this service, the CFTC maintains a small group of in-house experts in high-demand areas such as development economics, finance, taxation, law and statistics.

The CFTC supports education and on-the-job training in other Commonwealth countries for those students selected by their own governments through its Management Training Services Program.

Through its Export Market Development Program, the Fund is able to support initiatives in promotion, marketing, credit assurance, the organization of trade fairs and missions, market surveys, training for trade negotiations and export regulations, and the adaptation of goods for export. In so doing, the CFTC is encouraging developing Commonwealth countries to expand their export volumes and increase foreign exchange earnings.

Commonwealth of Learning

The Commonwealth of Learning is a Canadian-sponsored initiative announced at the 1987 Commonwealth Heads of Government Meeting. The Vancouver-based Commonwealth agency, the first to be based outside Britain, was designed to promote co-operation in distance education.

Its aim is to strengthen the capacity of member states to develop their human resources for improved economic and social development, through increased access to education, improved sharing of resources and quality of education, and increased mobility of ideas, research, and people. The introduction of modern methodologies and technologies by the Commonwealth of Learning has enabled governments and institutions to increase access to education, particularly in the post-secondary and technical/vocational sectors.

Since the Commonwealth of Learning was established, the Canadian government has provided $9.65 million and the government of British Columbia another $7 million.

Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan

The Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan provides gifted students with the opportunity to pursue studies and research in another Commonwealth country. In any given year, 1,500 Commonwealth scholars study abroad under the plan. In 1995-96, the Canadian government is providing $7.9 million to the program.

Small States Facility

At the 1985 Commonwealth Heads of Government Meeting, a proposal was approved that led to the establishment of the Small States Facility — nine Commonwealth countries (mostly island states in the South Pacific, the Indian Ocean and the Caribbean) united through permanent representation at the United Nations. Canada believes that small states must have the means to represent themselves. Canada has provided $1.5 million to the facility since 1987.

Bilateral Assistance for Africa

The mandate of Canada's Official Development Assistance — to support sustainable development in order to reduce poverty and contribute to a more secure, equitable and prosperous world — is particularly relevant in the African context.

With more than 950 million people living in 63 African and Middle East countries, conditions are extraordinarily diverse. Efforts to promote social and economic reform are producing positive results in a number of countries. Despite progress, 24 of the world's 35 poorest countries are in sub-Saharan Africa, where half the people live in extreme poverty. Rapid population growth, high rates of urbanization, high levels of public indebtedness, and gender inequities are constraints to development.

Sustained poverty alleviation requires social and political stability. Often violence, conflict and anarchy are rooted and flourish where poverty exists. For this reason, reducing poverty and promoting peace and security are at the core of CIDA's programming in Africa, which accounts for 45 percent of CIDA's total bilateral programming.

In western Africa, which includes the Commonwealth countries of Gambia, Ghana, Nigeria and Sierra Leone, CIDA programming promotes social development (including basic human needs such as education, access to potable water and health), the full participation of women in all aspects of development, the management of natural resources with a particular focus on combating desertification, good governance, regional co-operation, and economic growth (including economic reform, private sector and regional infrastructure).

In Ghana, for example, CIDA supports an economic reform program that will improve the efficiency and effectiveness of government. This project will have a direct impact on poverty reduction through improved investments by the Government of Ghana in basic human needs. Providing 1,500 communities with access to potable water and rehabilitating and expanding piped water supplies are additional examples of CIDA initiatives in Ghana.

In southern Africa, which includes the Commonwealth countries of Botswana, Lesotho, Malawi, South Africa, Swaziland, Zambia and Zimbabwe, CIDA programming priorities include basic human needs; women in development; infrastructure services; human rights, democracy and good governance; private sector development; and the environment. In addition, food aid and humanitarian assistance in response to drought and wars represent a significant proportion of CIDA funding to southern Africa. In the area of basic human needs, emphasis will be placed on the social aspects of economic reform, primary education and the fight against AIDS. Support for the private sector has long been a feature of the southern Africa program and will be increased with major projects being planned for Malawi, Zambia and Zimbabwe. In the environmental sector, a major initiative is planned for the Zambezi River Basin. In South Africa, CIDA programming targets good governance, human resource development, civil society and economic development.

In eastern and central Africa, which include the Commonwealth countries of Kenya, Mauritius, Seychelles, Tanzania and Uganda, CIDA's main goal is to address basic human needs and specific infrastructure constraints. Following budgetary reductions in 1992, CIDA is now reinstating modest programs in the region and continuing a number of existing projects, such as the strengthening of the Tanzania Railway Corporation to improve the transportation of agricultural and other products. In Uganda and Kenya, CIDA supports initiatives that deal with primary health, AIDS and poverty reduction.

CIDA also supports Africa-wide projects through its Pan Africa Program. This program supports a number of African organizations and institutions, with which Commonwealth countries are involved, such as the African Economic Research Consortium and the African Medical and Research Foundation.

Bilateral Assistance for Asia and the South Pacific

While much of Asia enjoys relatively good economic performance compared with other regions of the world, progress varies. Poverty remains a major problem in parts of the region, particularly in southern Asia.

CIDA programming has evolved to meet the region's changing needs and aims to promote sustained and equitable economic growth, to improve the well-being of poorer groups and strengthen their participation in the sustainable development of their countries, to promote gender equity, to broaden participation in decision making and respect for human rights, to broaden the base for private sector development, and to contribute to the prevention and resolution of environmental problems by supporting environmentally sound policies and programs.

CIDA's program in Asia continues to foster long-term relationships between Canadian and Asian governments, commercial enterprises, private organizations (both for-profit and not-for-profit) and educational institutions, based on mutual interests and humanitarian grounds. In many countries, emphasis is placed on encouraging the Canadian private sector to seek new opportunities in trade, technology transfers, and joint ventures with long-term developmental value.

In southern Asia, which includes the Commonwealth countries of India, Pakistan, Bangladesh and Sri Lanka, CIDA supports economic and social policy reforms, social sector development, better environmental management and democratic development. Considerable emphasis is placed on strengthening the capacity of community-based organizations to participate in sustainable development.

For example, CIDA is contributing $10 million (1995-2000) to the Social Policy and Development Centre in Pakistan to help the Centre develop its capacity to advise Pakistani provincial governments on how to improve revenue generation and increase investments in important social sectors.

A CIDA contribution of $7 million (1995-2001) will help the Confederation of Indian Industry strengthen its Environmental Management Division. CIDA is also contributing $28 million to the Government of Bangladesh's Fourth Population and Health Project, designed to reduce the fertility rate and maternal/child mortality, to improve the nutritional status of women and children, and to strengthen family planning effectiveness. CIDA is also contributing $5 million to a project for rehabilitation through education and training in Sri Lanka (1993-97) designed to rehabilitate families seriously affected by civil unrest.

In southeast Asia, Malaysia receives CIDA funds to facilitate the transition from an agricultural, commodity-based economy to an industrial economy by strengthening its development policy and technological base. In line with this, a $15 million (1991-97) contribution from CIDA promotes economic partnership between Canada and Malaysia through the transfer of Canadian technology and expertise to Malaysia.

In the South Pacific, CIDA supports a $14 million (1986-96) project to enhance the effectiveness of regional South Pacific institutions in ocean resource management and development. A second phase of this Canada–South Pacific Ocean Development Project is currently being planned.

CIDA also supports the Association of Southeast Asian Nations and regional institutions programs. The ASEAN program is designed to recognize the organization's growing influence in the world and to enhance its capacity to be relevant to the broad interests of the region through technological support and institutional strengthening. CIDA's Asia Regional Institutions Programs

support both inter-governmental and non-governmental organizations, with particular emphasis on activities and organizations dealing with the development and adaptation of technology, human resource development, women in development, and natural resource management.

Bilateral Assistance for the Commonwealth Caribbean and the Americas

In the Commonwealth Caribbean, CIDA supports a combination of regional and national programs. CIDA has major program concentrations in Guyana, Jamaica and eastern Caribbean countries, including Antigua and Barbuda, Dominica, Grenada, St. Kitts and Nevis, Saint Lucia, and St. Vincent and the Grenadines. CIDA also supports regional programming with the Caribbean Community and Common Market, and with the Organisation of Eastern Caribbean States. CIDA has a smaller program presence in Barbados and Belize.

The goal for CIDA's program in the Commonwealth Caribbean is to assist the region in achieving a higher degree of socio-economic self-reliance, which will lead to poverty reduction. To address this goal, CIDA has two objectives: to assist in the development of Commonwealth Caribbean's capacity to compete in the global economy in a manner that promotes social equity and is environmentally sustainable, and to assist Commonwealth Caribbean countries in improving their capacity to manage environmental and natural resources. CIDA programming supports gender equity and regional integration as two cross-cutting conditions that must be met in order to achieve the two main objectives. CIDA's approach in the Commonwealth Caribbean relies heavily on capacity building, which includes human resource development, institutional development and the promotion of socio-economic reforms.

The Export Promotion Assistance Project with JAMPRO (Jamaica Promotions Corp.) aims to increase Jamaica's exports of selected agricultural products to Canada on a competitive basis. Training in export marketing, the development of market information systems, and technical and financial assistance to small and medium-sized firms in Jamaica are elements of the project.

The Canada Training Awards Project, operating in the eastern Caribbean region since 1987, supports sustainable economic growth by improving managerial and technical capacities in the agriculture, small industry, tourism and education sectors.

In Guyana, the Economic Management Program aims to promote successful structural adjustment and sustainable development. The program also aims to initiate programs and policies that are socially and environmentally sound.

Finally, at the regional level, the Caribbean Regional Oceans and Fisheries Program is an example of CIDA's assistance in programming for the "sustainable management of environmental and natural resources." This project aims at capacity development in sustainable management and conservation of fishery and ocean resources of Caribbean Commonwealth countries. The project supports the creation of resource information systems, fisheries management information systems, a regional fisheries management system, and strengthened fisheries management institutions.

Canadian Official Development Assistance to Commonwealth Countries 1993-94

Africa	($ millions)
Botswana	10.05
Gambia	3.03
Ghana	52.76
Kenya	44.25
Lesotho	7.15
Malawi	18.45
Mauritius	0.82
Namibia	1.63
Nigeria	10.28
Seychelles	0.60
Sierra Leone	8.10
Swaziland	1.56
Tanzania	31.82
Uganda	24.11
Zambia	20.11
Zimbabwe	30.03
South Africa	18.30
SADCC	32.48
*Anglophone Africa Regional	27.17
Total	342.70

* This figure cannot be allocated by country but may include contributions to Commonwealth countries.

Caribbean and the Americas

Antigua/Barbuda	1.24
Bahamas	0.06
Barbados	4.09
Belize	1.92
Dominica	3.08
Grenada	1.10
Guyana	19.81
Jamaica	21.43
St. Kitts/Nevis	1.38
St. Lucia	9.82
St. Vincent	2.58
Trinidad/Tobago	1.80
Regional	17.31
Total	85.62

Asia

Bangladesh	122.30
Brunei	0.02
India	106.41
Malaysia	7.71
Maldives	0.12
Pakistan	39.55
Singapore	0.76
Sri Lanka	43.84
Total	320.71

South Pacific and Other	
(Kiribati, Tuvalu, Papua New Guinea, Solomon Islands, Tonga, Vanuatu, Nauru, W. Samoa, Cyprus, Malta)	
Total	11.06
Other contributions to the Commonwealth (not country specific)	
Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan	10.07
Total Canadian ODA to the Commonwealth	
Represents about 25 percent of total Canadian 1993-94 ODA of $3,078.10	$770.16

The figures above include bilateral and estimated multilateral aid and assistance through non-governmental organizations. The figures are net of repayments.

Commonwealth Plan of Action on Gender and Development

The *1995 Commonwealth Plan of Action on Gender and Development* was developed in response to a request by ministers responsible for women's affairs at their July 1993 meeting in Cyprus.

This request was supported by Commonwealth countries at the Heads of Government meeting in October 1993, also in Cyprus. The action plan is consistent with commitments made in the 1991 Harare declaration to uphold the "fundamental political values of the Commonwealth" — democracy, the rule of law, just and honest government and human rights. Ministers pledged that they would work with renewed vigour for "equality for women, so that they may exercise their full and equal rights." In their 1993 communiqué, Heads of Government reaffirmed that "women's rights were an integral and indivisible part of human rights."

Ministers also believed that the Commonwealth was in a strong position to provide a model for international collaboration for achieving gender equality because of its background of mutual co-operation and support, based on the equal participation of its members, its shared legal and administrative structures, and its common language.

The plan of action was presented as a special Commonwealth contribution to the United Nations Fourth World Conference on Women in Beijing by ministers responsible for women's affairs on September 3, 1995. Prior to that, endorsement of the plan of action, in principle, was sought at the Pan-Commonwealth Meeting of Women's Bureaux in Malta in June 1995.

In Auckland, leaders will be asked to endorse the *1995 Commonwealth Plan of Action on Gender and Development*, which outlines a number of key strategies to achieve equality for women.

The plan of action calls for:

- the integration and mainstreaming of gender issues into all policies and programs of Commonwealth countries;
- the establishment and strengthening of national machineries of government to promote women's issues;
- Commonwealth co-operation in the establishment of "gender management systems," such as training strategies, data bases and national legislation;
- programs targeted specifically at women in critical areas such as human rights, the elimination of violence, participation in decision making, management of technology and the elimination of absolute poverty;
- "equal and equitable outcomes" of development.

Canada fully supports the plan of action. Canada participated in an Experts' Group which developed the plan. The group was made up of 12 individuals from member countries, international organizations and non-governmental organizations.

Arms Control and Non-Proliferation

On May 11, 1995, 175 countries, including Canada, agreed to extend the Nuclear Non-Proliferation Treaty indefinitely and unconditionally, and to complete negotiations on a Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty by 1996. The NPT is the cornerstone of international efforts to prevent the proliferation of nuclear weapons. Its indefinite extension has been a key Canadian objective, outlined in the Canadian government's Foreign Policy Statement.

All participants at the NPT Review Conference, including nuclear-weapons states, also made a commitment to the "Principles and Objectives for Nuclear Non-Proliferation and Disarmament" and "Strengthened Reviews" of the functioning of the treaty.

Since May, three of the five nuclear-weapons states (France, the United States and the United Kingdom) have committed themselves to a zero-threshold CTBT, where no tests would ever be permitted. This has given real impetus to ongoing negotiations in the Conference on Disarmament in Geneva. Efforts are underway to get similar assurances from Russia and China.

In the Principles and Objectives, agreed during the NPT extension discussions, all states agreed to immediately begin negotiations for the cut-off convention to ban the production of fissile material for nuclear weapons. These negotiations have not yet commenced. The principal stumbling block seems to be whether the scope of the new treaty should include existing stocks of fissionable materials. Canada's intention is to see an early start to these negotiations, at the very least at the level of technical experts.

Despite an auspicious beginning, both China and France carried out nuclear test explosions this year. Continued testing by these two countries has generated strong international reaction and criticism. The issue likely will be raised at the Commonwealth Heads of Government meeting, given that strongest reactions have come from Australia, New Zealand and other South Pacific countries. Nearly all Commonwealth countries have acceded to or ratified the NPT.

On the issue of the Chemical Weapons Convention, more than 150 countries have signed the treaty since it was opened for signature in 1993. Sixty-five ratifications are required for entry into force. Canada became the 40th country when it ratified the treaty on September 26 of this year.

Work is also being done to develop an effective mechanism for verification and compliance of the Biological and Toxin Weapons Convention. The Missile Technology Control Regime came into force in 1987, and has served to reduce the proliferation of ballistic missiles by controlling the exports of missile equipment and technology.

Although the memberships of Russia and South Africa have increased MTCR's effectiveness, much work still needs to be done to deal with the real threat of continued missile proliferation, particularly in regional contexts such as South Asia, the Middle East and the Korean peninsula.

Following the 1991 Gulf War, Canada called for greater transparency, consultation and restraint in conventional-weapons transfers. Events in Rwanda, Bosnia and elsewhere over the past two years have once again illustrated the need for effective measures to deal with conventional weapons.

The UN Secretary General has spoken about the need to undertake micro-disarmament, including the small arms and light weapons (machine guns, pistols, mines) that cause so many deaths.

The United Nations Conventional Arms Register remains a key tool for developing transparency in arms transfers and can contribute to building the confidence required to undertake serious conventional disarmament. The register needs to be used by more states and serious efforts must be made in the coming year to improve and strengthen it as an important instrument for dealing with conventional arms proliferation.

Canada's Partners in the Commonwealth

ANTIGUA AND BARBUDA

Capital: Saint John's

GEODATA

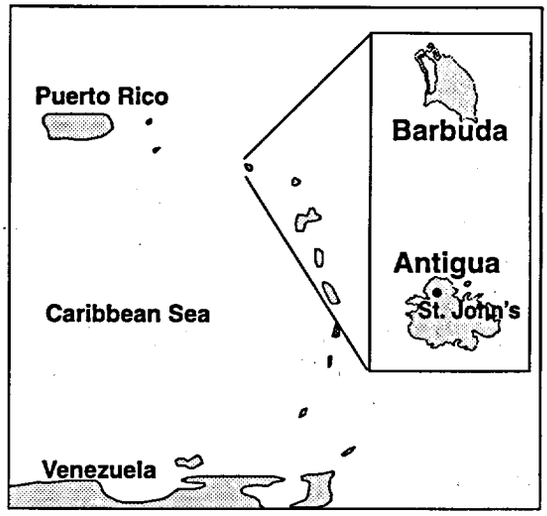
Area
440 km²

Population
64,500 (1993)

Population growth
0.4% (1993)

Major languages
English (official), local dialect

Major religions
Mostly Anglican, some other Protestant and Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Lester Bryant Bird

Minister of External Affairs
Lester Bryant Bird

UN Human Development Index
Antigua & Barbuda ranks 55th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to Antigua & Barbuda
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$440 million US (1994 est.)

GDP growth rate
3% (1994)

GDP per capita
$7,083 US (1993)

Main exports
Petroleum products, manufactured goods

Main imports
Petroleum products, machinery, food and live animals

Main exports to Canada
$0.37 million (1994), including fish, seafood and clothing

Main imports from Canada
$6.69 million (1994), including engine repairs, telephone equipment, aircraft parts, building materials and components

Canadian bilateral assistance
$1.24 million (1993-1994)

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

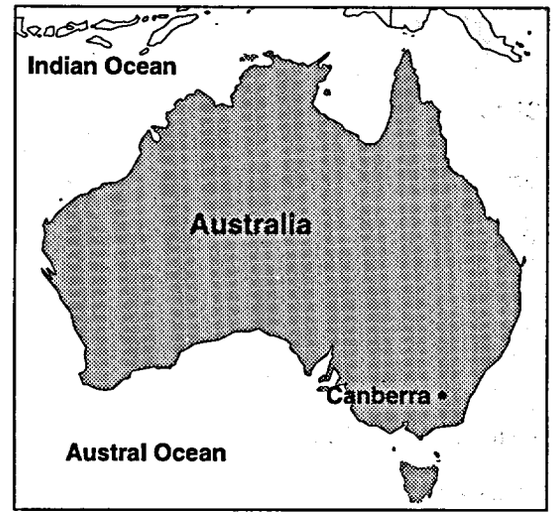
Area
7,682,300 km²

Population
17.92 million (1994)

Population growth
2.5% (1994)

Major language
English

Major religions
Anglican (26%), Roman Catholic (25%), other Protestant (25%), others (24%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Federal parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Paul Keating

Minister for Foreign Affairs
Gareth Evans

Democratic Institutions
Bicameral legislature: House of Representatives, Senate (elected)

UN Human Development Index
Australia ranks 11th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

William Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844
Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP
$339.7 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
6% (1994 est.)

GDP per capita
$18,400 US (1994 est.)

Main Exports
Wheat, barley, beef, lamb, dairy products, wool, coal, iron ore, machinery, and transport equipment

Main Imports
Fabricated materials, machinery and transport equipment, computers and office equipment, consumer goods, and petroleum products

Main Exports to Canada
$1.12 billion (1994), including raw sugar, alumina, metal ores and concentrates, frozen and boneless beef, medicines, wine and semi-fabricated steel

Main Imports from Canada
$951.82 million (1994), including lumber, locomotives, parts for data processing machines, potash and urea fertilizers, wood pulp and aircraft engines

COMMONWEALTH OF THE BAHAMAS

Capital: Nassau

GEODATA

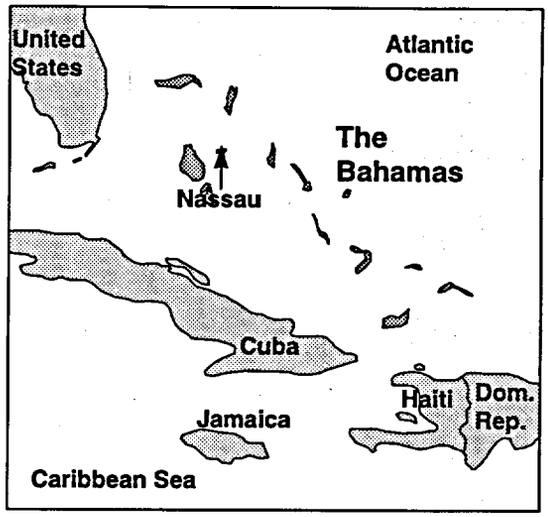
Area
13,939 km²

Population
270,000 (1994)

Population growth
1.9% (1994)

Major languages
English (official); some Creole among Haitian immigrants

Major religions
Baptist (32%), Anglican (20%), Roman Catholic (19%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Hubert J. Ingraham

Minister of Foreign Affairs
Janet G. Bostwick

Democratic Institutions
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index
Bahamas ranks 26th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Kathryn Hewlett-Jobes, High Commissioner
The Canadian High Commission to the Bahamas
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1500
Kingston 10, Jamaica

Phone (809) 926-1500
Fax (809) 926-1702

ECONOMIC DATA

GDP
$2.71 billion US (1993 est.)

GDP growth rate
2% (1991)

GDP per capita
$10,570 US (1993 est.)

Main Exports
Pharmaceuticals, cement, rum, crawfish

Main Imports
Petroleum and its products, manufactured goods

Main Exports to Canada
$44.89 million (1994), including varboxylic acid, petroleum oils, rock lobster and other sea crawfish, adrenal derivatives

Main Imports from Canada
$17.19 million (1994), including telephone equipment, flour, pharmaceuticals, engine repairs, refined sugar

Canadian bilateral assistance
$0.06 million (1993-1994)

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

Capital: Dhaka

GEODATA

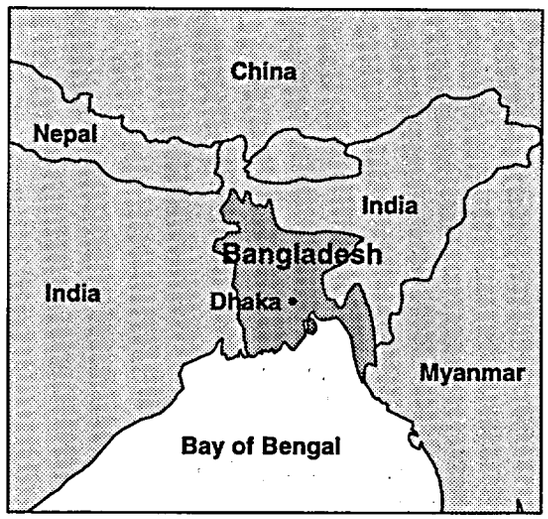
Area
143,998 km²

Population
125.15 million (1994)

Population growth
3% (1994)

Major languages
Bengali (official), English

Major religions
Muslim (85%), Hindu (14%), other (1%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leaders
President Abdur Rahman Biswas

Prime Minister Khaleda Zia

Foreign Minister
Lt. Col. A.S.M. Mustafizur Rahman (retired)

Democratic Institutions
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Bangladesh ranks 146th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

John J. Scott, High Commissioner
The Canadian High Commission
House CWN 16A, Road 48
Gulshan
Dhaka, Bangladesh

Phone (011-880-2) 88 36 39
Fax (011-880-2) 88 30 43

ECONOMIC DATA

GDP
$25.89 billion US (1994)

GDP growth rate
4.6% (1994)

GDP per capita
$179 US (1992)

Main Exports
Ready-made garments and accessories, jute and jute goods, fish, leather and leather goods, and textiles

Main Imports
Foodstuffs, machinery and transport equipment, fuels, and chemicals

Main Exports to Canada
$74.2 million (1994), including accessories (apparel), vegetables, textiles, fibres, fish and other seafood, toys, games and sporting goods, footwear and clothing

Main Imports from Canada
$77.2 million (1994), including cereals, tobacco, machinery, paper, pulp, iron and steel

Canadian bilateral assistance
$122.30 million (1993-1994)

BARBADOS

Capital: Bridgetown

GEODATA

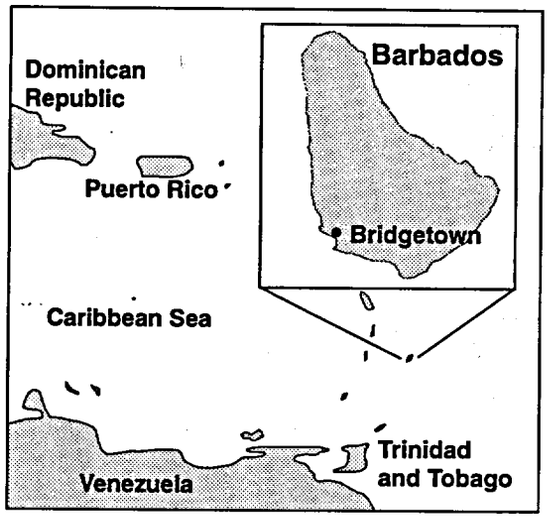
Area
431 km²

Population
260,000 (1994)

Population growth
0.3% (1994)

Major language
English

Major religions
Anglican (40%), other Protestant (27%), Roman Catholic (4%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Owen Seymour Arthur

Minister of Foreign Affairs
Billie Miller

Democratic Institutions
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index
Barbados ranks 25th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$1.7 billion US (1994)

GDP growth rate
4% (1994)

GDP per capita
$6,538 US (1994)

Main Exports
Sugar and molasses, chemicals, electrical components, clothing, rum

Main Imports
Foodstuffs and machinery

Main Exports to Canada
$14.41 million (1994), including electrical apparatus, rum and tafia, magnetic tapes, cane molasses

Main Imports from Canada
$35.81 million (1994), including potatoes, electrical apparatus, newsprint, filtering equipment, medicaments

Canadian bilateral assistance
$4.09 million (1993-1994)

BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

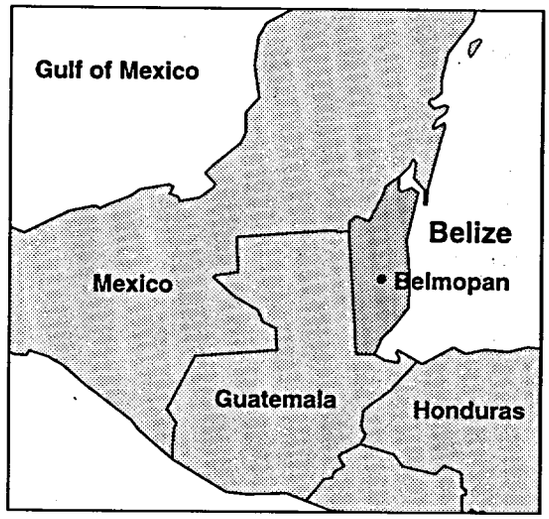
Area
22,963 km²

Population
206,000 (1994)

Population growth
2.4% (1992)

Major languages
English (official), Spanish, English Creole, Maya, Garifuna (Carib)

Major religions
Roman Catholic (60%), Anglican (12%), other Protestant (28%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Manuel Esquivel

Minister of Foreign Affairs
Dean Barrow

Democratic Institutions
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index
Belize ranks 29th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Kathryn Hewlett-Jobes, High Commissioner
The Canadian High Commission to Belize
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1500
Kingston 10, Jamaica

Phone (809) 926-1500
Fax (809) 926-1702

ECONOMIC DATA

GDP
$524 million US (1993)

GDP growth rate
0.5% (1994)

GDP per capita
$2,613 US (1993)

Main Exports
Sugar, citrus, bananas

Main Imports
Machinery and transportation equipment, manufactured goods, fuels, chemicals, pharmaceuticals

Main Exports to Canada
$17.6 million (1994), including raw cane sugar, cane molasses, lobster and other sea crustaceans, orange juice

Main Imports from Canada
$4.8 million (1994), including petroleum and bituminous oils, malt, telephone equipment, lard

Canadian bilateral assistance
$1.92 million (1993-1994)

REPUBLIC OF BOTSWANA

Capital: Gaborone

GEODATA

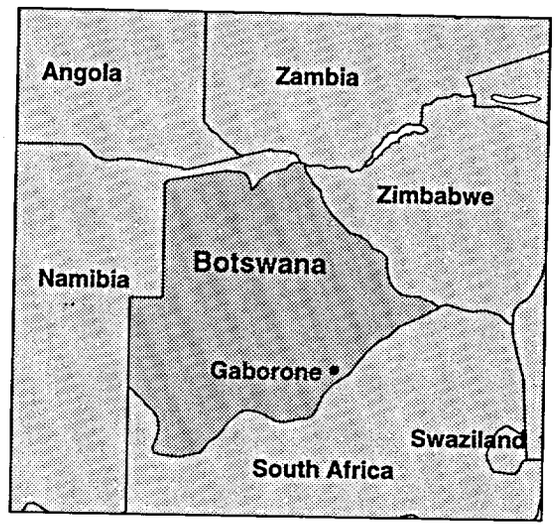
Area
600,370 km²

Population
1.47 million (1994)

Population growth
3.3% (1994)

Major languages
English (official), Setswana

Major religions
Animist (50%), Christian (50%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary republic

Leader
President Sir Ketumile Masire

Foreign Minister
Monpati Merafhe

Democratic Institutions
Bicameral, National Assembly, House of Chiefs; multiparty

UN Human Development Index
Botswana ranks 74th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Art Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission to Botswana
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1430
Harare, Zimbabwe

Phone (011-263-4) 25 08 33
Fax (011-263-4) 25 41 76

ECONOMIC DATA

GDP
$3.85 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
6% (1994 est.)

GDP per capita
$2,620 US (1994 est.)

Main Exports
Diamonds, copper-nickel ore, meat, cattle, and animal products

Main Imports
Foodstuffs, vehicles and transport equipment, textiles, and petroleum products

Main Exports to Canada
$108,000 (1994), including clothing

Main Imports from Canada
$2.53 million (1994), including wheat, glass

Canadian bilateral assistance
$10.05 million (1993-1994)

BRUNEI DARUSSALAM

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

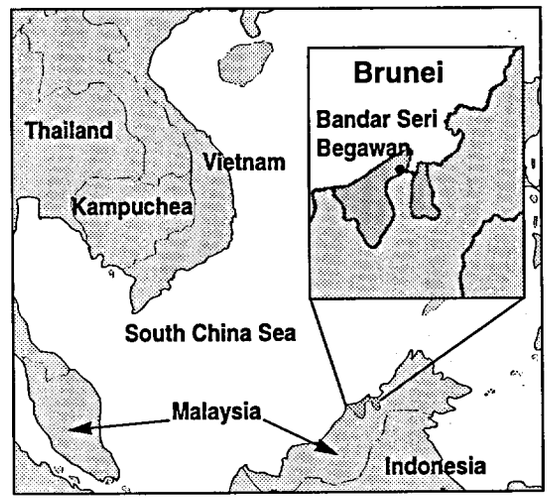
Area
5,765 km²

Population
300,000 (1993)

Population growth
2.9% (1992)

Major languages
Malay, English, Chinese

Major religions
Muslim (63%), Christian (8%), Buddhist (14%), other (15%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Sultanate (monarchy)

Leader
Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah Mu'Izzadin Waddaulah

Foreign Minister
Prince Mohammed Bolkiah

Democratic Institutions
No party, no elections (autocracy)

UN Human Development Index
Brunei ranks 41st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Gavin Stewart, High Commissioner
The Canadian High Commission to Brunei
c/o The Canadian High Commission
Robinson Road, P.O. Box 845
Singapore 9016, Singapore

Phone (011-65) 225-6363
Fax (011-64) 225-2450

ECONOMIC DATA

GDP
$7.3 billion (1993)

GDP growth rate
3% (1993)

GDP per capita
$24,586 (1993)

Main Exports
Crude oil, natural gas, petroleum products

Main Imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, foodstuffs

Main Exports to Canada
$182 000 (1994), including clothing, petroleum products

Main Imports from Canada
$2.6 million (1994), including steel, iron, aluminum

REPUBLIC OF CAMEROON

Capital: Yaoundé

GEODATA

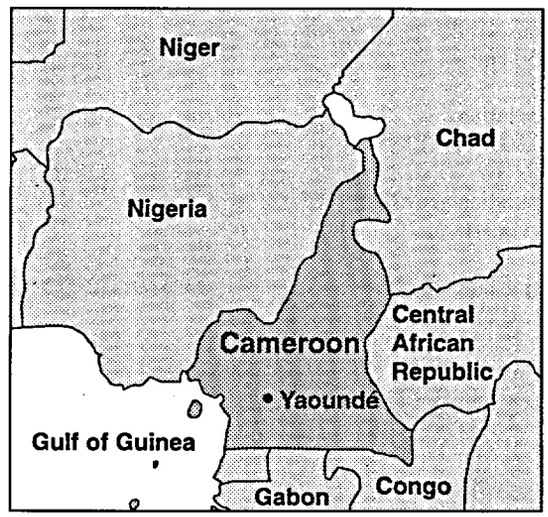
Area
475,440 km²

Population
14.3 million

Population growth
3.1%

Major languages
French, English, 24 local languages

Major religions
Animist (45%), Christian (35%), Islamic (20%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Unitary republic

Leaders
President Paul Biya

Prime Minister Simon Achidi-Achu

Minister of Foreign Affairs
F. Leopold Oyona

Democratic Institutions
Unicameral assembly

UN Human Development Index
Cameroon ranks 127th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Pierre Giguère, High Commissioner
The Canadian High Commission
Immeuble Stamatiades
Place de l'Hôtel de Ville
Yaoundé, Cameroon

Phone (011-237) 23 02 03
Fax (011-237) 22 10 90

ECONOMIC DATA

GDP
$11.9 billion US

GDP growth rate
2.1%

GDP per capita
$830 US

Main Exports
Oil, coffee, cocoa, lumber

Main Imports
Consumer goods, machinery, transportation equipment

Main Exports to Canada
$9.9 million (1994), including articles of wood, wood charcoal, toys, games and sports requisites, electrical machinery and equipment parts

Main Imports from Canada
$17.2 million (1994), including rubber, paper and paperboard, electrical machinery and equipment, dairy products

Canadian bilateral assistance
$17.5 million (1993-1994)

REPUBLIC OF CYPRUS

Capital: Nicosia

GEODATA

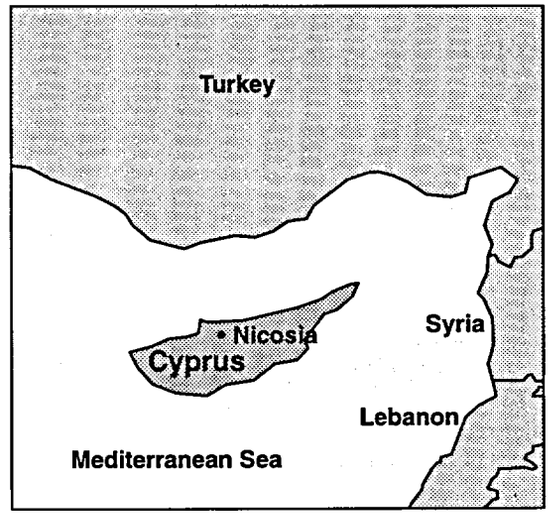
Area
9,250 km²

Population
740,000 (1994)

Population growth
1% (1994)

Major languages
Greek, Turkish, English

Major religions
Greek Orthodox (78%), Muslim (18%), other (4%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Glafcos Clerides

Minister of Foreign Affairs
Alecos Michaelides

Democratic Institutions
Unicameral legislature

UN Human Development Index
Cyprus ranks 23rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

David Berger, High Commissioner
The Canadian High Commission to Cyprus
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 6410
Tel Aviv 610063, Israel

Phone (011-972-3) 527-2929
Fax (011-972-3) 527-2333

ECONOMIC DATA

GDP
$7.2 billion US (1994)

GDP growth rate
5%

GDP per capita
$12,500 US (1994)

Main Exports
Citrus, potatoes, grapes, wine, cement, clothing

Main Imports
Consumer goods, petroleum products, foodstuffs, machinery

Main Exports to Canada
$1.6 million (1994), including man-made filaments, footwear, beverage, spirits and vinegar

Main Imports from Canada
$8.5 million (1994), including tobacco and manufactured tobacco substitutes, pharmaceutical products, edible vegetables and certain roots and tubers, dairy products

Canadian bilateral assistance
Not eligible

COMMONWEALTH OF DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

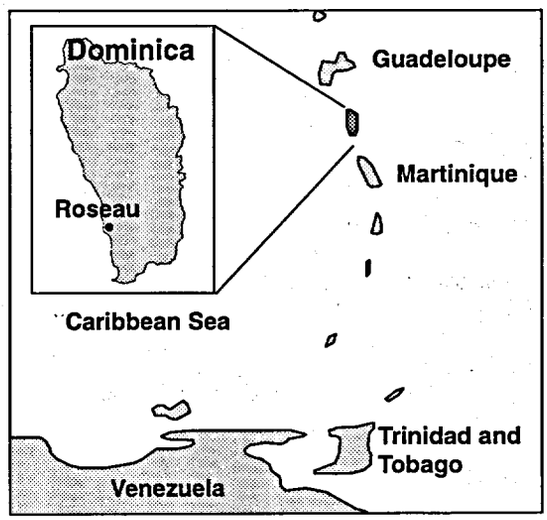
Area
750 km²

Population
73,000 (1994 est.)

Population growth
1.6% (1994 est.)

Major languages
English (official), French patois

Major religions
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary republic

Leaders
President Crispin Sorhaindo

Prime Minister Edison C. James

Minister of External Affairs
Edison C. James

Democratic Institutions
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index
Dominica ranks 69th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$196 million US (1993 est.)

GDP growth rate
1% (1994 est.)

GDP per capita
$2,722 US (1993 est.)

Main Exports
Bananas, coconuts, citrus

Main Imports
Machinery, basic manufactures, foodstuffs

Main Exports to Canada
$0.4 million (1994), including plastic office & school supplies, stamping tools, tomato sauces and ketchup, elevator parts

Main Imports from Canada
$1.7 million (1994), including electrical apparatus, cardboard containers, telephones & telephone equipment, car tires

Canadian bilateral assistance
$3.08 million (1993-1994)

REPUBLIC OF THE GAMBIA

Capital: Banjul

GEODATA

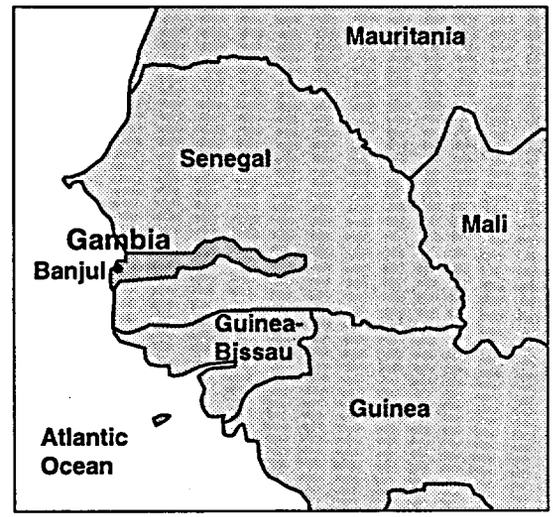
Area
11,300 km²

Population
959,000 (1994)

Population growth
3.1% (1994)

Major languages
English (official), Mandinka, Wolof, Jula, other indigenous languages

Major religions
Muslim (90%), Christian (9%), indigenous beliefs (1%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic in transition from military rule

Leader
Chairman Captain Yahya Jammeh

Minister of External Affairs
Alhaji Baboucarr I. Jague

Democratic Institutions
Elections set for June 1996

UN Human Development Index
Gambia ranks 161st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Wilfrid-Guy Licari, High Commissioner
The Canadian High Commission to the Gambia
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 3373
Dakar, Senegal

Phone (011-221) 23 92 90
Fax (011-221) 23 87 49

ECONOMIC DATA

GDP
$268 million US (1994)

GDP growth rate
4.6% (1994)

GDP per capita
$280 US (1994)

Main Exports
Peanuts, cotton, palm oil, fish

Main Imports
Foodstuffs, manufactured goods, fuel, machinery

Main Exports to Canada
$0.19 million (1994), including oil seed, oleaginous fruits, toys, games and sports requisites, machinery

Main Imports from Canada
$0.09 million (1994), including plastics, manufactured articles, machinery

Canadian bilateral assistance
$3.03 million (1993-1994)

REPUBLIC OF GHANA

Capital: Accra

GEODATA

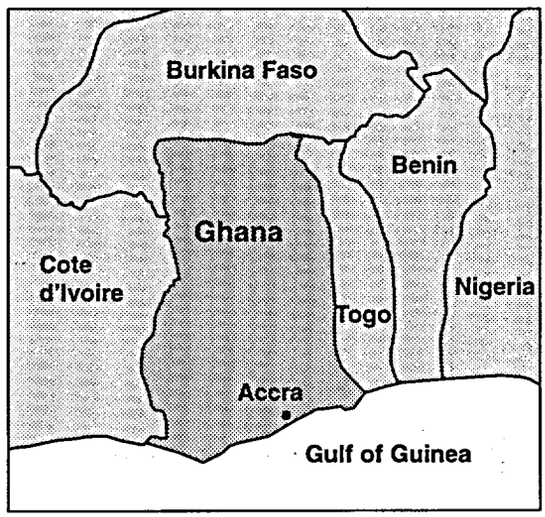
Area
238,540 km²

Population
17.1 million (1994)

Population growth
3.4% (1994)

Major languages
English (official), Akan, Mossi, Ewe, Ga-Adangme

Major religions
Animist (38%), Muslim (30%), Christian (24%), others (8%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic, based on the 1992 Constitution

Leader
President Jerry Rawlings

Secretary of Foreign Affairs
Obed Asamoah

Democratic Institutions
Unicameral parliament

UN Human Development Index
Ghana ranks 129th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

John R. Schram, High Commissioner
The Canadian High Commission
42 Independence Avenue
Accra, Ghana

Phone (011-233-21) 77 37 91
Fax (011-233-21) 77 37 92

ECONOMIC DATA

GDP
$8.30 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
3.8% (1994 est.)

GDP per capita
$490 US (1994 est.)

Main Exports
Cocoa, gold, diamonds, aluminum, timber, coffee, tuna, and textiles

Main Imports
Crude oil, textiles, food, transportation equipment, industrial inputs, manufactured goods, fertilizers, and agricultural products

Main Exports to Canada
$6.2 million (1994), including aluminium, cocoa beans

Main Imports from Canada
$20.96 million (1994), including wheat, machinery

Canadian bilateral assistance
$52.76 million (1993-1994)

GRENADA

Capital: Saint George's

GEODATA

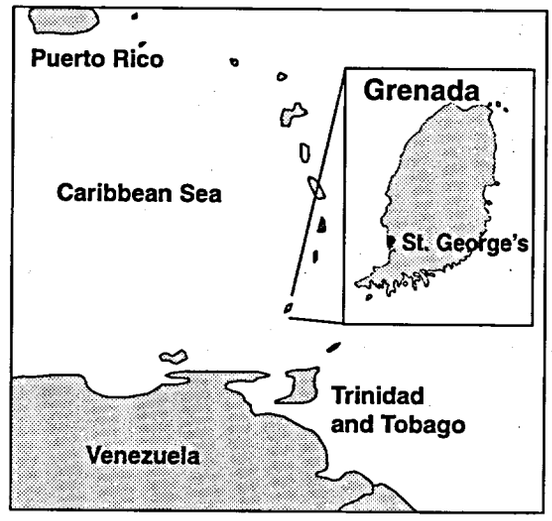
Area
340 km²

Population
1 million (1994 est.)

Population growth
-0.3% (1994 est.)

Major languages
English (official), French patois

Major religion
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Keith Mitchell

Minister of Foreign Affairs
Keith Mitchell

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Grenada ranks 67th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to Grenada
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$171 million US (1993)

GDP growth rate
2.3% (1994)

GDP per capita
$1,909 US (1993)

Main Exports
Nutmeg, cocoa beans, bananas, mace, textiles

Main Imports
Machinery, food, manufactured goods, chemicals, fuel

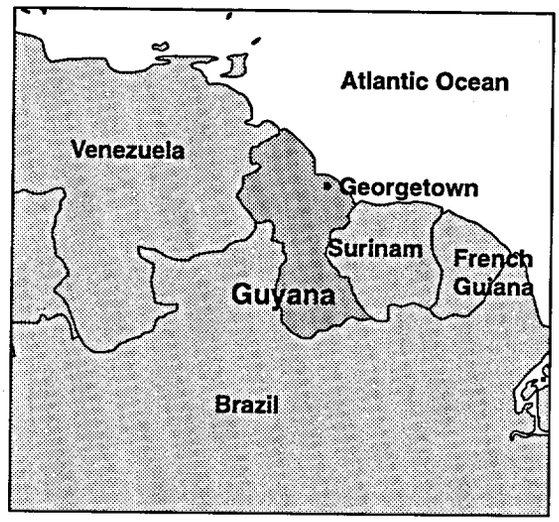
Main Exports to Canada
$0.4 million (1994), including spices (particularly mace, nutmeg and cinnamon)

Main Imports from Canada
$2.0 million (1994), including telephone apparatus, softwood lumber, heat exchange units, salted fish, polyethylene

Canadian bilateral assistance
$1.10 million (1993-1994)

CO-OPERATIVE REPUBLIC OF GUYANA

Capital: Georgetown



GEODATA

Area
214,970 km²

Population
820,000 (1994)

Population growth
-0.68% (1994)

Major languages
English (official) and Amerindian dialects

Major religions
Christian (57%), Hindu (33%), Muslim (9%)

POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leaders
President Dr. Cheddi Jagan

Prime Minister Samuel Hinds

Foreign Minister
Clement Rohee

Democratic Institutions
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Guyana ranks 105th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Simon Wade, High Commissioner
The Canadian High Commission
High and Young Streets
Box 10880
Georgetown, Guyana

Phone (011-592-2) 72081
Fax (011-592-2) 58380

ECONOMIC DATA

GDP
$507 million US (1994)

GDP growth rate
8.5% (1994)

GDP per capita
$618 US (1994)

Main Exports
Bauxite, sugar, gold, diamonds, fish, fresh fruits, molasses, timber, garments, and refrigerators

Main Imports
Machinery and spare parts, fuel, lubricants, automobiles, bicycles, consumer goods, and medical equipment

Main Exports to Canada
$206.4 million (1994), including gold, rum & tafia, aluminium ore and clothing

Main Imports from Canada
$5.7 million (1994), including potassium chloride, prefabricated structures, metal rods & coated wires, sheet aluminium, telephone equipment & apparatus

Canadian bilateral assistance
$19.81 million (1993-1994)

REPUBLIC OF INDIA

Capital: New Delhi

GEODATA

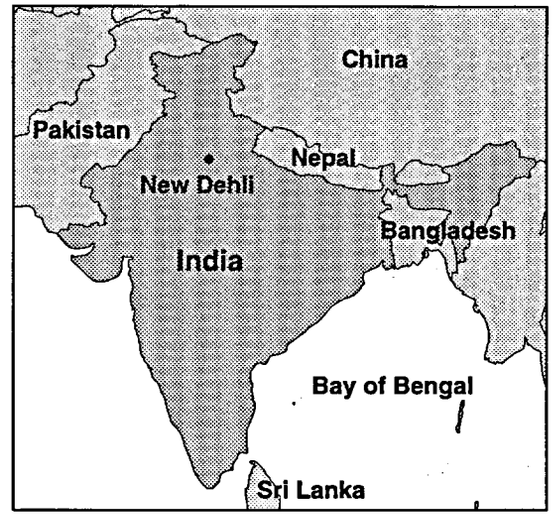
Area
3,287,263 km²

Population
923 million (1995 projected)

Population growth
2.2% (1994)

Major languages
Hindi is most widely used of 17 official languages, including English

Major religions
Hindu (83%), Muslim (11%), Christian (2.4%), Sikh (2%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Federal republic

Leaders
President Shanker Dayal Sharma

Prime Minister P.V. Narasimha Rao

Minister of External Affairs
Pranab Mukherjee

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
India ranks 134th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Stanley Gooch, High Commissioner
The Canadian High Commission
7/8 Shantipath, Chankyapuri
New Delhi 110021, India

Phone (011-91-11) 687-6500
Fax (011-91-11) 687-6579

ECONOMIC DATA

GDP
$242.4 billion US (1994)

GDP growth rate
5.5% (1995)

GDP per capita
$292 US (1994)

Main Exports
Gems and jewellery, agricultural products, engineering goods, apparel, chemicals, fabrics, leather, iron ore, handcrafts and fish products

Main Imports
Petroleum, machinery, gems, capital goods, organic and inorganic chemicals, fertilizer, iron and steel

Main Exports to Canada
$459.1 million (1994), including clothing and accessories, leather articles, pearls, coffee and tea, carpets and cotton

Main Imports from Canada
$259.4 million (1994), including pulp and paper, fertilizers, salt, sulphur, nuclear reactors, vegetables and roots, fats and oils

Canadian bilateral assistance
$106.41 million (1993-1994)

JAMAICA

Capital: Kingston

GEODATA

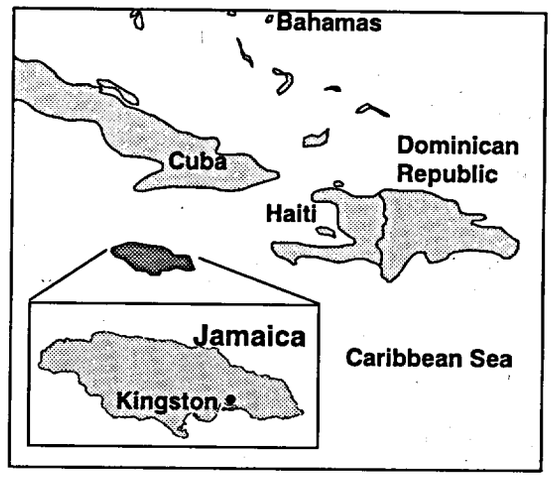
Area
10,991 km²

Population
2.53 million (1994)

Population growth
0.9% (1994)

Major languages
English (official), Jamaican Creole

Major religions
Protestant (70%), Roman Catholic (8%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Percival James Patterson

Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade
Seymour Mullings

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Jamaica ranks 88th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Kathryn Hewlett-Jobes, High Commissioner
The Canadian High Commission
Mutual Security Bank Bldg.
30-36 Knutsford Blvd.
Kingston 5, Jamaica

Phone (809) 926-1500
Fax (809) 926-1702

ECONOMIC DATA

GDP
$3.9 billion US (1994)

GDP growth rate
1.2% (1995)

GDP per capita
$1,575 US (1994)

Main exports
Alumina, bauxite, sugar, clothing, rum, bananas, coffee, cocoa, citrus fruits, and citrus products

Main imports
Petroleum, machinery, consumer goods, transport and electrical equipment, food, and construction goods

Main exports to Canada
$211.45 million (1994), including bauxite and alumina, rum, fruits and vegetables (particularly sweet potatoes), clothing

Main imports from Canada
$94.27 million (1994), including fertilizers, wheat, fine and corrugated paper, electrical equipment, fish and processed food products

Canadian bilateral assistance
$21.43 million (1993-1994)

REPUBLIC OF KENYA

Capital: Nairobi

GEODATA

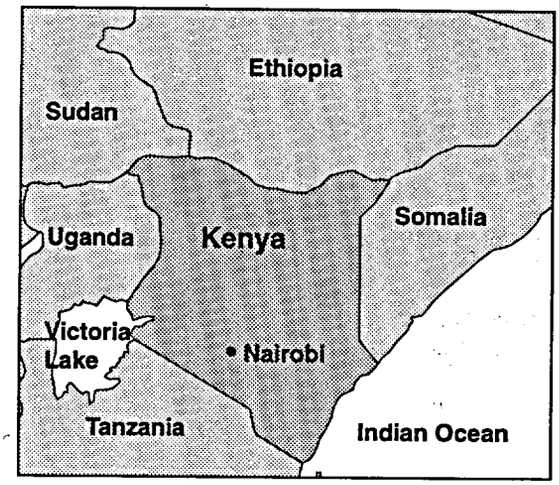
Area
582,650 km²

Population
28.24 million (1994)

Population growth
3.07% (1994)

Major languages
Swahili, English

Major religions
Protestant (26%), Roman Catholic (28%), animist (18%), Muslim (6%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Daniel Arap Moi

Minister of Foreign Affairs and International Co-operation
Stephen Kalonzo Musyoka

Democratic Institutions
Unicameral parliament, in transition to multiparty

UN Human Development Index
Kenya ranks 130th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Bernard Dussault, High Commissioner
The Canadian High Commission
Comcraft House
Hailé Sélassie Avenue
Nairobi, Kenya

Phone (011-254-2) 21 48 04
Fax (011-254-2) 22 69 87

ECONOMIC DATA

GDP
$7.97 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
3% (1994 est.)

GDP per capita
$275 US (1994 est.)

Main exports
Tea, coffee, sisal, livestock products, skins, and petroleum products

Main imports
Crude petroleum, machinery, chemicals, vehicles, iron and steel, pharmaceuticals, food, fertilizer, and raw cotton

Main exports to Canada
$19.07 million (1994), including vegetable products, textiles

Main imports from Canada
$19.91 million (1994), including contractor equipment, vegetables, machinery

Canadian bilateral assistance
$44.25 million (1993-1994)

KIRIBATI

Capital: Bairiki

GEODATA

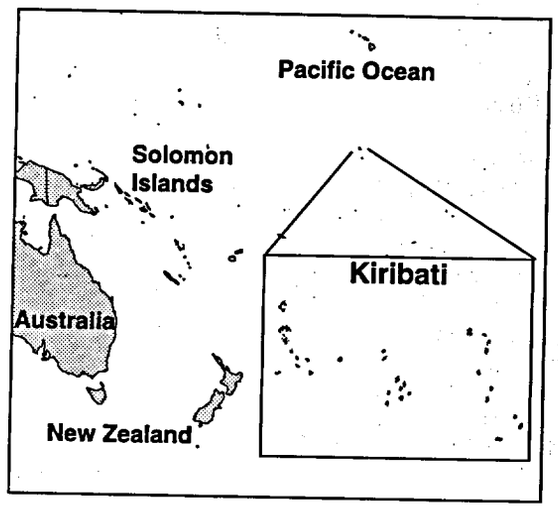
Area
810 km²

Population
78,300 (1994 est.)

Population growth
2.3% (1994 est.)

Major languages
English, Gilbertese

Major religions
Roman Catholic (52%), Protestant (40%), other (6%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Teatao Teannaki

Minister of Foreign Affairs
Teatao Teannaki

Democratic Institutions
Unicameral house

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

Robert A. Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission to Kiribati
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 12-049, Thorndon
Wellington, New Zealand

Phone (011-64-4) 473-9577
Fax (011-64-4) 471-2082

ECONOMIC DATA

GDP
$43.4 million (1990)

GDP growth rate
5.5% (1988)

GDP per capita
$600 (1990)

Main Exports
Fish, copra

Main Imports
Foodstuffs, fuel, transportation equipment

Exports to Canada
$7,000 (1994)

Imports from Canada
$1,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
$0.25 million (1993-1994)

KINGDOM OF LESOTHO

Capital: Maseru

GEODATA

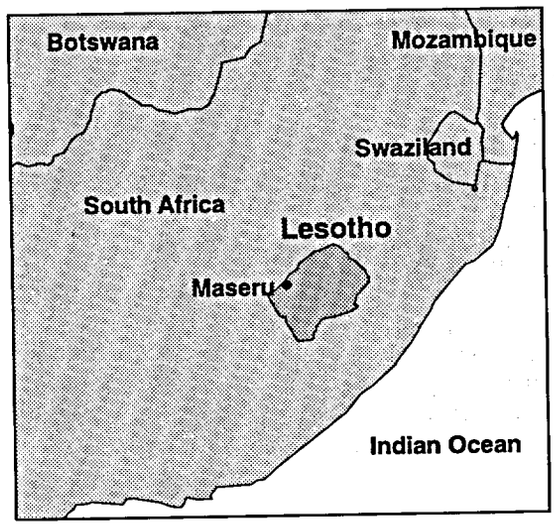
Area
30,350 km²

Population
1.9 million (1994)

Population growth
2.48% (1994)

Major language
English

Major religions
Christian (80%), animist (20%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy

Leaders
King Mshoeshoe II

Prime Minister Dr. Ntsu Mokhehle

Minister of Foreign Affairs
K.O. Maope

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Lesotho ranks 131st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission to Lesotho
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 26006, Arcadia
Pretoria 0007, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
$722 million US (1994)

GDP growth rate
6% (1994)

GDP per capita
$372 US (1994)

Main Exports
Wool, mohair, wheat, cattle, textiles

Main Imports
Corn, building materials, clothing, vehicles, medicines, petroleum

Main Exports to Canada
$3.81 million (1994), including clothing

Main Imports from Canada
$95,000 (1994), including medicine

Canadian bilateral assistance
$7.15 million (1993-1994)

REPUBLIC OF MALAWI

Capital: Lilongwe

GEODATA

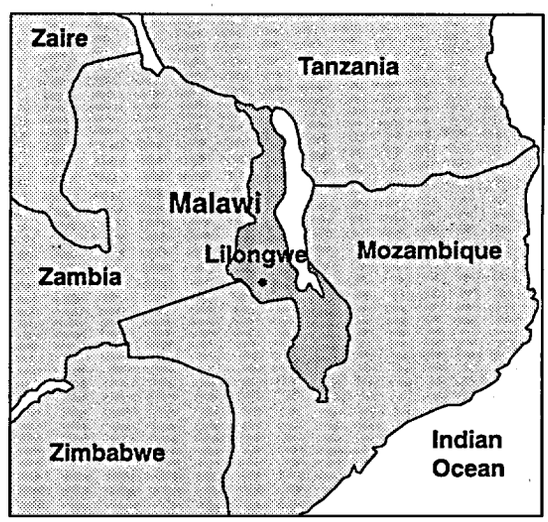
Area
118,480 km²

Population
9.73 million (1994)

Population growth
-1.09% (1994)

Major languages
English and Chichewa (both official)

Major religions
Christianity (75%), Islam (20%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Democratic unitary republic

Leader
President Bakili Muluzi

Foreign Minister
Edward Bwanali

UN Human Development Index
Malawi ranks 157th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Mary Mosser, High Commissioner
The Canadian High Commission to Malawi
c/o The Canadian High Commission
5199 United Nations Avenue
Lusaka, Zambia

Phone (011-260-1) 25 08 33
Fax (011-260-1) 25 41 76

ECONOMIC DATA

GDP
$1.1 billion US (1994)

GDP growth rate
-12.4% (est., early 1995)

GDP per capita
$115 US (1994)

Main exports
Tobacco, tea, sugar

Main imports
Industrial inputs, plant and transport equipment

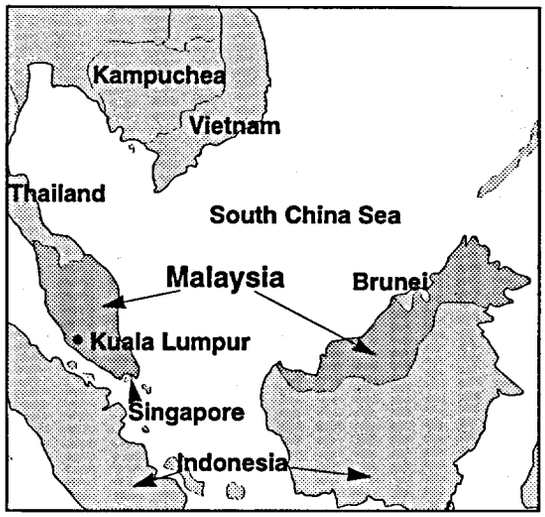
Main exports to Canada
$2.4 million (1994), including agri-food and clothing

Main imports from Canada
$351,000 (1994), including machinery, vaccines and clothing

Canadian bilateral assistance
$18.45 million (1993-1994)

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur



GEODATA

Area
329,744 km²

Population
19.5 million (1994)

Population growth
2.6% (1994)

Major languages
Malay, Chinese dialects, English, Tamil

Major religions
Muslim, Hindu, Buddhist, Christian

POLITICAL DATA

Type of Government
Federation, constitutional monarchy

Leaders
Sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman

Prime Minister Mahathir bin Mohamad

Minister of Foreign Affairs
Abdullah Ahmad Badawi

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty elections

UN Human Development Index
Malaysia ranks 59th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

John P. Bell, High Commissioner
The Canadian High Commission
P.O. Box 10990
56732 Kuala Lumpur, Malaysia

Phone (011-60-3) 261-2000
Fax (011-60-3) 261-3428

ECONOMIC DATA

GDP
$66.74 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
8.7% (1994)

GDP per capita
$3,380 US (1994 est.)

Main Exports
Electronic products, air conditioners, petroleum, natural rubber and rubber products, tin, timber and logs, iron ore, textiles, palm oil, cocoa, and pepper

Main Imports
Manufactured consumer goods, machinery and transport equipment, food, beverages, tobacco, and crude oil

Main Exports to Canada
$1,213.6 million (1994), including consumer electronics and electronic machinery, rubber articles, boilers and clothing

Main Imports from Canada
$288.8 million (1994). including fertilizers, paper and paper board, organic chemicals, machinery and cereals

Canadian bilateral assistance
$7.71 million (1993-1994)

REPUBLIC OF MALDIVES

Capital: Male

GEODATA

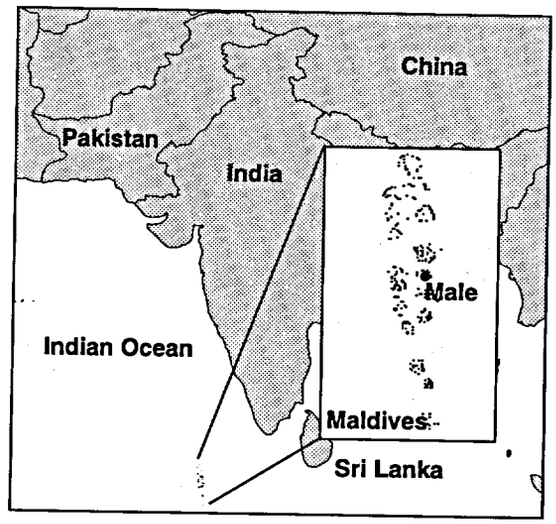
Area
300 km²

Population
234,000 (1992)

Population growth
3.7% (1992)

Major languages
Divehi (dialect of Sinhalese), English

Major religions
Sunni Muslim



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Abdul Gayoom

Minister of Foreign Affairs
Fatgulla Jameel

UN Human Development Index
Maldives ranks 118th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Konrad Sigurdson, High Commissioner
The Canadian High Commission to Maldives
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1006
Colombo 7, Sri Lanka

Phone (011-94-1) 69-58-41
Fax (011-94-1) 68 70 49

ECONOMIC DATA

GDP
$129 million US (1993)

GDP growth rate
6% (1993)

GDP per capita
$770 US (1990)

Main Exports
Fish, clothing

Main Imports
Capital goods, consumer goods, petroleum products

Main Exports to Canada
$236 000 (1994), including apparel and clothing

Main Imports from Canada
$4.4 million (1994), including electrical machinery, equipment, aircraft parts

Canadian bilateral assistance
$0.12 million (1993-1994)

MALTA

Capital: Valletta

GEODATA

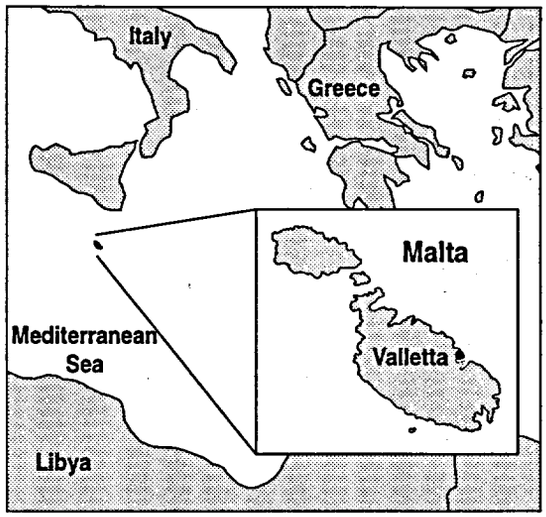
Area
316 km²

Population
360,000 (1994)

Population growth
0.8% (1994)

Major languages
Maltese and English (both official)

Major religion
Roman Catholic (98%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary republic

Leaders
President Ugo Mifsud-Bonnici

Prime Minister Edward Fenech Adami

Minister for Foreign Affairs
Guido de Marco

Democratic Institutions
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index
Malta ranks 34th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

J.C. de Montigny Marchand, High Commissioner
The Canadian High Commission to Malta
c/o The Canadian Embassy
Via G.B. de Rossi 27
00161 Rome, Italy

Phone (011-39-6) 44598.1
Fax (011-39-6) 44598.750

ECONOMIC DATA

GDP
$ 3.57 billion US (1993)

GDP growth rate
5% (1993)

GDP per capita
$9,916 US (1993)

Main Exports
Clothing, textiles, footwear, ships

Main Imports
Foodstuffs, petroleum, raw materials, machinery

Main Exports to Canada
$29.4 million (1994), including electrical machinery and equipment parts, toys, games and sports requisites

Main Imports from Canada
$4.2 million (1994), including organic chemicals, pharmaceutical products, machinery, boilers, mechanical appliances

MAURITIUS

Capital: Port Louis

GEODATA

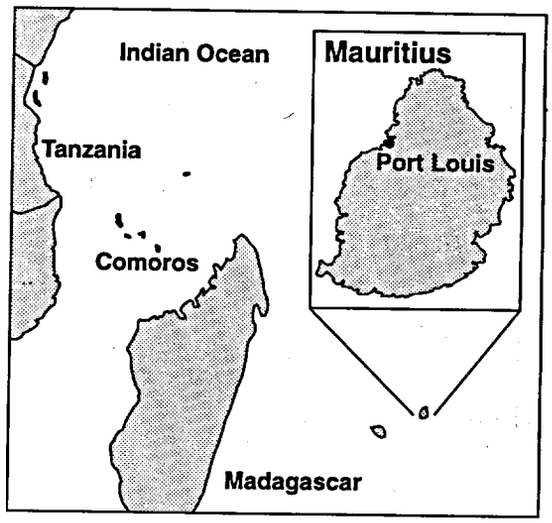
Area
1,860 km²

Population
1.12 million (1994)

Population growth
0.92% (1994)

Major languages
English (official), Creole, French, Hindi, Urdu

Major religions
Hindu (52%), Muslim (16.6%), Christian (28.3%), other (3.1%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leaders
President Cassam Uteem

Prime Minister Sir Anerood Jugnauth

Foreign Minister
Ramduthsingh Jaddoo

Democratic Institutions
Unicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index
Mauritius ranks 60th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission to Mauritius
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 26006, Arcadia
Pretoria 0007, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
$8.6 million US (1993)

GDP growth rate
5% (1994)

GDP per capita
$7,800 US (1991)

Main Exports
Textiles, sugar, light manufactures

Main Imports
Manufactured goods, capital equipment, foodstuffs, petroleum products, chemicals

Main Exports to Canada
$11.39 million (1994), including clothing

Main Imports from Canada
$2.33 million (1994), including foodstuffs and books

Canadian bilateral assistance
$820,000 (1993-1994)

REPUBLIC OF NAMIBIA

Capital: Windhoek

GEODATA

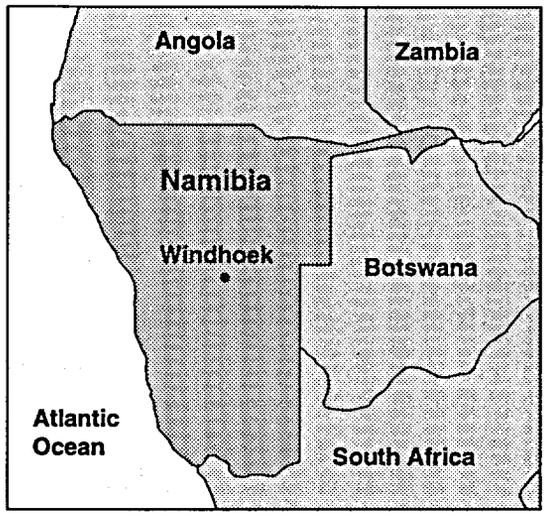
Area
825,418 km²

Population
1.6 million (1994)

Population growth
3.45% (1994)

Major languages
Afrikaans, English (official), Ovambo, German

Major religion
Christian



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leaders
President Sam Nujoma

Prime Minister Hage Geingob

Foreign Minister
Theo-Ben Gurirab

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Namibia ranks 108th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission to Namibia
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 26006, Arcadia
Pretoria 0007, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
$2,812 million US (1994)

GDP growth rate
5.4% (1994)

GDP per capita
$1,838 US (1994)

Main Exports
Diamonds, uranium, gold, copper, meat, fish, zinc, cattle, karakul skins

Main Imports
Foodstuffs, consumer goods, machinery, petroleum products and fuel

Main Exports to Canada
$38.02 million (1994), including uranium, live animals

Main Imports from Canada
$1.24 million (1994), including machinery, electrical equipment

Canadian bilateral assistance
$1.63 million (1993-1994)

REPUBLIC OF NAURU

Capital: Yaren

GEODATA

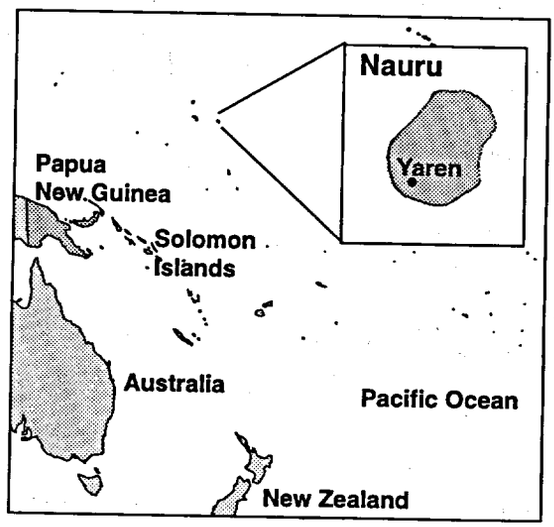
Area
21 km²

Population
10,600 (1994 est.)

Population growth
2.9% (1994 est.)

Major languages
Nauruan (official), English

Major religions
Christian



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic (special member of Commonwealth)

Leader
President Bernard Dowiyogo

Minister of External Affairs
Bernard Dowiyogo

Democratic Institutions
Unicameral parliament

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission to Nauru
c/o The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844
Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP
$206.3 million (1989)

GDP growth rate
N/A

GDP per capita
$22,418 (1989)

Main Exports
Phosphates

Main Imports
All necessities (including freshwater), machinery, fuel, building materials

Exports to Canada
$5,000 (1994)

Imports from Canada
N/A

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

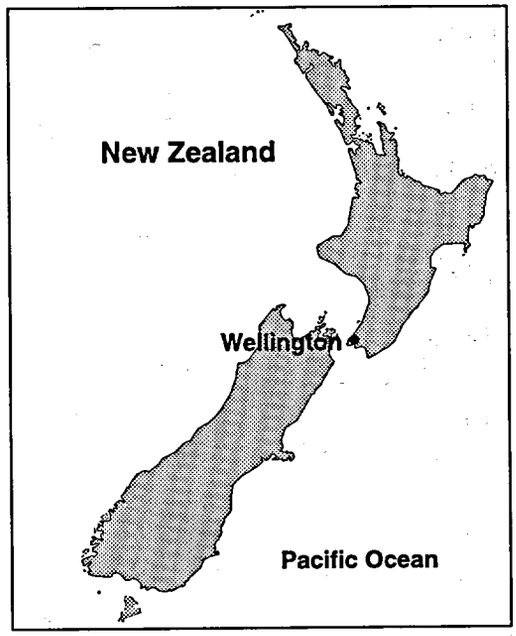
Area
268,700 km²

Population
3.5 million (1994)

Population growth
0.9% (1994 est.)

Major languages
English (official), Maori

Major religions:
Anglican (29%), Presbyterian (18%), Roman Catholic (15%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary democracy (E II)

Leader
Prime Minister Jim Bolger

Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs
Don McKinnon

Democratic Institutions
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index
New Zealand ranks 17th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Robert A. Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon
Wellington, New Zealand

Phone (011-64-4) 473-9577
Fax (011-64-4) 471-2082

ECONOMIC DATA

GDP
$46 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
3.9% (1994 est.)

GDP per capita
$13,230 US (1994 est.)

Main Exports
Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, and manufactured goods

Main Imports
Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, and animal and vegetable oils

Main Exports to Canada
$320.81 million (1994), including beef, lamb and sheep meat, fresh fruits, dairy products, fish and live animals

Main Imports from Canada
$140.94 million (1994), including potassium chloride, polyethylene, unrefined sulphur, machinery, softwood lumber, canned salmon, newsprint

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

Capital: Abuja

GEODATA

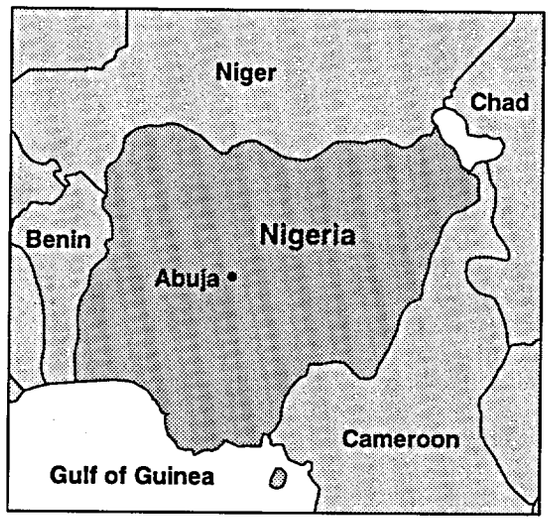
Area
923,768 km²

Population
97.27 million (1994)

Population growth
3.2% (1994)

Major languages
English (official), Hausa, Yoruba, Ibo, Fulani

Major religions
Muslim (50%), Christian (40%), indigenous beliefs (10%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Federal republic under military rule

Leader
General Sani Abacha

Minister of Foreign Affairs
Chief Tom Ikimi

Democratic Institutions
Military ruler annulled presidential election June 1993. New military ruler after November 1993 coup dismissed elected Parliament and state governments.

UN Human Development Index
Nigeria ranks 141st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

G.L. Ohlsen, High Commissioner
The Canadian High Commission
Committee of Vice-Chancellors Building
Plot 8A, 4 Idowu Taylor St.,
Victoria Island, Lagos, Nigeria

Phone (011-234-1) 262-2512
Fax (011-234-1) 262-2517

ECONOMIC DATA

GDP
$36.88 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
1% (1994 est.)

GDP per capita
$379 US (1994 est.)

Main Exports
Petroleum, palm oil, cotton, cocoa, rubber, tin, coal, and columbite

Main Imports
Consumer goods, machinery, chemicals, and transportation equipment

Main Exports to Canada
$631.7 million (1994), including mineral fuels, oils and products of their distillation, cocoa, rubber, leather, wood and articles of wood, wood charcoal

Main Imports from Canada
$17.4 million (1994), including salt, sulphur, fertilizers, plastics, machinery, boilers

Canadian bilateral assistance
$10.28 million (1993-1994)

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

Capital: Islamabad

GEODATA

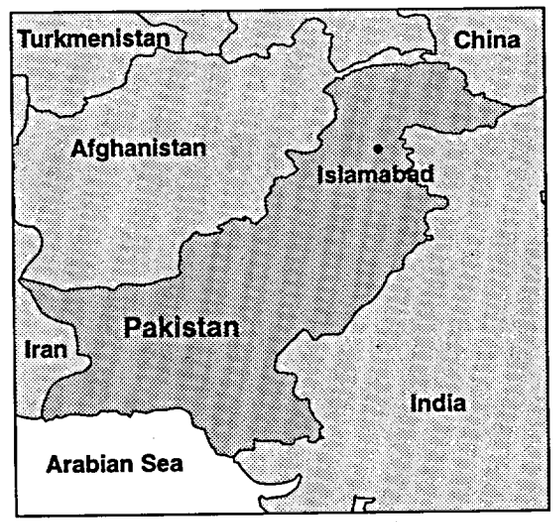
Area
803,944 km²

Population
124 million (1994)

Population growth
3.1% (1994)

Major languages
Urdu (official), English

Major religions
Muslim (97%), Christian, Hindu



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary republic

Leaders
President Farooq Leghari

Prime Minister Benazir Bhutto

Minister of Foreign Affairs
Sardar Aseff Ahmad Ali

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty elections

UN Human Development Index
Pakistan ranks 128th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Marie-Andrée Beauchemin, High Commissioner
The Canadian High Commission
Diplomatic Enclave, Sector G-5
Islamabad, Pakistan

Phone (011-92-51) 21 11 01
Fax (011-92-51) 21 15 40

ECONOMIC DATA

GDP
$44.5 billion US (1994)

GDP growth rate
5.3% (1994)

GDP per capita
$420 US (1994)

Main Exports
Cotton, textiles, clothing, and rice

Main Imports
Petroleum and petroleum products, machinery, transport equipment, vehicles, vegetable oils, animal fats, and chemicals

Main Exports to Canada
$198.6 million (1994), including cotton, clothing, leather, carpets

Main Imports from Canada
$61.4 million (1994), including cereals, minerals, fuels, pulp and paper

Canadian bilateral assistance
$39.55 million (1993-1994)

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

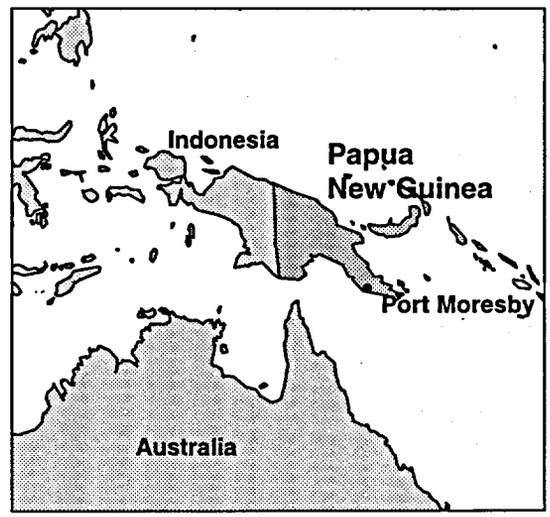
Area
462,840 km²

Population
4 million (1994)

Population growth
2.5% (1994)

Major languages
English, Motu, Pidgin

Major religions
Roman Catholic (22%), Lutherian (16%), United Church (8%), Anglican (5%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Julius Chan

Minister of Foreign Affairs
Julius Chan

Democratic Institutions
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Papua New Guinea ranks 126th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission to Papua New Guinea
c/o the Canadian High Commission
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844
Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP
$4.6 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
0.3% (1994 est.)

GDP per capita
$1,100 US (1994 est.)

Main Exports
Gold, coppper ore, coffee, cocoa, copra, palm oil, timber, and fish

Main Imports
Machinery and transport equipment, fuels, foodstuffs, chemicals, and consumer goods

Main Exports to Canada
$1.91 million (1994), including cocoa and cocoa preparations, coffee, tea, maté and spices, electrical machinery and equipment parts

Main Imports from Canada
$2.06 million (1994), including machinery, boilers, mechanical appliances, engines, textile articles, clothing

Canadian bilateral assistance
$0.5 million (1993-94)

ST. KITTS AND NEVIS

Capital: Basseterre

GEODATA

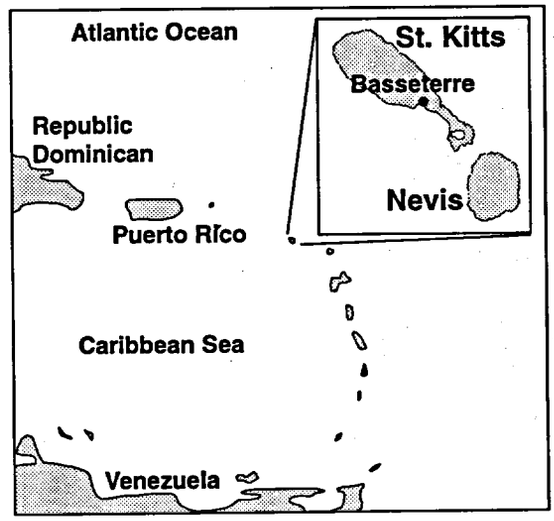
Area
269 km²

Population
50,000 (1992 est.)

Population growth
0.3% (1992)

Major language
English

Major religions
Anglican, some other Protestant and Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Denzil Douglas

Foreign Minister
Denzil Douglas

Democratic Institutions
Unicameral house

UN Human Development Index
St. Kitts and Nevis ranks 37th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to St. Kitts & Nevis
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$163 million US (1992 est.)

GDP growth rate
4.1% (1992)

GDP per capita
$4,616 US (1993)

Main Exports
Sugar, electronics, clothing, postage stamps

Main Imports
Foodstuffs, machinery, fuels

Main Exports to Canada
$1.8 million (1994), data not available

Main Imports from Canada
$4.2 million (1994), including salted fish, telephone apparatus, radio-television broadcasting equipment, medicines

Canadian bilateral assistance
$1.38 million (1993-1994)

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

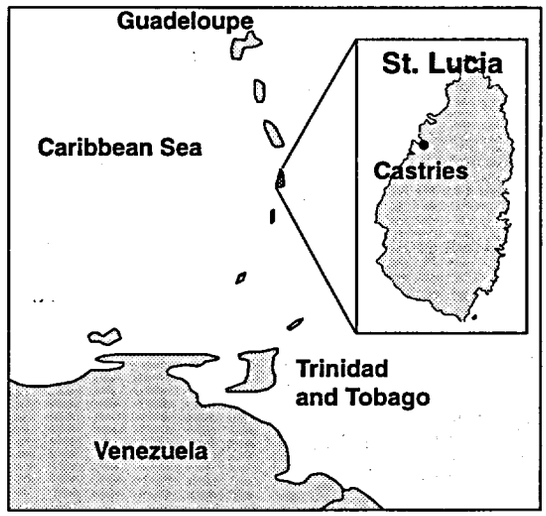
Area
616 km²

Population
142,900 (1994)

Population growth
1.7% (1994)

Major languages
English (official), French patois

Major religions
Roman Catholic (90%), Protestant (7%), Anglican (3%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary democracy

Leader
Prime Minister John G. M. Compton

Foreign Affairs Minister
George Mallet

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
St. Lucia ranks 84th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$413 million US (1993)

GDP growth rate
2.8% (1994)

GDP per capita
$3,582 US (1994)

Main Exports
Bananas, clothing, cocoa, vegetables, fruits

Main Imports
Manufactured goods, machinery and transportation equipment, foodstuffs, live animals

Main Exports to Canada
$0.4 million (1994), including clothing, fresh fruits (guavas, mangoes & mangosteens)

Main Imports from Canada
$10.1 million (1994), including cast-iron profiles, paper & paper products, gravel aggregate, metal mountings (for construction)

Canadian bilateral assistance
$9.82 million (1993-1994)

ST. VINCENT & THE GRENADINES

Capital: Kingstown

GEODATA

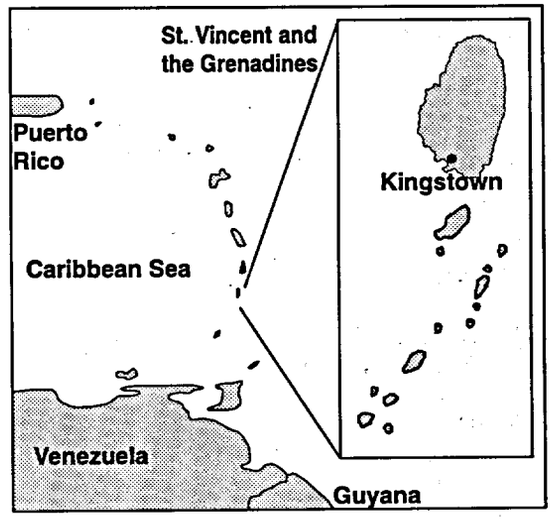
Area
340 km²

Population
130,000 (1994)

Population growth
1.1%

Major languages
English (official), French patois

Major religions
Anglican, Methodist, Roman Catholic, Seventh-Day Adventist



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister James Mitchell

Minister of Foreign Affairs and Tourism
Alpian Allen

Democratic Institutions
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index
St. Vincent & the Grenadines ranks 79th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to St. Vincent & the Grenadines
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
$200 million US (1994)

GDP growth rate
1.4% (1994)

GDP per capita
$2,390 US (1994)

Main Exports
Fresh fruits, clothing, fresh vegetables

Main Imports
Foodstuffs, machinery and equipment, chemicals, fuels, fertilizers

Main Exports to Canada
$0.2 million (1994), including fresh fruits, clothing, fresh vegetables

Main Imports from Canada
$3.1 million (1994), including broken or crushed stone, sand, kraft paper, corrugated paper, agricultural machinery

Canadian bilateral assistance
$2.58 million (1993-1994)

REPUBLIC OF SEYCHELLES

Capital: Victoria

GEODATA

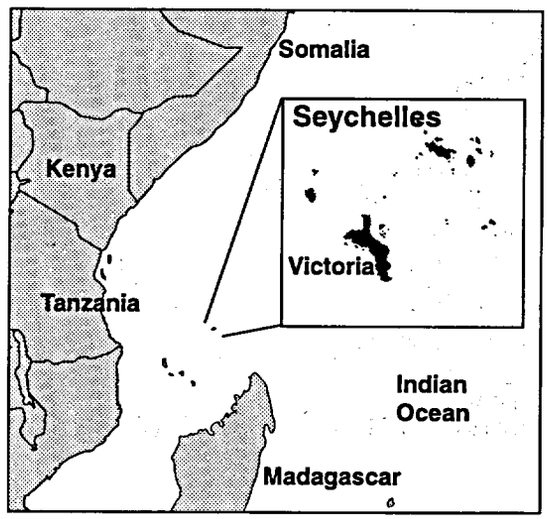
Area
455 km².

Population
72,000 (1994)

Population growth
0.84% (1994)

Major languages
English and French (both official), Creole

Major religion
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President France-Albert René

Foreign Minister
Danielle de St. Jorre

Democratic Institutions
National Assembly

UN Human Development Index
Seychelles ranks 62nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Verona Edelstein, High Comissioner
Canadian High Commission to Seychelles
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1022
Dar es Salaam, Tanzania

Phone (011-255-51) 46000
Fax (011-255-51) 46000

ECONOMIC DATA

GDP
$496 million US (1994)

GDP growth rate
-3.0% (1994)

GDP per capita
$6,879 US (1994)

Main Exports
Seafood, cinnamon, coconut oil

Main Imports
Foodstuffs, beverages, tobacco

Main Exports to Canada
$74,000 (1994), including cinnamon and horses

Main Imports from Canada
$137,000 (1994), including technical instruments and machinery

Canadian bilateral assistance
$0.60 million (1993-1994)

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

Capital: Freetown

GEODATA

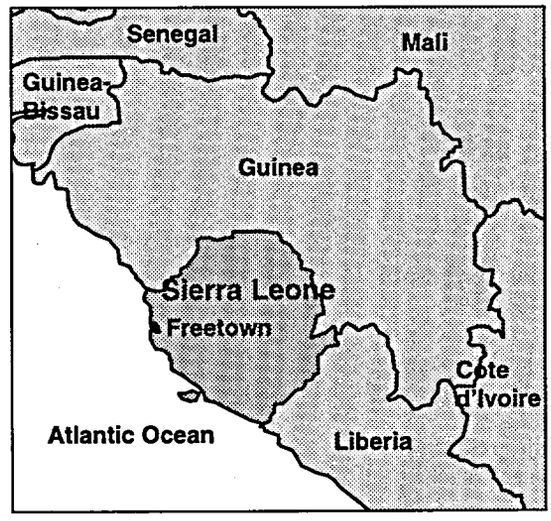
Area
71,740 km²

Population
4.46 million (1994)

Population growth
1.4% (1994)

Major languages
English (official), Krio

Major religions
Christian (10%), Muslim (30%), animist (30%),



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic in transition from military rule

Leader
Chairman Capt. Valentine E.M. Strasser

Minister of Foreign Affairs
Alusine Fofanah

Democratic Institutions
Elections scheduled February 1996

UN Human Development Index
Sierra Leone ranks 173rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

John Schram, High Commissioner
The Canadian High Commission to Sierra Leone
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1639
Accra, Ghana

Phone (011-233-21) 77 37 91
Fax: (011-233-21) 77 37 92

ECONOMIC DATA

GDP
$1.2 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
-2% (1994)

GDP per capita
$270 US (1994)

Main Exports
Rutile, bauxite, cocoa, diamonds, coffee

Main Imports
Foodstuffs, petroleum, machinery, consumer goods

Main Exports to Canada
$7.5 million (1994), including bauxite and other ores

Imports from Canada
$0.6 million (1994)

Canadian bilateral assistance
$8.10 million (1993-1994)

REPUBLIC OF SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

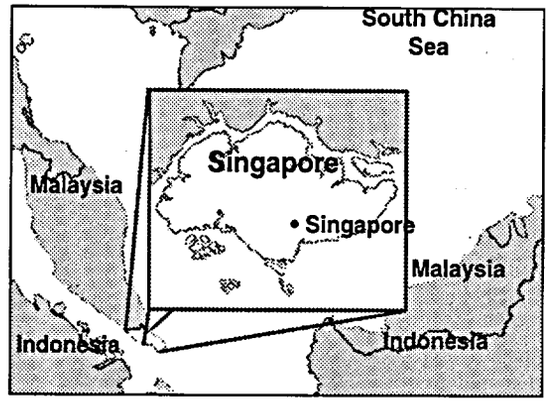
Area
641 km²

Population
2.93 million (1994 est.)

Population growth
1.3%

Official languages
English, Chinese, Malay, Tamil

Major religions
Taoist (29%), Buddhist (27%), Muslim (16%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic, constitutional parliamentary democracy

Leaders
President Ong Teng Cheong

Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs
Shanmugam Jayakumar

Democratic institutions
Unicameral parliamentary democracy

UN Human Development Index
Singapore ranks 43rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Gavin Stewart, High Commissioner
The Canadian High Commission
Robinson Road, P.O. Box 845
Singapore 9016, Singapore

Phone (011-65) 225-6363
Fax (011-65) 225-2450

ECONOMIC DATA

GDP
$62.79 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
10% (1994)

GDP per capita
$22,580 US (1994 est.)

Main exports
Machinery and equipment, petroleum products, rubber, manufactured goods, processed foods, coconut oil, palm oil, and copra

Main imports
Machinery and equipment, mineral fuels, chemicals. manufactured goods and food

Main exports to Canada
$1.15 billion (1994), including capital equipment, organic chemicals, rubber and rubber products, and apparel

Main imports from Canada
$380.7 million (1994), including capital equipment, manufactured goods, paper and paperboard, aircraft and parts, and organic chemicals

SOLOMON ISLANDS

Capital: Honiara

GEODATA

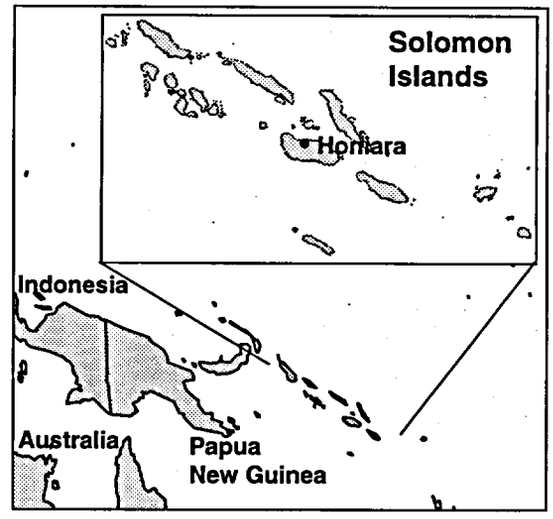
Area
27,556 km²

Population
367,400 (1994 est.)

Population growth
3.4% (1994 est.)

Major languages
English, pidgin

Major religions
Anglican (34%), Roman Catholic (19%), remainder other Protestant



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Solomon Mamaloni

Minister of Foreign Affairs
Danny Philip

Democratic Institutions
Unicameral house

UN Human Development Index
Solomon Islands ranks 125th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission to Solomon Islands
c/o The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue,
Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844
Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP
$336.6 million (1993)

GDP growth rate
6.7% (1990)

GDP per capita
$947 (1993)

Main Exports
Timber, fish, copra, palm oil

Main Imports
Food and beverages, petroleum, machinery

Exports to Canada
$24,000 (1994)

Imports from Canada
$2,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
$30,000 (1993-1994)

REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

Capital: Pretoria

GEODATA

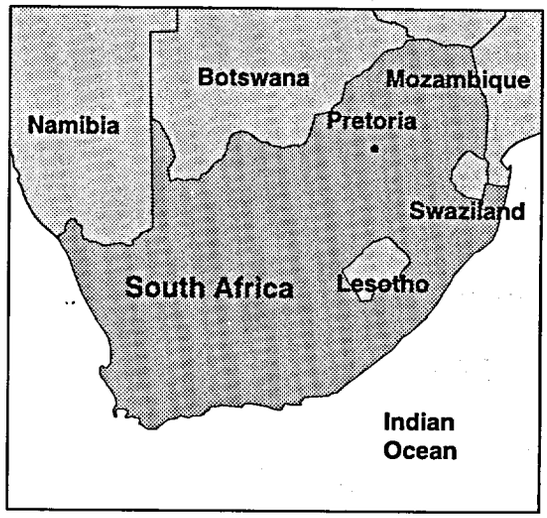
Area
1,140,519 km²

Population
41.89 million (1994)

Population growth
2.62% (1994)

Major languages
Eleven official languages, including English and Afrikaans

Major religions
Christian (68%), Muslim, Hindu, Jewish



POLITICAL DATA

Type of Government
Federal republic

Leader
President Nelson Mandela

Deputy Presidents
Thabo Mbeki and F. W. de Klerk

Foreign Minister
Alfred Nzo

Democratic Institutions
Bicameral parliament

UN Human Development Index
South Africa ranks 95th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission
1103 Arcadia
Hatfield 0083
Pretoria, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
$115.27 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
2.3% (1994)

GDP per capita
$2,750 US (1994 est.)

Main Exports
Gold, base metals and metal products, coal, diamonds

Main Imports
Machinery, chemicals, motor vehicles, metals and metal products

Main Exports to Canada
$305.6 million (1994), including metals and minerals, agri-food, textiles, chemicals and chemical products

Main Imports from Canada
$238.3 million (1994), including transport equipment, machinery, electrical equipment, agri-food, forestry products, metals, minerals, chemicals

Canadian bilateral assistance
$18.30 million (1993-1994)

DEMOCRATIC SOCIALIST REPUBLIC OF SRI LANKA

Capital: Colombo

GEODATA

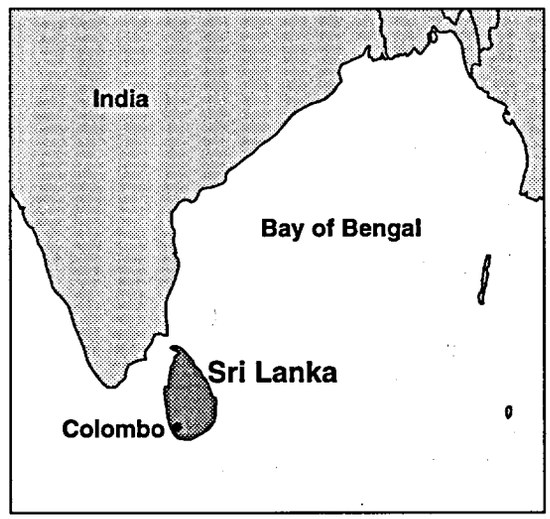
Area
65,610 km²

Population
17.85 million (1994)

Population growth
1.3% (1994)

Major languages
Sinhala (official), Tamil, English

Major religions
Buddhist (69%), Hindu (15%), Christian (8%), Muslim (8%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Presidential democracy

Leaders
President D. B. Wijetunge

Prime Minister Ranil Wickramasinghe

Minister of Foreign Affairs
Lakshman Kadirgamar

Democratic Institutions
Unicameral house

UN Human Development Index
Sri Lanka ranks 97th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Konrad Sigurdson, High Commissioner
The Canadian High Commission
6 Gregory's Road, Cinnamon Gardens
Colombo 7, Sri Lanka

Phone (011-94-1) 69 58 41
Fax (011-94-1) 68 70 49

ECONOMIC DATA

GDP
$10.89 billion US (1994)

GDP growth rate
5.5% (1994)

GDP per capita
$610 US (1994)

Main Exports
Tea, textiles, coconut, rubber, gems and jewellery, petroleum products and marine products

Main Imports
Petroleum, machinery, equipment, textiles, wheat, transportation equipment, electrical machinery, sugar and rice

Main Exports to Canada
$67.6 million (1994), including apparel and clothing, rubber, tea and ceramic products

Main Imports from Canada
$15.7 million (1994), including electrical machinery, equipment, printed books, newsprint, salt, sulphur and lime

Canadian bilateral assistance
$43.84 million (1993-1994)

KINGDOM OF SWAZILAND

Capital: Mbabane

GEODATA

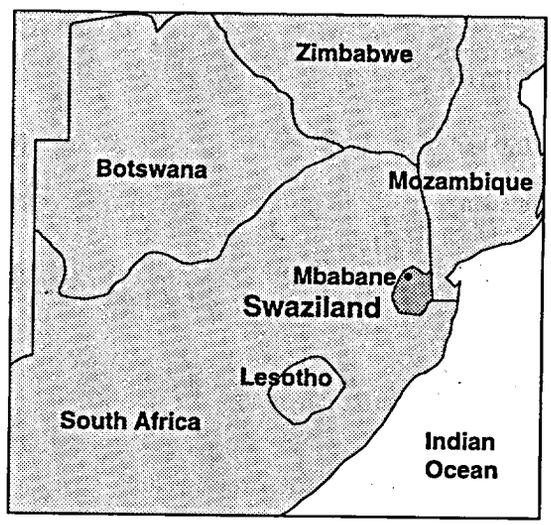
Area
17,360 km²

Population
936,369 (1994)

Population growth
3.2%

Major languages
Siswati and English (both official)

Major religions
Christian (60%), animist (40%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy

Leaders
King Mswati III

Prime Minister Prince Jameson Mbilini Dlamini

Foreign Minister
Solomon Dlamini

Democratic institutions
Bicameral legislative body with elected members and royal appointments

UN Human Development Index
Swaziland ranks 124th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission to Swaziland
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 26006 Arcadia
Pretoria 0007, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
$962.7 million US (1994)

GDP growth rate
3% (1994)

GDP per capita
$1,081 US (1994)

Main exports
Sugar, wood pulp, canned and fresh fruit, vegetables, soft drink concentrate and textiles

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food and live animals, fuel, lubricants and chemicals

Main exports to Canada
$5.8 million (1994), including fabrics

Main imports from Canada
$200,000 (1994), including electrical equipment, books

Canadian bilateral assistance
$1.56 million (1993-1994)

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Capital: Dodoma

GEODATA

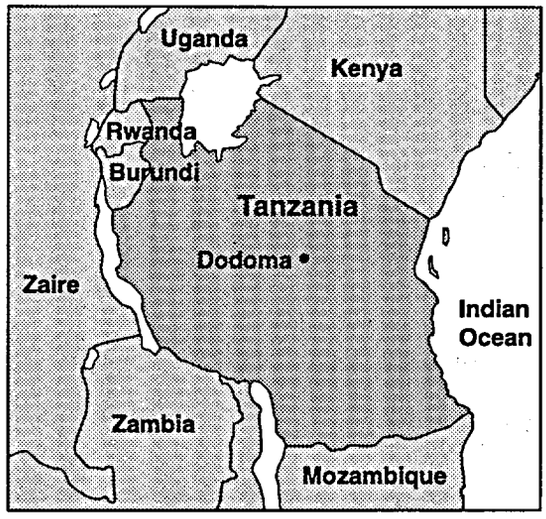
Area
945,090 km²

Population
27.99 million (1994)

Population growth
2.5% (1994)

Major languages
Swahili and English (both official)

Major religions
Christian (45%), Muslim (35%), animist (20%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Ali Hassan Mwinyi

Minister for Foreign Affairs and International Co-operation
Joseph Rwegasira

Democratic Institutions
Unicameral parliament, in transition to multiparty system

UN Human Development Index
Tanzania ranks 147th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Verona Edelstein, High Commissioner
The Canadian High Commission
38 Mirambo Street
Dar es Salaam, Tanzania

Phone (011-255-51) 46011
Fax (011-255-51) 46005

ECONOMIC DATA

GDP
$2,000 million US (1994)

GDP growth rate
-3% (1994)

GDP per capita
$75 US (1994)

Main Exports
Coffee, cotton, sisal, cashew nuts, meat, tobacco, diamonds, gold, coconut products

Main Imports
Manufactured goods, machinery and transportation equipment, crude oil, foodstuffs

Main Exports to Canada
$1.67 million (1994), including coffee and glass

Main Imports from Canada
$6.12 million (1994), including machinery and clothing

Canadian bilateral assistance
$31.82 million (1993-1994)

KINGDOM OF TONGA

Capital: Nuku'alofa

GEODATA

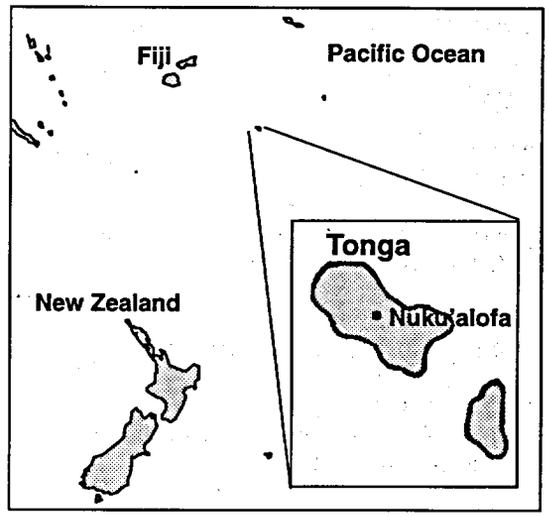
Area
747 km²

Population
98,300 (1994 est.)

Population growth
0.5% (1994 est.)

Major languages
English and Polynesian

Major religions
Christian



POLITICAL DATA

Type of Government
Hereditary constitutional monarchy

Leaders
King Taufa'ahau Tupou IV

Prime Minister Baron Vaea

Minister of Foreign Affairs
Crown Prince Tupouto'a

Democratic Institutions
Legislative assembly

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

Robert A. Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission to Tonga
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 12-049, Thorndon
Wellington, New Zealand

Phone (011-64-4) 473-9577
Fax (011-64-4) 471-2082

ECONOMIC DATA

GDP
$177 million

GDP growth rate
2.2% (1988-1992)

GDP per capita
$1,815

Main Exports
Coconut oil, desiccated coconut, copra, bananas, taro, vanilla beans, fruits, vegetables, fish, squash

Main Imports
Machinery and transportation equipment, manufactured goods, chemicals, fuels, food products

Exports to Canada
$61,000 (1994)

Imports from Canada
$213,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
$0.25 million (1993-1994)

REPUBLIC OF TRINIDAD AND TOBAGO

Capital: Port of Spain

GEODATA

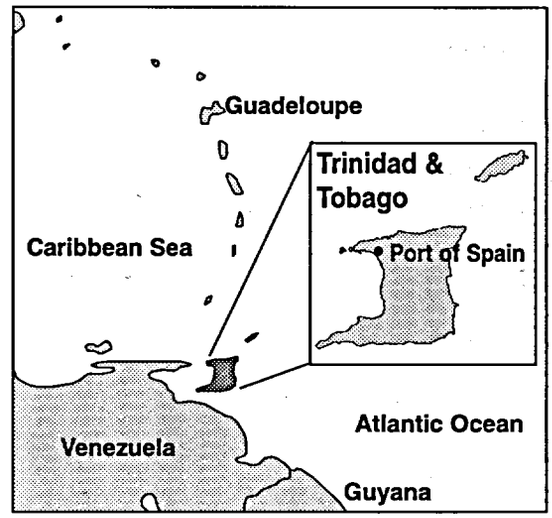
Area
5,130 km²

Population
1.3 million (1994)

Population growth
1.2% (est. 1994)

Major languages
English (official), Hindi, French, Spanish

Major religions
Roman Catholic (32%), Hindu (24%), Anglican (14%), Protestant (14%), Muslim (6%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary democracy

Leaders
President Noor Mohammed Hassanali

Prime Minister Patrick Augustus Manning

Foreign Affairs Minister
Ralph Maraj

Democratic Institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Trinidad and Tobago ranks 39th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Marc Lemieux, High Commissioner
The Canadian High Commission
Huggins Bldg., 72 South Quay
Port of Spain, Trinidad and Tobago

Phone (809) 623-7254
Fax (809) 624-4016

ECONOMIC DATA

GDP
$4.8 billion US (1994)

GDP growth rate
4.7% (1994)

GDP per capita
$3,744 US (1994)

Main Exports
Petroleum and petroleum products, steel products, fertilizer, sugar, cocoa, coffee, and citrus

Main Imports
Raw materials and intermediate goods, capital goods, and consumer goods

Main Exports to Canada
$16.3 million (1994), including urea, petroleum oils, non-alcoholic beverages, fish, vegetables, rum, steel bars

Main Imports from Canada
$69.4 million (1994), including flour, vegetables (in particular dried peas, dried lentils and potatoes), meat, smoked herring, metallic phosphates & plastics resins

Canadian bilateral assistance
$1.80 million (1993-1994)

TUVALU

Capital: Funafuti

GEODATA

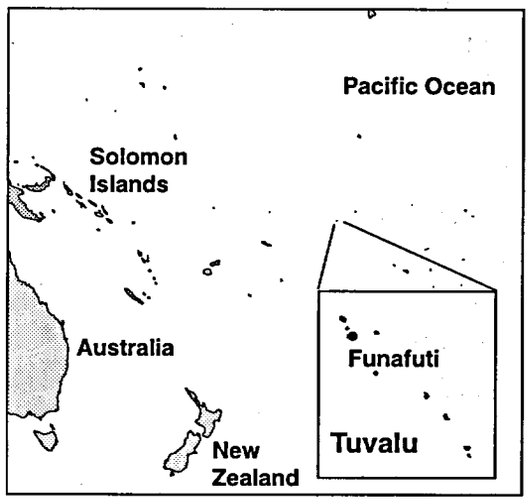
Area
26 km²

Population
9,500 (1994 est.)

Population growth
1.7% (1994 est.)

Major languages
Tuvaluan, English

Major religions
Protestant, Baha'i (1%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister Kamuta Latasi

Minister of Foreign Affairs
Kamuta Latasi

Democratic Institutions
Unicameral parliament

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

Robert A. Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission to Tuvalu
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 12-049, Thorndon
Wellington, New Zealand

Phone (011-64-4) 473-9577
Fax (011-64-4) 471-2082

ECONOMIC DATA

GDP
$12.26 million (1990)

GDP growth rate
N/A

GDP per capita
$1,256 (1990)

Main Exports
Copra

Main Imports
Foodstuffs, animals, minerals, fuel, machinery, manufactured goods

Main Exports to Canada
N/A

Main Imports from Canada
N/A

Canadian bilateral assistance
$0.15 million (1993-1994)

REPUBLIC OF UGANDA

Capital: Kampala

GEODATA

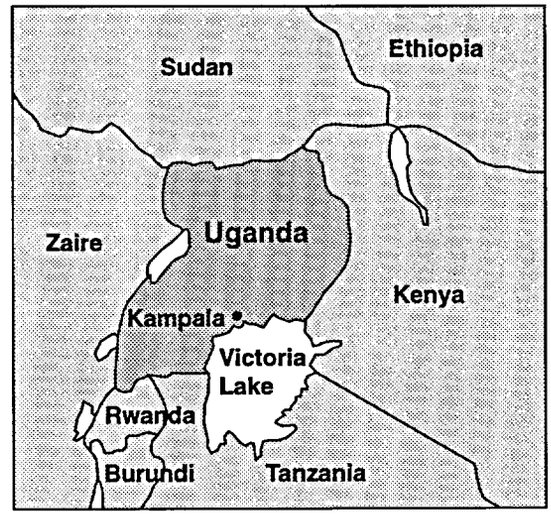
Area
236,040 km²

Population
19.12 million (1994)

Population growth
2.42% (1994)

Major languages
Ugandan, Swahili, English (official), other Bantu and Nilotic languages

Major religions
Roman Catholic (33%), Protestant (33%), Muslim (16%), animist (18%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leaders
President Yoweri Museveni

Prime Minister Specioza Kazibwe

Foreign Minister
Ruhakana Rugunda

Democratic Institutions
Unicameral parliament, single party

UN Human Development Index:
Uganda ranks 158th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Bernard Dussault, High Commissioner
The Canadian High Commission to Uganda
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 30481
Nairobi, Kenya

Phone (011-254-2) 21 48 04
Fax (011-254-2) 22 69 87

ECONOMIC DATA

GDP
$5,056 million US (1994)

GDP growth rate
10% (1994)

GDP per capita
$1,200 US (1993)

Main Exports
Coffee, maize, beans

Main Imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, metals, foodstuffs, minerals

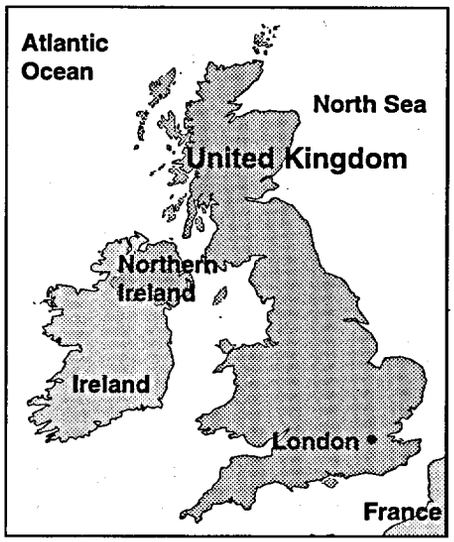
Main Exports to Canada
$4.98 million (1994), including coffee and nuts

Main Imports from Canada
$9.89 million (1994), including clothing and agricultural equipment

Canadian bilateral assistance
$24.11 million (1993-1994)

UNITED KINGDOM

Capital: London



GEODATA

Area
244,755 km²

Population
58.19 million (1994)

Population growth
0.3% (1994)

Major languages
English, Welsh, Gaelic

Major religions
Anglican (57%), other Protestant (15%), Roman Catholic (13%)

POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy (E II)

Leader
Prime Minister John Major

Minister of Foreign Affairs and Commonwealth Affairs
Malcom Rifkind

Democratic Institutions
Bicameral parliament

UN Human Development Index
United Kingdom ranks 18th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Royce Frith, High Commissioner
The Canadian High Commission
38 Grosvenor Street
London W1X 0AA, United Kingdom

Phone (011-44-171) 258-6601
Fax (011-44-171) 258-6506

ECONOMIC DATA

GDP
$1,022.79 billion US (1994)

GDP growth rate
3.8% (1994)

GDP per capita
$17,575 US (1994)

Main Exports
Petroleum, machinery, motor vehicles, chemicals, metals, non-metallic minerals, manufactured goods, textiles, and beverages

Main Imports
Manufactured goods, food and beverages, petroleum products, chemicals, machinery, metals, and crude materials

Main Exports to Canada
$5 billion (1994), including petroleum and petroleum products, machinery and equipment, iron and steel, food and beverages

Main Imports from Canada
$3.3 billion (1994), including wood and paper products, metals and minerals, machinery and parts, food products

REPUBLIC OF VANUATU

Capital: Port-Vila

GEODATA

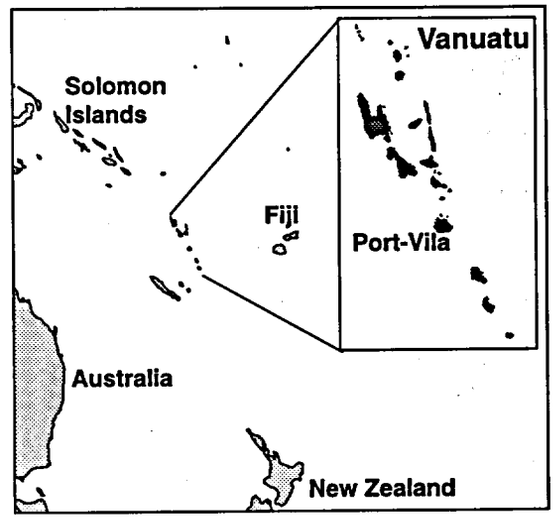
Area
12,190 km²

Population
164,100 (1994 est.)

Population growth
2.8% (1994 est.)

Major languages
English and French (both official),
pidgin (Bislama)

Major religions
Presbyterian (37%), Anglican (15%), other Protestant (10%),
Roman Catholic (15%), indigenous beliefs (7.6%),
other (15.7%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Jean-Marie Leye Lenelcau

Prime Minister Maxime Carlot Korman

Minister of Foreign Affairs
Maxime Carlot Korman

Democratic Institutions
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Vanuatu ranks 106th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner
The Canadian High Commission to Vanuatu
c/o The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue
Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844
Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP
$267.79 million (1993)

GDP growth rate
9.3% (1989-1990)

GDP per capita
$1,678 (1993)

Main Exports
Copra, cocoa, meat, fish, timber

Main Imports
Machinery, vehicles, foodstuffs and beverages,
manufactured goods, raw materials, fuels, chemicals

Exports to Canada
$2,000 (1994)

Imports from Canada
$97,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
$0.35 million (1993-94)

INDEPENDENT STATE OF WESTERN SAMOA

Capital: Apia

GEODATA

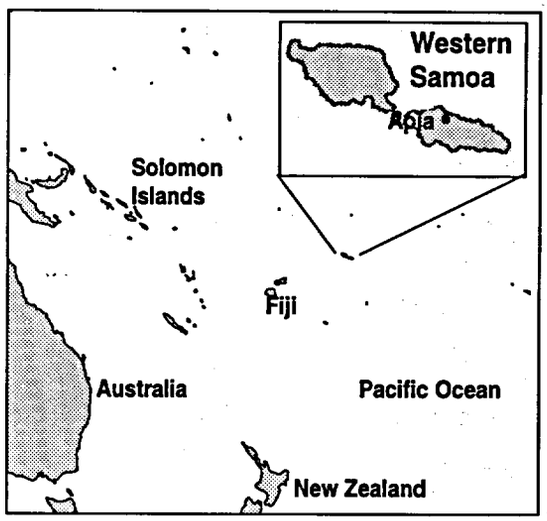
Area
2,900 km²

Population
163,500 (1994 est.)

Population growth
0.5% (1994 est.)

Major languages
Samoan (Polynesian), English

Major religions
Christian



POLITICAL DATA

Type of Government
Constitutional monarchy

Leaders
H.M. Malietoa Tanumafili II

Prime Minister Tofilau Eti Alesana

Minister of Foreign Affairs
Tofilau Eti Alesana

Democratic Institutions
Unicameral national legislature

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

Robert A. Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission to Western Samoa
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 12-049, Thorndon
Wellington, New Zealand

Telephone (011-64-4) 473-9577
Fax (011-64-4) 471-2082

ECONOMIC DATA

GDP
$212.67 million

GDP growth rate
-1% (1988-1990)

GDP per capita
$1,305

Main Exports
Coconut oil, coconut cream, taro, cocoa, copra

Main Imports
Machinery, foodstuffs, capital goods

Exports to Canada
0

Imports from Canada
$294,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
$0.27 million (1993-1994)

REPUBLIC OF ZAMBIA

Capital: Lusaka

GEODATA

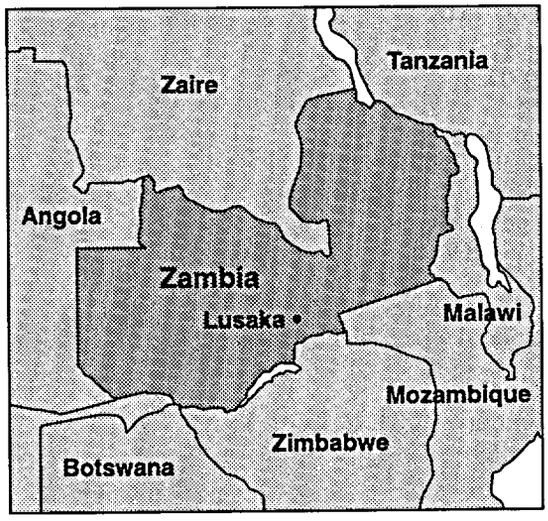
Area
752,610 km²

Population
9.19 million (1994)

Population growth
2.83% (1994)

Major languages
English (official), Bemba, Nyanja, Tonga

Major religions
Christian (75%), Muslim and Hindu (24%), animist (1%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic

Leader
President Frederick Chiluba

Foreign Minister
General Christion Tembo

Political system
Multiparty democracy

UN Human Development Index
Zambia ranks 136th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Mary Mosser, High Commissioner
The Canadian High Commission
5199 United Nations Avenue
Lusaka, Zambia

Phone (011-260-1) 25 08 33
Fax (011-260-1) 25 41 76

ECONOMIC DATA

GDP
$3.33 billion US (1994)

GDP growth rate
-5.4% (1994)

GDP per capita
$360 US (1994)

Main exports
Copper, cobalt, zinc

Main imports:
Crude oil, fertilizer, electricity

Main exports to Canada
$2.9 million (1994), including minerals

Main imports from Canada
$6.5 million(1994), including construction equipment, and clothing

Canadian bilateral assistance
$20.11 million (1993-1994)

REPUBLIC OF ZIMBABWE

Capital: Harare

GEODATA

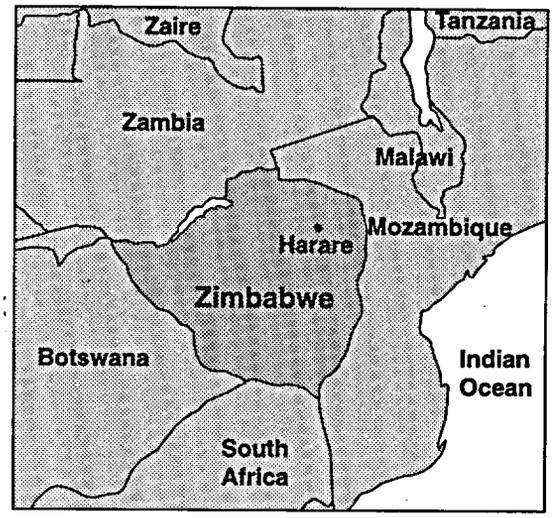
Area
390,580 km²

Population
10.98 million (1994)

Population growth
1.2% (1994)

Major languages
English (official), Shona, Sindebele

Major religions
Syncretic (Christian-Animist) 50%, Christian (25%), animist (24%)



POLITICAL DATA

Type of Government
Republic, parliamentary democracy

Leader
Executive President Robert Mugabe

Foreign Minister
Stanley Mudenge

Democratic Institutions
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
Zimbabwe ranks 121st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Art Wright, High Commissioner
The Canadian High Commission
45 Baines Avenue
Harare, Zimbabwe

Phone (011-263-4) 25 08 33
Fax (011-263-4) 25 41 76

ECONOMIC DATA

GDP
$4,005 million US (1994)

GDP growth rate
3.5% (1994)

GDP per capita
$366 US (1994)

Main Exports
Agricultural products, tobacco, manufactured goods, gold, ferrochrome, cotton

Main Imports
Machinery and transportation equipment, manufactured goods, chemicals, fuels

Main Exports to Canada
$33.25 million (1994), including sugar, tobacco

Main Imports from Canada
$9.34 million (1994), including machinery, chemicals

Canadian bilateral assistance
$30.03 million (1993-1994)

Commonwealth

Heads of Government

Meeting

Cyprus 1993

Communique

Introduction

1. Commonwealth Heads of Government met in Cyprus from 21-25 October 1993. Of the 47 countries which attended the meeting, 36 were represented by Heads of State or Prime Ministers. The Meeting was chaired by the President of Cyprus, Mr. Glafcos Clerides.

2. Heads of Government transmitted a message of felicitations to the Head of the Commonwealth, Her Majesty Queen Elizabeth II.

3. Heads of Government welcomed with particular pleasure the opportunity of meeting in Cyprus and recorded deep appreciation of the excellent arrangements for the meeting and for the warm welcome and gracious hospitality extended by the Government and people of Cyprus.

Global Trends and Prospects

4. Heads of Government recalled the view expressed in their Harare Communiqué that the end of the Cold War had provided new opportunities and greatly improved prospects for international peace, security and economic development. They welcomed the growing co-operation among the major powers for easing of global tensions. This offered the promise of a more secure and stable world and scope for more meaningful efforts to redress the chronic problems of poverty, hunger, ignorance, disease and environmental degradation. Heads of Government, however, agreed that at the same time, the high hopes associated with the end of the Cold War had been clouded by the proliferation of a new generation of problems; lasting peace still remained elusive in many parts of the world.

5. Heads of Government reaffirmed their support for the United Nations and other international organisations engaged in the search for global peace, security and social and economic development. They expressed their conviction that full and complete commitment to the principles and purposes of the UN Charter was essential for promoting peace and security. They recognised that the United Nations was now better placed than ever before to fulfil the role envisaged by its founders. Responding to the appeal made by the UN Secretary-General in his An Agenda for Peace, they took the view that the Commonwealth and regional organisations, taking into account relevant provisions of the UN Charter, could play a useful and practical role in support of the efforts of the United Nations to build peace and prosperity for all the peoples of the world.

The Emergence of a Global Humanitarian Order

6. Having discussed the Special Theme of the Meeting: 'The Emergence of a Global Humanitarian Order', and acknowledging its importance, Heads of Government requested the Commonwealth Secretary-General to constitute, in consultation with Commonwealth governments, a high-level intergovernmental group to examine specific ways in which the Commonwealth could make the fullest possible contribution to the work of the international community on this theme. The report of the group would be for consideration by governments.

Democracy and Human Rights

7. Heads of Government expressed particular satisfaction at the increasing appeal of and commitment to democratic ideals, both within the Commonwealth and elsewhere. They reaffirmed, inter alia, their commitment to democracy, fundamental human rights, the rule of law, the independence of the judiciary and just and honest government, as essential ingredients of the Commonwealth's fundamental political values. Affirming the importance of the Vienna Declaration and Programme of Action adopted by the World Conference on Human Rights in June 1993, they reiterated that all human rights were universal, indivisible, interdependent and interrelated. They stressed that democracy, development and respect for human rights and fundamental freedoms were interdependent and mutually reinforcing. They welcomed the reaffirmation of the right to development, as stated in the Declaration on the Right to Development, as a universal and inalienable right and an integral part of fundamental human rights.

8. Heads of Government further reiterated their commitment to the International Bill of Human Rights, and called on member governments which had not already done so to make every effort to become party to the International Covenants on Economic, Social and Cultural Rights and on Civil and Political Rights by 1995.

9. Heads of Government reaffirmed that women's rights were an integral and indivisible part of human rights and supported the principles embodied in the Vienna Declaration on Human Rights and the Convention on the Rights of the Child. They urged all Commonwealth governments to ratify by 1995 the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women. They regarded violence against women as a contravention of women's rights and called on all governments to adopt the draft UN Declaration on the Elimination of Violence against Women.

10. Heads of Government expressed their appreciation for the proclamation of 1993 as the International Year of the World's Indigenous People as a reaffirmation of the commitment of the international community to protect the human rights and fundamental freedoms of indigenous people and ensure respect for the diversity of their cultures and identities.

11. Heads of Government expressed serious concern at the continuing trends of ethnic chauvinism, xenophobia, racism and other related forms of intolerance, in particular their contemporary manifestations, which posed increasingly grave threats to peace and communal harmony. They pledged their commitment jointly and severally to combat discrimination in all its forms in their own countries, with emphasis on maintaining the rule of law and measures to promote the development of human rights institutions and other enduring strengths of pluralist society.

Terrorism

12. Heads of Government reaffirmed their strong condemnation of terrorism in all its forms, including the taking of hostages, as one of the most dangerous and pernicious threats to stability and to human rights. They reiterated their determination to combat terrorism, whether perpetrated by individuals, groups or states, by every means possible, through bilateral and multilateral co-operation.

Disarmament

13. Heads of Government welcomed the recent START I and II treaties, called upon Ukraine and Kazakhstan to ratify START I and noted their undertakings to fulfil the obligations entered into in the Lisbon Protocol. They welcomed the decision of the Conference on Disarmament to work for a universal and verifiable Comprehensive Test Ban Treaty and urged all nuclear weapon states to refrain from testing pending its conclusion. They expressed concern at the threat of proliferation of nuclear and other weapons of mass destruction. Noting that an NPT Review and Extension Conference would be convened in 1995, Heads of Government of the States Party urged all NPT signatories to contribute to the successful outcome of the Conference. Welcoming the conclusion of a Chemical Weapons Convention, Heads of Government called on all states to ratify it at the earliest possible date and thus enable its rapid entry into force. They also called for the strengthening of the provisions contained in the Biological Weapons Convention. They underlined the need to curb the build-up of conventional weapons beyond the legitimate requirements of self-defence.

Small States

14. Heads of Government heard with interest a report by the Chairman of the Commonwealth Ministerial Group on Small States which had held its first meeting on 24 October in Limassol. Noting Ministers' conviction that their meeting had been a useful one which had enabled them to address the implications of recent international events for small states' development and security, they endorsed the Group's view that further meetings should be held in the wings of CHOGMs and other major international conferences as appropriate. They welcomed the Secretary-General's intention to convene a consultative group of senior officials to meet in London between further ministerial meetings. They also endorsed Ministers' recommendation that the Secretariat should continue to provide support to Commonwealth small states, particularly in relation to the forthcoming Global Conference on the Sustainable Development of Small Island States.

Southern Africa

15. Heads of Government were of the view that the international community should continue to give all possible support and assistance to the countries of the Southern Africa region to enable them to repair the damage resulting from the years of destabilisation and conflict. They expressed the hope that South Africa would be integrated into the regional economy in a balanced and equitable manner.

South Africa

16. Heads of Government reviewed developments in South Africa since their last Meeting. They noted that major progress had been made at the multi-party negotiations. Of decisive importance were the agreement on 27 April 1994 as the date for the election to a Constituent Assembly and the passage in September 1993 of the Transitional Executive Council (TEC) Bill to facilitate and promote the transition to a democratic order. Heads of Government agreed that those developments marked a point of irreversibility in the transition and brought into sight the ending of apartheid. They warmly welcomed those developments and commended South Africa's leaders for setting the higher national interest above all partisan considerations.

17. They endorsed the decision of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa (CFMSA), annouced by the Secretary-General on 24 September 1993, that the Harare conditions for the lifting of trade, investment and financial sanctions had been met. The arms embargo

would however continue in force until a new post-apartheid South African Government was firmly established, with full democratic control and accountability.

18. In lifting all economic sanctions, Heads of Government endorsed the appeals by President de Klerk and Mr. Nelson Mandela for foreign investment in and increased trade with South Africa to help overcome the social and economic legacy of apartheid.

19. But in welcoming the progress made at the negotiations, Heads of Government also recognised that the process remained fragile. A number of parties had withdrawn from the negotiations and the opposition from the extreme right wing to the transitional process in general and to the establishment of the TEC in particular had become more pronouced in recent months. In the face of all that, Heads of Government agreed that the pre-eminent need was to help safeguard the process so as to ensure that a united, democratic and non-racial South Africa emerged from it. They called on all parties to ensure that agreements reached in the multi-party negotiations were adhered to, to put an end to violence and participate fully in the emerging democratic life of their country.

20. Heads of Government looked forward to a new democratic South Africa where, as an affirmation of its total repudiation of the apartheid past, the human rights and fundamental freedoms of all its people would be fully respected. They agreed that, in keeping with its own ethos and the principles of its Harare Declaration, the Commonwealth would render whatever assistance it could to ensure the promotion of those rights in the interest of the stability and orderly development of the new South Africa.

21. Heads of Government noted that the Commonwealth Observer Mission to South Africa (COMSA), which had been in the country since October 1992, had made an important and widely acknowledged contribution towards helping to stem the violence, reconcile communities, return refugees and initiate socio-economic reconstruciton. They commended the work of the Mission and agreed that it should remain in South Africa until after the election planned for April 1994 when the situation would be reviewed in consultation with the new, democratically elected government.

22. Heads of Government recognised the historic significance of the April 1994 election. But they also recognised the difficulties in the way of a free and fair election in view of the prevailing circumstances in the country. They therefore agreed that a sizeable international observer presence would be indispensable if confidence in the process was to be assured and the people of South Africa enabled to cast a valid ballot. They saw a Commonwealth Election Observer Group as an important component of that wider international

presence. A number of governments indicated that they would provide contributions to a special voluntary Commonwealth fund set up to help meet the cost of the Observer Group.

23. Heads of Government noted with approval that, with funding from the Commonwealth Fund for Technical Co-operation (CFTC), a programme of developmental activities had been initiated to strengthen National Peace Accord structures and assist the transition to a non-racial democracy. They accorded particular priority to the provision of technical assistance and training to promote improved police/community relations and in support of the Independent Electoral Commission (IEC), the Independent Media Commission (IMC), the Independent Broadcast Authority (IBA) and other institutions intended to facilitate the transition.

24. Heads of Government stressed that while the Commonwealth and the wider international community would continue to do all they could to help contain the violence and advance the process of transition, only South Africa's leaders, working together in a spirit of national reconciliation, could ensure lasting peace. They therefore called on all parties to contribute constructively to the negotiating process and to the emergence of a non-racial and democratic South Africa. In that context, they reaffirmed the support of the Commonwealth for the Multi-Party Negotiating Process (MPNP) and pledged to continue to do all in their power to advance it.

25. Heads of Government paid tribute to the CFMSA under the Chairmanship of the Secretary of State for External Affairs of Canada, for its contribution to the Commonwealth effort to help end apartheid and agreed that the Committee should continue to monitor developments in South Africa on behalf of the Commonwealth until after the election in April 1994.

26. While it was for the new, democratically elected government in South Africa to decide on whether it should seek to return to the Commonwealth, Heads of Government looked forward to welcoming a non-racial and democratic South Africa back into the Commonwealth at the earliest possible opportunity.

27. Heads of Government welcomed the decision taken jointly by the United Nations and the Commonwealth, in consultation with other donor agencies, on the convening of an international donors' conference on human resource development for a post-apartheid South Africa after the establishment of a government of national unity. They regarded that conference as an important forum for reviewing the human resource development needs of post-apartheid South Africa based on the Commonwealth Expert Group Report entitled Beyond Apartheid: Human Resources in the New South Africa and as a means of facilitating improved co-ordination among donors. They stressed

the urgency of redressing the imbalances in skills inherited from apartheid in the context of a viable non-racial democracy. Accordingly, they called on all governments and donor agencies to support the initiative.

Mozambique

28. Heads of Government welcomed the General Peace Accord signed on 4 October 1992 between the Government of Mozambique and the Mozambique National Resistance Movement (RENAMO) as well as the ensuing ceasefire. However, they expressed concern at recurring delays in implementing the Accord and called upon RENAMO to comply fully with its terms, including the despatch of its personnel to the United Nations administered assembly points. Heads of Government saw the formation of a unified Mozambican Defence Force as integral to the peace process and called upon all the parties to ensure that such a force was established by the time of the election planned for October 1994.

29. Heads of Government also welcomed UN Security Council Resolution 863 and called on all concerned to co-operate in ensuring that multi-party elections were held by October 1994 as agreed. In particular they called on RENAMO to co-operate with the government in the speedy completion of an Election Law with provision for an effective and independent national electoral commission.

30. Heads of Government noted that the Special Commonwealth Fund for Mozambique established in Vancouver in 1987 had completed five years of operation. They welcomed the arrangements made to maintain Commonwealth multilateral assistance to Mozambique and emphasised the importance of a continuing Commonwealth contribution to national reconstruction and democratic development in Mozambique.

Angola

31. Heads of Government noted that although UNITA had accepted the Bicesse Accords and the Abidjan Protocol and had indicated that it now recognised the result of the United Nations supervised election of September 1992, the war continued with untold human suffering and destruction. They deplored the continuation of the civil war and called upon UNITA to end hostilities and join in the democratic process and to observe all the relevant UN Security Council Resolutions on Angola. Heads of Government warned that failure on the part of UNITA to comply with those Resolutions would justify consideration of further sanctions and other measures.

Cyprus

32. Recalling the position they had adopted at Harare, Heads of Government reiterated their support for the independence, sovereignty, territorial integrity, unity and non-aligned status of the Republic of Cyprus. Noting that the United Nations Resolutions on Cyprus had not been implemented, they stressed the importance of securing compliance with all the United Nations Resolutions on Cyprus and, in particular, Security Council Resolutions 365 (1974) and 550 (1984). In that connection, they emphasised the need for the speedy withdrawal from the Republic of Cyprus of all Turkish forces and settlers, the return of the refugees to their homes in conditions of safety, the restoration and respect of the human rights of all Cypriots and the accounting for those missing. Expressing grave concern at the influx of Turkish settlers, they emphasised that nothing should be done which would result in changes in the demographic structure of Cyprus.

33. Having in mind the United Nations Resolutions calling for the withdrawal of all foreign forces from the territory of the Republic, Heads of Government welcomed the offer of the Government of Cyprus that upon the complete withdrawal of such forces, it would assume any added cost of a United Nations Force in Cyprus until the Cyprus question was resolved.

34. Heads of Government shared the disappointment of the United Nations Secretary-General, as expressed in his latest report to the Security Council, regarding recent developments in respect of his mission of good offices in Cyprus, including that an agreement on the package of confidence-building measures had not yet been reached due to the negative attitude of the Turkish Cypriot side. They welcomed and fully supported the intention expressed by the Secretary-General in his report and the positive response of the Security Council thereto, that unless progress was made on the Cyprus problem, the Secretary-General would request the Security Council to consider alternative ways to promote the effective implementation of the Security Council's many resolutions on Cyprus.

35. Heads of Government agreed that the Commonwealth Action Group on Cyprus should continue to monitor developments within the scope of its terms of reference including in particular assisting, upon request, the efforts of the United Nations Secretary-General.

Belize

36. Heads of Government reaffirmed their support for the security, sovereignty and territorial integrity of Belize. They therefore encouraged individual and collective solidarity with Belize. They urged Guatemala and Belize to resume and successfully conclude their dialogue, and, in that context,

recognised the potential value of consultations between the Commonwealth and other relevant organizations. Heads of Government requested the Secretary-General to convene the Commonwealth Ministerial Group on Belize whenever necessary.

Mediterranean

37. Heads of Government reaffirmed their support for continuing efforts to bring about regional consultations among Mediterranean States with a view to strengthening co-operation and resolving problems in the region.

38. They noted that recent events in the region had underlined the linkage which exists between Mediterranean security and security in Europe as well as international peace and security. In that regard, they noted with interest the proposals for a Conference on Security and Co-operation in the Mediterranean and for the setting up of a Council for the Mediterranean to be a forum for political, economic and social dialogue for the region.

The Middle East

39. Reviewing international developments in relation to the Middle East, Heads of Government welcomed the signing on 13 September 1993 of the Declaration of Principles by the Government of Israel and the Palestine Liberation Organization as representing an historic contribution to advancing reconciliation, peace and security in the region. They expressed the hope that the momentum for peace would be sustained and that negotiations involving all parties in the Middle East would lead to a just and comprehensive settlement in the interest of all the people of the region.

Bosnia-Herzegovina

40. Heads of Government expressed deep concern at the continuing hostilities and violence in Bosnia-Herzegovina. They strongly condemned the blatant violations of human rights, including the policy of 'ethnic-cleansing', as an affront to civilised humanity and called for an immediate end to these practices. Reaffirming the sovereignty, teritorial integrity and independence of Bosnia-Herzegovina, they urged the international community to make all efforts to urgently arrive at a just, equitable and comprehensive political settlement based on strict adherence to the provisions of the UN Charter, the decisions of the Security Council, international law and the principles adopted by the London International Conference on the Former Yugoslavia, in order to

preserve and protect the legitimate rights and dignity of all the Bosnian communities. They also urged all the parties involved in the conflict to co-operate in the achievement of such a political settlement.

Burundi

41. Heads of Government expressed profound outrage at the news of the overthrow of a democratically elected government in Burundi and strongly condemned the illegal seizure of power by the military. Upholding the principles and values of the Commonwealth contained in the Harare Declaration, Heads of Government called upon those who had seized power in Burundi to respect the democratic wishes of its people and restore to power the constitutionally and democratically elected government of President Melchior Ndadaye. They further called upon the international community to isolate the military junta until democracy was restored in that country.

Haiti

42. Heads of Government expressed deep concern at the continuing political crisis in Haiti and the resultant violation of human rights. They recorded their support for the joint UN-OAS action towards the restoration and institutionalisation of constitutional democracy in Haiti. They also called on the military forces in Haiti to respect the wishes of the Haitian people as expressed at the internationally supervised elections.

Cameroon

43. Heads of Government considered the application from Cameroon for Commonwealth membership. They resolved to welcome Cameroon to their next Heads of Government Meeting in 1995, and into membership of the association at that time, provided that the current efforts to establish a democratic system, consistent with the Harare Commonwealth Declaration, would by then have been completed.

World Economic Issues

44. Heads of Government noted that the world economy faced grave problems and uncertainties. At the same time, they believed that the current climate of low inflation and declining interest rates presented opportunities for economic recovery and growth and stressed the importance of building on these positive factors by combating protectionism and persisting with structural reform in all parts of the world. In that context they noted the positive

contribution being made to world economic growth by developing countries through liberalising their trade and markets and through strong performance in some countries.

45. Heads of Government noted that, despite the impressive economic performance in some parts of the developing world, poverty and deprivation continue to prevail. They welcomed the broadening political consensus on adjustment strategies informed by market-friendly measures, combined with human resource development and poverty reduction, and taking into account the needs and potential of women. They noted that the performances of many countries were constrained by external impediments, particularly by debt burdens, weak commodity prices and deteriorating terms of trade. In that context, they stressed the special difficulties of sub-Saharan Africa. They emphasised that major efforts were still required throughout the developing world to overcome institutional, economic and financial barriers to stronger growth; at the same time, they recognised that these reforms should be supported by an appropriate blend of adjustment and external financing.

46. Heads of Government addressed issues concerning the Uruguay Round of multilateral trade negotiations. Recognising the importance of trade liberalisation to economic growth and development, Heads of Government issued the Limassol Statement on the Uruguay Round, in which they reaffirmed their commitment to a comprehensive, equitable and balanced conclusion of the Round by 15 December 1993. They decided to constitute a Ministerial Mission, comprising Ministers from Barbados, Canada, Ghana, Malaysia and Mauritius, which would call on the GATT Director-General in Geneva, the European Commission in Brussels and selected capitals to further the purposes set out in the Limassol Statement.

Debt and Financial Flows

47. Heads of Government expressed their concern at the continuing debt problems of many developing countries, despite the progress made in international debt arrangements since 1991. They called for such additional measures as may be necessary to reduce the debt burden of these countries to sustainable levels, and in particular for the full implementation of the Trinidad and Tobago and Houston Terms. In that context, they welcomed the call by the G-7 Tokyo Summit for the Paris Club to look again at the terms of relief available and stressed that the neediest countries, with a track record of economic reform, should be offered early and sufficient reduction on their whole stock of official debt.

48. Heads of Government noted with concern the fact that Offcial Development Assistance had fallen in real terms and remained substantially below the internationally agreed target of 0.7 per cent of donor GNP. They

urged that all efforts should be made to enhance the flow of official resources to the developing countries. While recognising the importance of the historic transformation of economies in Eastern Europe and the former Soviet Union, they stressed that support for those countries should not be at the expense of the traditional developing countries, many of whom were facing even more formidable problems. They also emphasised that the highest priority should be given to the needs of the poorest countries and to poverty reduction.

49. Emphasising the positive role that private resource flows could play in promoting development, Heads of Government welcomed the recent sharp expansion in these flows and urged countries which had not done so to adopt policies that would enable them to attract such flows on a wider scale. They called on the Secretariat to enhance its catalytic role in encouraging private flows to member countries. In that context, they welcomed the recent decision by Commonwealth Finance Ministers to endorse the proposal for the establishment of a Commonwealth Privatisation Fund and looked forward to its early implementation.

Money Laundering

50. Heads of Government identified money laundering as a serious threat to financial systems worldwide and agreed that the Commonwealth should support enhanced international co-operation in combating this financial crime. They commended the 40 recommendations drawn up by the Financial Action Task Force (the international body founded for this purpose in 1989), urged steps for their early implementation and asked Commonwealth Law Ministers, Finance Ministers and the Secretary-General to see how best to carry this forward. They welcomed the formation of the Carribbean Financial Action Task Force. They also agreed to invite Law Ministers and Finance Ministers to examine how Commonwealth countries could best work collectively to combat the laundering of proceeds of all types of serious crime, through appropriate legislation and maintaining regulatory standards.

Food Security

51. Heads of Government were of the view that resolving the related problems of poverty and food security must remain a strategic priority for the Commonwealth if sustainable development were to be achieved in member countries. Recognising that the majority of the poor and the hungry lived in rural areas, they considered it important that the Commonwealth continued to offer support to member countries seeking to implement improved rural policies and programmes, specific poverty alleviation measures, noting the particular vulnerability of women and children, and strategies to increase food security.

Environment

52. Heads of Government reaffirmed the high priority they attached to environment issues and the pursuit of sustainable development as well as to the reduction of poverty through effective follow-up to the outcome of the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (UNCED). They welcomed the progress being made toward the early entry into force of the Framework Convention on Climate Change and the Convention on Biological Diversity, and looked forward to a successful conclusion to the negotiations on a Convention to Combat Desertification and Drought as well as on the restructuring and replenishment of the Global Environment Facility. They stressed the need for all the Rio commitments to be translated urgently into action. They welcomed the positive outcomes of the first substantive meeting of the UN Commission on Sustainable Development and expressed their full support for the Commission's work in helping to ensure the effective implementation of Agenda 21.

53. Heads of Government expressed support for the Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States, to be held in Barbados in April 1994 and urged participation by all Commonwealth countries at the highest possible level. They noted that the Conference was of great importance not only to small states but to the entire international community, since it presented an early opportunity for implementation of the commitments reached at UNCED and for building a partnership for the implementation of Agenda 21. They also expressed the view that the Conference would make a major contribution in the search by small island developing states for more sustainable patterns of development and encouraged support for several of the expected outcomes of the Conference, including the Regional Sustainable Development Centres (RSDC); the Small Island Developing States Technical Assistance Programme (SIDS/TAP); a Small Island Developing States Information Network (SIDSNET) and for the creation of Regional Disaster Emergency Funds.

Role of the Commonwealth

54. Heads of Government noted with appreciation the progress made since their last meeting in pursuing the priorities enshrined in their Harare Commonwealth Declaration. They stressed the importance of maintaining the balance reflected in the Harare Declaration between the social and developmental activities of the Commonwealth and the promotion of fundamental political values. In that context, they welcomed the development of a rolling Strategic Three Year Plan by the Secretariat and the establishment of the Steering Committee of Senior Officials to provide broad operational policy and resource allocation guidance and strategic direction to the work of the Secretariat. They expressed particular satisfaction at measures towards

ensuring that the Secretariat's work was now programme-driven and that its activities were based on a critical examination of such factors as the Commonwealth's comparative advantage. They also welcomed the extensive restructuring and re-organisation of the Secretariat undertaken with a view to pursuing its objectives more efficiently and cost-effectively. They commended the Secretary-General for his efforts in bringing about these important changes.

55. Heads of Government noted with appreciation the numerous practical measures undertaken by the Secretariat to promote the Commonwealth's fundamental political values. These included activities to promote democratic processes and institutions, such as the provision of constitutional, legal and electoral experts and the organisation of workshops and seminars for sharing of experience. The successful monitoring of nine elections in seven member states since the Harare Meeting reflected positively on the Commonwealth's electoral role. In that respect, Heads of Government noted that, subject to the availability of funds, periodic meetings of experts to assess the Commonwealth's experience in that field and help build on its successes could be useful.

56. Heads of Government also noted with satisfaction the Secretariat's efforts to promote human rights in all its aspects, through the dissemination of information; the provision of opportunities for consultation and the sharing of experience and expertise; human rights education and training; and assistance with the establishment or strengthening of national human rights institutions and mechanisms. They asked the Secretariat to provide for increased allocations to that area as much as available resources would allow.

57. Reiterating the important role played by non-governmental organizations in the area of promotion of human rights, Heads of Government encouraged increased practical co-operation between the Secretariat and NGOs.

58. Heads of Government reaffirmed the support given at Harare for the Report of the Commonwealth Governmental Working Group of Experts on Human Rights and its recommendations.

59. Heads of Government warmly received the attached message from Ministers Responsible for Women's Affairs, expecially the Commonwealth commitment to work towards a world in which women enjoyed their full rights and were equal partners in shaping the economic, political, social and cultural development of their countries. They expressed support for the actions proposed by the Ministers.

60. Heads of Government reaffirmed the Commonwealth's role in promoting sustainable socio-economic development, which constituted a priority for the vast majority of its member states. They were firmly of the view that development issues should remain at the forefront of Commonwealth concerns and that the association should continue to stress delivery of technical

assistance programmes in the areas of social and economic development; work for the achievement of a stable international economic framework within which growth could be achieved; for sound economic management recognising the central role of the market economy; the freest possible flow of multilateral trade on equitable terms; adequate flow of resources to developing countries; the development of human resources paying special attention to the needs of women, youth and children; and the protection of the environment through respect for the principles of sustainable development.

61. Heads of Government emphasised the importance of human resource development for the attainment of socio-economic and political progress in their countries. They commended the Commonwealth Working Group on Human Resource Development Strategies for its Report: Foundation for the Future. The Prime Minister of Jamaica proposed that the response to the recommendations of the Working Group should include a special human resource initiative embracing the inter-related areas of education, training, research and the professions, and with particular regard to the potential of youth. This initiative would seek to ensure better mobilisation of the human resource development capabilities of existing Commonwealth institutions. Heads invited the Secretary-General to initiate early consultations to prepare proposals for consideration first at official, and later at ministerial, level in 1994.

62. Heads of Government reaffirmed their conviction that the Commonwealth had a distinctive role to play in world affairs and that it was a growing force for good. They felt that such Commonwealth values as respect for pluralism, informality and belief in genuine consensus rendered it well placed to further serve its members and to assist the larger international community in the quest for early solutions to situations of potential or actual tension. They believed there would continue to be scope for the Commonwealth's good offices to be used to assist concerned member states at their request.

63. In the light of the foregoing, Heads of Government expressed their collective resolve to support and strengthen the Commonwealth association. Bearing in mind the extensive process of review and restructuring of the Commonwealth Secretariat, aimed at greater efficiency and cost-effectiveness, they agreed, if it emerged that additional resources were still required after available resources had been matched to needs, to consider making appropriate contributions.

Commonwealth Functional Co-operation

64. Heads of Government approved the attached Report of the Committee of the Whole on Programmes of Commonwealth Functional Co-operation, including the Commonwealth Fund for Technical Co-operation (CFTC), the Commonwealth Consultative Group on Technology Management (CCGTM) and Commonwealth Sport. They expressed their conviction that all of these Programmes were of demonstrable benefit to member countries and provided vital underpinning to the Commonwealth association. They noted with concern the financial constraints faced by these Programmes in the last two years. They urged all concerned to make every effort to sustain and where possible increase their pledges to them.

Commonwealth Fund for Technical Co-operation

65. Heads of Government noted with approval the wide range of technical assistance provided to developing member countries under the CFTC. They expressed satisfaction with the renewed efforts by member countries to ensure that the Fund was adequately resourced to enable it to continue to deliver effectively technical assistance in the priority areas related to social and economic development charted by the Harare Commonwealth Declaration. In that context, Heads of Government welcomed the proposed review of the Secretariat's 'C' Programmes (Assisting Sustainable Development) wholly or partly funded by the CFTC.

Commonwealth Consultative Group on Technology Management

66. Heads of Government welcomed the achievements of the CCGTM and the importance of the application of technology in development. They commended the initiative to establish a CCGTM/Private Sector Partnership launched by the Prime Minister of Malaysia in February 1993 which sought to promote a co-operative global approach to the harnessing of technology for development through public and private sector partnerships. In noting the valuable services which the CCGTM sought to provide to member governments, Heads of Government welcomed new pledges of support from some members and urged others to follow suit in order to lessen the current constraints on the CCGTM's core resources. They requested the Secretary-General to examine, through a working group, the most appropriate financial and organic structure for the CCGTM, with a view to enabling it to operate its Private Sector Partnership according to acceptable accountability principles, and for the Secretary-General to report back to them within six months.

67. Heads of Government commended the success of the Commonwealth Youth Programme. They welcomed the proposal of the Prime Minister of Sri Lanka for a Global Summit on Youth at an agreed date and invited the Secretariat to consult with member countries on the pursuit of this initiative.

Commonwealth Sport

68. Encouraged by the progress achieved by the CHOGM Committee on Co-operation through Sport, Heads of Government commended the Committee on its work since Harare and expressed support for the Committee's initiatives, particularly with regard to Commonwealth youth and social development.

69. Heads of Government expressed their best wishes for the successful hosting of the XVth Commonwealth Games in Victoria, British Columbia, Canada, during 18-28 August 1994. They accepted with pleasure the Canadian invitation extended to all governments to participate in the 1994 Commonwealth Games.

Commonwealth of Learning

70. Heads of Government received with satisfaction the Report from the Commonwealth of Learning and an independent Progress Review which commended the achievements of the organization since its inception. They noted, however, the grave financial situation now facing the Commonwealth of Learning. They made a strong appeal for increased contributions from a greater number of member countries with the intention of maintaining its valued services and of ensuring the pan-Commonwealth character of the organization.

Commonwealth Foundation

71. Recognising the importance of people-to-people co-operation within the Commonwealth, Heads of Government commended the Commonwealth Foundation for its continued commitment to the advancement of the Commonwealth network of non-governmental organizations and for its endeavours in achieving social development activities, especially involving young people. They endorsed the new budgetary procedures adopted by the Foundation's Board of Governors and welcomed the Foundation's special report documenting its achievements over the past 27 years. They further reaffirmed the autonomy of the Commonwealth Foundation and renewed its mandate.

Committee of the Whole

72. Heads of Government agreed that the Committee of the Whole should in future deal with the item on functional co-operation and be authorised to commence work in advance of the Executive Session of the next CHOGM, in order to submit a report at the start of the Meeting.

Secretary-General's Term of Office

73. Heads of Government decided to offer Chief Emeka Anyaoku a further five-year term of office, commencing on 1 July 1995. They resolved that, from 1 January 2000, the term of office for any subsequent Secretary-General would be four years, with a maximum of two terms for any one incumbent.

Next Meeting

74. Heads of Government accepted with pleasure the invitation from the Government of New Zealand to host their next meeting in 1995.

Commonwealth Secretariat
Le Meridien Hotel
Limassol

25 October 1993

Asia–Pacific Economic Co-operation Heads of Government and Ministerial Meetings

Osaka, Japan

November 16-19, 1995

Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 5

André Ouellet, Minister of Foreign Affairs 6

Roy MacLaren, Minister for International Trade 7

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) 8

General Information

Asia-Pacific Economic Co-operation 11

Canada, the Asia-Pacific Region and APEC 14

APEC and Trade and Investment Liberalization 16

Bilateral Relations

Australia 21

Brunei Darussalam 23

Chile 25

China 28

Hong Kong 32

Indonesia 34

Japan 37

Malaysia 40

Mexico 43

New Zealand 46

Papua New Guinea 48

Philippines 49

Republic of Korea 51

Singapore 54

Taiwan 57

Thailand 59

United States 62

Biographies

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

André Ouellet
Minister of Foreign Affairs

Born in St-Pascal, Quebec, on April 6, 1939, André Ouellet graduated from the University of Ottawa and the University of Sherbrooke faculty of law. He has been a member of Parliament since 1967, representing the constituency of Papineau–Saint-Michel, Quebec. He has held a number of cabinet positions.

Mr. Ouellet has served as Postmaster General, President of the Privy Council, Government House Leader, Minister of Consumer and Corporate Affairs, Minister of State (Urban Affairs), Minister of Public Works, Minister of Labour and Minister of State (Regional Economic Development).

He has also served as minister responsible for various Crown corporations, including the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Metric Commission and the Standards Council of Canada.

Mr. Ouellet was appointed the official critic for transport in 1985, official critic for external affairs in 1988 and official critic for federal-provincial relations in 1990. Between 1990 and 1992, he sat on a Quebec legislative commission and two parliamentary committees on Canada's constitution: the Bélanger-Campeau Commission, and the Beaudoin-Edwards and Beaudoin-Dobbie committees.

He was chair of the Quebec Liberal caucus in 1968, chief political organizer of the federal Liberal party in Quebec from 1977 to 1984, and co-chair of the National Liberal Campaign Committee in 1992.

Mr. Ouellet married Edith Pagé in 1965. They have four children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade

Born in Vancouver, British Columbia, in 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979, and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to cabinet as Minister of State (Finance) and in 1984 was appointed Minister of National Revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia–Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

He received a Bachelor of Applied Science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. Mr. Chan is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons in 1993 to represent the British Columbia riding of Richmond.

Mr. Chan married Maureen Marnlien in 1975. They have two children.

General Information

Asia-Pacific Economic Co-operation

General

- Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal dialogue group with limited participation, APEC has become the primary vehicle in the Asia-Pacific region for promoting open trade and practical economic co-operation. Member economies are committed to encouraging greater openness throughout the global economy as well as in the region.

- APEC now includes all the major economies of the region, among them the most dynamic, fastest growing economies in the world. APEC's 18 current members are Australia, Brunei, Canada, Chile, China, Hong Kong, Indonesia, Japan, Malaysia, Mexico, New Zealand, Papua New Guinea, Philippines, Republic of Korea, Singapore, Taiwan, Thailand and the United States. APEC is the only body where ministers from the "three Chinas" — China, Taiwan and Hong Kong — meet.

- Annual meetings of foreign affairs and trade ministers have laid the foundation for a practical, results-oriented economic dialogue based on shared prosperity, transparency and rules-based trade. APEC is becoming the key intergovernmental forum for setting the regional agenda and for focusing the priorities of member economies.

- In November 1993, the first APEC leaders meeting at Blake Island, Seattle, adopted an economic vision statement aimed at increasing transparency and regional economic integration through facilitation and liberalization of trade and investment.

- The November 1994 APEC leaders meeting in Bogor, Indonesia (near Jakarta), resulted in the Bogor Declaration, calling for free and open trade and investment in the Asia-Pacific region by the year 2010 (2020 for developing economies). Since then, the emphasis in implementing the Bogor Declaration has been on trade and investment liberalization and facilitation, along with economic and technical co-operation. This has involved both collective actions for all APEC members and individual action plans for each APEC member.

- This year, the APEC leaders meeting will be hosted by Japanese Prime Minister Tomiichi Murayama on November 19 at the Osaka Castle in Osaka. Foreign affairs and trade ministers will meet in Osaka on November 16 and 17 to review the recommendations made by APEC senior officials on the implementation of the Bogor Declaration, known

as the Action Agenda. Next year, the APEC meetings will be hosted by the Philippines. Canada will host the APEC summit and ministerial meetings in 1997.

Structure

- APEC operates by consensus. The forum's chair, which rotates annually among all members, is responsible for hosting the annual meeting of foreign affairs and economic ministers and, since 1993, the leaders meeting. Every second APEC meeting is held in one of the member countries of the Association of South East Asian Nations (ASEAN). Senior officials meet regularly between the APEC meetings to carry out decisions and make recommendations.

- APEC has three committees: the Committee on Trade and Investment, the Economic Committee and the Budget and Administrative Committee. It also has 10 sectoral working groups and several ad hoc groups working on such issues as the environment and small- and medium-sized enterprises. The working groups promote practical co-operation in such broad areas as transportation, telecommunications and human resource development.

- In 1992, APEC ministers set up the non-governmental Eminent Persons Group (EPG) to develop a vision of trade in the region to the year 2000. The EPG released its third report, entitled Implementing the APEC Vision, in August 1995. The contents of the report are being considered by the 18 APEC leaders and will be discussed at their November 19 meeting in Osaka. Canada's representative at the EPG is John S. MacDonald, President of MacDonald Dettwiler.

- The business community has direct input into the APEC process through the Pacific Business Forum, whose 35 members are business representatives appointed by APEC leaders. Their role is to identify issues that APEC should address to facilitate regional trade and investment and to develop business networks. Canada's representative on the Pacific Business Forum is Tim Reid, President of the Canadian Chamber of Commerce.

- To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. Its small staff of professionals, seconded by member economies, is responsible for the administration of the APEC central fund, which supports projects initiated by APEC working groups. The executive director of the secretariat, who is seconded from the member economy in the APEC chair, serves for one year. The deputy executive director is appointed by the economy designated to assume the chair the following year. Canadian career diplomat Jack Whittleton will become deputy executive director in January 1996 and

will become executive director of the APEC secretariat when Canada becomes APEC chair in January 1997.

History

- Dynamic trade and investment flows in East Asia in the 1980s led to a growing consensus that better regional consultation mechanisms were needed to replace the institutional vacuum which had existed in the Pacific since the Second World War.

- In 1989, then Australian Prime Minister Hawke initiated discussions on regional economic co-operation among the 12 leading Asia-Pacific economies, building on the private-sector Pacific Basin Economic Council and the tripartite (academics, business and government) Pacific Economic Co-operation Conference.

- An expanded membership, eight annual meetings of ministers of foreign affairs and trade, a special 1990 Uruguay Round meeting in Canada, two APEC leaders summits, and a host of meetings of APEC ministers responsible for finance, the environment, telecommunications, transportation and small and medium-sized enterprises have helped APEC evolve into a dynamic, responsive organization.

Canada, the Asia–Pacific Region and APEC

The Asia–Pacific region is important to Canada and to the global economy. With a population nearing two billion, and an aggregate gross national income twice that of the European Community and growing rapidly, the area represented by the Asia–Pacific Economic Co-operation (APEC) forum has become an economic powerhouse. It is the source of nearly 30 per cent of global trade.

Conservative estimates suggest that these markets will represent at least half of global growth over the next decade — the equivalent of at least five new economies the size of Canada's being added to global consumption. Asia has become Canada's second most important trading region, after the United States. By 1994, four of Canada's top 10 export markets and 11 of our top 25 export markets were APEC economies. Two-way trade with APEC economies (excluding the United States) increased by 16 per cent to reach $52 billion in 1994.

The Asia–Pacific region is also becoming an increasingly important source of foreign direct investment and new technology for Canada. Over the past decade, Japan moved from being eighth largest foreign investor in Canada to third largest, after the United States and the United Kingdom. Japanese direct investment in Canada has doubled since 1985 to $11 billion in 1994, while portfolio investment, mainly in federal and provincial government bonds, reached $45 billion in 1994. Other Asia–Pacific countries, such as Hong Kong, Australia, Singapore and South Korea, have also become major investors in Canada.

APEC economies will become increasingly important to Canada. Leading the way are what the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) refers to as the dynamic Asian economies (DAEs) — Korea, Taiwan, Hong Kong, Singapore, Thailand and Malaysia. Boosted by the DAEs double-digit or near double-digit growth rates, the rate of economic expansion in the Asia–Pacific region is exceeding the global average by a large margin. Indications show that this growth pattern will continue: from now until the end of the century, the lowest projected growth rate among the DAEs will double Canada's over the same period. Massive investment flows into and throughout the region are fuelling this surge in economic activity and are laying the foundation for continued rapid expansion.

Foreign direct investment flows to the Asian region of APEC have increased from $5 billion US in the period from 1981 to 1985 to $21 billion US in 1992. The effects of this economic activity are being felt in Canada through increased export sales, increased investment flows into Canada and a stream of tourists and students.

APEC is the principal intergovernmental vehicle for economic co-operation in the Asia–Pacific region. Its emergence in 1989 — built on the careful community-building efforts of governments, business and academics over the previous two decades — represents a significant change from the deep-seated intra-regional differences of the past. It is evolving into a key agenda-setting body for the region, helping to define priorities for member countries. It also provides an opportunity for directly advancing Canadian interests in the region.

Until 1993, the work of APEC was primarily a ministerial process, with annual meetings of foreign affairs and trade ministers and meetings of senior officials three to five times a year. The first APEC heads of government meeting took place in Seattle, United States, in 1993; the second was held in Bogor, Indonesia in 1994. Canada looks forward to hosting the ninth ministerial meeting and the fifth summit of leaders in 1997.

Membership in APEC allows Canada to participate in developments in the Asia–Pacific region and to benefit from the extraordinary economic opportunities it offers. Equally important is to inform Canadians about opportunities in the region and to prompt citizens of other countries to consider Canada when making decisions about everything from business to tourism.

APEC also enables Canada to pursue more specific objectives, such as expanding trade opportunities, promoting investment and trade liberalization and protecting the environment. It provides an opportunity to match the region's needs to Canadian capabilities and improve co-operation in sectors of key interest to Canada, including energy, fisheries, telecommunications, transportation and tourism.

Participation in APEC complements work in other regional and international bodies such as the OECD, the World Trade Organization (WTO), the Group of Seven leading industrial economies (G-7) and the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum.

APEC and Trade and Investment Liberalization

- At the conclusion of last year's Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) summit in Bogor, Indonesia, leaders agreed to the Bogor Declaration — a statement calling for free and open trade and investment among APEC economies by 2010, for industrialized members, and 2020, for developing members.

- Canada supports the call for free and open trade and investment within APEC. Canada has been an active proponent of regional and multilateral initiatives to help improve competitiveness. This approach reflects a belief that we must go beyond existing commitments to accelerate the pace of global trade liberalization.

- Trade and investment liberalization among APEC members is central to Canadian interests in the Asia-Pacific region. The region presents significant opportunities in areas of Canadian capability and expertise, particularly in telecommunications, power generation, transportation, oil and gas, and the environment.

- Four of Canada's top 10 export markets and 11 of our top 25 export markets are APEC members. APEC economies now consume half of Canada's total exports to markets outside the United States. Since APEC's inception in 1989, and excluding the U.S., two-way trade has increased by 38 per cent, or $14 billion, and exports by 21 per cent.

- Canada has played a constructive role in creating a detailed workplan for implementing the Bogor Declaration. The workplan, known as the Action Agenda, will be approved by ministers and leaders in Osaka. The agenda will set out a timetable of activity to be taken by APEC members both collectively and individually.

- Canada has stressed that the Action Agenda be comprehensive — in that it covers all sectors and policy areas — and that it set out clear and concrete action for the coming year. We have also ensured that the agenda will be linked to ongoing work in the World Trade Organization.

- Canada is advocating the development of a consensus on achieving free trade within APEC, the removal of barriers to investment, and greater technical co-operation in areas as diverse as customs procedures and forestry practices.

- Canada welcomes the reports by the APEC Eminent Persons Group and the Pacific Business Forum — advisory groups on trade and investment liberalization. The private sector has consistently urged governments to broaden the scope and step up the pace of liberalizing trade and investment in the region. We have carried this message to APEC meetings and discussions. Canada has also played a major role in exploring the development of an APEC dispute mediation service, one of the key recommendations of both groups.

- Canada values the input of the Canadian private sector into the APEC process. Canadians have made considerable contributions through high-level advisory groups such as the Eminent Persons Group and the Pacific Business Forum as well as through their ongoing participation in seminars, working groups and ministerial meetings.

Bilateral Relations

Australia

Gross Domestic Product (GDP):	US$284 billion (1993); US$339.7 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	4.1% (1993); 6% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$16,100 (1993); US$18,400 (1994 est.)
Population:	17.92 million (1994)
Head of State:	Queen Elizabeth II, represented by Governor General William Hayden
Head of Government:	Prime Minister Paul Keating
Minister of Foreign Affairs:	Gareth Evans
Minister for International Trade:	Robert McMullan

Canada–Australia Relations

- Canada's first overseas trade office was opened in Sydney in 1895. Both countries are currently celebrating their centenary of bilateral relations with major conferences and cultural activities. Several high-level visits have also commemorated this event, including visits by Canada's Foreign Affairs Minister André Ouellet and International Trade Minister Roy MacLaren to Australia and Australia's Minister for International Trade Robert McMullan to Canada. During his visit, Mr. MacLaren announced the appointment of an honourary consul in Melbourne.

- As parliamentary democracies within the Commonwealth, Australia and Canada share many common values and perspectives. Current domestic preoccupations include constitutional reform, aboriginal land claims, economic reform, immigration and multiculturalism, and the environment.

- Canada and Australia work closely together in the United Nations (UN), the Commonwealth, the World Trade Organization (WTO), the Asia–Pacific Economic Co-operation (APEC) forum and in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum.

- There is a well-established tradition of exchanging officials and views and of mutual assistance in consular and immigration matters. The two governments have co-located their diplomatic missions in Barbados and in Cambodia, sharing the same buildings.

Trade and Investment

- Marking the centenary of bilateral relations, Canada and Australia announced in March their intention to begin negotiating a bilateral trade and investment agreement. The agreement will provide a framework for more co-operation in international business development. It is also designed to explore ways to further liberalize bilateral trade and investment and to improve consultation on multilateral and regional trade policy issues. Another important objective is to enhance co-operation in sectors of priority interest, with emphasis on joint marketing efforts in third markets.

- Australia is Canada's 15th largest export market. In 1994, the figure reached $951.82 million, compared to $815 million in 1993. About 75 per cent of Canadian exports are manufactured goods and value-added products, many of which are produced by small and medium-sized enterprises.

- Australia is a particularly important market for Canadian manufacturers of high-technology products, including telecommunications and defence products, mining equipment and industrial machinery.

- Canadian imports from Australia were valued at $1.12 billion in 1994, up from $1 billion in 1993. Prinicipal imports include sugar, aluminium, metal ores and concentrates, beef, medicines and wine.

- More than 200 Canadian companies have established a direct presence in Australia through investment, joint ventures, sales offices or licensing agreements. The compatible sizes and levels of technology of the two economies have contributed to the formation of technology transfers and joint ventures. Canadian firms with Australian operations include Alcan, Northern Telecom, Moore Corporation, Placer Dome Development, Norcen and McCain Foods.

- Cumulative Canadian direct investment in Australia amounts to approximately $5 billion or 2 per cent of total foreign investment in that country. Australian investment in Canada is around $2 billion.

Brunei Darussalam

Gross Domestic Product (GDP):	$7.3 billion (1993)
GDP Growth Rate:	3% (1993)
GDP Per Capita:	$24,586 (1993)
Population:	300,000 (1993)
Head of State and Government:	Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah
Minister of Foreign Affairs:	Prince Mohammed Bolkiah
Minister of Finance (responsible for trade):	Prince Jefri Bolkiah

Canada–Brunei Relations

- Brunei is a small, oil-rich Islamic sultanate on the north coast of Borneo. It has a high per capita gross domestic product for a country its size.

- Brunei was co-ordinator of the dialogue between Canada and the Association of South East Asian Nations (ASEAN) from 1989 to 1991. It was host of the 1995 ASEAN Regional Forum and Post-Ministerial Conference.

- A member of the Commonwealth, Brunei is a major contributor to the Commonwealth of Learning, based in Vancouver.

Trade and Investment

- Bilateral trade between Canada and Brunei for 1994 totalled $2.78 million. Canadian exports to Brunei were valued at $2.6 million, up from $1.5 million in 1993.

- Principal Canadian exports include tobacco; manufactured goods such as boilers and machinery; electrical machinery and equipment; aluminium; and optical, photographic and other precision equipment.

- In 1994, Canada imported $182,000 worth of goods from Brunei, predominantly apparel and clothing accessories. Imports in 1993 soared to $8.5 million with a one-time import of mineral fuels, oils and related products.

- Power generation and defence and aerospace products are the main areas of opportunity for Canadian business in Brunei.

Trade and Investment

- Two-way Canada–Chile trade has more than doubled over the past decade from $202.4 million in 1983 to $552.5 million in 1994. During that same period, Canadian exports of wheat, pulp and paper machinery, mining and telecommunications equipment, automotive parts and iron and steel products increased by several hundred per cent.

- In 1994, the value of Canadian exports reached $314.4 million, an increase of almost 50 per cent over 1993. Principal Canadian exports to Chile include machinery and parts, wheat, mining equipment, bituminous coal, potassium, molybdenum and telecommunications equipment.

- Imports of Chilean goods were valued at $238.1 million in 1994, up 14 per cent over 1993. These include fresh grapes and other fruit, wine, copper concentrate, fish flour, meal and pellets, fish and seafood.

- During the Prime Minister's visit, Canadian businesses and their Chilean partners signed deals worth more than $1.7 billion, including $918 million in contracts and $846 million in agreements in principle.

- Canadian investments in Chile have increased sharply during the last four years, making Canada one of Chile's largest foreign investors. The cumulative total of actual Canadian foreign investment is $2.4 billion, while the cumulative total of actual and planned investment exceeds $4 billion. The bulk of these investments are located in the mining sector, chiefly in mine development, although other sectors such as energy, banking and communications are beginning to attract more interest.

- Canadian commercial objectives in Chile centre on the mining, forestry, power/energy, communications/informatics, agriculture and environmental sectors. Canada and Chile's resource-based economies have much in common, and Canada enjoys an excellent reputation as an advanced supplier, which enhances the potential for sales of goods and services and for technology transfer. There are more than 50 Chile–Canada joint ventures operating in Chile, from forest-fire fighting to building industrial machinery.

Development Assistance Co-operation

- Development assistance in Chile has focused on technology transfer and institution building. During the Prime Minister's visit to Chile, the Canadian International Development Agency (CIDA) signed a letter of support, pledging $4.35 million in financial assistance to the *Centro de Investigaciones Economicos para Latinoamérica* (CIEPLAN) to

organize a series of seminars on the development of Latin American economies.

- Between 1967 and 1994, Canada's development assistance to Chile (excluding multilateral contributions) came to just under $75 million. Total assistance in 1993–94 was approximately $5 million. About one-third ($1.8 million) of Canada's development assistance is provided through the International Development Research Centre. CIDA funds projects through its bilateral programs, the Industrial Co-operation Program, the Institutional Co-operation and Development Services Program, non-governmental organizations, and multilateral institutions or organizations.

- Bilateral assistance in 1993–94 was about $350,000, channelled through the Canada Fund for Local Initiatives, which is administered by the Canadian Embassy to support grassroots, self-help projects for the country's poorest groups. In addition, Chile benefitted from programming through regional projects.

- CIDA's Industrial Co-operation program is currently the most active CIDA mechanism in Chile. The program focuses its support on technology transfer and joint ventures. Projects range from technical engineering and geological services through private sector projects, such as those in hydroponics and forest-fire fighting, to niche technology development, such as automated construction and financial software. By 1994-95, there were 43 projects with a total value of $1.9 million.

- The Institutional Co-operation and Development Services (ICDS) program promotes linkages between Chilean and Canadian institutions such as universities, colleges, co-operatives, unions and professional associations. In 1993-94, ICDS provided approximately $290,000 to support three institutions projects in Chile.

- CIDA has supported Canadian non-governmental organizations in Chile, with disbursements of about $45,000 in 1993–94.

- In 1993–94, about $840,000 of Canadian assistance was channelled through multilateral mechanisms such as international financial institutions, technical co-operation and food organizations.

China

Gross Domestic Product (GDP):	US$544 billion (1993); US$495 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	13.8% (1993); 11.8% (1994)
GDP Per Capita:	US$455 (1993); US$410 (1994 est.)
Population:	1.2 billion (1994)
Head of State:	President Jiang Zemin
Head of Government:	Premier Li Peng
Minister of Foreign Affairs and Vice Premier:	Qian Qichen
Minister of Foreign Economic Relations and Trade:	Wu Yi

Canada-China Relations

- Canada-China relations have been enhanced significantly over the past year. Last November, Prime Minister Jean Chrétien led the largest-ever Canadian delegation to China, including nine provincial premiers, two territorial leaders and close to 400 Canadian business representatives. In October, Premier Li Peng visited Canada to commemorate the 25th anniversary of bilateral relations.

- Canada is developing a broadly based relationship with China based on four equally important and mutually reinforcing pillars: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.

- Given China's economic growth and potential, Canada is working to build an economic partnership that will create jobs and prosperity at home and benefit the people of China as well.

- Sustainable development is an integral component of Canada's policy towards China. Canada seeks to assist China — the world's largest consumer of coal — in managing its environment to the benefit of the global environment.

- Canada continues to work in multilateral fora to ensure that China respects its obligations under the United Nations Universal Declaration on Human Rights. Canada continues to raise concerns over the detention of political dissidents and the general lack of political freedoms in China.

- Canada has engaged China in a sustained and substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security, with a view to encouraging China to exercise responsible international behaviour with respect to arms sales and the early and successful conclusion of the Comprehensive Test Ban Treaty.

- Canada has an embassy in Beijing and a consulate in Shanghai. It also has established a trade office in Guangzhou (formerly Canton), in Guangdong Province, the heart of the fast-growing southern region of China.

Trade and Investment

- Canadian businesses have achieved notable success in China over the last year. During the Prime Minister's Team Canada mission, Canadian companies announced $8.6 billion worth of commercial arrangements, including contracts, memorandums of understanding and joint venture agreements.

- China is now Canada's second most important market in the Asia-Pacific region and our fifth largest export market in the world. Two-way trade surpassed $6 billion in 1994, an increase of slightly more than 25 per cent over the previous year.

- Canadian exports to China reached almost $2.2 billion in 1994 — the highest level ever. During the first six months of 1995, Canadian exports to China reached $1.4 billion — almost equalling the total value of Canadian exports to China in 1993.

- Since China embarked on an open-door policy of economic reform, Canada-China trade relations have evolved rapidly. Traditionally, Canadian exports to China have comprised basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. However, in recent years, sales of manufactured goods, such as electrical, mechanical and telecommunications equipment, have gained importance. While they represented only 4 per cent of our exports to China in 1988, high value-added manufactured goods rose to account for 32 per cent of our exports in 1993 and 34.3 per cent, or $728 million in 1994. Overall, exports of Canadian manufactured goods to China have more than doubled over the past two years.

- Canadian imports from China in 1994 were valued at $3.8 billion in 1994, up from $3 billion in 1993. Major imports from China include outerwear, cotton, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment and oil seeds.

- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, environmental technologies and services, transportation, the mining and petrochemical industry, agricultural products and technology.

- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending to it most-favoured-nation status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada also supports China's application for entry into the World Trade Organization, which would give Canadian businesses better access to the Chinese market.

- Chinese authorities are promoting foreign investment. Several Canadian firms, especially the larger ones with world-renowned technology, have invested $1.8 billion in China since this country began to open its doors to the world. Canadian small and medium-sized businesses are also starting to pay attention to China as an investment destination.

- More than 100 Canadian companies have offices in China, and Canadian firms are increasingly interested in expanding operations there.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) launched its official development assistance program with China in 1981. Since 1990, bilateral (government-to-government) funding has been in the range of $30 to $32 million. Bilateral projections for 1995-96 are $36 million.

- The New Country Development Policy Framework for China was launched by both governments in July 1994. All CIDA programs in China now focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. Women in development and poverty reduction also figure prominently in the new policy framework. Letters of intent have been signed for 17 new initiatives in the areas of environmental sustainability, economic co-operation, good governance and women in development.

- Major ongoing projects include the Canada–China Enterprise Management Training Centre, assistance to open cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, lean swine production, South China power studies, the Oil and Gas Technology Transfer Program and comprehensive transport management training.

- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial contributions to Canadian firms wanting to participate in sustainable development through long-term co-operation with local partners in developing countries. In 1994-95, the program disbursed $8.3 million to support projects in China.

- In November 1994, Prime Minister Chrétien and Chinese Premier Li Peng signed letters of intent for six development co-operation projects that support Chinese administrative, legal and economic reforms. The six are the: Statistical Information Management Project, Public Policy Options Research Project, Women in Development — Xinjiang, Women's Law Program, Special University Linkage Consolidation Program and Senior Judges Training Centre Project.

Hong Kong

Gross Domestic Product (GDP):	US$108 billion (1993); US$114 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	5.5% (1993); 5.7% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$18,335 (1993); US$19,380 (1994 est.)
Population:	5.89 million (1994)
Head of State:	Queen Elizabeth II, represented by Governor Chris Patten

Canada-Hong Kong Relations

- In July 1997, the territory of Hong Kong will revert to Chinese sovereignty and is expected to maintain its role as the business centre for all of South China. Canada is committed to supporting Hong Kong during the period of transition leading up to 1997 and to helping ensure its long-term stability and prosperity.

- A number of high-level visits to Hong Kong have taken place over the last year, including a visit by Prime Minister Jean Chrétien in November 1994.

- Canada and Hong Kong enjoy close relations. Historical, trade and family ties are building bridges and contributing to prosperity in both Canada and Hong Kong.

- Hong Kong is a major source of immigration and investment for Canada. More than 39,000 immigrant visas were issued in Hong Kong in 1994.

- Hong Kong students are the largest portion of the international student population in Canada.

- More than 50,000 Canadians live in the territory, most of them of Hong Kong origin.

Trade and Investment

- Trade and investment relations between Canada and Hong Kong are strong. Extensive commercial links include the presence of more than 75 Canadian corporations in Hong Kong, all major Canadian chartered banks, and several insurance companies.

- Bilateral trade reached an all-time high of $2.35 billion in 1994, up from $1.9 billion in 1993. Canadian exports were the largest contributor to this increase in bilateral trade, growing by 50 per cent to $1.16 billion, compared to $766 million the previous year. Imports from Hong Kong decreased slightly to $1.19 billion in 1994 from $1.2 billion in 1993.

- Principal Canadian merchandise exports to Hong Kong include precious metals, electrical equipment, plastics and plastic articles, paper and paper board.

- Principal Canadian imports from Hong Kong include electrical equipment, apparel, clothing accessories, mechanical equipment, toys, games and sports equipment.

- More than 100 Canadian firms, including banks and insurance companies, have subsidiaries or branches in Hong Kong.

- Cumulative Canadian direct investment in Hong Kong was valued at $805 million at the end of 1992. Hong Kong ranks second to Japan as an Asian investor in Canada, with investments totalling $2.6 billion in 1994. Hong Kong investors hold $20 billion in Canadian bonds and currency.

- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily as part of Hong Kong's plan to develop a new port and airport), building materials, environmental protection, security products and processed foods.

- Recent Canadian company success stories based on outstanding export performance in Hong Kong include 2000 + Connections, Seagram Company Limited, Canac Telecom, Northern Telecom Ltd., SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. and Cari-All Inc.

Indonesia

Gross Domestic Product (GDP):	US$144 billion (1993); US$154 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	6.5% (1993); 6.7% (1994 est.)
GDP Per Capita:	$765 (1993); $805 (1994 est.)
Population:	192 million (1994)
Head of State and Government:	President Haji Mohamed Soeharto
Minister of Foreign Affairs:	Ali Alatas
Minister of Trade:	Satrio Budiardjo Joedono

Canada–Indonesia Relations

- Indonesia's role in the Association of South East Asian Nations (ASEAN), its membership in the Asia–Pacific Economic Co-operation forum and its moderating influence in the Organization of the Islamic Conference, the Group of 77 and the Organization of the Petroleum Exporting Countries, make it an important partner in the region.

- In 1993, Canada marked the 40th anniversary of the establishment of the Canadian Embassy in Jakarta. Canada–Indonesia relations have developed from a traditional development co-operation relationship into a mature, mutually supportive and beneficial partnership at all levels.

- 1995 marked the fiftieth anniversary of Indonesian independence.

- Several visits at the ministerial level helped raise Canada's profile in Indonesia. Prime Minister Jean Chrétien's visit last November was testament to Canada's desire to broaden its bilateral and commercial relationship with Indonesia. In May, Indonesia's Minister of Investment led over 50 business representatives to Canada to promote opportunities for bilateral partnerships. This mission was followed by a visit to Indonesia by Canada's Secretary of State (Asia–Pacific) Raymond Chan in July.

Trade and Investment

- Indonesia is Canada's most important export market in the ASEAN region. Two-way trade is currently valued at $1 billion. In 1994, Canadian exports were worth $475 million, an increase of $14 million over the previous year. Imports were valued at $522 million, compared to $444 million in 1993.

- Canada's merchandise exports consist of basic commodities such as cereals, wood pulp, plastics, sulphur and mineral fuels, and manufactured products such as boilers, machinery and mechanical appliances. Imports include footwear, wood and wood products, rubber and rubber products, apparel and clothing accessories, and electrical machinery and equipment.

- Services exports, particularly engineering services, are another sizeable component of Canadian trade with Indonesia. Since the mid-1970s, Canadian firms have developed niches in pulp and paper, mapping, telecommunications and environmental services. It is estimated that the Canadian service sector adds an additional $200 million a year in exports.

- Cumulative Canadian direct and planned investment in Indonesia is valued at $5 billion to date, the largest in any Southeast Asian country. A major component is a mining and smelting plant in Sulawesi owned by International Nickel Company of Canada Limited (INCO). Oil and gas exploration and consulting and engineering companies have established a strong presence in Indonesia. Other Canadian investors include Bata Corporation, Babcock and Wilcox, Gulf Canada Resources, Manulife Financial and Sun Life Assurance.

- Several factors, such as Indonesia's rapid economic growth rates, abundant natural resources, membership in the new World Trade Organization and growing population — the fourth largest in the world — make it a very attractive market for Canadian business.

- The Canadian private sector has begun to foster a stronger presence in the Indonesian market. There are about 60 companies and 23 joint ventures operating in Indonesia. During the Prime Minister's visit last November, $1 billion in new trade and investment links between Canadian and Indonesian businesses were announced, including:

  - Additional investments in existing facilities by Bata Corporation and INCO.
  - The opening of the Canada-Indonesia Business Development Office by the Canadian Exporters' Association.
  - The supply of goods and services by CAE Electronics, Hughes Canada and Trenton Works Inc.
  - The start of a nuclear regulatory training program through the Atomic Energy Control Board of Canada.
  - The signing of a memorandum of understanding between the Canada-Indonesia Business Council and the Indonesia-Canada Business Council, to support further private-sector ties.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) program in Indonesia is one of its largest, averaging some $30 million annually. Programs focus on the environment, economic co-operation, human resource development and human rights.

- Canada's bilateral development assistance for 1994-95 totalled $31.5 million. During his visit last November, Prime Minister Chrétien announced a contribution of $30 million over the next five years to support three development co-operation projects. The funding expands Canadian development assistance programming in the areas of women in development and gender equity; education and research; and community development and health in East Timor through CARE Canada.

- CIDA is one of the world's largest aid donors to East Timor. Funds are channelled through UNICEF, churches, local grassroots organizations, CARE Canada and the International Committee of the Red Cross.

Japan

Gross Domestic Product (GDP):	US$4,215 billion (1993); $4,591 billion (1994)
GDP Growth Rate:	0.1% (1993); 0.6% (1994)
GDP Per Capita:	US$33,850 (1993); US$34,150 (1994)
Population:	125 million (1994)
Head of State:	Emperor Akihito
Head of Government:	Prime Minister Tomiichi Murayama
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs:	Yohei Kono
Minister of International Trade and Industry:	Ryutaro Hashimoto

Canada–Japan Relations

- Canada–Japan relations are built on our partnership in the Quad (Canada, the European Union, Japan and the United States); the G-7; the United Nations; and the Organization for Economic Co-operation and Development; and our common membership in the Asia–Pacific community, including APEC and the Association of South East Asian Nations (ASEAN), the Post-Ministerial Conference (PMC) and the ASEAN Regional Forum.

- During the past year, several Canadian ministers have visited Japan, including Finance Minister Paul Martin, International Trade Minister Roy MacLaren, Industry Minister John Manley and Deputy Prime Minister and Minister of the Environment Sheila Copps.

- In 1991, the Canadian and Japanese prime ministers appointed a panel of individuals outside government to recommend ways to enhance bilateral relations. Many recommendations of the Canada–Japan Forum 2000's 1992 report have already been implemented and, subsequently, the Forum presented a follow-up report to both prime ministers in May 1995 based on extensive consultations held in September 1994 (Vancouver) and in February 1995 (Tokyo). The 1995 follow-up report reviewed the 18 recommendations made in the 1992 report, and decided on four priority recommendations and two new recommendations that it wishes to stress to the two governments, including a proposed course of action for each. The priority recommendations for enhanced co-operation include political co-operation at G-7 summits and other forums, economic cooperation, environmental issues, culture, exchange of peoples, and the establishment of an ongoing dialogue mechanism.

- More tourists come to Canada from Japan than from any other country except the United States. In 1994, Japanese tourists generated about $532 million in revenue, excluding international air travel.

- Japanese research and development expenditures are the highest in the world and increasingly include investment in overseas facilities. With a view to enhancing scientific and technological ties with Japan, a bilateral agreement was signed in May 1986, and in 1990, Canada established a multi-million-dollar Japan Science and Technology Fund (JSTF). Through the JSTF, Canada has sponsored more than 200 projects to date.

- Canada is represented in Tokyo, Osaka, Fukuoka and Nagoya and has honourary commercial representatives in Hiroshima, Sendai and Sapporo. The commercial representatives co-ordinate between 50 and 60 trade promotion events each year, some in conjunction with ministerial visits.

Trade and Investment

- Japan continues to be Canada's second-largest trading partner after the U.S., and our most important partner in Asia. Our 1994 exports to Japan were $9.5 billion (an increase of $1 billion over 1993), imports were $11.3 billion. Canada exports as much to Japan as to the rest of Asia combined.

- While Canada maintains its traditional strength in sales of resource products, more than 40 per cent of Canada's sales to Japan are manufactured or valued-added goods. Canadian industry exports many processed goods to Japan, ranging from aerospace and information technology products to building products and processed food.

- Canada's Action Plan for Japan, launched in 1993, is a joint undertaking with the private sector. It seeks to alert Canadian industry to changing market conditions in Japan, encourage product adaptation and help promote products. Action plans have been developed in seven priority sectors: processed foods, tourism, information technology, auto parts, forest and building products, aerospace, and fisheries products.

- Japan is Canada's third-largest source of foreign direct investment ($11 billion in 1994). Total Japanese portfolio investment in Canada as of March 1995 was about $45 billion, roughly the same as 1994.

- Major recent investment include Toyota's $600 million assembly plant expansion in Cambridge, Ontario; Honda's $80 million plant expansion in Alliston, Ontario; Mitsui Homes decision to establish a pre-cut housing operation in Langley, British Columbia; and a joint venture

between NEC and Mitsui to produce lithium batteries in Vancouver. The globalization of Japanese firms will c ontinue to drive major outflows of direct investment, particularly in manufacturing.

Development Assistance Co-operation

- In 1986, Canada–Japan official development assistance (ODA) co-operation was announced. Since that time, formal ODA consultations have been held regularly.

- Co-operation to date includes:

  — Annual policy consultations.
  — Exchange of information on ODA-related issues.
  — Aid policy dialogue on major ODA issues of mutual interest.
  — Functional co-operation, such as joint evaluations of projects and an exchange of personnel between the Canadian International Development Agency and the Japan International Co-operation Agency.
  — Co-operative activities in countries of mutual interest.
  — Direction of joint projects.

Malaysia

Gross Domestic Product (GDP):	US$64 billion (1993); US$66.74 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	8.5% (1993); 8.7% (1994)
GDP Per Capita:	US$3,345 (1993); US$3,380 (1994 est.)
Population:	19.5 million (1994)
Head of State:	Sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman
Head of Government:	Prime Minister Mahathir bin Mohamad
Minister of Foreign Affairs:	Abdullah bin Haji Ahmad Badawi
Minister of Trade and Industry:	Paduka Rafidah Abdul Aziz

Canada-Malaysia Relations

- Canada's bilateral relations with Malaysia are based on Commonwealth ties, co-membership in the Asia-Pacific Economic Co-operation forum, development co-operation and the significant number of Malaysian students in Canadian educational institutions.

- Canada and Malaysia share mutual interests in a number of international issues, including peacekeeping and the environment. Canada and Malaysia co-chaired the Intergovernmental Working Group on Global Forests, which first met in Malaysia in April 1994 and again in Canada in October 1994.

- Canada's Deputy Prime Minister and Minister of the Environment Sheila Copps led a 25-member environmental mission to Malaysia in September. This mission followed a visit in July by Minister of Human Resources Lloyd Axworthy.

Trade and Investment

- Canada-Malaysia trade has grown considerably over the past decade reaching nearly $1.5 billion in 1994. Between 1991 and 1994, Canadian exports increased by almost 30 per cent, reaching nearly $289 million in 1994. Exports of services, principally engineering consultancy services, are worth an estimated $50 million annually. Imports from Malaysia were valued at $1.2 billion in 1994, up from $877 million in 1993.

- Canadian merchandise exports include fertilizer; paper and paperboard; organic chemicals; cereals; and manufactured products such as boilers, machinery and mechanical appliances. Principal imports include

electrical machinery and equipment; boilers, machinery and mechanical appliances; organic chemicals; rubber and rubber products; and apparel.

- Strong economic growth and industrial diversification, among other factors, make Malaysia an attractive investment location and a valuable economic and trading partner for Canada. With its goal of becoming a developed nation by the year 2020, known as Vision 2020, Malaysia is fast-tracking much of its development in such areas as transportation, power generation, infrastructure, institution buildings and services.

- Significant opportunities for Canadian business exist in oil and gas exploration; distribution and project management consulting; air, railroad and urban transport; hydro-electric power consulting and project management; agri-food exports, food biotechnology, processing and packaging; aerospace projects; and advanced technologies such as remote-sensing and other telecommunications, plant automation and computerized production.

- The Canadian private sector has achieved notable success in the Malaysian market in the last year. For instance, in November 1994, a Canadian consortium comprising Bombardier and SNC-Lavalin signed an agreement, valued at $939 million, with Malaysia's Renong Group for the construction of a rapid-transit system in Kuala Lumpur. In April 1995, Bovar Inc. of Calgary and its Malaysian partner, Progressive Impact Corp. Sdn Bhd, signed a 20-year contract to build, own and operate an air-and-water-quality monitoring and data management system.

- Bilateral arrangements avoiding double taxation and protecting Canadian investments in Malaysia facilitate Canada-Malaysia investment relations.

- Nova Gas International, Bata Corporation, Alcan Aluminum and Northern Telecom operate major Canada-Malaysia joint ventures.

- Cumulative Canadian direct investment in Malaysia at the end of 1994 totalled $354 million.

Development Assistance Co-operation

- Canada has provided more than $100 million in official development assistance to Malaysia since 1953. The country is making significant economic progress, though it still faces some constraints in achieving sustainable growth.

- Assistance focuses on human resources development and increasing Malaysia's access to Canadian technology and expertise in support of private-sector development, infrastructure services, environmental management, and women in development. Official development assistance funding in 1994-95 totalled $8.4 million.

- A key Canadian International Development Agency (CIDA) project is Enterprise Malaysia–Canada, which fosters joint ventures and other commercial collaboration between Canadian and Malaysian firms by matching Malaysian needs to Canadian capabilities in such areas as oil and gas, information technology, environmental services, water and sanitation, and manufacturing.

- Since 1982, CIDA's Industrial Co-operation (INC) program has provided more than $16 million to support Canadian businesses assisting in Malaysian private-sector development. Funds have been mainly for viability, starter and preliminary studies in industry, energy, transportation, agriculture, water and sanitation. CIDA–INC seed money has led to many successful joint ventures that have produced commercial benefits for both Canadian and Malaysian firms.

Mexico

Gross Domestic Product (GDP):	US$333 billion (1993); US$385 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	0.4% (1993); 3.1% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$3,650 (1993); US$4,145 (1994 est.)
Population:	93.03 million (1994)
Head of State and Government:	President Ernesto Zedillo
Minister of Foreign Relations:	Jose Angel Gurria
Minister of Commerce and Industrial Development:	Herminio Blanco

Canada–Mexico Relations

- Canada has a broader and more substantial relationship with Mexico than with any other Latin American country. While implementation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) is currently a priority, it is by no means the only issue in the dynamic and expanding relationship between the two countries. A stronger partnership with Mexico is an important element in Canada's policy toward Latin America.

- Held approximately every two years since 1968, and every year since 1990, Canada–Mexico Joint Ministerial Committee meetings provide an important forum for discussion and co-operation on matters of common interest in the political, commercial and economic fields.

- Since March 1990, more than 35 bilateral agreements have been signed, including the first double taxation agreement signed by Mexico, as well as agreements on environmental co-operation, distance education, mining, culture and legal matters.

- In November 1995, the Canada–Mexico Steering Committee held its first meeting. This binational group, which includes non-governmental representatives from both countries, aims to establish a governing framework and set targets for the Canada–Mexico relationship over the medium to long term.

- In October 1995, the respective human rights commissions of Canada and Mexico signed a co-operation agreement. Through a program of bilateral activities, Canada will contribute directly to observing human rights in Mexico.

Trade and Investment

- Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America. Two-way trade grew by 21 per cent in 1994, totalling more than $5.5 billion. Canadian exports rose by 28 per cent to exceed the $1 billion threshold, while imports of Mexican goods were up 20 per cent, reaching $4.4 billion. Canadian export figures do not reflect, however, the volume of many goods shipped to Mexico via the United States.

- Canada's access to the Mexican market has increased considerably since January 1, 1994, when the NAFTA came into force. Canadian firms have been able to expand sales in sectors that were previously highly restricted, such as the automotive, financial services, trucking, energy and fisheries sectors. The elimination of Mexican import licensing requirements and tariffs — some upon implementation of the NAFTA and others over the next four to nine years — is helping to provide barrier-free access to a market of over 85 million consumers.

- In 1994, manufactured products accounted for 35 per cent of Canadian exports to Mexico. Canadian telecommunications, plastics, automotive, machine-tooling and metalworking companies have made significant inroads into the Mexican market. Agro-industrial products, particularly processed foods technology and equipment, represent other significant market opportunities for Canadian firms.

- Canada's principal imports from Mexico include motor vehicles and parts, electrical equipment, audio equipment and parts, petroleum oils, engines and parts, data-processing machines and parts, ignition wiring sets, air conditioners and parts, filtering/purifying machinery and parts, furniture, fruits and nuts, vegetables, glass and glassware and optical equipment.

- Canadian direct investment in Mexico in 1993 totalled $529 million, up from $452 million in 1992. Canada's cumulative direct investment in Mexico continued to grow in 1994 and now totals almost $1.2 billion, with additional commitments of over $1.5 billion. While the devaluation of the peso may change or delay some of these plans, the Mexican government's announcement of further privatization plans will create additional opportunities for Canadian businesses in ports, airports, power stations, petrochemicals and the storage and transmission of natural gas.

- To assist the growing number of Canadians pursuing business in Mexico's industrial north, a Canadian consulate and trade office was opened in Monterrey in January 1993. A trade office in Guadalajara will open in November 1995.

- Canada continues to actively help Canadian business capitalize on the new opportunities created by the NAFTA. As part of this program, exporters can use the services provided on a cost-recovery basis by the new Canadian Business Centre in Mexico, which maintains state-of-the-art exhibit, office and conference facilities to host solo trade shows, seminars and individual business meetings.

Development Assistance Co-operation

- There is no Canadian International Development Agency (CIDA) bilateral program with Mexico. There is, however, a $375,000 Canada Fund for Local Initiatives administered by the Canadian Embassy to support programs aimed at Mexico's poorest groups.

- Many Canadian non-governmental organizations (NGOs), funded by CIDA, are active in Mexico. Since 1993-94, CIDA has made contributions worth almost $1 million to Canadian NGOs for projects focusing on community health, education and private sector development.

- CIDA's Industrial Co-operation (INC) program in Mexico is its most important. Since 1992, Canadian firms have reported profits in the $3.5 million dollar range.

- Currently under way are 31 joint-venture viability studies and 18 technology transfer projects for recent joint ventures. An additional 18 project proposals are under review.

- CIDA–INC program activities in Mexico focus primarily on environmental technologies, transportation, gas and the food sector.

New Zealand

Gross Domestic Product (GDP):	US$43 billion (1993); US$46 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	5.2% (1993); 3.9% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$12,635 (1993); US$13,230 (1994 est.)
Population:	3.5 million (1994)
Head of State:	Queen Elizabeth II, represented by Governor General Catherine Tizard
Head of Government:	Prime Minister Jim Bolger
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs:	Don McKinnon
Minister of Commerce, Industry and Trade Negotiations:	Philip Burdon

Canada–New Zealand Relations

- Canada's relationship with New Zealand is rooted in the shared inheritance of British parliamentary democracy and Commonwealth membership, as well as in mutual experience and interests.

- Senior officials of both countries consult each other regularly on political, economic and trade matters, and there is an ongoing exchange of public servants. As well, a limited program of defence co-operation is in place.

- Mutual support extends to the international arena, particularly in United Nations affairs and in the Asia–Pacific and South Pacific regions.

Trade and Investment

- Canada and New Zealand enjoy excellent trading relations based on the Trade and Economic Co-operation Agreement signed in August 1981. It provides for the continued exchange of preferential tariffs and commits both countries to expanded and closer business relationships.

- In the first half of 1995, Canada exported goods valued at $86.7 million to New Zealand. In 1994, Canadian exports reached nearly $141 million, up from $121 million in 1993. Canadian imports from New Zealand totalled nearly $321 million in 1994, compared to $254 million in 1993.

- Principal Canadian exports are fertilizers (potash), polyethylene, sulphur, machinery, softwood lumber and canned salmon. Inroads are being made in the more value-added sectors, such as computer hardware and software, telecommunications equipment and consumer products.

- Major imports from New Zealand include beef and lamb, fruit, dairy products and fish.

- New Zealand invests more than $3 billion in Canada. Fletcher Challenge Ltd. leads the way with investments in the forestry sector in British Columbia and in the oil and gas sectors in Alberta and Saskatchewan. Canadian investment in New Zealand exceeds $1.5 billion.

- Canadian joint ventures in New Zealand include projects by TransAlta Energy Resources (thermal power generation and electrical utilities), Methanex (methanol production), Bell Canada and CanWest Global (television).

Papua New Guinea

Gross Domestic Product (GDP):	US$4.6 billion (1993 est.); US$4.6 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	14.4% (1993); 0.3% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$1,185 (1993 est.); US$1,100 (1994 est.)
Population:	4 million (1994)
Head of State:	Queen Elizabeth II, represented by Governor General Wiwa Korowi
Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and Trade:	Julius Chan

Canada–Papua New Guinea Relations

- In both area and population, Papua New Guinea is the second-largest country in the South Pacific, after Australia. It achieved independence from Australia in 1975.

- Canada's bilateral relations with Papua New Guinea are limited. APEC and the annual South Pacific Forum dialogue meetings provide the only regular contact.

- The Canadian High Commission in Canberra administers a Canada Fund program in Papua New Guinea of $500,000 a year, which primarily supports community development and services.

Trade and Investment

- In 1994, Canada exported nearly $2.1 million in goods to Papua New Guinea and imported $1.9 million.

- Canadian direct investment in the mining industry is valued at more than $500 million.

Development Assistance Co-operation

- In 1993-94, total Canadian development assistance to Papua New Guinea was $3.8 million.

- One of the Canadian International Development Agency's most important bilateral projects is the Canada–South Pacific Ocean's Development Program. The program supports activities in the South Pacific aimed at strengthening regional organizations.

Philippines

Gross Domestic Product (GDP):	US$54 billion (1993); US$63.8 billion (1994)
GDP Growth Rate:	2.1% (1993); 4.3% (1994)
GDP Per Capita:	US$830 (1993); US$950 (1994)
Population:	67 million (1994)
Head of State and Government:	President Fidel V. Ramos
Secretary of Foreign Affairs:	Domingo Siazon, Jr.
Minister of Trade and Industry:	Rizalino Navarro

Canada–Philippines Relations

- Canada was one of the first countries to affirm support for the Aquino government and the first to extend export credits. It has been very supportive of President Ramos' efforts to achieve economic growth and political stability.

- Canada and the Philippines work closely together in a number of multilateral forums, including the United Nations and its specialized agencies, the Association of South East Asian Nations (ASEAN) and Asia–Pacific Economic Co-operation (APEC).

- Immigration is an important element of the bilateral relationship. In 1993, the third-largest group of immigrants to Canada came from the Philippines. The Filipino population in Canada is estimated at 200,000.

- As the Philippines will be host of the 1996 APEC leaders' summit and Canada of the 1997 summit, the two countries are working closely together on APEC issues.

- Trade between Canada and the Philippines has more than quadrupled since 1985, reaching $664 million in 1994. Canadian exports have grown from only $45 million in 1985 to $195 million in 1994 (roughly the same as in 1993). Imports during the same period rose from $109 million to $469 million (up from $387 million in 1993).

- Traditionally, agricultural and resource commodities, including ores, slag and ash, wood pulp, zinc, and paper and paperboard have been the main Canadian exports. However, manufactured exports such as electrical machinery and equipment and boilers, machinery and mechanical appliances have gained importance. Imports from the Philippines consist of electrical machinery and equipments; apparel; boilers, machinery and mechanical appliances, clocks and watches; and leather products.

- Significant opportunities for Canadian business are in infrastructure development, including power generation, oil and gas, water management and waste disposal. Other opportunities are emerging in the construction, advanced technology, mining, agri-food, industrial, services and consumer products sectors.

- Canadian exporters have demonstrated a growing interest in the Philippines. For example, Northern Telecom has just received a US$75-million contract to install 300,000 digital telephone lines for the International Communications Corporation of the Philippines. Monenco Agra has recently secured an engineering contract for the $250-million Agbulu Hydroelectric Project in a joint venture with an Australian firm.

- Canada is the 15th-largest investor in the Philippines, with Canadian direct investment valued at about $90 million. Major investors include Sun Life, the Bank of Nova Scotia, Placer Dome Development, and BC Packers. A double taxation agreement is in place between Canada and the Philippines and foreign investment protection agreement negotiations are currently underway.

- To attract foreign investment, the Philippines government has developed programs, policies and incentives, such as the creation of a duty-free "special" economic zone in Subic Bay.

- Central to these activities is the 1991 Foreign Investment Act which allows 100 per cent foreign ownership in most areas, including: telecommunications, informatics, environmental service and supply organizations, infrastructure development projects, select food groups and export-oriented enterprises.

Development Assistance Co-operation

- Canada has targeted the Philippines as a priority country for development assistance. Since 1986, Canadian assistance has totalled about $250 million. In 1994-95, bilateral disbursements reached $27.4 million. Major areas of assistance are local and national government administration improvements, private sector development, and strengthening of democratic institutions and non-governmental organizations.

Republic of Korea

Gross Domestic Product (GDP):	US$331 billion (1993); US$356 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	5.5% (1993); 8.3% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$7,510 (1993); US$8,015 (1994 est.)
Population:	44.5 million (1994)
Head of State:	President Kim Young Sam
Head of Government:	Prime Minister Lee Hong-koo
Minister of Foreign Affairs:	Gong Ro Myung
Minister for International Trade and Industry:	Park Jae Yoon

Canada–Republic of Korea Relations

- Canadian involvement in the Korean peninsula began in the late 19th century when Canadian missionaries played an important role in education and health care.

- Official involvement began in 1947 when Canada participated in the United Nations commission that supervised free elections. Formal recognition of the Republic of Korea followed in 1949. Canada opened its embassy in Seoul in 1973.

- Canada contributed the fourth-largest contingent to the UN Command in the 1950–1953 Korean War, providing 26,791 troops and suffering 516 fatalities.

- In 1992, Canada welcomed the election of President Kim Young Sam, the Republic of Korea's first civilian president in more than 30 years.

- The Republic of Korea's rapid development, democratic evolution and growing regional and international interests, together with its entry into the United Nations in 1991, have resulted in greater co-operation between the two countries in a number of areas, such as arms control, disarmament and peacekeeping.

- In addition, Canada and the Republic of Korea share membership in the Asia–Pacific Economic Co-operation forum and the World Trade Organization. Canada is supporting the Republic of Korea's request for membership in the Organization for Economic Co-operation and Development because of the country's growing economic importance and our shared interest in many policy areas.

- Canada supports the Republic of Korea's continuing efforts to improve relations with North Korea (the Democratic People's Republic of Korea) and to lessen tensions on the divided peninsula.

- Canada joined the Republic of Korea, Japan and the United States at the preliminary conference of the Korean Peninsula Energy Development Organization held in New York in March 1995. The organization was established to monitor the transformation of North Korea's energy sector and to ensure it complies with its non-proliferation obligations.

- Bilateral relations have been enhanced considerably through the Canada–Republic of Korea Special Partnership, conceived by Prime Minister Jean Chrétien and President Kim Young Sam at the 1993 APEC Summit. The partnership is designed to forge closer co-operation in areas of trade, investment, industrial technological co-operation and development assistance in other Asian countries.

- Several high-level bilateral visits have taken place over the last year to help strengthen the Special Partnership. In September 1995, Deputy Prime Minister and Minister of the Environment Sheila Copps led the first-ever environmental mission to the Republic of Korea to promote Canadian environmental technology, products and services. In January 1995, Secretary of State (Asia–Pacific) Raymond Chan visited the Republic of Korea, where he officially opened the office of Canada's honorary consul in Pusan, an emerging focal point of economic activity in the country.

Trade

- Canada's trade relationship with the Republic of Korea continues to gain momentum. When two-way trade reached $4.7 billion in 1994, Korea became Canada's third most important export destination in the Asia–Pacific region and sixth-largest export market in the world. Canadian exports rose 28 per cent in 1994 to $2.2 billion — their highest level ever. Imports from Korea increased 14 per cent over the previous year to $2.5 billion.

- Major Canadian exports to Korea include coal and mineral fuels, pulp, organic chemicals, cereals, aluminum products, iron and steel, fertilizers, energy equipment, telecommunications equipment and aerospace products.

- Major Canadian imports from Korea include electronic equipment (televisions, VCRs), vehicles and parts, clothing, footwear and textile products, and mechanical equipment.

- The Korean market presents growing opportunities in areas of Canadian expertise, including agricultural products, oil and petrochemicals, transportation, defence, aerospace, computers, electronics, telecommunications, and automotive parts and components.

- The Korean telecommunications market alone is currently valued at about $4 billion and is expected to be worth more than $16 billion by the end of the century. The agricultural products market, which comprises mainly grains and oilseeds, meat, fish and a range of processed food products, including beverages, is currently worth an estimated $10 billion.

- With virtually no raw materials and a large industrial base, the Republic of Korea is also a significant market for coal, aluminum, stainless steel, potash and a wide variety of ferrous and non-ferrous ores — markets Canada is well-positioned to supply.

- To serve its rapidly growing economy, the Republic of Korea's electrical generating capacity is expanding by approximately 20 per cent a year upon a base capacity that is greater than that of Ontario Hydro. Canada has supplied four nuclear units to Korea through Atomic Energy of Canada Limited.

Singapore

Gross Domestic Product (GDP):	US$55 billion (1993); US$62.79 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	9.9% (1993); 10% (1994)
GDP Per Capita:	US$19,195 (1993); US$22,580 (1994)
Population:	2.93 million (1994 est.)
Head of State:	President Ong Teng Cheong
Head of Government:	Prime Minister Goh Chok Tong
Minister of Foreign Affairs:	Shanmugam Jayakumar
Minister of Trade and Industry:	Yeo Cheow Tong

Canada–Singapore Relations

- Canada–Singapore relations are strengthened by shared membership in the Commonwealth, the United Nations and the Asia–Pacific Economic Co-operation (APEC) forum, as well as a similar outlook on many international issues. Canada is also a "dialogue partner" with the Association of South East Asian Nations (ASEAN), of which Singapore is a member. Canada and Singapore regularly exchange views on international issues such as trade liberalization, peacekeeping, security, and political and economic developments.

- The Canada–ASEAN Centre, funded by the Canadian International Development Agency (CIDA), has been based in Singapore since 1989. The centre's mandate is to increase awareness and co-operation between ASEAN members (Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore, Thailand and Vietnam) and Canadian private and non-governmental individuals and organizations. This is achieved by promoting academic and business relations through small, regional development projects. The Centre's Women's Network is active in supporting and promoting women's leadership in business and in other areas such as public policy, academic, legal and non-governmental affairs.

- Canada will soon open a Canadian education centre in Singapore. It will be the third of its kind in Asia and its mandate will be to promote Canada's educational institutions and training services that provide quality education at reasonable costs.

Trade and Investment

- Two-way trade with Singapore has more than doubled since 1987, reaching $1.5 billion in 1994. Canadian exports were valued at $380.7 million in 1994, up from $342 million in 1993. Canadian imports reached $1.15 billion in 1994, up from $798 million in 1993.

- Canadian exports to Singapore are diverse. Key items include boilers, machinery and mechanical appliances; paper and paperboard; aircraft and parts; electrical machinery and equipment; and organic chemicals. Principal Canadian imports from Singapore consist of boilers; mechanical machinery; electrical machinery and equipment; organic chemicals; rubber and rubber products; and textiles.

- With large foreign reserves, low inflation and competitive interest rates, Singapore is the business, financial and transshipment centre for much of ASEAN. Viewing foreign business as integral to its own economic growth, Singapore generally imposes no restrictions on foreign ownership. Foreign exchange regulations are equally liberal. Most goods trade free of quotas, duties or special import licences. Generous investment and tax incentives are available, especially for technology development and its related management and labour skills.

- Particular opportunities for Canadian business exist in the development of transport-related systems; in oil and gas refining; in avionics and various military and security technologies; in information technology and electronic products; and in specialty food product items.

- Some 60 Canadian companies, including six banks, are represented in Singapore. Most companies maintain regional offices rather than manufacturing operations. Joint ventures and technology transfers between Canada and Singapore involve the aerospace industry, defence, educational services, public utilities, Canada–Singapore partnerships in third-country markets, and research and development initiatives.

- Canadian companies have achieved notable successes in Singapore recently. For instance, Northern Telecom has been selected by Singapore Telecom MobileLink to supply and install Singapore's first national personal communications network, valued at US$48 million. Bombardier Inc. has sold six of its Learjet executive aircraft, a contract worth $78.5 million, to Singapore International Airlines. CAE Electronics has sold several flight simulators worth more than $50 million for use by Singapore's Ministry of Defence and Singapore National Airlines.

- With the highest national savings rate in the world (48.3 per cent of gross domestic product in 1993), Singapore has a large pool of capital available for foreign investment. Although Singapore's investment in Canada is under $150 million, the potential is great. Portfolio investments are substantial, with the Government of Singapore's Investment Corporation investing more than $1 billion in Canadian government bonds and other securities.

Development Assistance Co-operation

- Singapore does not obtain Canadian development assistance. It does, however, participate in several of CIDA's South East Asia Regional Program initiatives managed by Canada's High Commission in Singapore. These initiatives include projects in fisheries, training and education, security co-operation, academic relations and English-language training.

Taiwan

Gross Domestic Product (GDP):	US$222 billion (1993); US$241 billion (1994)
GDP Growth Rate:	6.0% (1993); 6.3% (1994)
GDP Per Capita:	US$10,650 (1993); US$11,455 (1994)
Population:	21 million (1994)

Canada–Taiwan Relations

- Canada has observed a one-China policy since 1970, when it established formal diplomatic relations with the People's Republic of China. Canada does not have diplomatic relations with Taiwan.

Trade and Investment

- Despite the absence of diplomatic relations, Canada–Taiwan trade has grown consistently. In 1994, Taiwan was Canada's 11th-largest export market and its fourth-largest in the Asia–Pacific region.

- Canadian exports to Taiwan in 1994 increased 20 per cent over 1993 to $1.2 billion. Imports from Taiwan were valued at $2.7 billion in 1994, up from $2.6 billion in 1993.

- Major Canadian exports to Taiwan include mineral fuels, wood pulp, paper, electrical equipment, paperboard, agricultural products, processed foods, pollution control and environmental engineering services, transportation equipment, telecommunications, avionics, high-tech products and engineering services.

- Major Canadian imports from Taiwan include mechanical and electrical equipment, railway/tram rolling-stock parts, furniture, footwear, toys, sports equipment, plastics, clothing, tools, base metal articles and optical precision equipment.

- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily related to the development of infrastructure as part of Taiwan's six-year plan), building materials, environmental protection, telecommunications, engineering, management consulting services, specialty agricultural products, security products and services, and consumer products of all types.

- In 1986, the Canadian government supported the Canadian Chamber of Commerce's decision to open an office in Taipei to expand trade, investment and tourism ties with Taiwan. All Canadian government trade-development programs are available to Canadian companies pursuing trade and business opportunities in Taiwan.

- Canadian investment in Taiwan is valued at $100 million.

- Recent Canadian companies to achieve outstanding export performance in Taiwan include Internav Limited and CAE Electronics.

Thailand

Gross Domestic Product (GDP):	US$124 billion (1993); US$141 billion (1994 est.)
GDP Growth Rate:	7.8% (1993); 8.5% (1994 est.)
GDP Per Capita:	US$2,110 (1993); US$2,360 (1994 est.)
Population:	59.5 million (1994)
Head of State:	King Bhumibol Adulyadej (Rama IX)
Head of Government:	Prime Minister Banharn Silapa-archa
Minister of Foreign Affairs:	Kasem S. Kasemri
Minister of Commerce:	Chucheap Harnsawat

Canada–Thailand Relations

- Canada–Thailand bilateral relations date back to the 1950s and have broadened over time with Canada's increased interest in the Asia–Pacific region. In October 1995, Canada's Deputy Prime Minister and Minister of the Environment Sheila Copps led an environmental mission to Thailand. Canada's acceptance of more than 37,000 Indo-Chinese refugees from camps in Thailand also contributed to bringing the two countries together.

- In October 1994, Canada and Thailand signed a treaty on mutual legal assistance in criminal matters to enhance co-operation between their respective police forces in investigating crimes, especially drug trafficking. The Canadian Space Agency and Thailand's Ministry of Science, Technology and Environment also signed a memorandum of understanding to establish a framework for co-operation in space technology research and applications.

- Canada and Thailand signed an economic co-operation agreement in July 1988 to promote greater economic, commercial, industrial and development co-operation. Regular meetings on trade issues are taking place.

Trade and Investment

- Two-way trade reached $1.3 billion in 1994, up from $1.1 billion in 1993. Canadian exports — of which nearly two-thirds were fully manufactured goods — were valued at $408 million in 1994, up from $375 million the previous year. Canada imported $895 million worth of goods in 1994, compared to $768 million in 1993.

- Principal Canadian exports are organic chemicals; salt, sulphur, earth and stone; wood pulp, paper and paperboard; boilers and machinery; and electrical machinery and equipment. Imports from Thailand include electrical machinery and equipment, fish products, boilers and machinery, and footwear and other apparel.

- Thailand's economic expansion offers opportunities for Canadian companies, large and small, to partner with Thai companies. For example, Met-Chem Canada Inc. (Montreal) and Thai Special Steel Industry Company Ltd. are developing steel engineering to feed Thailand's construction boom. In Ontario, Country Style Donuts (Richmond Hill) and Yogen Fruz (Markham) have both signed franchising agreements to feed an expanding and affluent Thai middle class curious about new tastes. SR Telecom (Saint-Laurent, Quebec), ATI Telecom International Inc. (Edmonton) and Ultimateast Data Communications Ltd. (Saint John's) are among the companies supplying Thailand's need for informatics and telecommunications technology. Environmental companies such as Bovar Inc. (Calgary), Hatfield Consultants (West Vancouver), Philip (Toronto), Target (Burnaby, B.C.) and Cougar Helicopters Inc. (Halifax) are joining with Thai counterparts to deal with the environmental pressures stemming from rapid economic growth.

Development Assistance Co-operation

- Canada has provided more than $350 million in official development assistance to Thailand since 1981. The country is making remarkable economic progress, though it still faces some constraints in achieving sustainable growth.

- Assistance focuses on human resources development and increasing Thailand's access to Canadian technology and expertise in support of private sector development, infrastructure services, natural resources and environmental management, and women in development. Official development assistance funding in 1994-95 totalled $19 million.

- Two key Canadian International Development Agency (CIDA) projects are Enterprise Thailand-Canada, which fosters joint ventures and other commercial collaboration between Canadian and Thai firms, and a human resources development project that provides technical assistance, training and technology transfer through a consortia of Canadian and Thai institutions and businesses.

- Since 1982, CIDA's Industrial Co-operation (INC) program has provided more than $25 million to support Canadian businesses assisting in Thai private-sector development. Funds have been mainly for viability, starter and preliminary studies in industry, energy, transportation, agriculture and communications. CIDA-INC seed money has led to many successful joint ventures that have produced commercial benefits for both Canadian and Thai firms.

United States

Gross Domestic Product (GDP):	US$6.3 trillion (1993); US$6.7 trillion (1994); US$7.0 trillion (1995 est.)
GDP Growth Rate:	3.1% (1993); 4.1% (1994)
GDP Per Capita:	US$24,625 (1993); US$25,900 (1994)
Population:	260 million (1994)
Head of State and Government:	President Bill Clinton
Secretary of State:	Warren Christopher
Trade Representative:	Mickey Kantor
Secretary of Commerce:	Ronald Brown

Canada–United States Relations

- Canada and the United States enjoy the most comprehensive and mutually beneficial relationship of any two countries in the world. Now governed by the North American Free Trade Agreement, which came into force on January 1, 1994, trade between Canada and the United States is greater than anywhere else.

- Canada and the United States are partners in multilateral groups, such as the G-7, the World Trade Organization, the Asia-Pacific Economic Co-operation forum, the Organization for Security and Co-operation in Europe and the Organization of American States.

- Canada and the United States have long co-operated on peace and security issues as founding members of the United Nations and the North Atlantic Treaty Organization. The North American Aerospace Defence Agreement, which is due for renewal in 1996, has been the cornerstone of North American air defence since 1957.

- Since the signing of the 1909 Boundary Waters Treaty, Canada and the U.S. have co-operated on common border issues, such as trans-boundary air and water quality and wildlife management.

Trade and Investment

- Canada and the U.S. are each other's most important trading partners, exchanging about $1 billion worth of goods and services every day — the largest trading relationship in the world. In 1994, merchandise trade between Canada and the United States totalled $321.8 billion, up 22 per cent from $264.3 billion in 1993.

- In 1994, Canada's merchandise exports to the United States increased 23 per cent to $185.2 billion, while imports from the United States rose 20 per cent to $136.6 billion.

- The automotive, forestry and energy sectors dominated Canadian exports to the United States in 1993. Collectively, they represent about half of all domestic exports to the U.S.

- Principal Canadian imports from the United States include machinery and transport equipment, other manufactured goods, industrial supplies and foodstuffs.

- Trade in goods and services between the two countries now supports more than 1.5 million jobs in Canada and directly generates 25 per cent of Canada's gross domestic product (GDP).

- By year end 1994, U.S. direct investment in Canada had reached about $96 billion, or almost 65 per cent of foreign direct investment. Canadian direct investment in the United States reached $67.7 billion.

- The value of two-way trade, including services and investment income rose 19.5 per cent to $403.2 billion in 1994. Since implementation of the Canada–U.S. Free Trade Agreement in 1989, two-way trade, including services and investment income has increased by more than 62 per cent.

NOTES